TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — Nº 11 189

DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 20 JANVIER 1981

La crise politique de Berlin-Ouest provoque à Bonn de profonds remous

LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 L. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 43

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris nº 650572

Tél. : 246-72-23

UNIVERSITY OF [illegible] LIBRARY

L'accord sur la libération des otages américains

• WASHINGTON : M. Carter rend hommage à l'« arbitrage équitable » de l'Algérie
• TÉHÉRAN : la presse se félicite de « la victoire remportée sur le grand Satan »

M. Warren Christopher, secrétaire d'État adjoint, a signé ce lundi matin 19 janvier, à Alger, les points d'accord entre les États-Unis et l'Iran réglant définitivement les problèmes des otages américains détenus depuis le 4 novembre 1979. La cérémonie a eu lieu à 8 h. 40 GMT au ministère algérien des affaires étrangères, en présence de M. Mohamed Benyahia, chef de la diplomatie algérienne, et l'annonce officielle de l'accord a été faite à Alger en fin de matinée. Le principal négociateur américain a donc officiellement accepté, au nom du président Carter, la teneur de trois documents qui, selon les Algériens, constituent « les points d'accord qui feront l'objet de déclarations du gouvernement algérien et auxquels donneront leur adhésion le gouvernement des États-Unis et le gouvernement d'Iran ».

Les textes agréés par le négociateur américain après accord de Téhéran sont trois documents respectivement de douze, sept et trois pages. Après leur signature, M. Warren Christopher a reçu de M. Benyahia les textes des points d'accord. Le chef de la diplomatie algérienne a fait à cette occasion une courte déclaration à laquelle a répondu le secrétaire d'État adjoint en remerciant le peuple et les dirigeants algériens pour leur contribution au processus de libération des otages américains.

Les deux Boeing 727 d'Air Algérie qui doivent transporter les diplomates américains sont arrivés à Téhéran ce lundi en fin de matinée alors que l'examen médical des otages par des praticiens algériens était en cours. La date du départ de Téhéran n'a toutefois pas été indiquée.

Le président Carter a déclaré que tout, désormais, « est prêt pour un retour aussi rapide que possible ». Il a exprimé ses remerciements à l'Algérie, à son président, à son ministre des affaires étrangères et à ses négociateurs pour leur « superbe travail dans un arbitrage impartial et équitable ».

A Téhéran, la presse se félicite de « la victoire remportée sur le grand Satan ». Le princi pal négociateur iranien, M. Nabavi, a tenu à préciser que l'Iran « n'a rien à signer avec les États-Unis » et se bornera à « approuver » la déclaration publiée par le gouvernement algérien.

Bien que l'accord conclu paraisse désormais global et irrévocable, toute incertitude n'est pas levée. Ainsi, dans la déclaration diffusée par les autorités algériennes (voir page 4), des clauses de résiliation *« dans les soixante douze heures »* ont été prévues. Dans la brève allocution qu'il a prononcée, ce lundi, à 10 heures G.M.T., pour annoncer la conclusion *« d'un accord qui aura pour résultat la liberté de nos otages »*, le président Carter rappelle : *« Nous avons encore quelques documents à signer avant que l'argent soit matériellement transféré et que les otages soient libérés. »*

(Lire la suite page 3.)

La révolution islamique stabilisée ?

Lorsque les « étudiants islamiques » avaient pris d'assaut l'ambassade des États-Unis et s'étaient emparés des diplomates, ils poursuivaient un « objectif révolutionnaire » dans lequel les préoccupations de politique intérieure et extérieure étaient intimement mêlées. Ils reprochaient au premier ministre, M. Mehdi Bazargan, et aux membres du gouvernement « réformiste » d'alors de faire doublement le jeu des États-Unis. Ne voulait-il pas, à la fois, normaliser les relations avec Washington et s'appuyer, pour remettre l'Iran en marche, sur les anciens cadres occidentalisés, formés le plus souvent en Amérique ?

L'épreuve de force qui résulta de la prise d'otages s'est jouée tout autant sur la scène internationale — la révolution islamique entendait prouver au monde entier sa capacité à tenir en échec le « grand Satan » américain — qu'en Iran même, où elle a contribué à radicaliser la situation. La position des intransigeants qui entendaient « continuer la révolution » autour d'hommes comme les ayatollahs Behechti, président du parti républicain islamique, majoritaire au Parlement, et Montazeri, considéré comme le successeur de l'imam Khomeiny, s'est trouvée renforcée face aux « réformistes », parmi lesquels ils n'hésitaient pas à classer les hommes comme MM. Bani Sadr, président de la République, Yazdi et Ghotbzadeh, anciens ministres des affaires étrangères, pourtant très proches collaborateurs de l'exilé de Neauphle-le-Château.

Enjeu d'une violente bataille pour le pouvoir à Téhéran, l'affaire des otages a accru l'anarchie économique et suscité une réprobation internationale qui ont persuadé l'Irak que le moment était venu d'attaquer son voisin en difficulté. Bagdad entendait régler des comptes millénaires et récupérer ses « droits » sur Chatt-El-Arab, que le président Saddam Hussein avait dû concéder au chah en 1975, alors qu'il se trouvait lui-même aux prises avec la rébellion kurde.

Contrairement aux espoirs de Bagdad, cette agression, qui bénéficiait au début des sympathies de l'opposition iranienne, n'a nullement affaibli la position de l'imam Khomeiny. Elle a conduit les révolutionnaires islamiques à serrer les rangs. Parallèlement, elle a accéléré le processus des négociations entamées avant son déclenchement, Téhéran ayant le plus grand besoin de récupérer les milliards bloqués aux États-Unis pour pouvoir se procurer les armes indispensables à toute contre-offensive sérieuse contre les forces irakiennes. L'élection de M. Reagan à la Maison Blanche a donné l'ultime coup de pouce, les négociateurs iraniens sachant fort bien qu'avec lui l'accord serait plus difficile à réaliser.

La libération des otages ouvre la porte à une amélioration des relations entre Téhéran et Washington, mais il serait vain de croire, comme vient de le rappeler M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense, qu'elle va entraîner une « réconciliation immédiate » : les rancœurs sont vives de part et d'autre.

Le dénouement de la crise donne toutefois aux Iraniens, qui sont en assez mauvais termes avec Moscou, une liberté de manœuvre appréciable en les débarrassant d'un fardeau devenu à la longue intolérable. Le ton triomphal sur lequel le marchandage est présenté à l'opinion iranienne influera sans doute beaucoup sur ses conséquences intérieures. On verra alors s'il y a lieu de parler de stabilisation, ou même de modération, de la « révolution islamique ».

Triomphe et désastre de la diplomatie

par P.-J. FRANCESCHINI

Lorsque les manuels d'histoire auront fait leur tri simplificateur, on retiendra sans doute de « l'affaire » qui, une année durant, a opposé Téhéran à Washington son aspect le plus étonnant : toute une représentation diplomatique séquestrée et utilisée comme monnaie d'échange au bénéfice de l'État preneur d'otages. Celui-ci, aux prises avec un tiers, a fini par relâcher ses prisonniers à des conditions moins avantageuses qu'il ne l'escomptait. Que l'Iran ait eu à se plaindre des États-Unis, que le pouvoir y ait été l'enjeu des factions et ait difficilement pu tenir tête à l'extrémisme des « étudiants islamiques » ne change rien à cette évidence. Le tabou premier et fondamental des relations internationales, — celui qui touche à la sécurité des envoyés sous tous les régimes et dans tous les pays — a volé en éclats.

Les diplomates, notamment algériens, ont déployé des trésors d'ingéniosité pour assurer ce qui apparaît à la fois comme le triomphe et le désastre de la diplomatie : une négociation sur le non négociable. Grâce à eux, le droit des gens coule pavillon haut.

Le régime iranien avait officiellement abattu son jeu : *« Nous avons suffisamment démontré, je pense,* a dit le président de la commission des affaires étrangères du Majlis, *que la République islamique estime avoir les mains libres et qu'elle ne se conforme à aucune règle ou usage imposés de l'étranger. »* (*Le Monde* du 28 octobre.) Téhéran a donc récusé l'immunité des missions diplomatiques, faite de respect envers l'hôte de l'État, de fidélité à la foi jurée et de prudence à l'égard d'une éventuelle et facile rétorsion.

Le principe ainsi bafoué est aussi vieux que les relations entre les hommes. Dès l'époque homérique, les délégués d'un camp auprès de l'adversaire jouissaient de la garantie de leur sécurité. Toute l'évolution du droit international a codifié cette règle, de la mise en place d'un corps de diplomates professionnels par Byzance à la création de missions permanentes — en l'espèce celle que le duc de Milan, Francesco Sforza, installa à Gênes en 1455.

(Lire la suite page 3.)

POINT
Les socialistes réconciliés ?

Oubliée la querelle ? Effacées les cicatrices des déchirements causés par la lutte pour la candidature socialiste à l'élection présidentielle ? On pourrait le croire avec la désignation de M. Mitterrand par 82 à 85 % des mandats des militants de son parti.

Fidèle en tout cas à l'attitude qu'il a adoptée en s'effaçant devant le premier secrétaire, M. Michel Rocard tenait vendredi dernier des propos fort unitaires : « François Mitterrand sera élu dans cent jours. Les socialistes sont prêts. Ça marchera. »

M. Pierre Mauroy faisait écho avec entrain : « Ces cent jours sont une grande chance pour le parti et son unité. Le moment est venu de retrouver les heures chaudes du socialisme. »

C'était peut-être, finalement, M. Mitterrand qui adoptait l'attitude la plus prudente en estimant que le combat « est loin d'être gagné ». Il reprenait toutefois lui aussi le thème de l'unité en affirmant : « La bataille sera l'affaire de tous. »

Oubliée la querelle, réconciliés les socialistes ? Les chiffres sont flatteurs. Toutefois, le mode de calcul des résultats (par mandat et non par vote individuel) ne rend pas compte de la mobilisation effective des militants. Il semble bien qu'ici ou là la participation ait été faible, mais il s'agissait en quelque sorte de congrès sans enjeu.

Surtout, la base « rocardienne » n'a pas toujours suivi très fidèlement les consignes de ses dirigeants nationaux. M. Rocard avait demandé à ses amis d'apporter leurs suffrages au premier secrétaire, et ceux-ci se sont quelque peu dispersés : tantôt s'abstenant, tantôt votant « blanc » ou « nul ». Si le courant lui-même n'a pas, dans l'ensemble, retrouvé son score du congrès de Metz (21 %), on relève tout de même une corrélation entre l'implantation locale du courant Rocard et le taux de vote blanc ou nul.

Oubliée la querelle ? Peut-être. Mise entre parenthèses, plus vraisemblablement. Tout dépendra, en fait, de la manière dont M. François Mitterrand associera les minoritaires à sa campagne, et... des résultats de cette campagne.

(Lire page 12.)

Les États-Unis de M. Reagan

L'Amérique se prépare à la prestation de serment, mardi 20 janvier, à Washington, du quarantième président des États-Unis. M. Ronald Reagan assumera aussitôt tous les pouvoirs de sa charge et entrera le jour même à la Maison Blanche. M. Jimmy Carter, qui gravira en tant que président la colline du Capitole pour cette cérémonie, en redescendra simple citoyen. La cérémonie sera transmise en direct par TF 1 et A 2 à 17 h. 45.

Dans une série d'articles dont nous commençons la publication, Dominique Dhombres présente l'« autre Amérique », celle de M. Reagan.

D'autre part, « le Monde de l'économie » présente, pages 23 à 25, la situation de l'économie américaine à la fin du mandat de M. Carter.

I. — La ruée

De notre envoyé spécial
DOMINIQUE DHOMBRES

Washington. — *« Ne vous y trompez pas ! L'entrée à la Maison Blanche de Ronald Reagan constitue un tournant historique aussi important que l'arrivée au pouvoir de Franklin Roosevelt en mars 1933* (1). *Ce pays est à la dérive, comme il l'était alors, même si les causes sont très différentes, voire opposées. Reagan — un président républicain — va remettre l'Amérique sur pied, comme jadis Roosevelt — un démocrate — y avait réussi. Si nous ne commettons pas d'erreur, nous pouvons conquérir la Chambre des représentants en 1982, comme nous avons pris la présidence et le Sénat cette fois-ci. Et alors, la voie sera libre pour la grande coalition républicaine qui remplacera l'alliance électorale forgée par les démocrates après la crise de 1929. Vous assistez au début d'une ère nouvelle qui durera au moins autant que la précédente — presque cinquante ans — et qui sera celle du conservatisme lucide et raisonnable. L'Amérique sera à nouveau grande, respectée dans le monde, et prospère. »*

Notre interlocuteur a trente ans à peine ; il est tout frais émoulu de l'Institut Hoover en Califonie, un des principaux « réservoirs de matière grise » de l'administration Reagan, et son enthousiasme, qui fait plaisir à voir, se mesure à la taille de la pile de dossiers qu'il a accumulés sur son bureau. Il va occuper des fonctions importantes au sein du Conseil national de sécurité, l'organisme chargé de préparer les choix de politique étrangère et de défense du président. Sa spécialité est donc les relations internationales et la grande stratégie, mais la passion l'emporte visiblement, et l'égare peut-être, quand il évoque la politique intérieure américaine et ce « *nouveau commencement* » promis par M. Reagan.

(Lire la suite page 7.)

(1) Le président des États-Unis est élu le mardi qui suit le premier lundi de novembre. Jusqu'en 1933, il prêtait serment le premier mardi de mars. Le délai entre l'élection et l'entrée en fonctions a été raccourci pendant le premier mandat de Franklin-D.-Roosevelt.

AU JOUR LE JOUR
MODERNISME

« A quoi sert ce voyant ?

— C'est pour la calculatrice, monsieur. Mais vous avez également l'heure et vous pouvez chronométrer.

— Votre machine fait tout ça ?

— Oui. Et en plus elle affiche le numéro à appeler et le refait automatiquement s'il est occupé.

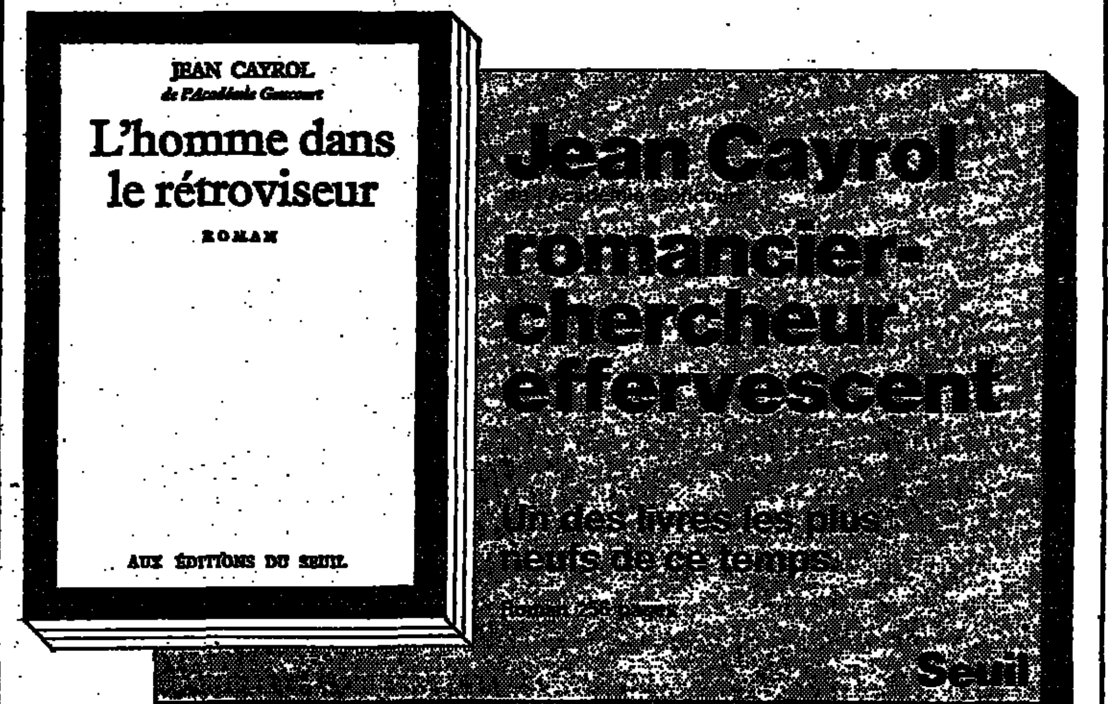
— Mais, alors, l'usage principal de votre machine...

— Le téléphone, monsieur, bien sûr ! Et d'ailleurs celui-ci possède un amplificateur qui permet pendant les communications de garder les mains libres.

— Mais votre téléphone n'est pas couplé avec une radio et ne fait pas le café ?

— Malheureusement pas encore, monsieur. Mais l'année prochaine, qui sait ? »

MICHEL CASTE.



UNE BROCHURE PUBLIÉE PAR Le Monde

Le bilan économique et social de 1980

Pour la sixième année consécutive, « le Monde » publie sa brochure « Bilan économique et social », diffusée à près de deux cent mille exemplaires.

A la veille d'une échéance politique capitale pour les Français — l'élection présidentielle — et alors que le monde est en proie à de nouveaux soubresauts, ce dossier offre une analyse détaillée de la situation économique et sociale en France et dans cent vingt-six pays étrangers. Il fournit les informations les plus récentes sur les effets du deuxième choc pétrolier, l'accélération de l'inflation, la montée du chômage, l'aggravation de la récession, la persistance du désordre monétaire, l'accentuation des déséquilibres entre pays riches et pays pauvres, etc...

Une centaine de graphiques et de tableaux, un double index par thèmes et par pays et une chronologie jour par jour des événements de l'année écoulée facilitent la lecture de cet ouvrage de cent soixante-huit pages.

★ *Bilan économique et social 1980 : la rechute* — 22 francs. En vente chez tous les marchands de journaux.

Le Monde

idées

IMMIGRÉS

L'affaire du foyer des travailleurs immigrés de Vitry n'a pas fini de faire couler de l'encre. Véronique de Rudder montre à ce propos combien est artificielle, pour ne pas dire tendancieuse, la *notion*, si répandue, de seuil de tolérance. On lira, d'autre part, des extraits de deux des nombreuses répliques que nous a values l'article dans lequel M. Michel Brugeneur (*le Monde* du 6 janvier) approuvait l'attitude du maire de Vitry.

Le seuil de tolérance

par VÉRONIQUE DE RUDDER (*)

NOMBREUSES et anciennes sont, dans la presse, les références au « seuil de tolérance » défini comme la proportion d'étrangers à ne pas dépasser sous peine de voir apparaître des réactions de rejet de la part des populations françaises. Les récents événements de Vitry et d'ailleurs ont provoqué une diffusion massive de cette notion. *Elle est systématiquement* attribuée « aux sociologues » ou, plus prudemment, à « certains sociologues » (sans que ceux-ci soient d'ailleurs jamais cités... et pour cause), ce qui laisse entendre que lesdits sociologues sont sinon unanimes, du moins partagés sur l'interprétation à donner à des résultats de recherches qui existent et établissent un tel seuil.

Or, outre que la très grande majorité des chercheurs travaillant sur l'immigration et les relations inter-ethniques rejettent formellement la notion, il n'existe pas, en France, de travaux établissant clairement un rapport entre la proportion d'immigrés dans une population nationale et les attitudes ou comportements de rejet. Pour ce qui est des attitudes, une enquête d'opinion menée par l'INED (1) en 1974 montre que, s'il existe un seuil de tolérance, il n'a, à la limite, rien à voir avec l'importance de la population étrangère. Il n'y a pas de relation statistique rigoureuse entre attitudes et pourcentage d'étrangers. Quant aux comportements, aucune recherche n'a jamais été entreprise. On pourrait s'en étonner si l'on ne savait d'ores et déjà que la relation strictement quantitative établie par le seuil est sinon invalide, du moins extrêmement relative. Il y a plus de conflits et d'agressions à caractère raciste à Marseille que dans certaines communes de la banlieue parisienne où le pourcentage d'étrangers est beaucoup plus important.

On s'invente des étrangers

Chacun sait que l'opinion raciste ou xénophobe n'a pas besoin d'objet réel pour exister et qu'elle se nourrit hors de la présence et du contact avec des étrangers. Au besoin, une société locale ou nationale se trouve ou s'invente des étrangers : Bretons, Corses, juifs, gitans..., qu'importe ! Quant aux actes, il est bien vrai qu'ils ne peuvent se produire hors de la présence de l'« autre ». Si rien ne permet d'affirmer que telle densité d'étrangers déclenche le rejet raciste ou xénophobe, tout permet donc de penser qu'il faut des étrangers — réels ou imaginaires — pour pouvoir les rejeter de fait.

Là se trouve l'évidence sociale qui fait du seuil de tolérance un succès au hit-parade des idées reçues : c'est bien là où se trouvent ensemble des Français et des étrangers que peuvent surgir des difficultés relationnelles. Cela signifie en clair que, pour que « tout aille bien », il suffit soit qu'il n'y ait pas d'immigrés, soit qu'il n'y en ait pas assez pour qu'ils puissent apparaître comme une force sociale, actuelle ou potentielle, réelle ou fantasmée.

Loin d'éclairer l'expérience quotidienne, la notion de seuil de tolérance rend impossible toute analyse concrète des conditions dans lesquelles surgissent ou non des conflits inter-ethniques. Avec un chiffre fatidique, rien ne peut être dit des populations en présence, de leurs histoires respectives et communes, de l'évolution de leurs implantations dans tel ou tel quartier ou commune, des groupes sociaux en présence, etc.

On oublie que le racisme « petit blanc », fort étudié aux Etats-Unis, provient moins du nombre des étrangers que de l'altération de l'image que les habitants autochtones se font et veulent donner d'eux-mêmes. Si on les loge avec des immigrés, c'est qu'on les y assimile. Ils se sentent ainsi ravalés au même rang social qu'eux, ou en passe de l'être. Le rejet est une réponse à la dévalorisation ressentie. Et il diffère en intensité selon que l'on cohabite avec un Portugais ou un Algérien : l'un et l'autre n'occupant pas la même position dans la hiérarchie de l'infériorisation sociale, l'effet de dévalorisation n'est pas non plus le même.

Du point de vue logique — *scientifique doit-on dire plutôt*, puisque telle est la caution dont se couvre la notion de seuil de tolérance, — tout ici est pris à l'envers. La corrélation sociale entre proportion d'immigrés et réactions de rejet se présente comme attestée par une corrélation statistique établie. Elle ne l'est pas, ni ne peut l'être. Mais quand bien même elle le serait, on *ne pourrait ni en déduire ipso facto* qu'elle désigne une réelle corrélation sociale ni, *a fortiori*, fonder sur elle une théorie explicative.

Bouc émissaire

Il ne s'agit ni de dénier l'existence de heurts de cohabitation entre populations d'origines et d'histoires différentes ni de contester les difficultés des municipalités confrontées à la gestion de populations défavorisées et hétérogènes, mais bien de refuser que toutes les cartes soient brouillées. Il n'y a pas de seuil de tolérance. Il y a des idéologies et des pratiques racistes et xénophobes, et il y a des problèmes économiques et sociaux réels sur les plans local, régional et national. La rencontre des unes et des autres sur le terrain du seuil de tolérance n'est qu'un avatar du mécanisme bien connu de désignation d'un bouc émissaire, masqué sous une forme technocratique, drapé de l'alibi scientifique.

Du point de vue de son usage social, qui seul explique sa diffusion, le seuil de tolérance présente de nombreux avantages idéologiques, en particulier celui d'autoriser et d'interdire simultanément le racisme. Il l'autorise en affirmant que des étrangers « point trop n'en faut », sous peine de voir apparaître des réactions inévitables. Il l'interdit en qualifiant ces réactions de « regrettables » et en faisant admettre que, puisqu'il en faut tout de même, la solution est dans une répartition « équitable », un saupoudrage, des immigrés.

En outre, il présente les Français comme un corps social organique, formant un tout homogène, dont les réactions aux « greffes » sont d'ordre immunologique. Cela permet, en assimilant le racisme à un phénomène biologique d'escamoter l'absence d'unité nationale, les antagonismes et les conflits qui, avec ou sans immigrés, divisent la société, de dévier l'attention, de trouver des « têtes de Turc »... Toutes choses dont l'utilité n'est plus à démontrer en période de crise économique et sociale et, qui plus est, dans une conjoncture électorale.

(*) Sociologue, équipe de recherches sur les migrations internationales, Centre national de la recherche scientifique.

(1) Girard (A.), Charbit (Y.), Lamy (M.-F.) : « L'attitude des Français à l'égard de l'immigration étrangère » in *Population* n° 6, 1974.

Répliques à... Michel Brugeneur

Un Français musulman : « Ce qu'est la civilisation »

par ALLEL SADOUN (*)

LE réquisitoire de M. Brugeneur ne vise que les musulmans.

« *Nous ne sommes pas allés vous chercher,* leur dit-il en substance. *70 % d'entre vous sont entrés clandestinement en France, où vous ne pouvez vous empêcher de vous agglutiner dans des ghettos. Par on ne sait quelle combine ou intrigue, 10 % d'entre vous deviennent des cadres et 12 % des commerçants. Mais il y a toujours du « déchet »* (sic) *parmi vous. Et ce « déchet » encombre nos hôpitaux et c'est la collectivité nationale et la Sécurité sociale qui le supportent.* »

M. Brugeneur ignore sans doute que, pour satisfaire les énormes besoins de l'industrie, le gouvernement français a été amené à signer des accords avec de nombreux Etats dont ceux d'Afrique du Nord. Chaque année, un contingent de travailleurs maghrébins fixé à l'avance entrait en France après un sévère examen médical. Seul, le Portugal refusa pendant un certain temps de signer cet accord. Mais ses ressortissants, arrivés clandestinement ou en faux touristes en France, régularisaient sans difficulté leur situation.

L'arrêt de l'immigration étrangère a été décidé par les pouvoirs publics voilà cinq ans. Si des « clandestins » parviennent à trouver du travail, c'est avec la complicité de certains employeurs qui y trouvent leur compte. Qui sont, dans l'affaire, les plus fautifs ?

La recherche des clandestins ne sera qu'une chasse au faciès dont tous les Africains risqueraient d'être victimes. A reprendre cette antienne, ne risque-t-on pas aussi de réveiller le vieux démon du racisme dans une classe ouvrière dont tous les sondages montrent qu'elle n'est pas la plus bienveillante aux immigrés ?

M. Brugeneur reproche aux travailleurs musulmans de se complaire dans leurs ghettos. Si la loi de 1945 sur l'introduction de la main-d'œuvre étrangère avait continué à être correctement appliquée, c'était aux patrons qu'il appartenait de fournir à chacun d'eux un logement convenable. C'est la non-application de cette loi qui a créé les bidonvilles. Le racisme des propriétaires et de certains maires n'a pas peu contribué à laisser croupir les travailleurs musulmans dans leurs ghettos. Et pourtant ils cherchent désespérément à en sortir, au témoignage de M. Claudius Petit, ancien président de la Sonacotra. A l'origine, les dirigeants de cette société projetaient de construire des dortoirs collectifs pour les célibataires algériens. A l'expérience, ils se sont vite aperçus que ces derniers « *préféraient une chambre, même petite, individuelle pour avoir une véritable liberté de mouvement et de pensée* » ? Même en payant un loyer plus élevé.

Certains maires s'opposaient à la construction de foyers-hôtels qui leur étaient destinés. Ils étaient d'« opinions politiques très diverses », *affirme M. Claudius* Petit. Leur alibi de protection de la moralité publique ne tenait pas. Jamais une affaire de mœurs n'a éclaté aux alentours de ces immeubles (1).

M. Brugeneur semble brouillé avec les statistiques. Où a-t-il découvert 10 % de cadres et 12 % de commerçants parmi la population musulmane ? Avec le dixième de ces chiffres, on est probablement plus près de la vérité.

Il accuse encore les immigrés d'encombrer sanas et hôpitaux. Assurés sociaux, ils paient les mêmes cotisations que leurs camarades français. Pourquoi ne bénéficieraient-ils pas des mêmes prestations et en particulier des soins hospitaliers ? S'ils sont plus prédisposés que d'autres à la tuberculose après un ou deux ans de séjour en France, est-il équitable de le leur reprocher ? Ne *faut-il* pas, au contraire, incriminer les conditions de travail et de logement auxquelles ils sont exposés ?

Les lourdes charges que fait peser ce « *déchet* » de la population musulmane sur le budget des communes et de la Sécurité sociale qui semblent être le grand souci de M. Brugeneur, qu'il se rassure ! Dans les années 70, la gestion des assurés sociaux étrangers laissait à la Sécurité sociale un excédent de 1 milliard de francs. Depuis, avec la revalorisation des salaires, l'inflation aidant, cet excédent annuel a sans doute doublé.

Les cantines et les colonies de vacances coûtent cher, paraît-il, à certains maires et ce serait la faute des enfants d'immigrés trop nombreux. Mais comme producteurs et comme consommateurs, ces travailleurs rapportent de l'argent au commerce et au budget des communes.

Où M. Brugeneur a-t-il vu, d'autre part, en Afrique du Nord, des voleurs au poignet coupé et des femmes adultères lapidées ? Que cela existe dans certains pays musulmans n'y change rien. Il ne viendrait jamais à l'idée du plus fruste des Maghrébins de reprocher à M. Brugeneur l'holocauste hitlérien ou les tortures pratiquées par les dictatures catholiques d'Amérique latine. Que le mufti de Jérusalem ait été l'allié de Hitler ne concerne nul*lement les immigrés musulmans.* D'ailleurs ce dernier n'a pas manqué à l'époque d'alliés en France.

Libre à M. Brugeneur de pren*dre position en faveur des péti*tionnaires de Mantes qui s'opposent à la construction d'une mosquée dans leur quartier. Dans la plupart des pays musulmans existent depuis des siècles des églises et des synagogues. A Alger, avant l'occupation française, il y avait une Maison de France et une Maison d'Espagne où des prêtres exerçaient librement leur ministère. Il est cocasse de voir voler au secours du maire communiste de Vitry un journaliste qui n'a que mépris pour les travailleurs musulmans de cette commune, « *de pauvres types de toutes les couleurs, de toutes les races, de toutes les religions, de toutes les incultures* ». Un Algérien, Sidi Hamdane, lui a ré*pondu, il y a déjà près de cent* cinquante ans : « *La civilisation ne consiste pas dans la manière de se mettre sur une chaise ou sur un sofa, ou bien de s'habiller de telle ou telle manière... Les Orientaux entendent par civilisation : suivre la morale universelle, être juste envers le faible comme envers le fort, contribuer au bonheur de l'humanité qui forme une seule et grande famille.* »

Cette morale universelle n'est l'apanage ni le privilège d'aucune nation au monde, fût-elle détentrice des secrets de l'arme atomique, de l'ordinateur ou de tout autre engin de haute technologie ou de mort (2).

(*) Ancien secrétaire adjoint de l'Union des syndicats confédérés (C.G.T.) d'Oranie. Français musulman.

(1) Académie des sciences morales et politiques : séance du 2-6-1978.
(2) Sidi Hamdane ben Othman, *le Miroir* (Paris 1833).

Un enseignant : « Le contraire de ce qu'il faut apprendre »

par HENRI PETER

L'ARTICLE de Michel Brugeneur m'agresse à double titre : d'une part, je pense que la tradition peut avoir quelque chose de sérieux à nous transmettre, et à ce titre seulement je veux bien être qualifié d'extrême droite ; d'autre part parce que la République me charge d'initier les élèves d'un lycée aux sciences économiques

C'est surtout pour cette raison que je tiens à protester contre l'opinion de Michel Brugeneur, qui va exactement en sens inverse de ce que je tente d'apprendre aux adolescents qui me sont confiés. C'est pour eux, essentiellement, que j'invoque le droit de réponse.

1) Comment M. Brugeneur peut-il parler de races de toutes incultures !

Je lui demande mille fois pardon d'avoir cru bon justement d'initier mes élèves à ces incultures, d'avoir enquêté, avec l'aide du Musée de l'homme, sur les civilisations nomades, d'avoir en toute naïveté montré l'admirable film de Ray, *Pather Panchali*, découverte de l'Inde traditionnelle et moderne. Oui, je demande pardon de ne les avoir pas aidés à confondre niveau de vie et culture.

En revanche, je me convaincs tous les jours que je vis dans une civilisation « de haute culture », car tous les jours je sais « qu'il se passe quelque chose aux galeries M... » Telle radio me rend « naturel », telle autre pratique la « politique de la détente ». Avec mes idées, datant du Moyen Age, je ne résiste pas au plaisir de dire à mes élèves que tout cela c'est de la..., et que, quand on est agressé aussi visiblement, il faut se défendre...

2) M. Brugeneur constate et, hélas ! il a raison que le racisme sévit et gagne du terrain, mais au lieu de s'interroger, de nous interroger nous-mêmes pour y *tenter d'y porter remède, il* justifie les pires exactions.

En classe, nous avons essayé d'observer comment, par un mouvement de fond, déjà mis à jour par les meilleurs spécialistes (Philippe Ariès, par exemple), la société libérale tend à exclure les autres, qu'elle excommunie les personnes âgées, dans le troisième âge ou quatrième (à quand le cinquième ?), qu'elle enferme ses enfants dans des écoles, qu'elle évacue le phénomène de la mort, etc., enfin et surtout qu'elle fait des travailleurs immigrés, nos frères, les boucs émissaires d'une politique malthusienne,

Bref, notre *société* est en *grande* tentation de racisme. Alors, au lieu de tenter de nous ramener à de meilleurs sentiments, Michel Brugeneur, par une conception plébéienne de la *démocratie*, enfonce ce pauvre maire de Mantes-la-Jolie qui, après tout, ne veut faire respecter que le principe républicain de la liberté des cultes

Bien sûr, il y a chez les immigrés une part de voyoucratie, de délinquance, et même de criminalité, mais enfin, sans vouloir le moins du monde les excuser, ce genre de phénomènes n'a-t-il pas toujours existé dans les villes et banlieues déshéritées ? Est-ce un argument pour généraliser ?

3) Enfin, il faut relever l'argument économique malthusien, qui doit faire bondir tous les économistes rassis : comme quoi les places seraient comptées au banquet de la nature. Tous les économistes savent que les immigrés ont, jusqu'ici, été plutôt bénéfiques au développement économique de la nation, et que la France, pays d'accueil, n'a pas eu à supporter les charges d'éducation jusqu'à leur âge d'homme. C'est la simple humanité qui veut qu'on les soigne et qu'on établisse avec eux des relations *humaines* et non purement économiques.

4) Je ne jugerai pas le terrorisme dont parle M. Brugeneur. Je m'interrogerai en toute humilité sur un pays où 63 % des gens sont pour la peine de mort, où les « honnêtes gens » mélangent allègrement les voleurs de poules avec les criminels, et traitent ceux-ci comme des fauves, où une célèbre avocate a pu dire : « *Un enfant non désiré est un cancer qui me ronge.* » Oui, je m'interrogerai sur une société qui donne asile au racisme envers l'enfant à naître, c'est-à-dire une société qui exclut tout ce qui la gêne, et où un journaliste trouve bon d'y faire ripaille.

Prenez un bol d'air
ORGANISATEURS : SPODEX
SOUS LE PATRONAGE DE LA F.I.N.
20e SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL
17-26 JANVIER 1981 - PARIS
PALAIS DU CNIT - DE 10 A 20 H. LES 20 ET 23 JUSQU'A 23 H.

L'ACCORD SUR LA LIBÉRATION DES OTAGES AMÉRICAINS EN IRAN

Course contre la montre aux États-Unis

Washington. — Les Américains ont patienté quatorze mois et près de trois semaines. Mais le dimanche 18 janvier a été incontestablement le jour le plus long. Dès 7 heures du matin, les chaînes de radio et de télévision annonçaient un *« accord imminent »*. M. Jimmy Carter avait réussi à arracher aux grandes banques des concessions de poids. *« Nous sommes très, très près d'un accord »*, déclarait, vers midi, le vice-président Mondale, tandis que le porte-parole du département d'État, M. John Trattner, exprimait un optimisme sans précédent : *« Les choses sont en train d'aller très vite. »* A minuit, on espérait encore ne pas avoir à hisser une quatre cent quarante-troisième bannière étoilée au petit cimetière d'Hermitage (Pennsylvanie) — une par jour de détention — en la surmontant, comme les autres, de la casquette d'un ancien combattant.

Interviewées pour la centième fois, les familles des otages retenaient leur souffle. Elles étaient sûres que le cauchemar s'achevait mais n'osaient y croire. *« Tant qu'ils ne seront pas dans l'avion... »*, murmurait l'épouse du capitaine Needham. *« Même si le porte-parole de la Maison Blanche l'annonce, je ne le croirai pas »*, lançait avec énervement le fils de M. Morefield. Et le beau-père d'un autre otage, M. Sharer, exprimait un sentiment assez général : *« Nous nous sentons en haut, puis en bas, comme sur une montagne russe, nous retenant de monter parce que ces fous peuvent faire n'importe quoi à la dernière minute. »*

Cette étrange journée a coïncidé avec le début des festivités d'investiture de M. Ronald Reagan. On dansait dans les principaux musées de Washington, tandis que la Maison Blanche était le théâtre d'une agitation fébrile. D'ordinaire, un changement d'administration crée une ambiance de derniers jours de classe. Les collaborateurs de M. Carter, eux, n'auront jamais autant travaillé.

De notre correspondant

« Nous essayons de régler en quelques heures des choses qui, en temps normal, réclameraient plusieurs mois », soulignait le vice-président Mondale.

Les négociateurs américains ont engagé une formidable course contre la montre. Il ne fallait plus seulement que l'affaire soit réglée avant le mardi 20 janvier, date d'investiture de M. Reagan, mais le 19 au plus tard, pour permettre à M. Carter de réaliser son souhait : être le premier Américain à serrer la main des otages. Un aller et retour jusqu'à Wiesbaden lui laisserait-il le temps de se trouver mardi à midi à Washington pour le serment de son successeur ? M. Reagan l'en avait dispensé, affirmant à des journaliste qu'une telle absence *« aurait certainement une bonne cause »*. Mais il était difficile à M. Carter de ne pas être présent au Capitole pour une raison, désormais essentiellement sentimentale.

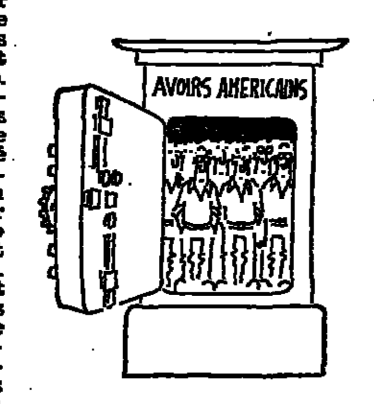
Pas de « rançon », un échange

Le président sortant a interrompu le dernier week-end de son mandat à Camp David pour se rendre à la Maison Blanche en début d'après-midi. Plusieurs membres de son cabinet devaient le rejoindre dans le bureau ovale. Des dispositions avaient été prises pour récupérer les otages aussitôt après la signature de l'accord. On aurait même octroyé des pouvoirs spéciaux au secrétaire d'État adjoint, M. Warren Christopher, à Alger pour hâter les choses. Un « comité d'accueil » d'une trentaine de membres était prêt à s'envoler pour Wiesbaden. Il comprenait des diplomates et des médecins, mais aussi des psychiatres, car on s'inquiète depuis longtemps de l'état d'esprit des otages, que les plus pessimistes comparent aux soldats « abîmés » par la guerre du Vietnam.

On insiste beaucoup à Washington sur la nature de l'accord. Ce n'est pas le paiement d'une « rançon » pour récupérer des otages, mais le retour à la situation antérieure à novembre 1979. *« Nous reprenons ce qu'ils nous ont pris et nous leur rendons leurs biens »*, a expliqué le porte-parole du département d'État. Autrement dit, il n'y a pas un cent d'argent américain dans cette transaction.

M. Reagan a accepté par avance l'accord d'Alger, estimant que l'honneur des États-Unis serait sauf. La libération des otages est le plus beau cadeau que pourrait lui faire son prédécesseur. L'affaire iranienne aurait énormément embarrassé M. Reagan et gâché le début de son mandat. Il y a trois semaines, lorsque la négociation semblait au point mort, des spécialistes de politique étrangère concluaient que le nouveau président n'aurait plus qu'une seule attitude possible : reléguer l'affaire iranienne au second plan, puis monter une opération *« pour aller récupérer les cadavres »*.

ROBERT SOLE.



OTAGES IRANIENS

(Dessin de KONK.)

Alger se félicite de l'impartialité et de l'efficacité de ses diplomates

Alger. — C'est peu de dire que les dirigeants algériens sont satisfaits. Ils sont radieux. Rarement on aura vu diplomates aussi souriants. Qu'il s'agisse de M. Benyahia, le ministre des affaires étrangères, vieux militant de la révolution algérienne, ou de ses collaborateurs. La fatigue se lit sur leurs traits, mais ils n'ignoraient pas ce qui les attendait lorsqu'ils avaient accepté, le 19 octobre 1980, à la demande du premier ministre iranien, M. Ali Radjaï, de jouer les intermédiaires.

Ils ne pouvaient cependant refuser, étant chargés depuis avril 1980 de la représentation des intérêts iraniens à Washington à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. De plus, explique-t-on à Alger, le caractère humanitaire de cette mission interdisait de s'y soustraire. En dépit de sa sympathie ouvertement proclamée pour la révolution iranienne et des liens noués immédiatement avec elle, Alger n'avait pas caché sa réserve devant l'action des « étudiants islamiques », qui lui paraissait contraire aux règles du droit international. On estimait, ici, qu'il s'agissait d'un regrettable faux pas et l'on souhaitait aider les dirigeants de Téhéran à se débarrasser d'un problème gênant. Le déclenchement du conflit irako-iranien ne pouvait que conforter les dirigeants algériens dans cette analyse.

De notre correspondant

Pour dissiper toute équivoque, les autorités ont constamment affirmé ici que les « intermédiaires », MM. Gheraïeb, ambassadeur d'Alger à Téhéran, ancien président de l'amicale des Algériens en France, Redha Malek, ambassadeur d'Algérie à Washington, ancien ministre de l'information, et Seghir Mostefaï, directeur depuis l'indépendance de la Banque centrale, n'étaient pas des « médiateurs ». De fait, M. Carter à Washington, M. Christopher à Alger, ont rendu hommage à plusieurs reprises à leur discrétion, à leur impartialité et à leur efficacité. Il semble que dans les dernières semaines de la négociation, ils aient été cependant amenés à émettre des suggestions concernant certains problèmes pratiques, en matière financière notamment, faisant ainsi sortir les discussions de l'impasse.

Au-delà du service rendu à Téhéran comme aux États-Unis, les Algériens estiment avoir contribué à démontrer qu'une bonne négociation peut venir à bout des contentieux les plus délicats et les plus envenimés opposant des États entre eux. Ainsi ont-ils rappelé que les accords conclus à Alger en 1975, sous l'égide du président Boumediène, entre le chah et M. Saddam Hussein, comportaient des clauses d'arbitrage, et ils ont lancé un appel aux deux capitales pour qu'elles s'y conforment, mais l'Irak a décliné cette invitation. S'agissant de la crise du Sahara occidental, ils ont toujours affirmé qu'ils étaient disposés à faciliter des négociations entre les adversaires.

Les autorités algériennes sont heureuses également d'avoir donné un exemple d'attitude « responsable » au moment où la région connaît, à l'est comme à l'ouest, des tensions et des difficultés. Elles considèrent que leur action dans l'affaire des otages illustre une conception bien comprise du non-alignement.

Révolution africaine, organe du F.L.N., affirme ainsi que *« l'Algérie est pour ses amis, membres de l'O.U.A. ou du mouvement des non-alignés, un allié fidèle et sûr, et pour les autres un adversaire respectable »*.

Bien qu'elle classe au premier rang de ses adversaires les États-Unis, dont elle dénonce avec vigueur la politique au Proche-Orient et en Amérique latine, l'Algérie entretient avec Washington d'importantes relations économiques et ne se refuse pas aux échanges de vues. Le rôle positif qu'elle vient de jouer dans l'affaire des otages est de nature à influencer le comportement de M. Reagan et de son équipe. Il ne pourra qu'inciter Washington à une prudence accrue dans l'affaire du Sahara occidental, et pourrait même avoir d'heureuses répercussions sur l'avenir des contrats gaziers entre les deux pays, actuellement sérieusement remis en cause. Les États-Unis ont, en effet, tout intérêt à entretenir de bons rapports avec un pays qui dispose dans le tiers-monde d'une influence importante, refuse toute inféodation et fait preuve d'une remarquable stabilité politique.

DANIEL JUNQUA.

Triomphe et désastre de la diplomatie

(Suite de la première page.)

La violation de cette règle passait pour u nsigne certain de barbarie, même quand la situation des ambassadeurs, traités avec méfiance et notamment à Venise, Moscou et Constantinople, comme des pestiférés de haut rang, ne fut pas toujours enviable.

Lorsque Rome incarnait, avec une sereine bonne conscience, le « grand Satan » impérialiste de son temps, l'une de ses pratiques — que dénonce Montesquieu — consistait à susciter la violation de l'immunité diplomatique pour avoir motif à intervention : *« Leur coutume étant de parler toujours en maîtres, les ambassadeurs qu'ils envoyaient chez les peuples qui n'avaient point senti leur puissance étaient sûrement maltraités ; ce qui était un prétexte sûr pour faire une nouvelle guerre. »* Les États-Unis ont fait preuve de moins de machiavélisme.

Certes, les Iraniens avaient des raisons d'user de cette arme des faibles et des désespérés qu'est — aussi — le chantage. Les États-Unis avaient soutenu de tout leur poids un régime oppressif. Ils donnaient asile aux émigrés avides de revanche et avaient été érigés en mal absolu par le *« guide de la révolution »* dont la fureur vengeresse enflammait le peuple. A Téhéran, bien rares étaient ceux qui, comme le président Bani Sadr, avaient quelque idée de la nécessaire continuité de l'État et des obligations qu'elle impose. Prendre d'assaut le *« nid d'espions »* américain et en détenir interminablement les occupants passe, aux yeux de l'immense majorité des citoyens, pour une action naturelle et méritoire.

« Fallait-il donc faire la guerre ? » Dilemme facile et qui n'évacue pas le problème puisqu'on peut imaginer que la communauté internationale exerce en pareil cas des pressions graduées mais efficaces. Le souci de ne pas s'aliéner un pays stratégiquement très important ne justifie pas tous les silences : l'U.R.S.S. elle-même, première intéressée, a protesté avec virulence lorsque son ambassade à Téhéran a été seulement harcelée par des manifestants et a dénoncé une *« violation criminelle »* du droit international.

Dans cette affaire, la démarche vaine et humiliante de M. Waldheim à Téhéran a marqué un tournant : le monde s'accommodait donc de l'inacceptable.

En théorie, le respect de la sûreté des représentants officiels d'un État étranger y fait l'unanimité, puisque chacun peut, le jour venu, y trouver son compte. En fait, désormais, toute solidarité active contre un régime qui suivrait l'exemple iranien est exclue.

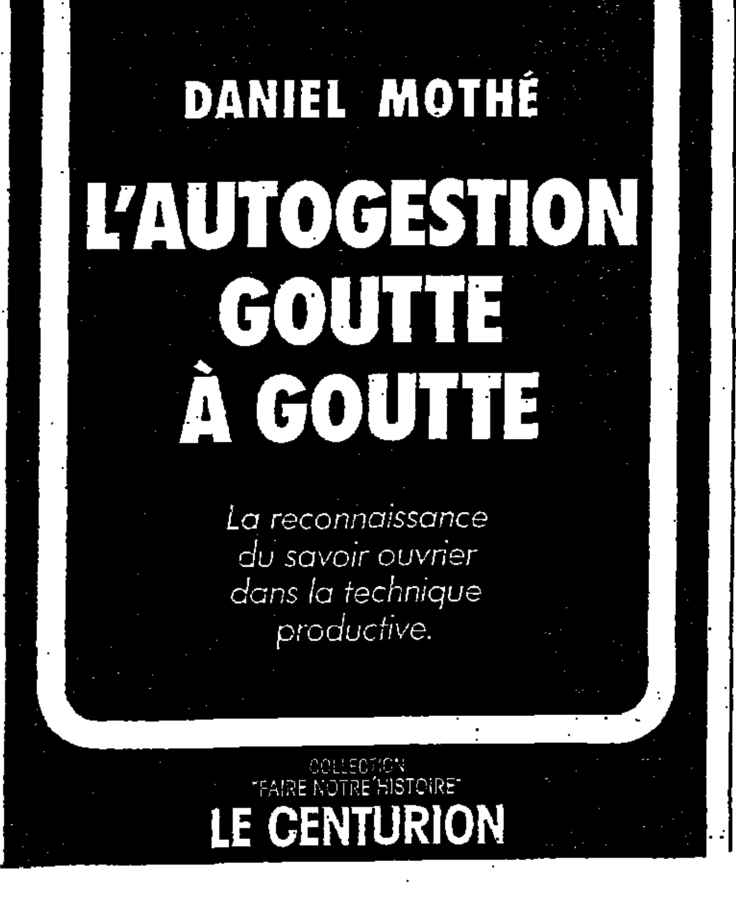
Lorsqu'en 1799 les représentants français au congrès de Rastatt furent tués ou blessés par des hussards autrichiens au moment où ils quittaient la ville, l'attentat parut inouï et bouleversa l'Europe. A fronts renversés, les « révolutionnaires » iraniens ont, près de deux siècles plus tard, détenu pendant plus d'un an les envoyés d'un pays « réactionnaire ». Il est tout à l'honneur des États-Unis et de leur peuple que l'émotion n'y ait pas revêtu la forme de la frénésie guerrière et du pogrom anti-iranien. Soumis au chantage, ils ont certes lancé leur piteuse « action de secours », mais n'ont pas cédé à l'hystérie. Mais voici que disparaît dans les relations entre États — où abondent d'autres rancœurs aussi justifiées — l'ultime zone de sérénité qui préservait les chances du dialogue.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

Le Monde

publiera demain

- ENTRETIEN AVEC M. CEYRAC, président du C.N.P.F.
- IDÉES : Relève à Washington.
- MÉDECINE ET SCIENCES : Le coût de la santé et la recherche bio-médicale ; Le projet de laboratoire spatial entièrement automatique.
- RÉGIONS : Des idées neuves à Marseille.



De Téhéran à Washington

(Suite de la première page.)

La Maison Blanche a déclaré ultérieurement, selon l'agence Reuter, que, parmi les documents qui restaient à signer, figurait un engagement prévoyant l'ouverture d'un compte sous seing privé confié à un tiers où serait déposée une partie des avoirs iraniens.

Un autre de ces documents contient des instructions de la Banque centrale iranienne à la Banque d'Angleterre, où près de 2,3 milliards de dollars d'or et de titres ont été déposés par les États-Unis. Ces instructions devraient permettre le transfert auprès de la Banque centrale britannique de certains fonds actuellement détenus par d'autres institutions financières.

M. NABAVI : « Ce n'est pas un accord. »

● A TEHERAN, les journaux de ce lundi matin expriment en manchette une vive satisfaction. *« C'est fini : l'Amérique se plie à toutes les exigences iraniennes »*, titre *République islamique*, organe du parti républicain islamique de l'ayatollah Beheshti, tandis que pour *Kayhan*, également proche du régime, *« le Grand Satan a dû céder sur toute la ligne »*. Ces deux journaux publient en première page des photos des étudiants islamiques qui avaient pris l'ambassade américaine le 4 novembre 1979.

Pour sa part, le principal négociateur iranien, M. Nabavi, a tenu, au cours d'une conférence de presse, à rectifier le terme d'*« accord »* utilisé par un journaliste : *« Ne commettez pas cette erreur, ce n'est pas un accord. Les agences de presse étrangères vont peut-être vouloir tirer avantage de cette affaire. Mais nous ne signerons aucun accord avec l'Amérique. C'est le gouvernement algérien qui va publier une déclaration ayant trait au règlement du problème. Nous annoncerons notre accord avec cette déclaration ; le gouvernement américain annoncera le sien. Aucun accord ne sera signé. »*

● A MOSCOU, l'agence Tass a annoncé, sans commentaires, la signature de l'accord sur la libération des otages dans une dépêche datée d'Alger. Au cours de la matinée, la *Pravda* avait accusé les États-Unis d'avoir utilisé les cinquante-deux otages pour un *« marchandage malhonnête »* avec Téhéran. Le journal reconnaît toutefois que la prise d'otages a été *« une violation des accords internationaux sur l'immunité des ambassades et du personnel diplomatique »*. Samedi, les États-Unis avaient vigoureusement protesté contre *« la campagne de propagande indécente des moyens d'information soviétiques »* qui ont accusé Washington de préparer une intervention militaire en Iran.

Le secrétaire d'État, M. Edmund Muskie, avait convoqué l'ambassadeur de l'Union soviétique aux États-Unis, M. Anatoly Dobrynine, pour *« exiger l'arrêt immédiat »* de cette propagande, dont la poursuite *« pourrait avoir des effets graves et durables sur les relations américano-soviétiques »*, indique un communiqué officiel publié par le département d'État.

● A PARIS, l'Élysée a fait savoir que le président Giscard d'Estaing avait eu dimanche un long entretien téléphonique avec le président Carter, portant essentiellement sur l'affaire des otages.

Arabie Saoudite

● *La douzième réunion des ministres des affaires étrangères* de l'organisation de la Conférence islamiques s'est ouverte à Taef, résidence d'été des souverains saoudiens, samedi 17 janvier. Elle doit préparer le troisième sommet islamique, dont la séance inaugurale aura lieu à La Mecque le dimanche 25 janvier. — (A.F.P.)

L'ALLOCUTION DU PRÉSIDENT CARTER

« Nous avons conclu un accord qui se traduira par la liberté pour nos otages »

Voici l'essentiel — transmis par l'A.F.P. — de l'allocution télévisée prononcée lundi matin par le président Carter :

« Nous avons maintenant conclu un accord qui se traduira par la liberté pour nos otages américains. Le dernier document a été signé à Alger. A la suite de la signature en Iran des documents qui matérialiseront cet accord, il nous reste encore quelques documents à signer avant que l'argent soit effectivement transféré et que les otages soient libérés.

» L'essence de l'accord est qu'après la libération de nos otages nous débloquerons et transférerons aux Iraniens la plus grande partie des avoirs que j'avais gelés quand les Iraniens se sont emparés de notre ambassade et ont pris nos otages. Nous avons atteint également un accord complet en ce qui concerne la procédure d'arbitrage entre nous et l'Iran, avec l'aide des Algériens, procédure qui réglera les revendications qui existent entre des résidents de notre nation et l'Iran, et vice versa.

» Je désire particulièrement exprimer publiquement mes remerciements, comme je l'ai déjà fait en privé, aux Algériens, à leur président, leur ministre des affaires étrangères, M. Benyahia, et à l'équipe des trois négociateurs qui ont accompli un si superbe travail d'arbitrage, avec scrupules et équité, entre nous et les dirigeants iraniens.

» Nous ne savons pas encore exactement avec quelle rapidité cette procédure sera appliquée. Nous sommes, pour notre part, prêts à agir aussi rapidement que possible. Tous les préparatifs ont été terminés en attendant que les documents finaux soient signés.

» J'aurai à vous en dire davantage quand nos otages américains auront été effectivement libérés. »

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE JANVIER

LA COURSE AUX RESSOURCES MINÉRALES

(Jean-Michel Baer, Frédéric Clairmonte et John Cavanagh, Pierre-Noël Giraud, Helge Hveem, Carlos Ominami, Liliane Sardais et Stéphane Millien)

●

La prolifération des zones franches en Asie

(Marcel Barang et Lynne Curry)

●

Le numéro : 8 francs

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

Publication mensuelle du *Monde* (En vente partout)

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières

Vous y trouverez peut-être

LES BUREAUX

que vous recherchez

L'ACCORD SUR LA LIBÉRATION DES OTAGES AMÉRICAINS

Les protagonistes de la négociation

Quatre hommes ont été constamment en première ligne dans les négociations pour la libération des otages : MM. Behzad Nabavi, ministre d'Etat iranien pour les affaires exécutives, Warren Christopher, secrétaire d'Etat adjoint américain, Redha Malek et Abdelkrim Gheraïeb, respectivement ambassadeurs d'Algérie à Washington et à Téhéran. Il convient également de mentionner le nom de M. Seghi Mostefaï, qui dirige la Banque centrale d'Algérie, et dont les conseils techniques ont été précieux.

M. BEHZAD NABAVI : un « ministre-à-tout-faire » de l'imam.

M. Behzad Nabavi ressemble à un « beatnik » sur le retour : cheveu rare, barbe grisonnante, l'œil vif, négligé très étudié dans la façon de s'habiller. Le débit de mitraillette de sa voix plate et nasillarde laisse pantois ses compatriotes.

Officiellement, M. Nabavi est « *ministre d'Etat pour les affaires exécutives* », titre qui ne correspond pas à toute l'étendue de son influence : pratiquement inconnu il y a six mois, il est parvenu à occuper une place si importante dans le cabinet du premier ministre, M. Radjaï, et ses fonctions sont si variées, qu'il est plutôt un « *ministre à tout faire* ».

Bien que les grandes décisions relèvent d'une autorité supérieure, il est manifeste que M. Nabavi est très écouté.

Son ascension foudroyante s'explique par son passé. M. Nabavi avait fondé il y a une dizaine d'années un groupe de résistance armée contre le régime du chah. Arrêté après s'être caché pendant deux ans, il avait été condamné à la détention à perpétuité. Pendant les six années qu'il avait passées en prison, il s'était orienté de plus en plus à gauche, coopérant avec les Moujahidin du peuple, musulmans qui s'inspirent du marxisme. Il s'en est toutefois séparé plus tard, mettant sur pied avec M. Radjaï son propre mouvement islamique.

Selon un récit, qui a largement circulé sans être confirmé, quand M. Radjaï était en prison, il avait été à deux doigts d'adresser une lettre aux autorités pour annoncer qu'il regrettait ses activités politiques. Mais M. Nabavi l'avait convaincu d'y renoncer. Les deux hommes furent libérés peu avant la révolution de février 1979. Ils n'ont plus cessé de collaborer depuis lors.

M. ABDELKRIM GHERAIEB : un homme d'appareil.

Homme d'appareil, M. Abdelkrim Gheraïeb s'est surtout fait connaître comme président de l'Amicale des Algériens en Europe, qu'il a dirigée pendant plus de dix ans. Né le 30 juillet 1935 à Tébessa, il avait fait ses études secondaires au lycée franco-musulman de Constantine, puis avait gagné Alger pour suivre les cours de l'Institut d'études supérieures islamiques et de l'Institut d'études politiques. Après avoir enseigné l'arabe, il devient membre de la direction de l'Amicale des Algériens en Europe en 1965. Trois ans plus tard, il succède à M. Mahmoud Guennez, à la tête de cette organisation qu'il préside jusqu'en juin 1979, date à laquelle il est nommé ambassadeur à Téhéran. Dans l'intervalle, en 1977, il avait été élu député de Tébessa et, en janvier 1979, il était devenu membre du comité central du F.L.N., élu par le quatrième congrès. — P. B.

M. REDHA MALEK : un diplomate idéologue.

Diplomate et idéologue, M. Redha Malek est né en 1931 à Batna, dans les Aurès, berceau de l'insurrection de 1954. Tout en préparant, à Alger puis à Paris, des licences de lettres et de philosophie, il se lance dans la politique, adhère à l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens) bien avant la célèbre grève des étudiants algériens de 1957 et devient une des chevilles ouvrières de la révolution algérienne. Cette année-là, en effet, on le retrouve à Tunis comme directeur d'*El Moudjahid*, organe du F.L.N., qui joue un rôle majeur sur le double plan de la doctrine et de la formation politique.

En 1961, il sera le porte-parole du Front aux pourparlers d'Evian, participera, l'année suivante, aux entretiens des Rousses, qui conduiront à l'indépendance. Massif, obstiné mais subtil, il participe à la rédaction de la charte de Tripoli (1962) et de la charte nationale (1976). Tour à tour ambassadeur à Belgrade (1963), à Paris (1965), à Moscou (1970), il devient, en 1977, ministre de l'information et de la culture dans le dernier gouvernement du président Boumediène, avant d'être chargé, par son successeur, de représenter l'Algérie à Washington. — P. B.

M. WARREN CHRISTOPHER : le brillant second du secrétaire d'État américain.

M. Warren Christopher, qui quitte le 20 janvier ses fonctions de secrétaire d'Etat adjoint (en fait, véritable « numéro deux » du département d'Etat), opérant souvent en première ligne a été, ces derniers mois, le principal négociateur du côté américain dans l'affaire des otages.

Né le 27 octobre 1925 à Scranton, une petite ville du Dakota-du-Nord, M. Christopher a fait ses études à l'université privée Stanford, en Californie. Il s'inscrit, en 1949, au barreau de cet Etat et, après un passage à Washington comme assistant du juge à la Cour suprême, William Douglas, grand défenseur des causes libérales, il s'installe en Californie pour y travailler dans un grand cabinet d'avocats.

Il regagne le service public de 1967 à 1968 aux côtés de M. Ramsey Clark, attorney general (ministre de la justice) du président Johnson, puis, après un retour dans le privé, revient à Washington dans le sillage de M. Cyrus Vance, nommé secrétaire d'Etat par M. Carter en 1977. M. Christopher a accompli de nombreuses missions comme « second » de M. Vance, puis de M. Muskie. Il était notamment venu en janvier 1980 expliquer à M. Jean François-Poncet les réactions américaines à l'invasion soviétique de l'Afghanistan, mais son nom restera probablement surtout attaché à l'affaire des otages de Téhéran.

D. D.

Les principaux points de l'accord énoncés par la déclaration algérienne

Alger (A.F.P.). — Les Etats-Unis rétabliront dans la mesure du possible la position financière de l'Iran telle qu'elle était avant le 14 novembre 1979, indique la déclaration du gouvernement algérien, rendue publique lundi matin à Alger, à la suite des engagements pris par les gouvernements américain et iranien.

Selon cette déclaration, Washington s'engage à mettre fin à toutes les actions judiciaires devant les tribunaux américains intentées par des ressortissants ou des institutions des Etats-Unis, et à annuler toutes les saisies-arrêts et tous les jugements les concernant.

Le gouvernement américain s'engage également à interdire toutes poursuites ultérieures fondées sur ces plaintes et à y mettre fin par arbitrage irrévocable.

Les Etats-Unis s'engagent à geler tout transfert des biens du chah vers l'étranger. Ce gel sera maintenu jusqu'à la fin du règlement du contentieux irano-américain. Dès que le gouvernement algérien aura donné son aval, Washington bloquera les biens et avoirs qui se trouvent aux Etats-Unis et qui sont sous le contrôle de la succession de l'ex-chah ou de l'un de ses proches.

Les deux parties choisissent la Banque centrale algérienne comme dépositaire du fonds de garantie bloqué et du fonds de cautionnement. Les Etats-Unis feront effectuer le transfer à la Banque centrale algérienne de tous les lingots d'or appartenant à l'Iran et actuellement sous la garde de la Banque fédérale de réserve de New-York, ainsi que de tous les autres avoirs ou leur équivalent en espèces.

Ils doivent effectuer le transfert à la Banque centrale d'Algérie de tous les titres et dépôts qui se trouvaient sur les registres des bureaux à l'étranger des banques américaines ou aux Etats-Unis au 14 novembre 1979 avec les intérêts dus au *3 décembre 1980*.

Toujours, selon la déclaration du gouvernement algérien, « les Etats-Unis révoqueront toutes les sanctions commerciales qui visaient l'Iran depuis le 4 novembre 1979 », dès que l'Algérie aura donné son attestation. Toutes les plaintes des Etats-Unis actuellement en instance contre l'Iran devant la Cour internationale de justice seront retirées. En cas de litige entre Washington et Téhéran, l'Iran peut en référer à un arbitrage irrévocable du tribunal établi en application des dispositions de l'accord du règlement du contentieux irano-américain.

Enfin, les Etats-Unis prennent l'engagement que leur politique consiste et consistera à ne plus intervenir directement ou indirectement, politiquement ou militairement dans les affaires intérieures de l'Iran.

Le paragraphe 3 de la déclaration du gouvernement algérien stipule que dès l'annonce que les cinquante-deux otages américains ont quitté l'Iran sains et saufs, le gouvernement algérien demandera à la Banque centrale d'Algérie de donner les directives pour assurer le transfert en Iran de tous les fonds ou autres avoirs déposés en fonds de garantie bloqués dans la banque (d'un pays tiers).

Le texte indique que tant que les cinquante-deux Américains ne seront pas libérés, Téhéran et Washington pourront dénoncer leurs engagements avec un préavis de soixante-douze heures. Au cas où les Etats-Unis dénoncent leurs engagements, mais que l'annonce officielle de la libération des cinquante-deux Américains intervient durant le préavis de *soixante-douze heures*, les fonds et avoirs bloqués seront transférés à l'Iran, sur ordre de la Banque centrale d'Algérie.

Au cas où les Etats-Unis dénoncent leurs engagements et que la libération effective des otages n'intervient pas durant le préavis de 72 heures, ou au cas où c'est l'Iran qui dénonce ses engagements, la Banque centrale d'Algérie devra donner l'ordre que *les fonds et avoirs bloqués soient* restitués aux Etats-Unis. Tous les engagements pris de part et d'autre seront alors nuls et non avenus.

De demandes d'éclaircissements en ultimatum : deux mois et demi d'âpres marchandages

Menées par le biais de l'Algérie, qui représente les intérêts américains en Iran, les tractations pour la libération des otages, ont exigé deux mois et demi d'âpres marchandages, marqués par bon nombre de rebondissements, si l'on prend, pour point de départ, le moment où une volonté de règlement s'est nettement manifestée à Téhéran.

1980

2 NOVEMBRE. — Alors que les otages sont détenus en Iran depuis un an et deux jours, le Parlement iranien adopte les « quatre conditions » de l'imam Khomeiny et se dessaisit du dossier au profit du seul gouvernement. Le lendemain, Téhéran annonce que le gouvernement iranien a chargé l'Algérie « de faire les démarches de l'Iran à l'étranger ». Le texte officiel des conditions iraniennes est remis au département d'Etat par l'ambassadeur d'Algérie aux Etats-Unis.

10 NOVEMBRE. — M. Warren Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, va remettre, à Alger, la réponse américaine.

22 NOVEMBRE. — Le gouvernement iranien demande des « clarifications » aux Etats-Unis.

1er DECEMBRE. — Nouveau voyage à Alger de M. Christopher, porteur de la réponse américaine à ces demandes d'éclaircissements.

18 DECEMBRE. — Téhéran adresse aux Etats-Unis sa « réponse définitive ».

21 DECEMBRE. — Le porte-parole iranien chiffre à 23,4 milliards de dollars, la somme que les Etats-Unis *devront déposer dans les banques algériennes en échange de la libération des otages*. A Washington, le secrétaire d'Etat, M. Edmund Muskie, qualifie ces dernières exigences de « déraisonnables ».

24 DECEMBRE. — M. Donald Reagan, président élu, qualifie de « criminels » et de « ravisseurs » les « geôliers » des otages

31 DECEMBRE. — Après un nouvel échange de messages, entre Washington et Téhéran, Radio Téhéran déclare que le procès des otages pourrait aboutir à leur « exécution ».

1981

3 JANVIER. — Les Etats-Unis fixent la date limite du 16 janvier pour l'acceptation de leurs propositions par Téhéran.

6 JANVIER. — M. Ali Radjaï, premier ministre iranien, annonce que l'Algérie a proposé ses bons offices pour résoudre les problèmes encore en suspens et que l'imam Khomeiny a donné son accord pour que les propositions algériennes soient acceptées.

8 JANVIER. — Nouveau voyage à Alger du négociateur américain, M. Warren Christopher.

10 JANVIER. — Téhéran assure avoir connaissance de la « *totalité de la réponse américaine* » aux *différentes questions posées par l'Iran*.

11 JANVIER. — M. Reagan réaffirme son intention de « repartir à zéro » dans les négociations si les otages sont toujours en Iran lors de sa prise de fonction le 20 janvier. On apprend d'autre part à Téhéran que les tractations en cours tournent autour d'une somme de 10 milliards de dollars que les Etats-Unis proposeraient de verser directement à l'Iran en échange de la libération simultanée des otages.

12 JANVIER. — Le gouvernement iranien demande au Parlement l'autorisation de recourir à un « arbitrage acceptable par les deux parties » pour résoudre les « divergences financières et judiciaires » entre les Etats-Unis et l'Iran. Dans un deuxième projet de loi, il demande la nationalisation de tous les biens du chah et de sa famille « partout dans le monde ».

13 JANVIER. — « La date de la libération des otages approche », déclare M. Ahmad Azizi, porte-parole du gouvernement iranien.

14 JANVIER. — Le gouvernement iranien « veut en finir totalement avec le problème des otages dans les deux ou trois jours qui viennent », déclare un autre porte-parole de Téhéran. Le Parlement iranien *adopte le premier projet* de loi (sur le recours à l'arbitrage) mais renvoie à plus tard l'examen du second.

15 JANVIER. — La réponse finale de Téhéran aux ultimes propositions américaines est transmise à Alger. A Washington, le secrétaire d'Etat, M. Edmund Muskie, annonce que la question des biens du chah « semble avoir été résolue *mais pas de façon explicite* ». Le principal négociateur iranien dans l'affaire des otages, M. Behzad Nabavi, lance un ultimatum aux Etats-Unis, leur donnant jusqu'au 16 janvier pour transférer les avoirs iraniens gelées aux U.S.A. dans la banque centrale d'un pays tiers. A défaut de ce transfert, les conditions iraniennes changeront totalement.

16 JANVIER. — Les Etats-Unis annoncent le processus de déblocage des avoirs iraniens en transférant à Londres 2,2 milliards de dollars représentant l'or et les fonds d'Etat américains appartenant à l'Iran. En même temps, Washington adresse à Téhéran, via Alger, sa réponse définitive concernant les modalités de règlement.

17 JANVIER. — Une importante réunion entre le premier ministre iranien, M. Radjaï, et les ambassadeurs étrangers, au cours de laquelle chacun attendait une déclaration décisive, est annulée à la toute dernière minute. M. Nabavi affirme que les Iraniens attendront le transfert du montant total des avoirs iraniens, et non seulement d'une partie, pour libérer les otages. Téhéran adresse une « nouvelle demande d'éclaircissements » à Washington.

18 JANVIER. — M. Nabavi annonce que le gouvernement iranien et les Etats-Unis sont finalement parvenus à un accord sur la façon de résoudre le problème des otages. Seuls des points tout à fait sans importance du point de vue iranien restent à régler. Dans la soirée de ce dimanche décisif, il *déclare que les Etats-Unis* viennent d'accepter les exigences iraniennes et sont prêts à signer l'« accord final ». Moins d'une heure plus tard, diverses déclarations de responsables américains viennent tempérer l'optimisme que pouvaient faire naître les propos de M. Nabavi. Les échanges se poursuivent entre Téhéran et Washington par l'intermédiaire de l'Algérie. Selon M. Mondale, deux points de différend « non substantiels » subsistent : l'un concerne une différence minime de montants en dollars », l'autre étant un problème « légal de compétence des tribunaux » pour certaines réclamations concernant les avoirs iraniens gelés. Les Etats-Unis ont « lu, approuvé et signé » les documents de l'accord, indique tard dans la soirée un responsable de la Maison Blanche. Il ajoute que le président Carter, qui a regagné Washington, est prêt à s'adresser aux Américains dès que les Iraniens auront fait connaître leur approbation définitive à Alger, et quand Alger aura annoncé l'accord.

19 JANVIER. — Alger publie une déclaration, préalablement agréée par Téhéran. Les documents qu'elle résume sont paraphés par M. Warren Christopher au nom du président Carter. Bien que l'Iran refuse d'utiliser le terme « d'accord » avec les Etats-Unis, la crise est réglée.

AFRIQUE

LE SOMMET EST-AFRICAIN DE KAMPALA

Le réalisme économique prend le pas sur les divergences idéologiques

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le président zambien, M. Kenneth Kaunda, s'agenouillant longuement pour prier lors de son arrivée en Ouganda, pays où il n'était pas venu depuis douze ans, le président *ougandais*, M. Milton Obote, interpellant ses hôtes par leur prénom, la foule d'Entebbe proclamant sa « *bienvenue au libérateur* » tanzanien, M. Julius Nyerere : assurément, le sommet « *cordial et fraternel* » qui a réuni samedi 17 janvier à Kampala ces trois chefs d'Etat et leur homologue kényan, M. Daniel Arap Moi, ne manquait pas de charge émotive. Mais la valeur de ces retrouvailles tient plus à leur caractère symbolique qu'à l'importance des décisions prises à cette occasion.

Au terme de conversations beaucoup plus longues que prévu et difficilement concevables il y a seulement deux mois, les quatre présidents n'ont en effet annoncé aucune des initiatives spectaculaires dont certains milieux informés de Kampala avaient cru bon de se faire l'écho avant la rencontre.

Le communiqué final, lu par M. Obote, contient, pour l'essentiel, des déclarations d'intention. Les quatre présidents d'Afrique orientale s'engagent « *à assurer la paix et la sécurité* » entre leurs pays. Un comité de sécurité inter-Etats, dont la nature n'est pas précisée, sera mis en place. Les quatre présidents examineront ensemble les rapports des ministres concernés par le sort de l'ancienne compagnie maritime est-africaine dont leurs pays étaient membres. Une « autorité » sera constituée afin d'étudier la question des biens de la défunte Communauté est-africaine (C.E.A.) ; cette organisation de coopération régionale regroupant le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie a volé en éclats en 1977.

Il était sans doute prématuré d'attendre d'une simple reprise de contact une véritable relance de la coopération régionale. Certains dossiers sont trop épineux pour être liquidés en quelques heures de discussions. C'est le cas du problème des dettes et créances entre les partenaires de l'*ancienne C.E.A. L'affaire* avait été confiée à un médiateur suisse de la Banque mondiale, le docteur Victor Umbricht. Mais son diagnostic, établi il y a près d'un an, reste contesté par les anciens associés. Il faudra des semaines de négociations pour y voir clair dans ce « maquis juridique et financier ».

L'importance du sommet de *Kampala est ailleurs*. Les *quatre* pays d'Afrique orientale, tous en proie à de sérieuses difficultés économiques, ont compris que l'union, quelle que soit sa forme, fait la force. L'isolement ne leur a apporté que des déboires. Face aux périls du moment — inflation mondiale, fardeau des importations pétrolières, pénuries alimentaires, — ils ont intérêt non *seulement à vivre en bon voisinage* mais encore à mêler leurs efforts. Sous l'empire de la nécessité, le réalisme économique prend le pas sur les divergences idéologiques, au demeurant sensiblement estompées. La volonté politique de s'entendre semble enfin exister. C'est là l'essentiel.

Dans l'immédiat, M. Obote est le principal bénéficiaire de la rencontre de Kampala. Au *cours* d'un meeting qui a suivi les entretiens, les trois hôtes ont apporté à son régime un soutien sans nuances. En une adresse indirecte à l'opposition ougandaise, le président kényan l'a même exhortée à « *faire passer les intérêts de l'Etat avant ses ambitions personnelles* ». En se rendant à Kampala, les trois présidents voisins ont accordé leur caution au nouveau régime ougandais. Leur seule présence équivalait à un acte de foi dans sa capacité à reconstruire un pays meurtri.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Vient de paraître :

L'AFRIQUE D'EXPRESSION FRANÇAISE et *Madagascar* (20e édition)

(244 pages, format 21 × 27, 26 cartes)

L'exemplaire France et zone franc : 150 F - Etranger : 160 F

L'organisation politique et administrative et la situation économique et financière au début de décembre des vingt-cinq Etats africains où l'on parle français. Un instrument de travail pratique et actuel pour tous ceux qui s'intéressent à ce continent ou y ont des responsabilités. Un ouvrage qui fait gagner du temps

C'est le numéro exceptionnel de la « Revue Europe Outre-mer », 6, rue Bassano - 75116 PARIS - Tél. : 720-23-94.

A TRAVERS LE MONDE

Laos

● SOIXANTE ET ONZE HAUTS RESPONSABLES de l'ancien gouvernement royal laotien, renversé en 1975, ont été libérés en novembre dernier des camps de rééducation dans lesquels ils se trouvaient, au nord du pays, parfois depuis cinq ans. C'est ce qu'a déclaré une de ces personnes, qui s'est récemment enfuie en Thaïlande, un ancien colonel de la police, M. Saengprachamna Khammuan, cité par le *Bangkok Post*. D'autre part, le ministère laotien des affaires étrangères a démenti les informations du même quotidien selon lesquelles l'ex-roi du Laos, Savang Vatthana, était mort en décembre : selon le ministère, l'ancien souverain, qui est âgé de soixante-treize ans, est vivant et en bonne santé et se trouve en « séminaire » — c'est-à-dire en rééducation — à Viengsay, l'ancienne capitale du Pathet-Lao. — *(A.F.P.)*

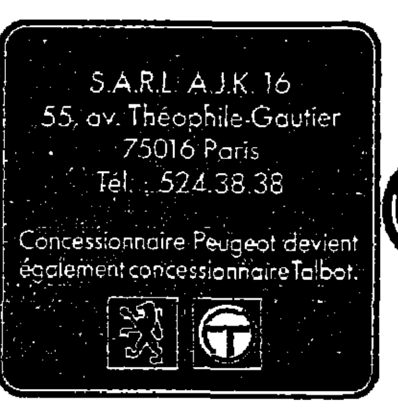
Nigéria

● LE MINISTRE NIGERIAN DES AFFAIRES ETRANGERES, M. Ishaya Audu, se rendra en visite officielle en France du 26 au 30 janvier. Le ministre, qui sera reçu par M. Jean François-Poncet séjournera deux jours à Paris avant d'effectuer un déplacement en province.

Tchad

● M. HISSENE HABRE s'est entretenu « *au cours des derniers jours* » avec le président Sadate à Assouan, a révélé samedi 17 janvier la revue égyptienne *Octobre*. La revue indique que l'entretien a duré deux heures et que M. Habré a quitté l'Egypte aussitôt après pour une « *destination non précisé* ». Critiquant cette rencontre, l'agence soviétique Tass estime que M. Habré est un « *personnage compromis qui cherche, avec le concours des milieux impérialistes et de la réaction africaine, à diviser le Tchad et à en faire un avant-poste de l'influence occidentale.* » D'autre part, la commission de quatre chefs d'Etat (Nigéria, Sierra-Leone, Sénégal, Guinée), mandatée par la conférence de Lomé pour saisir l'ONU d'une demande expresse en faveur de la paix, pourrait avoir, mardi 20 janvier, à Freetown, des entretiens avec le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim. — *(A.F.P.)*







PROCHE-ORIENT

Israël

M. Begin se résigne à provoquer des élections anticipées et propose la date du 7 juillet

Jérusalem. — Après bien des hésitations, M. Begin a définitivement conclu, le 18 janvier, qu'il n'avait plus les moyens de parvenir au terme de son mandat, normalement prévu en novembre prochain. Le conseil des ministres a décidé de déposer un projet de loi qui implique la dissolution de la Knesset en avançant la date des élections générales au 7 juillet. C'est la première fois en Israël qu'un gouvernement prend lui-même une pareille initiative qui précédemment avait toujours été celle du Parlement. Affichant une certaine sérénité, M. Begin a annoncé lui-même, à la sortie de la réunion du cabinet, cette décision qui est l'aveu d'un échec.

De notre correspondant

Il n'est pas même vraiment sûr que le gouvernement puisse obtenir gain de cause quant à la date qu'il propose. L'opposition la juge beaucoup trop tardive et menace de présenter une contre-proposition de loi, le 21 janvier, si M. Begin, d'ici là, ne changeait pas d'avis. Le parti travailliste souhaite que les électeurs puissent être convoqués en avril ou en mai. Par crainte d'être mis en minorité sur ce point, les partisans du premier ministre devraient entamer, ce lundi, des négociations discrètes pour obtenir, sans doute, la fixation d'une date au mois de juin. Ainsi, M. Begin pourrait conserver jusqu'au bout la maîtrise de la procédure en évitant de tomber sous les coups de l'opposition — ce qu'il redoute par-dessus tout. — et sauver à peu près la face en achevant le mandat du gouvernement quatre ans après son entrée en fonctions (le 17 juin 1977).

Comme pour confirmer que le gouvernement restait toujours aussi divisé et paralysé, les membres du cabinet et les dirigeants des partis de la coalition n'ont pu se mettre d'accord sur la nomination d'un nouveau ministre des finances, dont le poste est vacant depuis la démission de M. Horowitz. — F. C.

La sanction d'une série d'échecs

Déjà, en mars 1979, au moment de signer le traité de paix avec l'Egypte, M. Menahem Begin avait hésité à provoquer des élections anticipées. Craignant l'avenir, plusieurs de ses proches collaborateurs lui avaient conseillé de profiter de cette occasion pour se présenter devant les électeurs et assurer durablement son pouvoir, fort de cet acquis sans précédent : un accord avec l'adversaire le plus puissant d'Israël après trente ans d'état de guerre. Depuis, M. Begin aura peut-être regretté de n'avoir pas suivi ce conseil. Mais, à la même époque, d'autres membres de son entourage lui avaient fait admettre qu'il était déjà trop tard pour remettre en jeu son mandat : il risquait de perdre de nombreuses voix. La population se montrait déjà plus sensible à l'évolution de la situation économique qu'à une réussite en politique étrangère, aussi importante fût-elle.

Dès mars 1979, M. Begin était en difficulté. Une grande partie de l'opinion constatait pour le moins l'insuccès du spectaculaire projet de réforme économique lancé quelques mois après la victoire du Likoud en mai 1977. D'autre part, ses partisans commençaient à être divisés. Les « plus ultras » reprochaient au champion du Grand Israël de les avoir déçus et d'avoir fait trop de concessions en promettant de rendre la totalité du Sinaï à l'Egypte. Les « faucons » redoutaient que cet accord ne servît d'exemple dans les futures négociations sur le sort des autres territoires occupés (la Cisjordanie et le territoire de Gaza) et ne fût le prélude à leur abandon. De plus, les Israéliens se moquaient de ce qu'ils appelaient le mauvais fonctionnement du gouvernement.

L'échec de M. Begin tient tout autant au fait qu'il s'est montré incapable de maîtriser les divergences au sein du cabinet et de la majorité que l'accélération incroyable de l'inflation — le second phénomène étant lié au premier. Ce manque d'autorité a été une surprise de taille pour ceux qui l'avaient élu, mais aussi pour ses adversaires qui craignaient qu'il ne s'imposât avec trop de force, certains travaillistes durant la campagne électorale de 1977 allant jusqu'à dénoncer en lui un dangereux « autocrate » quand le mot de « fasciste » n'était pas prononcé. Comme chef de l'Irgoun dans la lutte clandestine avant l'indépendance et plus encore comme chef de l'opposition pendant vingt-neuf ans, M. Begin s'était forgé l'image d'un homme résolu, voire inflexible, qui s'est très vite estompée en moins de trois années.

Il s'est avéré que M. Begin n'avait pas l'autorité qu'on lui prêtait ou, plus exactement, les moyens de l'exercer. On a découvert que la coalition qu'il animait ne pouvait devenir un mouvement homogène. Ce n'était qu'un assemblage de partis qui ont jusqu'au bout conservé un esprit de chapelle ou de groupe de pression avec pour principal souci de ne pas décevoir leur clientèle électorale.

L'effritement de la coalition

Très tôt après la constitution du gouvernement, les réunions de cabinet sont fréquemment devenues autant de débats interminables, de psychodrames émaillés de menaces de démission et de disputes parfois tonitruantes qui ont fait les délices des chroniqueurs politiques. C'est en grande partie à cause de l'incapacité à faire les choix nécessaires que MM. Moshe Dayan et Ezer Weizman, qui occupaient les postes les plus importants dans le cabinet, ont démissionné. La concurrence entre les différents groupes de la majorité était si âpre qu'il a fallu attendre quatre mois et demi de dures négociations pour nommer M. Itzhak Shamir aux affaires étrangères après le départ de M. Dayan, M. Weizman pour sa part n'ayant pu être remplacé et M. Begin ayant dû assurer l'intérim au ministère de la défense pendant huit mois.

L'effritement de la coalition a commencé dès l'été 1978 avec la dissolution du parti centriste Dash dont six députés sur quinze ont rejoint l'opposition. Quelques mois plus tard, à l'autre extrémité de l'éventail de la coalition, certains ultras du Likoud entraient en dissidence pour dénoncer la « trahison » que représentaient à leurs yeux les accords de Camp David, et ils se préparaient à former un parti d'extrême droite connu maintenant sous le nom de Renaissance. Devant la désunion de ses partisans, M. Begin n'a cessé de donner le change en feignant la sérénité.

Record mondial de l'inflation

S'appuyant sur une majorité trop composite, le premier ministre semble avoir beaucoup souffert de l'absence d'une véritable équipe de gouvernement et du manque de personnel qualifié au niveau le plus élevé pour animer une administration encore très marquée par vingt-neuf ans de pouvoir du parti travailliste et où la plupart des hauts fonctionnaires restaient attachés à ce parti, donc souvent réticents à l'égard des nouvelles autorités.

Depuis des mois, tout indique que les prochaines élections se joueront sur les questions économiques. L'inflation semble avoir fait oublier à beaucoup d'Israéliens que M. Begin restera dans l'histoire « *l'homme qui a signé la paix avec l'Egypte* ». Aucun ministre, sauf le responsable des finances, M. Horowitz, ne voulait assumer le risque de prendre des mesures inévitablement impopulaires pour tenter de réduire l'inflation.

Le gouvernement a donné l'impression d'avoir totalement perdu le contrôle de sa politique. En trois ans et demi, le rythme de la hausse des prix a pratiquement quadruplé, atteignant près de 200 % au cours des derniers mois, si bien que pour l'année 1980 Israël détient le record mondial, selon le Fonds monétaire international. Et pourtant, la réforme économique était l'une des grandes ambitions du cabinet Begin. Le plan prévoyait, après vingt-neuf ans de dirigisme imposé par les travaillistes, l'introduction soudaine du libéralisme. Il s'est vite révélé un échec. Il était intitulé *Maapakh*, ce qui veut dire en hébreu « bouleversement ». Mais ce mot a pris maintenant pour les Israéliens un sens bien différent. On avait pris les conseils d'un grand spécialiste, le professeur Milton Friedman, mais celui-ci n'a pas tardé à désavouer le résultat de l'opération. Comme pour mieux reconnaître ses erreurs, le gouvernement a envisagé, tout récemment, de revenir en arrière, c'est-à-dire à une politique d'intervention qu'il dénonçait chez les travaillistes.

Après plusieurs années de stagnation, la croissance avait repris en 1978 et en 1979, mais M. Horowitz a été nommé au ministère des finances en novembre 1979 pour réduire l'activité économique et limiter ainsi la spirale inflationniste. Il est parvenu au projet objectif — l'augmentation du produit national brut, 0,9 % pour 1980, est la plus faible depuis six ans — mais pas au second. Depuis un an, une grande partie des Israéliens a commencé à subir gravement les effets de la crise, malgré un système d'indexation des salaires particulièrement perfectionné. Pour la première fois en 1980, le niveau de vie de la plupart des salariés a considérablement baissé. D'autre part, le nombre des sans-emploi, dans un pays qui ne connaissait pas le chômage, a augmenté de 67 % en douze mois et représente 5 % de la population active. Par ailleurs, la monnaie israélienne a perdu, en un an, 69 % de sa valeur par rapport au dollar.

L'opposition travailliste dénonce les effets de l'inflation et du libéralisme sur les structures de la société israélienne. L'écart entre les plus hauts et les plus bas revenus, jusqu'alors relativement réduit en Israël, s'est sensiblement accru. Conséquence et sanction politique : l'amertume d'une fraction importante de l'électorat traditionnel de M. Begin, les juifs orientaux, qui constituent les classes défavorisées du pays, ce que l'on appelle le « *second Israël* ». D'autant que le projet « renouveau » (aménagement des quartiers pauvres) — qui fut l'une des plus grandes priorités du programme électoral du Likoud — est particulièrement lente et difficile. Ce qui soulève des protestations jusque dans les communautés juives de la Diaspora, qui participent financièrement au projet.

Le traité avec l'Égypte

Le traité avec l'Egypte restera la « grande œuvre » de M. Begin, et l'élément de très loin le plus positif de son action gouvernemental. Toutefois, considérant les difficultés actuelles et les autres postes d'un bilan somme toute très négatif, les Israéliens, depuis de longs mois, ont semblé ne plus être en mesure de lui accorder leur crédit pour cet événement historique. Dans le processus de paix défini à Camp David, les obstacles paraissent aujourd'hui considérables, sinon insurmontables. Le projet d'autonomie pour la Cisjordanie, proposé par le premier ministre lui-même, soulève la contestation sur sa droite comme sur sa gauche. Rares sont les Israéliens qui y croient encore. Aux yeux des Américains comme des Egyptiens, l'interprétation très restrictive que M. Begin fait de ce projet a conduit les pourparlers tripartites à une impasse.

Dans les territoires occupés, le résultat de la politique de M. Begin est bien visible. En juin 1980, le coordonnateur de cette politique, M. Ariel Sharon, ministre de l'agriculture, a déclaré avec satisfaction que les trois années précédentes avaient été « *les meilleures de l'histoire du sionisme* ». Sur les quatre-vingt-cinq implantations prévues en 1977 dans le programme du Likoud, soixante-quinze étaient déjà créées. Depuis, ce programme est en bonne voie d'achèvement. Encadrés par les militants du Goush Emounim (Bloc de la foi), la majorité des 17 400 colons installés en Judée et en Samarie (Cisjordanie) se sont organisés pour combattre le projet d'autonomie qu'ils estiment dangereux pour la cause de la colonisation d'*Eretz Israël*. A plus d'une reprise, ils sont entrés en conflit ouvert avec le gouvernement qui s'est montré, là encore, dépassé par les événements.

Malaise au sein de la population arabe

Tandis que les relations entre les autorités israéliennes et la population palestinienne des territoires occupés se détérioraient. L'expérience de relative libéralisation tentée par l'ancien ministre de la défense, M. Ezer Weizman, n'a pas porté ses fruits. Les principaux représentants politiques des territoires ont rejeté catégoriquement les accords de Camp David. L'agitation s'est très nettement accrue et les autorités militaires ont répondu, en 1980, par une répression très sévère, la « poigne de fer », écrit la presse israélienne, provoquant la radicalisation des « modérés ».

Enfin, durant les dernières années un malaise certain est apparu parmi la population arabe d'Israël. Le propre conseiller de M. Begin pour les affaires arabes, M. Moshé Sharon, a démissionné au début de 1979 en déclarant qu'il y avait là aussi un danger de radicalisation si des mesures urgentes n'étaient pas prises pour améliorer la situation de ces quelque six cent mille citoyens. Depuis, ces craintes se sont vérifiées, et le gouvernement a interdit, en décembre dernier, un congrès qui devait se tenir à Nazareth et où des élus et de nombreuses personnalités de la communauté arabe devaient adopter une « charte » des Palestiniens d'Israël.

Les relations internationales d'Israël ne se sont guère améliorées, tant s'en faut, malgré la conclusion de l'accord de paix avec l'Egypte. Avec les Etats-Unis, son allié indispensable, Israël a même connu des moments difficiles, marqués par l'expression fréquente de la « désapprobation » de Washington et même, dans un cas, par un vote hostile à l'ONU. M. Begin n'a pas pu obtenir l'augmentation de l'aide économique et militaire américaine.

Dernièrement, les Israéliens ont eu la confirmation que l'émigration augmentait très fortement alors que l'immigration diminuait. L'inflation ne saurait être la seule explication. Une certaine image d'Israël pour les Israéliens eux-mêmes et pour les juifs de la Diaspora s'est assombrie. Ainsi que le prédisait M. Weizman en quittant le gouvernement, le « moral d'Israël » semble être atteint. Comme à la veille de la défaite des travaillistes, Israël vit dans une atmosphère de morosité qui paraît aujourd'hui plus profonde encore. Autre similitude avec les derniers mois du « règne » travailliste : les scandales apparaissent. En 1977, après vingt-neuf ans de pouvoir travailliste, certains Israéliens espéraient qu'avec l'arrivée de M. Begin au pouvoir, Israël allait entrer dans une nouvelle ère politique, tandis que d'autres la redoutaient vivement. Au moment où celui-ci doit se résigner à des élections anticipées qui consacreront son échec, ces espoirs et ces craintes, auront finalement été éphémères.

FRANCIS CORNU.

DIPLOMATIE

UNE RÉUNION DES RÉGIONALISTES DE LA C.E.E.

Autonomistes, oui ; gauchistes, non

Différents mouvements régionalistes et autonomistes des pays membres de la C.E.E. viennent de constituer à Bruxelles un « secrétariat permanent » dont le rôle essentiel sera de faire entendre leur voix sinon dans les instances officielles, du moins dans les couloirs de la Communauté. Ces petites formations envisagent en outre de faire campagne ensemble lors du prochain scrutin européen.

De l'IRA irlandaise à l'ETA basque, l'opinion assimile volontiers les organisations autonomistes à des mouvements d'extrême gauche. C'est là un risque que ne courent pas, semble-t-il, les formations réunies à Bruxelles, du moins si l'on en croit les propos de certains de leurs représentants, tels que les rapporte l'A.F.P.

Au nom d'organisations bretonnes assez obscures, un des participants a, par exemple, dénoncé, outre les « *atrocités pires que celles des nazis* » commises contre les chouans par les soldats de la Iʳᵉ République, les « *milliers d'exécutions* » d'autonomistes bretons à la libération. Sans préciser que, si quelques animateurs ou militants de Breiz Atao et d'autres organisations paramilitaires bretonnes ont, en effet, été condamnés à mort en 1945, ce n'est nullement en raison de leur autonomisme, mais du fait qu'ils avaient très activement collaboré avec les nazis — lesquels avaient joué cette carte à fond en Bretagne. Le fardeau de cette compromission a posé pendant des lustres sur l'image du nationalisme breton, même après la guerre.

Plusieurs personnalités de l'autonomisme d'extrême droite participaient d'ailleurs à la réunion de Bruxelles, dont M. Ferdinand Moschenross, pour l'Elsass-Lothringen Volksbund (Union populaire d'Alsace-Lorraine, en allemand dans le texte) et le député belge Maurits Coppieters, élu de la principale formation de la droite nationaliste flamande, la Volksunie.

Exagérations et contradictions n'ont pas manqué non plus à cette réunion. Un compatriote de M. Coppieters (du moins si l'un et l'autre nous permettent encore de les considérer comme tels), représentant le « *parti des Belges de langue allemande* », a déploré que les territoires d'Eupen et Malmédy aient été rattachés à la Belgique en 1919 sans consultation de la population. Mais celui de ses interlocuteurs parlementaires, irlandais, qui prônait, lui, le rattachement de l'Ulster à la République d'Irlande, n'a pas précisé s'il convenait de consulter, là aussi, une population dont la majorité est notoirement fidèle à Londres. Quant au gouvernement néerlandais, il ne pourra plus faire régner dans le nord du pays la terreur policière dont il est, comme chacun sait, coutumier : le « parti national frison » a dénoncé sa politique d'« *oppression* ». Voilà avertie, sinon la conscience universelle, du moins celle des dirigeants européens.

BERNARD BRIGOULEIX.

LE HAUT COMMISSARIAT POUR LES RÉFUGIÉS RISQUE DE MANQUER DE FONDS EN 1981

Les programmes du Haut Commissariat pour les réfugiés nécessitent 335 millions de dollars (1,5 milliard de francs) alors que les disponibilités de l'organisation internationale ne dépassent pas 80 millions de dollars (368 millions de francs), indique le H.C.R. dans un appel lancé à Genève. « *La survie des réfugiés semble assurée pour le premier trimestre 1981* », mais les besoins seraient considérablement accrus en cas de nouvelle crise.

Le H.C.R. (qui prend en charge des réfugiés partout dans le monde à l'exception des Palestiniens) précise que le nombre des réfugiés en Somalie a augmenté de 125 000 en décembre dernier et atteint 1 200 000. Pendant l'année 1980, le total des réfugiés indochinois s'est élevé à 119 401.

LA FRANCE SOUHAITE QUE LES VISITES DU COLONEL KADHAFI À ROME ET A BONN N'AIENT PAS LIEU.

La France souhaite que les visites officielles que doit faire le colonel Kadhafi en Italie et en Allemagne fédérale pendant le premier semestre 1981 n'aient pas lieu apprend-on de bonne source. La France n'a pas fait de démarche officielle auprès de Rome et de Bonn, mais elle a fait connaître son sentiment, motivé par la politique libyenne au Tchad, au cours, semble-t-il, des consultations politiques des Dix.

Le gouvernement français souhaiterait — selon des sources britanniques — que de telles visites ou celles d'autres personnalités libyennes dans les Etats de la Communauté n'aient lieu que si elles apparaissent absolument nécessaires. La question du Tchad et des relations avec la Libye sera sans doute évoquée à Bruxelles lors de la réunion de coopération politique des Dix du mardi 20 janvier, et aux prochains sommets franco-italien (22-23 janvier) et franco-allemand (5 et 6 février).

ASIE

Philippines

TROIS CENT QUARANTE ET UN DÉTENUS POLITIQUES ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Quelques heures après avoir annoncé, samedi 17 janvier, la levée de la loi martiale (*le Monde* daté 18-19 janvier), le président Marcos a fait libérer trois cent quarante et un détenus politiques; mille six cents autres vont être transférés de prisons militaires dans des pénitenciers civils. Les autorités ont pris cette mesure, a-t-il été précisé, pour « *des raisons de compassion et de réconciliation nationale* ».

L'hebdomadaire de Hongkong *Far Eastern Economic Review*, écrit de Manille que le principal dirigeant de l'opposition, M. Aquino, actuellement aux Etats-Unis, pourrait rentrer sous peu dans son pays. Maintenant un dialogue avec le pouvoir, il serait prêt à un compromis avec lui et à jouer sa carte dans la succession à M. Marcos, nous câble de son côté, notre correspondant à Tokyo.

Une lettre de l'ambassade de Corée du Sud à propos d'une affaire d'enlèvement en France

Dans nos éditions datées du 15 janvier, nous avons rapporté des propos d'opposants sud-coréens vivant au Japon qui accusent l'ancien président Park d'avoir fait enlever, à Paris, en octobre 1979, un ancien chef des services secrets, M. Kim Hyung-wook. M. Chang Duk Sang, chef du service de presse de l'ambassade de Corée du Sud à Paris, nous a envoyé à ce propos une lettre dont on peut dire, sans se prononcer sur le fond de l'affaire, qu'elle ne contient pas d'informations précises de nature à infirmer les accusations de l'opposition.

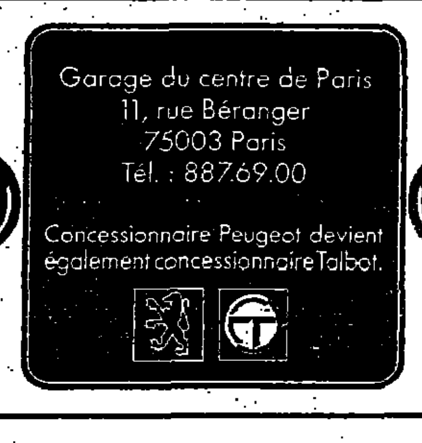
Voici le texte de cette lettre :

Je suis vraiment étonné qu'un journal de qualité tel que *le Monde* ait publié un article sans preuve ni fondement.

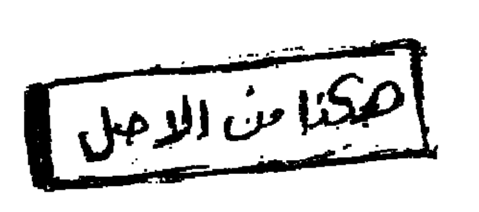
Le contenu de l'article relève de la pure fiction, fabriquée par des agents pro-Nord-Coréens désireux de porter préjudice au prestige de la République de Corée et de nuire aux bonnes relations traditionnelles entre nos deux pays.

● *Manifestation du M.L.F. à Paris en faveur de Mme Jiang Qing.* — Deux à trois cents personnes se sont rassemblées, samedi 17 janvier à Paris, place de l'Alma, à proximité de l'ambassade de Chine, dont l'accès était gardé par la police, à l'appel du Mouvement de libération des femmes international, pour « *sauver Jiang Qing* », la veuve de Mao jugée en décembre par un tribunal qui n'a pas encore rendu son verdict.









صكنا من الاصل

AMÉRIQUES

LA GUERRE CIVILE AU SALVADOR

Des engagements sporadiques se poursuivent entre l'armée et la guérilla

Près de cent cinquante personnes ont été tuées au cours de divers engagements survenus les samedi 17 et dimanche 18 janvier, entre des troupes gouvernementales et des guérilleros de gauche, a-t-on annoncé officiellement à San-Salvador.

Les autorités estiment que l'offensive lancée par les insurgés il y a une semaine a échoué. Mais elles craignent un regain d'activité le mardi 20 lorsque le président Reagan prendra ses fonctions aux Etats-Unis. En prévision de cette éventualité, l'armée est en état d'alerte totale, et poursuit ses opérations de ratissage *dans tout le pays*. Un porte-parole militaire a déclaré que les combats les plus sérieux de dimanche ont eu lieu près du village de Pènas-Blanca, à 80 kilomètres au nord de la capitale. L'armée a attaqué par surprise un camp de guérilleros, tuant plus de quatre-vingt-dix insurgés et perdant un seul soldat. Selon des témoins des combats, qui ont duré plusieurs heures, les pertes de l'armée seraient plus élevées. Selon le porte-parole, les insurgés *se préparaient à attaquer la ville* voisine de Santa-Ana, dans le cadre d'une nouvelle offensive.

Une cinquantaine d'autres personnes ont été tuées dans le pays.

De *source informée*, on estime qu'un millier de personnes ont perdu la vie depuis le début de l'offensive des forces de gauche.

Dans la capitale, des coups de *feu isolés ont été entendus* dans les faubourgs septentrionaux. Une fusillade a coûté la vie à une dizaine de personnes, dont plusieurs passants. Les rayons des commerces d'alimentation ont été vidés le vendredi 16, la population croyant à l'imminence d'une nouvelle vague de combats.

M. Napoleon Duarte, chef de la junte, a visité, le vendredi 16 janvier, la ville de Santa-Ana, théâtre de violents combats au début de l'offensive de la guérilla. La ville a semblé calme aux journalistes qui l'accompagnaient. Le chef de la junte s'est rendu, le lendemain, 17 janvier, à San-Francisco-Gotera, capitale de la *province* de Morazan, dans le nord-est du pays, où ont eu lieu les plus violents affrontements de la semaine dernière. Il y aurait reçu un bon accueil de la population.

Aide militaire des États-Unis

Cependant, le département d'Etat américain a annoncé que deux des cinq hélicoptères, dont Washington a approuvé l'envoi à la junte salvadorienne, étaient déjà en route. L'administration Carter a récemment confirmé la reprise d'une aide militaire de 5 millions de dollars environ, suspendue après l'assassinat, début décembre, de quatre ressortissants américains. Six conseillers militaires américains vont également aider les forces armées salvadoriennes.

Le commandant du Front Farabundo Marti de libération nationale (F.M.L.N.), M. German Cienfuegos, a annoncé, le 17 janvier à San-José de Costa-Rica, que le *« nouveau gouvernement révolutionnaire, qui s'installera prochainement quelque part au Salvador, cherchera à maintenir des relations constructives avec les Etats-Unis »*.

Le commandant Cienfuegos a affirmé que cet organe dirigeant sera formé d'un cabinet et d'une assemblée qui seront *« l'expression pluraliste du pouvoir populaire »*. *« Le nouveau gouvernement*, a-t-il ajouté, *réalisera des réformes vitales pour l'économie salvadorienne, appellera à une collaboration avec le secteur privé et cherchera des financements extérieurs. »* En matière de politique étrangère, le gouvernement révolutionnaire choisira le non-alignement. *Le F.M.L.N.*, souligne son commandant, a toujours été *« ouvert au dialogue »* avec la Maison Blanche, à condition que la question de l'aide militaire américaine à la junte actuelle soit résolue. Enfin, selon le commandant Cienfuegos, un quart du pays est contrôlé par la guérilla, six jours après le début de l'offensive générale lancée par le F.M.L.N. contre le gouvernement de M. José Napoleon Duarte.

« Nous sommes dans une situation de guerre d'usure et de harcèlement » a, de son côté, déclaré, le samedi 17 janvier, à San-José, M. Rafael Menjivar, dirigeant du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), qui regroupe l'opposition salvadorienne. Faisant le bilan d'une semaine d'offensive, l'ancien recteur de l'université de San-Salvador a estimé que la guérilla était déjà parvenue à *« un équilibre des forces militaires »* avec l'armée. *« Nous n'en sommes pas encore à la guerre de positions »*, a-t-il poursuivi. Il a expliqué que le retrait de Santa-Ana était un « mouvement tactique » et que les guérilleros assiègent la ville depuis les sommets qui l'entourent.

Une déclaration de l'archevêque

Le dirigeant du F.D.R. a aussi souligné que l'isolement international de la junte n'a jamais été aussi grand et que la situation économique du pays est catastrophique. Selon lui, le produit intérieur brut a baissé de 20 % en 1980, l'inflation est bien supérieure au chiffre de 25 % avancé par le gouvernement. La fuite des capitaux est estimée par ses soins à 3 milliards de dollars pour 1980, et les réserves de devises sont épuisées.

Mgr Rivera y Damas, archevêque intérimaire de San-Salvador, a, *dans son homélie de dimanche* 18 janvier, estimé que l'on ne voyait pas, actuellement, de réelles *« possibilités d'un triomphe de l'insurrection »*. Le prélat a estimé que toutes les conditions n'étaient pas réunies pour justifier l'offensive armée lancée la semaine dernière par la guérilla. Reconnaissant que *« des abus graves »* perturbaient la vie du pays, il a affirmé, contrairement à l'opposition de gauche, que le dialogue pouvait encore aboutir *à une solution pacifique*. Mgr Rivera y Damas a cependant admis que les deux forces en présence — la junte civile et militaire et l'opposition groupée au sein du Front démocratique révolutionnaire — n'étaient pas actuellement disposées à discuter.

Le peuple n'est pas sûr, en *outre, que l'instauration d'un régime socialiste au Salvador soit préférable au présent régime*, a ajouté l'archevêque, tout en affirmant redouter un processus de *radicalisation à droite de la junte*. Pour l'archevêque intérimaire, la gauche n'a pas expliqué de façon suffisamment claire ses objectifs, et le peuple ne s'est donc pas engagé dans la lutte armée pour appuyer la guérilla déclenchée par le Front Farabundo Marti de libération nationale. En particulier, la grève générale lancée pour appuyer l'offensive armée a été un « échec », car le peuple a eu peur de la répression et des lois d'exception en vigueur (état de siège et *couvre-feu quotidien*).

Mgr Rivera y Damas a aussi flétri la répression générale, *« le crime politique qui bénéficie de l'impunité »*, et exigé des groupes belligérants le respect de la neutralité des lieux de culte, dont plusieurs, a-t-il dit, ont fait l'objet de perquisitions et d'occupations par les troupes gouvernementales.

Enfin, à Managua, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Lawrence *Pezzullo*, a *affirmé*, le *dimanche* 18 janvier, que le nouveau secrétaire d'Etat américain, le général Alexander Haig, lui avait demandé par téléphone de rester à son poste sous la nouvelle administration. Le diplomate a déclaré avoir accepté. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

Guatemala

● *LA VAGUE DE VIOLENCE* POLITIQUE au Guatemala a fait au moins sept nouvelles victimes, les samedi 17 et dimanche 18 janvier. Les porte-parole des forces armées ont affirmé que deux guérilleros étaient morts alors que, avec dix-huit autres rebelles, *ils avaient dressé une embuscade* contre une patrouille militaire dans le village de Sacala, à l'ouest de la capitale. D'autre part, le maire de San-Pedro-Sacatepequez, M. José-Luis Romero, a été tué à l'hôpital de Guatemala, où il était soigné pour des blessures reçues au cours d'une tentative d'assassinat au début du mois. — *(A.P.)*

Pérou

● UNE OPERATION ANTI-GUERILLA a eu lieu dans le département d'Ayacucho, au sud-est de la capitale péruvienne, a annoncé un quotidien *de Lima le samedi* 17 janvier. Cent trente guérilleros auraient été capturés. — *(A.F.P.)*

Venezuela

● LE PRESIDENT HERRERA CAMPINS, chef d'Etat vénézuélien, a procédé, le 16 janvier, au premier remaniement de son cabinet depuis son accession au pouvoir il y a deux ans. M. Enrique Perez Olivares a été nommé ministre de l'information et du tourisme, en remplacement de M. José Luis Zapata, qui passe à l'agriculture. M. José Porras Omana devient ministre du développement, M. Juan *Quintero Castaneda* ministre du travail et M. José Gonzalez ministre de la santé et des affaires sociales.

États-Unis

Dans une interview à « Time »

M. CARTER FAIT L'ÉLOGE DE MM. SADATE GISCARD D'ESTAING ET DENG XIAOPING

MM. Sadate, Giscard d'Estaing et Deng Xiaoping, sont parmi les dirigeants mondiaux les plus dignes d'admiration, affirme M. Carter dans une interview publiée le lundi 19 janvier par le magazine « Time ». M. Carter décrit M. Giscard d'Estaing comme le chef d'Etat occidental *disposant du plus d'autorité*. Cette autorité lui est conférée par la Constitution française, estime M. Carter.

Du vice-premier ministre Deng Xiaoping, le président américain dit : « Il n'avait pas peur de parler des faiblesses de son pays, ce que les Soviétiques ne feraient jamais. »

M. Carter décrit le premier ministre britannique, Mme Thatcher, comme une femme ayant des opinions très marquées et sur laquelle on peut compter.

Le magazine remarque que M. Carter ne parle, dans cette interview, ni du chancelier Helmut Schmidt, ni du premier ministre israélien, M. Menahem Begin. Selon « Time », M. Carter a toujours considéré que M. Helmut Schmidt faisait preuve de « duplicité ». Quant à M. Begin, il n'est un secret pour personne que le président sortant le considérait comme « impossible », conclut l'hebdomadaire.

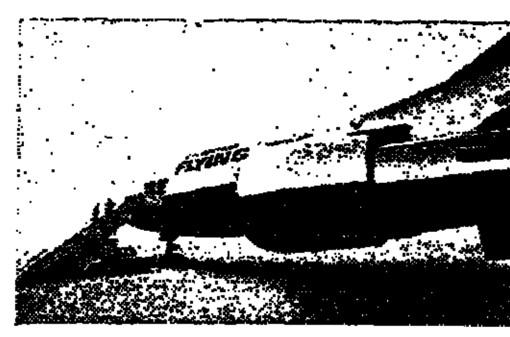
● *M. Richards, président du parti républicain.* — Le Grand Old Party a élu samedi 17 janvier à l'unanimité son nouveau président national, M. Richard Richards, en remplacement de M. Bill Brocks qui a été nommé représentant spécial pour les négociations commerciales internationales dans l'équipe Reagan (*le Monde* du 17 janvier). M. Richards avait été un des premiers partisans de M. Ronald Reagan, dans les années 60, puis un des premiers à se prononcer pour M. Reagan, en 1976, quand celui-ci avait brigué la nomination du parti républicain contre l'ancien président Gerald Ford. — *(A.F.P.)*

Digital. Sans nous, l'informatique ne serait pas ce qu'elle est.

Quand, voilà plus de vingt ans, nous avons lancé le mini-ordinateur, l'industrie a immédiatement vu en nous des pionniers. Pour la première fois, les ordinateurs sortaient des salles climatisées et étaient mis à la disposition de gens qui n'étaient pas nécessairement informaticiens. Ce fut un *changement radical* suivi de bien d'autres.

Au fil des années, nous avons *fabriqué des ordinateurs plus petits* et pourtant plus performants; moins chers et pourtant plus fiables; aux possibilités plus vastes et pourtant plus faciles à utiliser. Nous avons spécialisé nos systèmes pour qu'ils fournissent l'information à ceux qui en ont vraiment besoin pour leur travail, sur le lieu même où ils l'utilisent.

Ces changements ont permis à des secteurs entiers d'activité d'accéder à l'informatique, ce qui a en retour élargi le champ de leurs possibilités.



Aux États-Unis, les ingénieurs de la société Boeing échangent instantanément des données grâce à la technologie de pointe de Digital en matière de réseaux.

Aujourd'hui, avec plus de 55.000 personnes travaillant dans plus de 40 pays, un chiffre d'affaires dépassant 2 milliards de dollars, nous sommes l'une des plus grandes sociétés d'informatique du monde. Et l'une des plus respectablement connues. Nous aimerions vous faire partager *notre expérience*.

Nous fabriquons la plus vaste gamme d'ordinateurs de toute l'industrie informatique. Nous sommes donc sûrs de vous offrir un système *à la mesure de vos besoins. De plus*, tous nos systèmes étant compatibles, vous pourrez augmenter graduellement *leur capacité et rentabiliser* ainsi votre investissement initial.

En matière d'assistance, Digital n'a rien à envier à quiconque. Nous employons 14.000 spécialistes dans le monde, qui se consacrent entièrement à la maintenance de votre équipement (matériel et logiciel), et à la formation de votre personnel afin de garantir un fonctionnement harmonieux de votre ordinateur.

Donc, si vous recherchez la technologie, l'expérience et l'assistance d'un leader, consultez-nous.

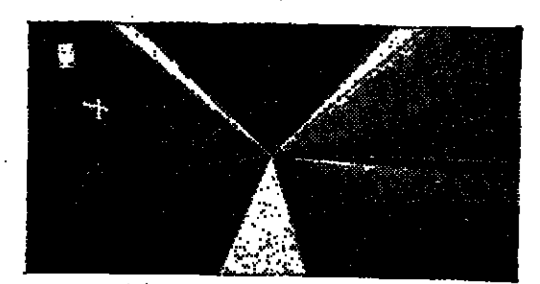
Vous verrez que nous ne voulons *pas seulement* changer les choses: nous voulons qu'elles changent en mieux.



L'Union Laitière Normande (marque Elle & Vire), premier exportateur français dans le domaine agro alimentaire, s'appuie sur des ordinateurs Digital pour réaliser la gestion intégrée de ses coopératives, ses usines et ses filiales commerciales.



A Milan, en Italie, des ordinateurs Digital sont placés directement sur les chaînes de montage des usines Alfa Romeo pour assurer le contrôle dynamique complet de chaque moteur.



En Suisse, des millions d'automobilistes traversent les Alpes en empruntant le tunnel du St-Gothard. Ce long trajet de 17 km s'effectue sous la protection d'un système de contrôle (mis en place par Brown Bovery) et utilisant des ordinateurs Digital.

Digital Equipment France
18 rue Saarinen - Silic 225
94528 Rungis Cedex France
Tél.: 687.23.33+



Nous changeons la façon de penser du monde.

Les États-Unis de M. Reagan

(Suite de la première page.)

Il est représentatif de tout un groupe d'intellectuels conservateurs, souvent venus comme lui de la côte ouest, mais aussi du Texas ou du Middle-West, et qui ont déferlé sur Washington dès l'annonce de la victoire de M. Reagan. Le signe le plus manifeste de cette ruée, dont l'ampleur dépasse de loin celle des « Georgiens » de 1976, et qui contredit déjà l'ambition avouée de M. Reagan de « *mettre l'administration au régime* », a été l'élévation vertigineuse des loyers et du prix des maisons à Washington et dans la banlieue. Les agents immobiliers ne croient apparemment pas un seul instant que les effectifs de la bureaucratie fédérale vont diminuer pendant le premier mandat du quarantième président des Etats-Unis.

Ces nouveaux venus qui inspectent leurs futurs bureaux ne sont pas, comme les « Georgiens » de M. Carter, des « *rednecks* » (« péquenots ») tout à la fois éblouis par Washington et désireux de faire sentir le poids de leurs bottes à l' « establishment ». Ils n'ont nul mépris pour le pouvoir qui réside dans la capitale fédérale, nulle réserve envers ses grandes institutions : le Congrès, les différents bureaux de la Maison Blanche, la C.I.A., le département d'Etat, le Pentagone...

Paradoxalement, ces croisés de la libre entreprise, ces anarchistes de droite peu ou prou acquis aux idées du parti libertarien (2), n'ont aucune méfiance à l'égard du « pouvoir ». Ils ont l'innocence de très jeunes étudiants en sciences politiques qui auraient brutalement la possibilité d'appliquer le « système de gouvernement » qu'ils ont découvert la veille avec émerveillement en suivant le cours de tel professeur vénéré. A côté d'eux, au-dessus d'eux, les vieux nixoniens, qui font une rentrée spectaculaire, se gardent de leur enlever leurs illusions. L'heure est à l'euphorie, même si les germes des contradictions à venir sont partout visibles. Pour beaucoup, les lendemains risquent d'être amers. Les cinquante ans de « *conservatisme lucide* » promis par les républicains dureront-ils seulement le temps d'un mandat présidentiel ?

En attendant, tout le monde s'installe. Les arrivées les plus massives ont lieu au Congrès, où les républicains ont gagné trente-trois sièges à la Chambre et douze au Sénat, y obtenant ainsi la majorité pour la première fois en un quart de siècle. On n'avait pas vu, depuis l'élection de 1916, les deux Assemblées contrôlées par deux partis différents, ce qui donne une idée du bouleversement intervenu le 4 novembre. D'innombrables commissions ont changé de main. Au Sénat, notamment, le sénateur Kennedy a déserté celle de la justice pour ne pas avoir à y subir la loi de son nouveau président, l'austère et ultra-réactionnaire sénateur de Caroline du Sud, M. Strom Thurmond, qui est favorable à la peine de mort, et, de façon générale, opposé à toute la politique libérale suivie depuis des années par le sénateur du Massachusetts en matière d'évolution des mœurs (liberté de l'avortement, suppression de la prière du matin dans les écoles, etc.).

De Californie, du Texas et du Middle West

Les nouveaux élus, qui ont une mentalité de conquérants, amènent dans leurs bagages un « *staff* », une équipe composée de véritables conseillers et de porte-coton, qu'ils étoffent sur place avec l'aide d'officines spécialisées.

Tout cela fait beaucoup de monde. Officiellement, le nouveau président a le pouvoir de nommer environ trois mille personnes : les 1 731 membres de son « bureau exécutif » (3), les ministres et leurs adjoints, le directeur de la C.I.A., le « *postmaster general* », qui supervise les services postaux, les ambassadeurs (tenus de présenter leur démission et jusqu'à des chauffeurs ou de simples employés.

Les sénateurs et les représentants sont encore plus libres de leur choix puisqu'ils payent directement leur « *staff* ». Les « grands postes » de l'exécutif, tels que le secrétariat d'Etat, sont soumis à l'agrément du Sénat, et l'on a vu, notamment lors de l'audition du général Haig, qu'il ne s'agit pas toujours d'une formalité. La désignation des conseillers en tous genres des membres du Congrès n'est soumise, en revanche, à aucun contrôle digne de ce nom. Au total, ce sont, outre les sénateurs et les représentants, près de vingt mille personnes (4) qui font tourner l'énorme machine législative qu'est le Congrès, dont les minces Parlements européens ne donnent qu'une faible idée. Au moins quatre mille d'entre elles sont des nouvelles recrues...

D'où viennent-ils, les uns et les autres ? D'un peu partout, sans doute, mais d'abord de Californie. Dans l'immeuble loué pour l'occasion et occupé par l'« équipe de transition » au numéro 1726 de la rue « M », non loin de la Maison Blanche, on croisait sans cesse des Californiens, en particulier des anciens de l'Institut Hoover, situé sur le campus de l'université privée Stanford, en Californie. Cet organisme a été fondé en 1919 pour gérer le fonds d'archives donné par Herbert Hoover, alors responsable du programme fédéral d' « *aide aux enfants russes affamés* ». Le but premier de « *l'Institut sur la guerre, la révolution et la paix* » était de « *démontrer la nocivité foncière des doctrines de Karl Marx* ». On y conserve les fiches de la police secrète tsariste, que Hoover avait obtenues lors de sa mission. Il est piquant de constater que de nombreux éléments du brain-trust de M. Reagan, qui aspire à égaler Franklin Roosevelt, viennent d'un institut fondé par le prédécesseur républicain immédiat de ce dernier, président de 1929 à 1933, et qui se révéla impuissant face à la grande crise.

La tradition conservatrice — et parfois réactionnaire — de l'Institut Hoover ne s'est jamais démentie. Voilà un endroit où, loin des universités et des fondations de la côte est « infectées » par la contagion sociale-démocrate, on n'a jamais sacrifié aux doctrines keynésiennes sur le rôle régulateur de l'Etat dans l'économie, et où personne n'a jamais pu être soupçonné de mollesse vis-à-vis de l'U.R.S.S.

Les bonnes relations de M. Reagan avec l'Institut datent de ses deux mandats successifs de gouverneur de Californie (de 1967 à 1975). De nombreux « résidents » furent alors ses collaborateurs, et M. Reagan légua à la bibliothèque ses archives de gouverneur. M. Martin Anderson, nommé conseiller du président pour les affaires sociales, vient de l'Institut, de même que plusieurs membres du Conseil national de sécurité, et de divers bureaux de l'exécutif.

M. Edwin Meese, qui fut le secrétaire général du gouverneur, qui reste son éminence grise et pour lequel a été spécialement créé à la Maison Blanche un poste de conseiller avec rang de ministre (et une compétence quasi universelle), vient d'un organisme californien plus « militant » — mais plus limité — que le précédent, l'Institut pour les études contemporaines. Celui-ci, créé au début des années 70 par des amis de M. Reagan, contribue à l'élaboration d'une doctrine économique « conservatrice » fondée sur le développement des forces productives, et constitue une autre pépinière pour la nouvelle administration.

Certains n'ont cependant eu qu'à traverser quelques rues pour atteindre leurs nouveaux bureaux. C'est le cas, en particulier, pour les membres du Centre pour les études stratégiques et internationales de l'université jésuite de Georgetown, qui a engagé son premier chercheur en 1962, en la personne de M. Richard Allen, le nouveau directeur du Conseil national de sécurité (qui va succéder à ce poste à M. Zbigniew Brzezinski). M. William French Smith, le nouvel attorney général (ministre de la justice), fait partie du conseil académique du Centre, dont vient aussi M. Ray Cline, conseiller pour les questions chinoises.

Un autre « réservoir de matière grise » de l'administration Reagan a été la Fondation de l'Héritage, établie en 1974 à Washington grâce à la générosité d'un vieil ami de l'ancien gouverneur de Californie, M. Joseph Coors, richissime fabricant de bière du Colorado. C'est peut-être le plus typiquement « reaganien » des centres de recherche politique américains. Située dans un petit immeuble résidentiel, derrière le Capitole, la Fondation vit depuis le 4 novembre à un rythme frénétique. « *Soudain, on s'est intéressé à nous*, explique un de ses dirigeants. *Nous avions un budget de 700 000 dollars en 1977, il a atteint 4 millions de dollars en 1980.* » Le financement provient, outre la mise de fonds initiale de M. Coors, des contributions individuelles et des grandes sociétés. La Fondation a rendu public, peu après l'élection, un rapport en vingt volumes sur ce que devrait être « *la politique d'un gouvernement conservateur* », sous le titre *Un mandat pour le leadership*. Une édition abrégée (800 pages), en livre de poche, doit sortir prochainement.

La Fondation de l'Héritage propose notamment une réduction de 15 % des tickets d'alimentation distribués par le gouvernement fédéral aux indigents. Ses chercheurs font remarquer que les critères retenus pour les obtenir sont uniquement quantitatifs (disposer d'un revenu inférieur à une certaine somme), ce qui permet par exemple à des étudiants, entretenus effectivement par leurs parents, d'en bénéficier. Le rapport propose également que les grévistes — officiellement sans moyens d'existence — ne puissent recevoir ces tickets. L'argumentation est la suivante : le gouvernement fédéral n'a pas à soutenir une des parties en présence lors d'un conflit du travail...

Le chapitre du rapport de la Fondation consacré au « monde du renseignement » a suscité quelques remous. « *La sécurité intérieure est aujourd'hui pratiquement inexistante aux Etats-Unis, bien que la violence et les activités extrémistes et terroristes ne cessent d'augmenter* », écrivent ses auteur, qui suggèrent la « *restauration des commissions d'enquête du Congrès sur les problèmes de sécurité intérieure.* » Ils ne sont pas, à l'évidence, paralysés par le spectre de feu le sénateur Joseph McCarthy. Les « brillants jeunes gens » qui abordent les allées du pouvoir dans la foulée de M. Reagan sont à l'image de ce dernier : sûrs d'eux-mêmes et sans complexes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Prochain article :

A BAS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE !

(2) Le parti libertarien, une petite formation de droite, qui prône une réduction draconienne du rôle de l'Etat, est surtout actif en Californie.

(3) Le bureau exécutif du président comporte le Bureau de la Maison Blanche proprement dit (404 personnes), le Conseil national de sécurité (70), le Bureau de la gestion et du budget, un organisme-clé pour toutes les questions financières (643) et divers autres services moins importants occupant en tout 614 personnes.

(4) Le Sénat emploi 7 527 personnes et la Chambre des représentants 12 431, soit 19 958 au total.

LA « SINATRA CONNECTION »

De notre correspondante

New-York. — L'annonce que Frank Sinatra est l'organisateur du grand gala télévisé qui aura lieu au Capitol Center, à Washington, ce lundi 19 janvier, veille de l'inauguration de M. Reagan, commence à faire froncer bien des sourcils. La « *Sinatra Connection* », les relations flatteuses que le chanteur a entretenues depuis plus de vingt ans avec l'establishment démocrate aussi bien que républicain, parallèlement à des contacts tout aussi suivis avec certains grands patrons de la pègre, font l'objet d'articles de plus en plus détaillés dans la presse. Ce sont d'abord les magazines qui ont évoqué l'affaire, publiant des photos de Sinatra aux côtés de John Kennedy ou de MM. Nixon et Ford. Puis, les quotidiens les plus sérieux ont ouvert leurs archives. Le dernier en date, le *Wall Street Journal*, a publié le 16 janvier un article en première page soulignant que la « vieille amitié » qui lie le chanteur à M. Reagan risque de devenir embarrassante pour le président.

Que M. Reagan connaisse Sinatra depuis sa carrière hollywoodienne, rien de plus normal, mais les relations entre les deux hommes sont devenues plus étroites depuis. Et les Reagan étaient des habitués du ranch californien du chanteur. En 1976, M. Reagan a ainsi interrompu sa campagne présidentielle pour assister au mariage de Sinatra avec sa quatrième épouse, Mme Barbara Marx. Le 12 décembre dernier, l'avocat de M. Reagan, M. William French Smith, qui venait d'être désigné comme attorney general, était parmi les deux cents invités que Mme Sinatra avait conviés pour célébrer le soixante-neuvième anniversaire de son mari.

Lié à la pègre

Comment Sinatra a-t-il réussi à se créer ces prestigieuses amitiés ? Il est certes célèbre, talentueux, amusant, mais, surtout, il a l'art de trouver les fonds nécessaires aux candidats qui sont ses amis. La présence à un dîner électoral de l'un des chanteurs les plus célèbres qu'aient jamais produits les Etats-Unis attire toujours une foule prête à payer 1 000 dollars par tête la satisfaction de côtoyer le Tout-Hollywood mêlé au Tout-Washington.

M. Sinatra est, dit-on, un homme plus fidèle dans ses amitiés que dans ses convictions politiques. Démocrate en 1961, il a fait campagne pour Kennedy. En 1970, il est devenu républicain pour soutenir la seconde candidature de M. Reagan au poste de gouverneur de Californie, et a, apparemment, largement contribué à le faire réélire. M. Reagan est, lui aussi, fidèle en amitié, et c'est sans doute la raison pour laquelle il est resté très lié à M. Sinatra.

Les rumeurs des liens de Sinatra avec la pègre ne sont pas nouvelles : en 1947, déjà il avait rencontré à Cuba Lucky Luciano, l'un des grands « patrons » de la Mafia de l'époque, expulsé des Etats-Unis. De nouvelles révélations sont attendues d'un livre qui va paraître, *le Dernier Mafioso*, d'Ovid Demaris, basé sur les souvenirs de Jimmy Fratiano, lui aussi « mafioso » célèbre. Fratiano assure que M. Frank Sinatra n'a jamais cessé d'entretenir des relations suivies avec la Mafia et qu'il a notamment servi de « couverture » à cette dernière dans un casino du lac Tahoe, dans le Nevada, dont le véritable propriétaire était Sam Giancana, l'un des chefs de la pègre de Chicago. A la suite de cette affaire, Sinatra devait perdre sa licence de propriétaire d'établissement de jeux en 1963.

C'est cette licence que le chanteur, dont le plus grand rêve est, dit-on, de devenir le « *roi des casinos américains* », vient de demander à recouvrer. Après une rencontre entre son avocat et le gouverneur républicain du Nevada, M. Robert List, la requête de Frank Sinatra a été déposée au sommet d'une pile de plusieurs centaines de demandes semblables sous le prétexte qu'il s'agissait d'une personnalité « *célèbre dans le monde entier* ».

L'avocat de Sinatra vient d'ajouter un nom à la liste des personnes qui se portent garantes de la moralité du requérant : celui de M. Reagan...

NICOLE BERNHEIM.

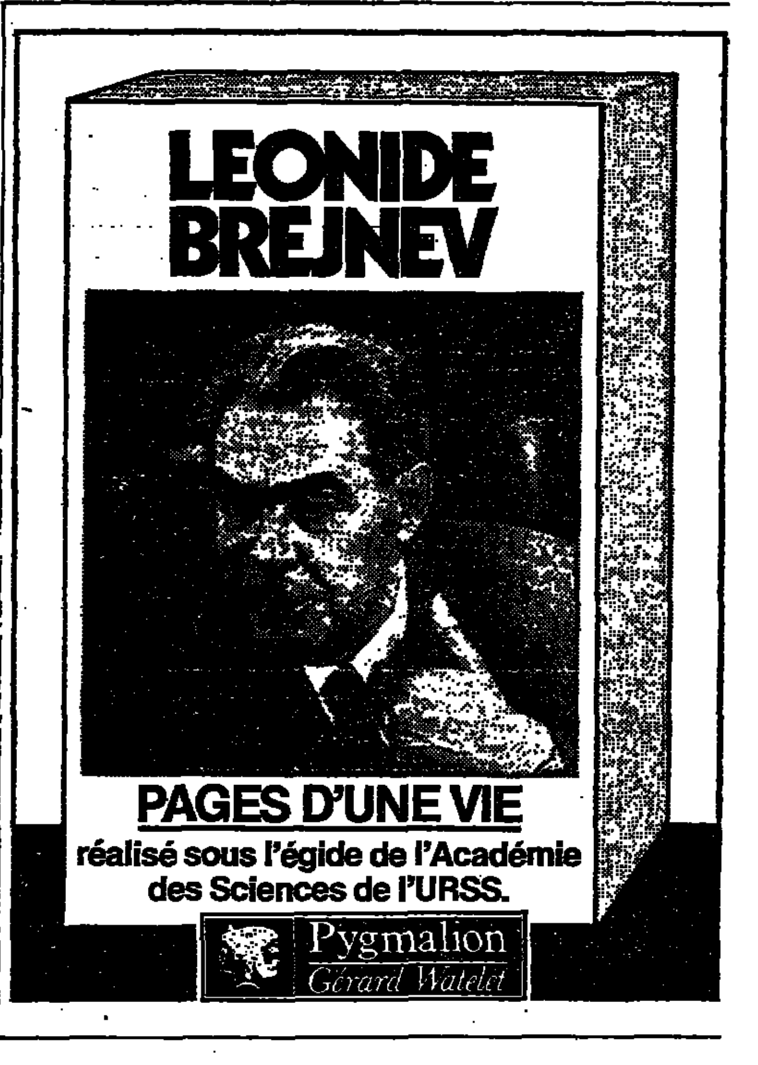


1 soir par semaine
1 samedi sur deux

CADRES
FUTURS CADRES
sans quitter votre activité professionnelle
assurer votre
PROMOTION
Formez-vous en :
• Gestion Financière (GF)
• Gestion du Personnel (GP)
Attestation de fin d'enseignement
Possibilité de prise en charge par l'employeur.
Prochaines sessions :
à partir du 24 janvier 1981
Documentation détaillée :
GF ☐ GP ☐
Nom : ...
Prénom : ...
Adresse : ...

INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT
26 rue d'Assas 75006 PARIS
Téléphone 222.33.73
Etablissement privé d'Enseignement Supérieur.

Sulka
COSTUMES, VESTES, PANTALONS, IMPERMÉABLES, VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS, CHEMISES, ACCESSOIRES
SOLDES
du 14 au 24 janvier
2 rue de Castiglione, Paris 1er (260.38.08)
Angle rue de Rivoli - Parking Vendôme



PEUGEOT C'EST ICI

Ets Luchard S.A.
20, rue Pergolèse
75016 Paris
Tél. : 502.14.30
Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.

TALBOT C'EST LA

HAVAS CONSEIL

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

La crise politique de Berlin-Ouest provoque de profonds remous à Bonn

De notre correspondant

Bonn. — La crise politique à Berlin-Ouest (*le Monde* du 17 janvier) provoque de profonds remous à Bonn. Le maintien de la coalition *socialiste-libérale à la tête de l'ancienne* capitale paraît, en effet, de plus en plus difficile, précisément au moment où, dans la capitale fédérale, les relations entre libéraux et sociaux-démocrates connaissent une phase de tension.

Dans l'immédiat, on est toujours à la recherche d'un « homme-miracle » qui pourrait reprendre en main le gouvernement ouest-berlinois après la démission du Sénat (équivalent du gouvernement régional des Lânde de la R.F.A.) et de son bourgmestre, M. Dietrich Stobbe. *Bien des noms ont été avancés.* Tour à tour, on a parlé de M. Egon Bahr, secrétaire général, pour quelques semaines encore, du S.P.D. ; du ministre de la défense, M. Apel ; de son collègue des finances, M. Matthöffer ; de l'ancien chancelier — et ancien bourgmestre de Berlin-Ouest, — M. Willy Brandt ; de M. Peter Glotz, jusqu'alors détenteur du portefeuille de l'éducation à Berlin-Ouest, mais qui doit devenir secrétaire général du parti social-démocrate à Bonn, et même de M. Hans-Jürgen Wischnewski, vice-président du S.P.D., et homme de confiance du chancelier.

Mais on parle aussi, désormais, de M. Hans-Jochen Vogel, ministre fédéral de la justice. Cet élu bavarois dispose déjà d'une grande expérience dans le domaine de la politique communale, puisqu'il a été bourgmestre de Munich. D'autre part, il est l'un des rares dirigeants du S.P.D. qui s'entende aussi bien avec la droite qu'avec la gauche du parti, et soit en bons termes avec les libéraux. Son choix pourrait donc confirmer la thèse de M. Franz Josef Strauss selon laquelle « *les Bavarois sont les derniers Prussiens* ». Il reste que personne n'éprouve, en ce moment, beaucoup d'enthousiasme pour assumer une tâche qui compte de si gros risques politiques.

A Berlin-Ouest, en effet, certains dirigeants libéraux semblent prêts à changer de camp. Leur position est très difficile. Certes, et pour eux aussi, comme pour leurs alliés sociaux-démocrates, compromis dans le scandale financier qui secoue l'ancienne capitale depuis quelques semaines, il est urgent d'attendre : la plupart d'entre eux redoutent que, *s'il y avait de nouvelles élections*, leur parti ne soit balayé. Une issue au moins provisoire pourrait donc consister, pour eux, à renverser leurs alliances et à s'unir aux chrétiens-démocrates en un gouvernement régional C.D.U.-F.D.P. Certains autres libéraux, indépendamment de leurs sentiments à l'égard du S.P.D., seraient enclins à soutenir la demande chrétienne démocrate de dissolution de l'Assemblée parlementaire ouest-berlinoise, pour assainir le climat d'une ville où les compromissions et la sclérose d'un gouvernement régional dominé depuis trente ans par le S.P.D. sont aujourd'hui patentes. Même le président du S.P.D., M. Willy Brandt, a reconnu samedi 17 janvier que les électeurs de Berlin-Ouest devraient être consultés bien avant l'échéance normale de 1983.

JEAN WETZ.

Un Watergate à l'allemande ?

De notre correspondant

Bonn. — « Un Watergate à Berlin. C'est ce que proclament les manchettes de la presse populaire ouest-allemande, depuis qu'un quotidien de l'ancienne capitale, Der Abend, *a publié le compte rendu intégral des échanges téléphoniques entre le chancelier Schmidt et son homme de confiance à Berlin-Ouest, M. Peter Glotz, qui doit, dans quelques semaines, devenir secrétaire général du S.P.D. Le journal avait reçu anonymement une cassette reproduisant la conversation entre MM. Schmidt et Glotz, et nul ne nie l'authenticité de cet enregistrement.*

La conversation est très gênante pour un certain nombre d'hommes politiques. Le ministre des transports à Bonn, M. Volker Hauff, dont il était question pour prendre en main les affaires berlinoises, y est écarté par M. Schmidt, qui le juge « trop jeune ». *Le ministre de la défense, M. Apel, et son collègue des finances, M. Matthöffer sont considérés comme* « manquant d'expérience ». *Quant à M. Wischnewski, bras droit du chancelier, il serait trop peu populaire à Berlin, et le chancelier ne tient pas, de toute façon, à se séparer d'*« un des meilleurs éléments » *dont il dispose à Bonn. Quant à l'ancien chancelier Willy Brandt, qui a jadis été bourgmestre de Berlin-Ouest, les deux interlocuteurs de la conversation illégalement enregistrée estiment qu'il n'a aucune raison de mettre en péril sa réputation en assurant une mission impossible.*

Tout cela est déjà assez embarrassant. Le problème le plus sérieux est toutefois que la sécurité des communications entre Berlin-Ouest et Bonn ne soit pas mieux assurée. Où les « oreilles ennemies » sont-elles à l'écoute ? Dans une situation plus critique, les échanges entre la chancellerie fédérale et l'hôtel de ville de Berlin-Ouest ne seraient-ils pas compromis ?

J. W.

[Berlin est probablement l'un des lieux du monde les plus « écoutés ». Entre les quatre puissances d'occupation, les deux gouvernements allemands, et la démultiplication des services de sécurité civils et militaires dépendant de chacune de ces entités le nombre des « bretelles » mises en dérivation sur les lignes téléphoniques doit être élevé. N'y a-t-il pas alors quelque hypocrisie à tabler sur une quelconque « sécurité des communications » ?]

Pologne

La situation reste tendue malgré l'éventualité de négociations sur la semaine de cinq jours

Cette semaine devrait être marquée en Pologne par diverses négociations pour éviter une propagation des grèves et une nouvelle épreuve de force sur le problème de la semaine de cinq jours.

La commission nationale de coordination du syndicat indépendant Solidarité se réunira mardi 20 janvier à Gdansk pour faire le point de la situation. Elle a accepté la proposition faite par le ministre du travail, M. Obodowski, de tenir des pourparlers sur les samedis libres et suggéré que la première réunion ait lieu le mercredi 21 ou le jeudi 22.

Entre-temps, le comité local de Solidarité à Gdansk a annoncé qu'il déclencherait le jeudi 22 une *« grève d'avertissement »* de quatre heures à Gdansk et dans la région si d'ici là le gouvernement n'a pas accepté le principe de la semaine de cinq jours.

Samedi soir, à la télévision, M. Stanislaw Mach, vice-premier ministre, a accusé *« certains militants »* de pratiquer *« le chantage »* et *« la médisance »*, voire *« le mensonge »* à l'égard du gouvernement. Il a déclaré que des *« grèves d'avertissement »* avaient eu lieu la semaine dernière dans douze des quarante-neuf voïvodies. Il a aussi déclaré que le journal des jeunesses *Sztandar Mlodych* n'avait pas paru vendredi. Les typographes du quotidien en avaient bloqué la sortie pour protester contre les remaniements apportés par la censure à un article consacré au syndicat Solidarité rurale, que les autorités ne veulent pas doter d'un statut légal.

D'autre part, on a appris lundi matin par l'agence PAP qu'un groupe de députés avait demandé au gouvernement de renégocier les accords de Gdansk et de Jastrzebie. Ces députés estiment que le gouvernement n'a pas les moyens financiers nécessaires pour honorer les accords sur des questions comme la semaine de cinq jours, le rationnement de la viande et l'accélération de la construction de logements.

La fin de la visite de M. Walesa à Rome

La délégation de Solidarité, M. Lech Walesa en tête, a quitté Rome ce lundi 19 janvier en fin de matinée pour Varsovie, signale notre envoyé spécial Bernard Guetta. A l'issue de cette visite, un communiqué commun a été publié entre les trois centrales syndicales italiennes et Solidarité, qui fait état notamment du *« climat d'ouverture, d'amitié et de cordialité »* dans lequel se sont déroulées ces discussions. *« Les fédérations C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L.,* lit-on dans ce communiqué, *ont exprimé la conviction qu'a cours en Pologne un processus profond et positif de renouveau dans le cadre de l'Etat socialiste, qui doit se poursuivre et se développer suivant les aspirations et les choix des travailleurs sur la base des accords de Gdansk. Les garanties fondamentales pour le développement de ce processus sont, selon l'avis des délégations, l'autonomie et l'indépendance syndicale dont Solidarité est l'expression (...) et la réalisation d'un accord entre les travailleurs et les autorités. »*

Dimanche matin, les représentants du syndicat polonais avaient été reçus au Vatican par le pape, qui a célébré pour eux une messe à l'issue de laquelle il les a reçus pour un petit déjeuner. Au cours de cette entrevue, qui a duré près de deux heures, le pape a longuement écouté ses hôtes expliquer la situation de la Pologne et du syndicat. Le Saint-Père lui-même n'a que peu parlé, et beaucoup d'interventions des syndicalistes semblent avoir tourné notamment autour du problème des relations entre l'Eglise et l'Etat polonais. L'un des délégués au moins aurait laissé comprendre qu'il n'était ni souhaitable ni possible que l'Eglise polonaise puisse prendre d'autres positions politiques que celles auxquelles aspire aujourd'hui la société.

Danemark

UN GOUVERNEMENT LOCAL CENTRE DROIT EST CONSTITUÉ AUX ILES FÉROÉ

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Après deux mois de pourparlers engagés au lendemain des élections anticipées du 8 novembre 1980, un exécutif a enfin pu être formé aux îles Féroé dotées d'une autonomie interne au sein du royaume du Danemark. Ce gouvernement local qui s'appuiera au Parlement local (le Lagting) sur une majorité centre droit comprenant trois des quatre partis non socialistes existants (Autonomie, Union et Rassemblement populaire) aura pour président un des chefs du aPrti de l'union M. Pauli Ellefsen.

Le Parti de l'union est la formation politique féringienne la plus favorable au maintien d'une coopération étroite et équilibrée avec le Danemark. En revanche, le Rassemblement populaire, auquel appartiennent deux des cinq membres dr *« nouveau gouvernement »*, entend se battre pour l'indépendance quasi totale des îles.

C'est la question du droit de propriété et d'exploitation des fonds marins de l'archipel qui a rendue si difficile la mise sur pied de ce gouvernement local, appelé, en principe, à rester au pouvoir durant quatre années. Le Parti de l'union a fait valoir au cours de ces négociations qu'il refusait de revendiquer la prise en charge de l'exploitation des fonds marins avant que des prospections très sérieuses et très poussées aient lieu (on pense que ces fonds marins sont riches en hydrocarbures). — C. O.

Grande-Bretagne

M. Roy Jenkins souhaite créer un nouveau parti social-démocrate avec la droite du Labour

De notre correspondant

Londres. — A moins d'une semaine du congrès extraordinaire du Labour appelé à décider d'une nouvelle procédure de désignation du leader du parti, M. Roy Jenkins, président de la Commission des communautés européennes jusqu'au début de ce mois, a consulté, le dimanche 18 janvier, ses anciens collègues, Mme Shirley Williams et MM. Owen et Rodgers, anciens ministres (familièrement désignés comme « la bande des trois », sur l'éventuelle création d'un nouveau parti du centre. Cette rencontre est considérée par les milieux politiques comme une étape importante vers l'établissement d'une nouvelle formation qui pourrait prendre le nom de parti social-démocrate. En tout cas, la menace d'une scission se précise.

37 % des suffrages

Dans l'immédiat, les représentants de l'aile droite du parti se proposent seulement de préparer une déclaration commune qu'ils publieront à l'issue du congrès de Wembley, qui aboutira vraisemblablement à enlever aux parlementaires le choix du leader pour le confier à un collège électoral dont la composition reste à fixer. En fait, MM. Jenkins, Owen et Rodgers seraient déjà décidés à quitter le parti travailliste, même dans l'hypothèse où le congrès adopterait le compromis recommandé par M. Foot, leader du parti depuis le 10 novembre. En effet, même si le collège électoral réservait 50 % des voix aux parlementaires (et non pas 30 % comme la gauche le souhaite), le choix du leader n'en dépendrait pas moins du « vote par bloc » des grands syndicats, formule jugée antidémocratique et inacceptable par les représentants de la droite du parti. Mme Williams, cependant, hésite encore à rompre avec le Labour. Elle maintient ses réserves à l'égard d'un nouveau parti qui serait *« sans racines, sans philosophie, sans valeurs fondamentales »*, et craint que la scission n'assure pour des années la présence des conservateurs au pouvoir. Elle souhaiterait que rien ne soit entrepris avant les élections locales de mai.

M. Owen, en revanche, paraît avoir choisi : dans une interview télévisée, il s'est déclaré prêt à travailler à la création d'un nouveau parti. Sans doute a-t-il été encouragé par le résultat d'un sondage réalisé par une chaîne de télévision auprès de mille personnes indiquant qu'une alliance du centre réunissant les libéraux et les sociaux-démocrates obtiendrait 37 % des suffrages, contre 33 % au Labour et 30 % aux conservateurs.

Dans l'immédiat, les « dissidents » ne semblent pouvoir entraîner plus d'une douzaine de leurs collègues, qui pour la plupart n'ont pas de chances d'être désignés par leur section locale. Les dirigeants de la droite entretiennent l'espoir — l'illusion, disent leurs adversaires — de pouvoir enlever entre quarante et cinquante sièges aux élections législatives. A moins d'un changement de mode de scrutin, qui actuellement « écrase la minorité », l'objectif paraît, toutefois, difficile à atteindre, et, jusqu'à nouvel ordre, les deux grands partis sont fortement opposés à la représentation proportionnelle.

Les «dissidents» travaillistes, à l'exception peut-être de M. Jenkins, entendent garder leur identité et restent fidèles aux conceptions de l'économie mixte, bref ils veulent offrir au pays des *solutions socialistes. Mais ils* n'excluent pas une alliance électorale avec les libéraux. M. Steel, chef du parti libéral, les a pressés la semaine passée de mettre fin à leurs problèmes de conscience et de prendre une décision ferme. M. Steel aurait préféré « absorber » les «dissidents» travaillistes, mais, à défaut, il acceptera un pacte électoral, d'autant plus nécessaire que les candidats libéraux et ceux du nouveau parti se trouveraient en compétition directe pour la conquête des sièges marginaux. — H. P.

Espagne

M. Carrillo laisse entendre que l'U.R.S.S. a préparé « un vaste plan de liquidation de l'eurocommunisme »

De notre correspondant

Madrid. — Ce qui s'est passé au cinquième congrès du parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.) est *« très grave »*, estime M. Carrillo, qui laisse entendre que Moscou n'y serait pas étranger. Le secrétaire général du P.C.E. pense que le rejet par les Catalans de la ligne eurocommuniste du P.C.E. pourrait faire partie d'un *« vaste plan de liquidation de l'eurocommunisme »*.

Dans un article publié vendredi 16 janvier par l'hebdomadaire du P.C.E. *Mundo obrero*, il écrit : *« Nous n'attribuons pas les résultats du cinquième congrès du PSUC essentiellement aux manœuvres d'une main étrangère, d'un chef d'orchestre occulte. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas quelque chose de cela et qu'il n'y ait pas un plan précis pour liquider l'eurocommunisme en Espagne et dans d'autres pays. Il y en a un, c'est notre profonde conviction. Certains préfèrent des partis faibles, même s'ils perdent leurs forces et leur enracinement national, à des partis forts dotés d'un critère et d'une indépendance de jugement. Nous sommes conscients qu'avant notre dixième congrès (en juillet) peuvent se tisser des drames de ce genre. Nous allons défendre le P.C.E. et sa politique. »*

Interrogé vendredi lors de l'inauguration du nouveau siège du P.C.E. sur ces *« forces occultes »*, il s'est borné à dire *« Je laisse à chacun sa propre interprétation. »* Il est difficile de ne pas croire qu'il accuse l'Union soviétique, irritée des critiques du P.C.E.

Dans son article, M. Carrillo estime encore que le P.C.E. a commis des erreurs en ne parvenant pas à convaincre ses militants de la gravité de la crise économique et du fait que la progression de la gauche dans l'après-franquisme serait plus lente que beaucoup l'espéraient.

Il regrette que le parti ait laissé se constituer des factions et que le P.S.U.C. se soit éloigné du P.C.E. par manque de communication.

M. Carrillo a rencontré vendredi le nouveau secrétaire général du P.S.U.C., M. Frutos, et lui a demandé d'organiser un congrès extraordinaire pour réexaminer une décision prise dans la confusion. M. Frutos a rappelé que le comité central du P.S.U.C. s'était prononcé contre un tel congrès mais a ajouté que l'idée n'en était pas exclue. — *(Intérim.)*

● *La branche militaire de l'ETA* a revendiqué l'assassinat, perpétré le samedi 17 janvier, du lieutenant de la police nationale en retraite Leopoldo Garcia, tué à Inchaurrondo, à 5 kilomètres de Saint-Sébastien. — *(A.F.P.)*

LIVRES POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue St-Louis-en-l'Ile, Paris-4e.
Tél. 326-51-09

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

SOLDES
10 à 50 %

Nous vous précisons que tous les articles proposés pendant ces SOLDES, ne présentent absolument aucun défaut de fabrication.

TAPIS MECANIQUES COLLECTION 80 - 20 %

REPRODUCTIONS PERSANES

TAPIS OMAN
LABEL DE QUALITE MAXIMUM : T5
100 % PURE LAINE WOOLMARK
200 x 300
3.875 FRANCS
VENDU 3.100 F.

ALADIN
Dimensions : 97 x 179
PRIX DE DEPART : 1.160 F
- 20 %, soit 928 F.

CHIRAZ 100 % pure laine WOOLMARK
Taille : 200 x 300
QUALITE : T4
1.940 F
VENDU 1.552 F

KHORSABAD
Remarquable tissage permettant de se rapprocher de l'aspect du véritable Orient.
Qualité : T5
Dimensions : 200 x 300
Prix normal : 5.180 F
- 20 %
4.144 F.

TAPIS BAGDAD 100 % LAINE WOOLMARK
La finesse de ce tapis est l'une des plus exceptionnelles qui se puissent réaliser en tapis fait machine.
Qualité : T5
Taille : 200 x 300
3.185 F
2.548 F.

QUALITE YASCO
Ce tapis T4 possède 192.000 points par m².
En 170 x 240 1.336 F.
VENDU 1.068 F.

COPIES DE STYLE

TAPIS FONTAINEBLEAU
Merveilleux tapis, copie de style, présentant les teintes douces et harmoniques des célèbres tapis d'Aubusson tissés à la main. Dimensions : 200 x 300
3.045 F
VENDU 2.436 F.

TAPIS MECANIQUES MODERNES BERBERES LONGUES MECHES

BEAUFORT, également 100 % PURE LAINE, longues mèches naturelles. 170 x 230
Prix de départ : 2.020 F
Sacrifié : 1.616 Francs.



KALIF
QUALITE T4
100 % Pure laine
Dessin persan
En 140 x 200
936 F - 30 %
656 F

TAPIS QUALITE SAROUK
Pure laine
Taille : 68 x 125
196 F
SACRIFIE 137 F

NARAA
QUALITE T4
100 % Pure laine
200 x 300
1.960 F
VENDU 1.372 F

MOQUETTES EN STOCK COLLECTION 80 - 20 %

QUALITE «TRIESTE»
Moquette bouclée avec 2 hauteurs de velours
7 coloris, en 4 mètres de large sur dossier mousse.
VELOURS 100 % POLYAMIDE.
Le M² : 60 F.
Vendu pendant les SOLDES : 48 F.

QUALITE «TANAGRA»
Nouvelle génération de moquette, le «Tanagra» fait partie de la classe des «SOFTS», dont la douceur est souvent supérieure à celle de la laine. Cette qualité est tissée en 400 de large, en 8 coloris, sur dossier mousse, avec un velours 100 % ANTRON.
PRIX au m² : 134 F.
- 20 %
soit 107 F.

QUALITE «TOP»
Velours coupé uni en 400 de large et 13 coloris avec dossier mousse.
Composition du velours : 100 % polyamide.
Qualité : U2, P2.
Prix au m² : 58 F.
vendu 47 F.

MOQUETTES COUPES ET COUPONS - 40 à 50 %

Les coupes de moquettes étant de toutes qualités, de toutes origines, de toutes couleurs et de toutes dimensions; il nous est impossible d'en prendre arbitrairement quelques exemples.
Sachez simplement que vous pourrez y trouver aussi bien des moquettes de laine que des moquettes synthétiques, dans des dimensions très variables, allant de 1 à plusieurs dizaines de m².
Venez cherchez, fouiller, découvrir la coupe qui vous convient : elle existe.

TAPIS D'ORIENT Prix démarqués

TAPIS PERSANS

HAMADAN
N° registre : 10420
Taille : 208 x 135
DEMARQUE A : 3.312 F
En stock dans le magasin de la place du Gal. Catroux, (ex. Malesherbes).

Au magasin de l'Avenue Voltaire vous découvrirez un magnifique GHOUM, tissé en laine et soie, inscrit dans nos registres sous le n° 18232
214 x 141
Soldé exceptionnellement à 21.766 F

Au 95 de l'Avenue Kléber, c'est un CHIRAZ
150 x 107
qui ne demande qu'une seule chose : décorer et enrichir votre intérieur.
Inscrit sous le n° 28882, c'est à 3.061 F, que vous l'emporterez.

C'est au 9 ter du Bd Montparnasse que vous pourrez découvrir un ARDEBIL, de 208 x 141 (N° Registres TMF 28940) vendu 10.463 F

TAPIS D'ORIENT LOTS SACRIFIES

Un lot de tapis artisanaux, à gros points noués à la main sera bradé durant cette période de SOLDES, avec des remises de -30 %, -40 %, voir même -50 %.

TOUS LES PRODUITS CI-DESSUS NE SONT QUE DES EXEMPLES, TOUS LES STOCKS DES MAGASINS ÉTANT MIS EN SOLDES.

TAPIS & MOQUETTES DE FRANCE

DU 7 JANVIER AU 7 FEVRIER

Nos magasins de NANCY, GRENOBLE et NICE sont en SOLDES durant la même période.

EXCLUSIF

LES SALAIRES DES CADRES 1981

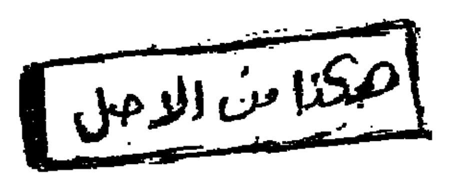
2e PARTIE

Une enquête exhaustive qui concerne toutes les catégories de cadres : cadres dirigeants, cadres supérieurs, cadres moyens, confirmés et débutants. Selon votre position hiérarchique, votre fonction, votre âge, le secteur d'activité et la taille de votre entreprise, les nombreux tableaux chiffrés publiés par Le Point vous permettront de situer votre propre salaire et son évolution. Cette semaine dans Le Point, la suite et les conclusions générales de cette importante enquête exclusive. Un numéro-référence à ne pas manquer.

Et, bien sûr, comme chaque semaine, la rubrique d'offres d'emplois destinée aux cadres (cette semaine 27 pages d'annonces).

le point

Le Point en vente chez votre marchand de journaux.



M. Tailleur conserve au R.P.R. la 4e circonscription législative de l'Eure

La dernière des consultations rendues nécessaires par l'élection au Sénat de huit députés, le 28 septembre 1980, s'est soldée par un succès pour le R.P.R., puisque M. Jacques Tailleur est parvenu, dimanche 18 janvier, à conserver au R.P.R. la quatrième circonscription législative de l'Eure, que M. René Tomasini détenait depuis le 30 novembre 1958.

Le candidat gaulliste, soutenu par l'U.D.F., avait à remonter un handicap assez lourd face à M. Marcel Larmanou (P.C.F.), puisque, au premier tour, le total de ses voix (17 012) et de celles du radical indépendant (378) ne représentait que 40,71 % des suffrages exprimés, tandis que les quatre candidats de gauche et d'extrême gauche (P.C.F., P.S., L.O., L.C.R.) en avaient recueilli 55,74 %.

Le pourcentage des abstentions se réduisant de 36,97 % au premier *tour à 29,36 % au second, il apparaît* que l'immense majorité de 6 135 nouveaux votants (49 ,51 le 18 janvier au lieu de 43 816 le dimanche précédent) s'est portée sur M. Tailleur. L'ancien sous-préfet des Andelys a toutefois bénéficié d'autres concours puisqu'il recueille 8 104 voix de plus que le 11 janvier, son pourcentage *par rapport aux suffrages exprimés* passant de 39,82 à 52,48.

Le nouvel élu a bénéficié d'une meilleure mobilisation de l'électorat U.D.F., des appels à la solidarité que MM. Pinton, giscardien, et Pons, chiraquien, avaient lancés et des interventions de deux membres du gouvernement. MM Christian Bonnet et Rémy Montagne, qui avaient appelé à faire barrage au parti communiste. Il a également profité du concours de certains électeurs socialistes du premier tour.

Par rapport aux résultats globaux que l'opposition avait obtenus le 11 janvier, le candidat du P.C.F. perd, en effet, non seulement en pourcentage des suffrages exprimés (47,51 % au lieu de 55,74 %), mais en nombre de voix (22 739 au lieu de 23 810). S'il progresse à Gisors, ville dont il est le maire, il est symptomatique que dans le canton d'Ecos, fief de M Deschaux-Beaume, candidat socialiste du premier tour, il ne recueille que 2 277 voix, alors que le 11 janvier, le P.C.F. et le P.S. en avaient totalisé 2 928.

C'est une bonne occasion pour l'Humanité de dénoncer une fois de plus « *le choix du parti socialiste qui va vers la droite quand les forces du changement ne sont pas suffisantes pour créer le rassemblement majoritaire sur des bases claires* », mais on ne peut pas faire état pour autant d'une indiscipline massive des électeurs de la gauche non communiste.

L'issue aurait pu être pire s'il est vrai qu'entre ces deux tours de scrutin le respect de la « *discipline républicaine* » n'avait été encouragé ni par M. Marchais, développant la thèse hardie du « *consensus à trois* » entre le R.P.R., l'U.D.F. et le P.S., ni par M. Estier, qui reprochait au secrétaire général du P.C.F. d'être « *aveuglé par la haine* », ni par l'hebdomadaire du P.S., *l'Unité*, dont un article était intitulé : « P.C.F., la politique du pitre. »

On observera d'autre part que si M. Larmanou perd 8,23 points par rapport au score global de l'opposition au premier tour, ce recul ne fait que confirmer que les reports de voix sont défectueux lorsque le P.C.F. est seul à représenter l'opposition au second tour. Tel avait été le cas lors de deux des dix-neuf élections cantonales partielles qui se sont déroulées entre juillet 1980 et décembre 1980 : la déperdition avait été de 10,89 points le 14 septembre à Tullins (Isère) et de 8,26 points le 21 décembre à Savigny-sur-Orge (Essonne).

En définitive, l'élection de l'Eure masque le désaccord entre le R.P.R. et l'U.D.F., mais confirme plus qu'elle n'aggrave la mésentente entre le P.S. et le P.C.F.

RAYMOND BARRILLON.

CANDIDATS ET PARTIS	18 janvier 1981 Inscrits : 70 720 Suff. expr. : 47 855 Abst : 29.36 %		11 janvier 1981 Inscrits : 70 633 Suff. expr. : 42 715 Abst : 36.97 %		19 mars 1978 Inscrits : 69 315 Suff expr. : 59 308 Abst 11.73 %		12 mars 1978 Inscrits : 69 332 Suff expr. : 59 014 Abst. : 13.02 %		11 mars 1973 Inscrits : 58 207 Suff. expr : 48 717 Abst 14.55 %		4 mars 1973 Inscrits : 58 212 Suff. expr. : 49 554 Abst : 12.83 %		23 juin 1968 Inscrits : 52 840 Suff expr. : 44 494 Abst : 13.63 %	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
MM. TAILLEUR (R.P.R., s. U.D.F.)	25 116	52.48	17 012	39.82	32 740 (1)	55.20	25 562 (1)	43.31	25 340 (1)	52,01	23 117 (1)	46.65	27 366 (1)	61,50
LARMANOU (P.C.)	22 739	47.51	11 653	27.28	26 568	44.79	15 145	25.66	17 575	36.07	9 885	19.94	7 279	16,35
DESCHAUX-BEAUME (P.S.)			11 251	26.33	—	—	10 347 (4)	17.53	—	—	6 290 (3)	12,71	7085 (2)	15.92
NITSCH (P.S.D.)			790	1.84	—	—	1 234 (5)	2.09	—	—	—	—	—	—
SURGEON (F.N.)			725	1.69	—	—	370 (6)	0,62	—	—	763	1,53	—	—
BATTEUX (L.O.)			599	1.40	—	—	828	1,40	—	—	—	—	—	—
BELLIEN (rad. ind.)			378	0.88	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
HOUDET (L.C.R.)			307	0.71	—	—	332	0.56	—	—	1 179	2.37	—	—
Réf.	—	—	—	—	—	—	—	—	5 802 (7)	11.90	6 433 (7)	12.98	—	—
U.D.F.	—	—	—	—	—	—	3 366 (8)	5.70	—	—	—	—	—	—
P.S.U.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1 396 (10)	2.63	2 764 (9)	6.21
Div. g.	—	—	—	—	—	—	491 (11)	0.83	—	—	—	—	—	—
Div.	—	—	—	—	—	—	1 339 (13)	2.26	—	—	572 (12)	1.15	—	—

(1) M. René Tomasini ; (2) Mlle Monique Luchaire, P.G.D.S.-rad. ; (3) M. Roger Doré, U.G.D.S.-P.S. ; (4) M Guy Maugé, P.S ; (5) M. Marc Montourcy ; (6) Mme Adèle Clamens ; (7) M. Maurice Burette ; (8) M. Jean-Marie Jacobs U.D.F.-rad ; (9) M. Jean-Marie Simon ; (10) M André Goudeau ; (11) M. Dominique Cordier-Pecron, Union des gaullistes de progrès ; (12) M. Pierre Carlier, Libéraux socialistes européens ; (13) M. Louis de Bueil, Mouvement des démocrates.

LE NOUVEL ÉLU

Né le 18 novembre 1922 à Meaux (Seine-et-Marne), licencié en droit, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M Tailleur a occupé différentes fonctions administratives en Afrique, notamment au Gabon, au Tchad, au Niger et au Dahomey. Il fut, en particulier, préfet de Zinder (Niger) et chef de la mission d'aide et de coopération au Dahomey En décembre 1969, il est nommé directeur de cabinet du préfet de l'Eure, puis, en avril 1972, sous-préfet des Andelys (Eure), poste qu'il occupe jusqu'en décembre 1978 En décembre 1978, M Tailleur avait été nommé sous-préfet de Saint-Pierre-de-la-Réunion.

PA

Directeur commercial — 250.000 F

Produits vétérinaires - Bretagne - Le département vétérinaire d'une société internationale spécialisée dans la chimie et la pharmacie recherche, pour conduire son développement en France, un directeur commercial. Responsable de ses performances devant le Président-Directeur Général de la filiale française, il gèrera une activité de distribution encore récente mais connaissant une croissance importante dans un marché à fort potentiel. La gamme de produits étant principalement composée d'antibiotiques, il s'adressera essentiellement aux vétérinaires et aux groupements pharmaceutiques. Pour cela, il animera une équipe déjà structurée sur le plan du marketing, de la vente et de son support technique. Ce poste en création doit intéresser un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESCP...) et ayant acquis l'expérience de la direction d'un centre de profit ainsi que des connaissances lui permettant de s'intégrer rapidement dans le secteur vétérinaire. L'environnement implique une très bonne maîtrise de l'anglais. Le salaire annuel de départ ne sera pas inférieur à 250.000 francs et pourra être supérieur si l'expérience le justifie. Il s'y ajoute une voiture de fonction. Des possibilités de carrière motivantes existent dans le groupe pour un candidat d'envergure. Ecrire à J.B. FOURNIER à Nantes. Réf. A/1070M

Négociateur export — 200.000 F

Grands projets - Amérique du Sud - Une importante société française de prestations de services dans le domaine de l'environnement (CA : 600 millions de francs) recherche, dans le cadre du développement de ses activités à l'étranger, un négociateur d'affaires. Rendant compte au Directeur Export, il sera responsable de la négociation, de la gestion et du contrôle de grands projets clés en main en Amérique du Sud. Pour chaque affaire, il aura pour mission de négocier le contrat auprès de collectivités locales ou d'instances publiques nationales sous tous ses aspects : financier, juridique, technique et de personnel ainsi que d'en contrôler l'exécution et la rentabilité. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre ayant un sens prononcé des objectifs et du profit, âgé d'au moins 35 ans et diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce. Il devra justifier d'une expérience réussie de la négociation et du suivi de grands projets à l'étranger (T.P., ingénierie). La pratique courante de l'espagnol et de l'anglais est impérative. Ce poste est à pourvoir à Paris et implique de nombreux déplacements de durée variable en Amérique Latine. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 200.000 francs à laquelle pourra s'ajouter une prime de résultat. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2005M

Responsable des études — 200.000 F

Moteurs électriques - Un puissant groupe international recherche pour l'une de ses unités spécialisée dans la production et la vente de moteurs électriques, un responsable de son service études. Basé dans une ville agréable du Centre de la France, et rattaché au Directeur de l'Etablissement, il dirigera un service qui a pour mission d'adapter les produits existants et d'en concevoir de nouveaux en prenant en compte le développement de nouvelles technologies. Il animera une trentaine de personnes et devra étudier et mettre en place de nouvelles méthodes de travail. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (ESE, INPG, AM ou équivalent), possédant une bonne connaissance de la technologie des moteurs électriques et des problèmes posés par leur fabrication en série. Il aura acquis une bonne expérience de direction d'un groupe d'études dans une entreprise fabriquant ou utilisant des moteurs électriques. Des qualités humaines et des capacités d'animation d'une équipe sont nécessaires pour réussir dans cette fonction. Une bonne pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire. La rémunération de départ sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu et pourra, pour un élément de valeur, atteindre 200.000 francs. Ecrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. Réf. A/3568M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Les premières réactions...

● M. MICHEL PINTON, délégué général de l'U.D.F. : « *L'U.D.F exprime sa satisfaction devant la victoire du candidat unique de la majorité, à laquelle elle a contribué de façon décisive. Cette élection montre une fois de plus que la majorité ne peut l'emporter sur l'opposition que lorsqu'elle est unie. La politique constante de l'U.D.F. a toujours consisté à renforcer cette unité nécessaire.* »

● LE SECRETARIAT DU R.P.R. « l'élection de M. Tailleur « *démontre la solidité et la profondeur de l'implantation gaulliste. Ce résultat, qui a la force du suffrage universel, témoigne de la confiance grandissante que les Français accordent aux positions du Rassemblement pour la République et la place déterminante que notre mouvement tient dans la vie politique française.* »

● M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'intérieur : « *Ayant appelé à voter pour lui, je ne peux que me féliciter du succès de M Jacques Tailleur. Ce succès est dû pour une part déterminante, à l'appui qui lui a été apporté par les électeurs de l'U.D.F Les résultats font en effet apparaître qu'après s'être abstenus au premier tour un grand nombre d'entre eux, sensibles à l'appel de leurs dirigeants, ont, dans un esprit exemplaire d'union des formations de la majorité, voté pour faire échec au candidat de l'opposition.* »

● M. CHARLES HERNU, député socialiste du Rhône : « *Il est regrettable que le candidat communiste aux Andelys n'ait pas été élu. Le parti communiste paie ainsi une campagne antisocialiste brutale, anachronique, qui tient du règlement de comptes et non pas de la dignité dont ce pays a besoin. Dommage ! L'appareil du parti communiste ne doit pas s'y tromper : le parti socialiste n'est pas un parti paillasson, et, si le parti communiste ne veut pas le comprendre, il n'y a aucune raison de frapper à sa porte.* »

● « L'HUMANITE » de lundi 19 janvier publie un commentaire de M. Jean Le Lagadec, qui insiste sur « *le mauvais report des voix socialistes* ». Il écrit notamment : « *(...) Plus de deux mille bulletins nuls correspondent presque à l'écart constaté entre les deux candidats. Les pertes sont sensibles également en particulier dans le canton du candidat socialiste, où il manque à Marcel Larmanou plus de 500 voix sur le total de la gauche au premier tour.*

» *L'anticommunisme proclamé ces derniers jours par les dirigeants socialistes, tel Claude Estier qualifiant Georges Marchais d'allié de Giscard, et les insultes proférées dans l'Unité ainsi que les ouvertures directes à la droite faites par François Mitterrand, qui envisage diverses « hypothèses » pour les majorités de demain, tout cela a conduit une partie de l'électorat socialiste à préférer l'élection du R.P.R. Tailleur plutôt que celle de Marcel Larmanou.* »

● M. FRANÇOIS LONCLE, membre du comité directeur du M.R.G. : « *(...) La défaite du candidat du P.C.F. sanctionne la politique suicidaire conduite par les dirigeants communistes français depuis plusieurs mois. Tout indique, dans l'attitude des communistes lors du deuxième tour, que c'est bien Georges Marchais, ses déclarations et ses prises de position qui ont fait battre Marcel Larmanou.* »

● M. PIERRE MONFRAIS, député U.D.F. de la première circonscription de l'Eure, président départemental de l'U.D.F., a, d'autre part, décidé de porter plainte contre X... après la diffusion d'un tract, signé d'un « comité U.D.F. », et appelant à l'abstention lors du second tour.

● M. JEAN POPEREN, secrétaire national du parti socialiste, chargé des élections, a assuré, lundi 19 janvier, que « le très grand nombre des électeurs socialistes a voté pour le candidat communiste, devenu au second tour candidat de toute la gauche ». Il a ajouté :

« *Cependant, force est de constater que les attaques antiunitaires incessantes des dirigeants nationaux du parti communiste, et particulièrement de Georges Marchais, n'ont pas permis que le rassemblement des voix populaires soit suffisamment puissant pour obtenir la victoire. Il faut savoir en particulier que les responsables du parti communiste de l'Eure n'ont pas retenu les propositions socialistes d'appels communs, de meetings communs, bref qu'ils se sont refusés à toute campagne commune.* »

● *LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE* note qu' « *une partie de l'électorat socialiste a refusé le désistement pour le P.C.* » et ajoute : « *Les attaques anti-P.S. du P.C. et les clins d'œil du P.S. aux gaullistes ont favorisé le résultat. Une chance a été gâchée à cause de la division entre P.C. et P.S. Il faut tout faire pour éviter le même scénario à l'élection présidentielle* ».

Avec trente-trois autres intellectuels

Mme Parmelin, MM. Merle et Pignon expliquent leur départ du P.C.F.

Trente-six anciens militants du P.C.F., intellectuels pour la plupart, et qui ont quitté ce parti dans la dernière année, ont publié, dimanche 18 janvier, un manifeste dans lequel ils expliquent leurs décisions et répondent à M. Georges Marchais. Celui-ci avait déclaré, le 21 décembre, que ceux qui quittaient le parti le faisaient « *sous la pression de l'adversaire* » (*le Monde* du 23 décembre).

« *Non, Georges Marchais, ce n'est pas « la pression de l'adversaire » qui nous a fait quitter le P.C.F.*, déclarent les signataires. *L'accusation est connue. Elle est usée. Nos options restent les mêmes. C'est l'appareil actuel du parti communiste français qui leur tourne le dos.* »

Ils poursuivent : « *Nous dénonçons entre autres comme irresponsables et dangereux :*

» *— L'approbation inconditionnelle du régime soviétique, celle de l'invasion de l'Afghanistan, l'attitude à l'égard des événements de Pologne ;*

» *— Le renoncement à toute stratégie unitaire ;*

» *— La chute dans l'ouvriérisme ;*

» *— Le chauvinisme et la xénophobie ;*

» *— La substitution au débat de la hargne, de l'injure et du mépris ;*

» *— La caution apportée à une morale tartuffarde ;*

« *— L'inexistence de la démocratie dans le parti.*

» *Notre départ n'est pas une démission. C'est un combat.*

» *Pour un socialisme dans la liberté.* »

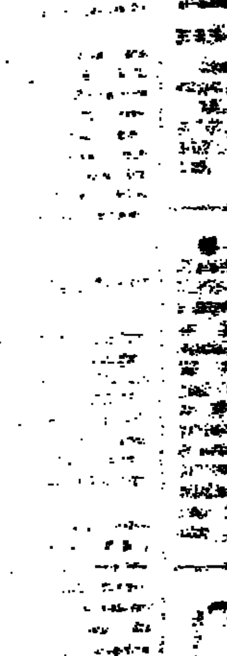
***

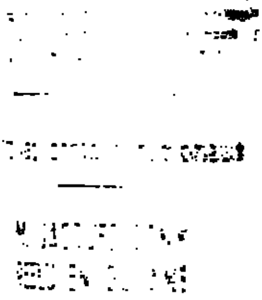
Ce texte est signé par M. Claude Adelen, enseignant ; Mme Dominique Bartoli, enseignante ; MM. Gérard Belloin et Alexandre Boviatsis, anciens permanents du P.C.F., journalistes ; Raymond Charpiot, secrétaire général de la fédération C.G.T. des capitaines et officiers de la marine marchande ; François Coupry, écrivain ; Cueco, peintre ; Alain Dauby, fonctionnaire ; Roger Dosse, journaliste ; Jacques Frémontier, journaliste ; Robert Garoby, employé ; Gilbert Glasman, ingénieur ; Joseph Guglielmi, enseignant ; Mme Michèle Guenoun, enseignante ; MM. Eugène Guillevic, poète ; Jean-Claude Latil, peintre, Robert Merle, écrivain ; Jean-Louis Mingalon, journaliste ; Claude Marchand, chercheur ; Mme Juliette Marcombe, employée ; MM. Jean-Jacques Olivier, journaliste ; Roland Pastet, enseignant ; Mme Hélène Parmelin, écrivain, MM. Edouard Pignon, peintre ; Roger Perrayon, adjoint au maire d'Arles ; Jean-Paul Pouliquen, employé ; Armand Rapoport, enseignant ; Yves Roucaute, étudiant, Mme Juliette Soulabaille, enseignante ; MM. Antoine Spire, enseignant, Olivier Schwartz, chercheur ; Edmond Tamiz, réalisateur de télévision ; Pierre Vial, comédien ; Antoine Vitez, metteur en scène ; Georges Voguet, employé ; Raymond Jean, écrivain.

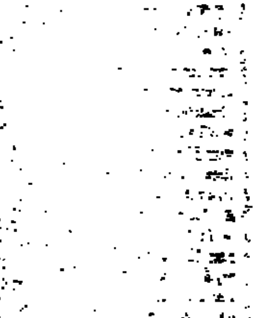


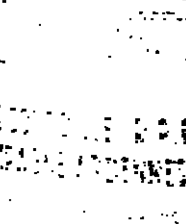


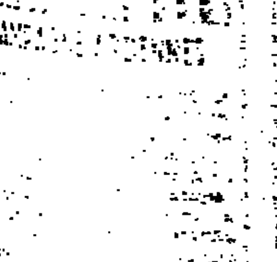














CINQ SCRUTINS LOCAUX

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES...

AVEYRON : canton de Saint-Sernin-sur-Rance (1er tour).

Inscr., 3 791 ; vot., 2 989 ; suffr. expr., 2 937. MM. Jacques Godfrain, dép., adj au maire de Saint-Affrique, R.P.R., 1 386 voix ; André Pagès, sans étiq., 1 343 ; Henri Moizet, P.S., 167 ; Pierre Maraval, P.C., 41. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Albert Sirgue (U.D.F.-P.R.), sénateur, décédé dans la nuit du 17 au 18 novembre dernier. Conseiller général depuis 1949, Albert Sirgue avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979, avec 1 551 voix contre 1 400 à M. Pagès (sans étiq.) et 120 à M. Maraval (P.C.) sur 2 971 suffrages exprimés et 3 818 inscrits.

M. Godfrain arrive en tête du scrutin de ballottage avec 47,19 % des suffrages exprimés. Il devance M. Pagès qui obtient 45,72 % des voix contre 45,58 en 1979. Le candidat communiste enregistre un recul : 1,39 % contre 3,99 % lors du scrutin de 1979 auquel — il est vrai — ne participait pas de représentant du P.S.]

LANDES : canton de Dax-Nord (1er tour).

Inscr., 11 076 ; vot., 8 018 ; suffr. expr., 5 875. MM. Claude Lagenèbre, cons. mun. de Saint-Paul-lès-Dax, P.S., 2 950 voix, *ELU* ; Jean-Claude Lasserre, sout. R.P.R., 947 ; Jean-Paul Daguinos, P.C., 918 ; Bertrand Boutarel, U.D.F., 848 ; Eric Delmas-Marsalet, écol., 212.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Henri Lavielle (P.S.), député, décédé le 27 octobre dernier. Conseiller général depuis 1958, Henri Lavielle avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 5 050 voix contre 1 789 à M. Boutarel (U.D.F.) et 1 165 à M. Daguinos (P.C.). Il y avait eu 8 004 suffrages exprimés et 8 288 votants sur 11 157 inscrits.

Elu de justesse au premier tour, M. Lagenèbre est loin d'égaler le score de son prédécesseur : 50,21 % contre 63,09 % à Henri Lavielle. Il est vrai que l'électorat de ce dernier était plus large que celui du seul P.S. Le recul du représentant U.D.F. (14,43 % contre 22,35 % en 1979) s'explique en grande partie par la présence cette fois d'un candidat soutenu par le R.P.R. qui obtient 16,11 % des voix. Le P.C. progresse : 15,62 % contre 14,55 % en 1979.]

... ET TROIS MUNICIPALES

ALPES-MARITIMES : Biot (1er tour).

Inscr., 2 373 ; vot., 1 196 ; suffr. expr., 1 170. Liste d'union de la gauche (P.C., P.S., M.R.G.), conduite par M. Gourrierec : entre 508 et 548 voix ; liste soutenue par le conseil municipal (mod et sans étiq.), conduite par M. Bertin : entre 315 et 356 voix ; liste composée des sept conseillers municipaux démissionnaires (mod. et sans étiq.) : entre 287 et 321 voix. *Il y a ballottage pour les sept sièges à pourvoir.*

Il s'agit de pourvoir sept sièges de conseillers municipaux (soit le tiers de l'assemblée communale en désaccord avec leurs collègues dont le maire, M. Marcel Camatte (mod. maj.), sur l'implantation d'une grande surface à Biot.

BAS-RHIN : *Rosheim* (1er tour).

Inscr., 2 547 ; vot., 1 730 ; suff. expr., 1 602.

M. Jean Roos (sa étiq.), 915, *ELU*. MM. Pierre Stahl (sa étiq.), 552 ; Jean-Paul Aubry (sa étiq.), 135.

[Il s'agissait de pourvoir le siège devenu vacant à la suite du décès de l'un des conseillers municipaux. M. Roos, qui l'emporte très nettement, avait exercé, jusqu'en 1977, les fonctions de premier adjoint au sein du précédent conseil. L'assemblée municipale devra également élire un nouveau maire puisque le premier magistrat de la commune, M. Georges Baruch, a renoncé récemment à cette fonction.]

YVELINES : Le Pecq (2e tour).

Inscr., 10 738 ; vot., 4 355 ; suffr. expr., 4 274. M. Georges Roux, R.P.R., 2 164 voix, *ELU* ; Mme Jacqueline Penez, P.S., 2 110 voix.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Charles Villeneuve (U.D.F.-C.D.S.) décédé, après la démission de ses fonctions de maire de M. Jean Delecolle (R.P.R.) en raison du désaccord qui l'opposait à la majorité de son conseil (« le Monde » du 5 décembre).

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr. 10 762 ; vot. 4 068 ; suffr. expr. 3 985 ; M. Georges Roux, R.P.R., 1 525 voix ; Mme Jacqueline Penez, P.S., 1 234 ; M. Philippe Durrèche, U.D.F., 646 ; Mmes Monique Baignol, div. maj., 250 ; Monique Kroes, P.C., 330.

Alors que le total des voix de gauche au premier tour était de 1 564 suffrages soit 39,24 % des exprimés, la candidate du P.S. obtient 2 110 voix au second tour soit 49,36 %. A l'inverse, cette progression traduit le manque à gagner du candidat R.P.R. de la circonscription, M. Michel Péricard, il ne retrouve pas sur son nom l'ensemble des voix de la majorité du premier tour qui représentait 60,75 % des exprimés.]

● *Un maire suspendu en Haute-Savoie.* — Le maire de Groisy, M. Jean Pichelet, a été suspendu de ses fonctions par le préfet de la Haute-Savoie. Assureur-conseil à Annecy, M. Pichelet avait été condamné par la cour d'appel de Chambéry, le 23 octobre 1980, à un mois de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende pour faux en écritures privées et usage de faux. Il a engagé un recours en cassation, car il estime avoir été condamné sur la base d'un document falsifié. « *Cette procédure, qui concerne des faits mineurs, ne peut m'empêcher de conserver mon mandat. C'est une sanction politique qui m'est infligée par le préfet* », déclare l'assureur, qui fut secrétaire d'une section P.S. avant d'être élu maire.

M. Pichelet avait refusé la suggestion du préfet de présenter sa démission « *pour éviter une publicité tapageuse* ». Le maire a décidé de saisir le tribunal administratif de Grenoble. — *(Corresp.)*

A Sablé-sur-Sarthe

M. DAGUET SUCCÈDE A JOEL LE THEULE

M. Daguet (mod. maj.), premier adjoint, a été élu maire de Sablé-sur-Sarthe (Sarthe), vendredi soir 16 janvier, par vingt-six voix et un bulletin blanc sur vingt-sept votants. M. Daguet succède à Joël Le Theule (R.P.R.), décédé. Le conseil municipal avait été complété le 11 janvier à l'occasion d'un scrutin partiel gagné par le candidat de la majorité, M. François Fillon (*le Monde* du 13 janvier).

[Agé de soixante-treize ans, M. Pierre Daguet, qui dirige une petite entreprise d'orfèvrerie, est entré au conseil municipal en 1959 sur la liste que conduisait Joël Le Theule. Il occupait depuis lors le poste de premier adjoint.]

M. Henri Caillavet et l'abbé Albert Gau créent un « Mouvement pour un nouvel humanisme »

M. Henri Caillavet, sénateur (Gauche démocratique) du Lot-et-Garonne, membre de l'Assemblée européenne, et l'abbé Albert Gau, député honoraire, viennent de prendre l'initiative de la création du « *Mouvement pour un nouvel humanisme* », qui se propose de lutter contre « *le retour à la barbarie* » en constituant « *une large structure d'accueil, de dialogue, de réflexion et d'action* » où seront débattus les problèmes de la société contemporaine. « *Nous sommes conscients de l'importance primordiale des voies politiques, mais nous observons que beaucoup d'hommes et de femmes de bonne volonté en restent à l'écart et que les partis ont souvent tendance, pris par leurs luttes intérieures et extérieures, à négliger les vrais problèmes du vingtième siècle*, expliquent-ils. *Nous voulons donc débattre de ces problèmes pour contribuer à leur apporter des solutions. Notre mouvement s'adresse à tout le monde, on pourra y adhérer librement, qu'on appartienne ou non à une formation politique.* »

Le comité directeur provisoire du « *Mouvement pour un nouvel humanisme* », qui veut « *échapper au parisianisme et se manifester en priorité en province* », comprend des personnalités de tendances très diverses. Y figurent notamment MM. Mohamed Arkoun, professeur à la Sorbonne, le docteur Alain Bombard, les pasteurs André Dumas, directeur de l'hebdomadaire *Réforme*, et Albert Gaillard, ancien secrétaire général de l'Eglise réformée de France, MM. Maurice Grimaud, préfet, Léo Hamon, ancien secrétaire d'Etat, Roger Ikor, Robert Lafont, professeur à l'université de Montpellier, Louis Perillier, conseiller à la Cour des comptes, Léon Schwartzenberg, chef de service à l'Institut de cancérologie de Villejuif, Mme Odette Thibault, maître de recherches au C.N.R.S., le vulcanologue Haroun Tazieff, le général Jousse.

★ 35, rue de Lille, 75007 Paris. Renseignements sur demande accompagnée d'une enveloppe timbrée et libellée.

M. Edmond Maire invité de l'émission « R.T.L.-le Monde »

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., sera l'invité de l'émission « R.T.L.-le Monde », le mardi 20 janvier, de 18 h. 15 à 19 h. 15.

Les auditeurs de la station et les lecteurs du journal désireux de lui poser des questions peuvent le faire en téléphonant mardi de 9 heures à 17 heures au 720-20-20.

Dans les conseils régionaux

M. JACQUES LONY RÉÉLU EN GUYANE

(De notre correspondant.)

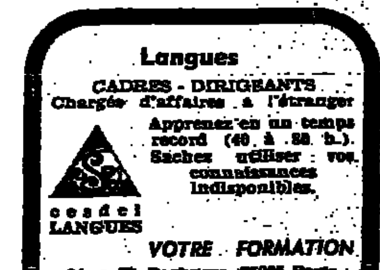
Cayenne. — M. Jacques Lony, membre du parti socialiste guyanais (P.S.G., autonomiste), conseiller général de Remire, Montjoly, Matoury, a été reconduit à la présidence du conseil régional de la Guyane, au bénéfice de l'âge, à l'issue du troisième tour de scrutin. M. Lony, qui est âgé de soixante-douze ans, avait obtenu neuf voix contre neuf à M. Emmanuel Bellony (R.P.R.), conseiller général de Mana. C'est également au bénéfice de l'âge que ce dernier a été élu vice-président de l'assemblée après avoir obtenu le même nombre de voix que M. Georges Othily (div. g.), conseiller général d'Iracoubo. M. Hector Riviérez (R.P.R.), député de la Guyane, a été élu secrétaire. — J. O.

M. JACQUES SOURDILLE (R.P.R.) EN CHAMPAGNE-ARDENNES

Le docteur Jacques Sourdille, député (R.P.R.) des Ardennes, ancien secrétaire d'Etat à la recherche, a été réélu pour la huitième fois consécutive président du conseil régional de Champagne-Ardennes, le 19 janvier à Châlons-sur-Marne. Il a obtenu dès le premier tour 28 voix contre 5 à M. René Visse, député communiste des Ardennes, et 4 à M. Georges Colin, socialiste, adjoint au maire de Reims.

Langues

CADRES - DIRIGEANTS
Chargés d'affaires à l'étranger



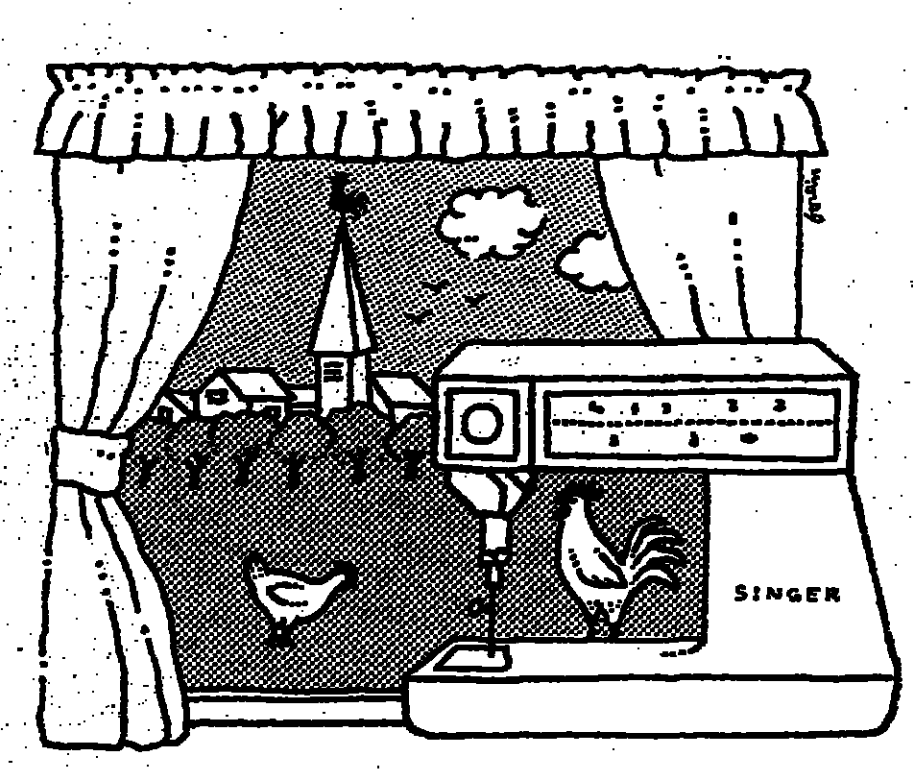
Apprenez en un temps record (40 à 80 h.). Sachez utiliser vos connaissances indisponibles.

cesdel LANGUES

VOTRE FORMATION

24, r. H.-Barbusse, 75005 Paris
Tél. : 325-18-10 - 325-15-42.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières
Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez



Où il y a un coq, il y a Singer.

QUEL village ne possède-t-il pas ses Singer ? Nous ne les oublions pas. Nés inventeurs, nous réinventons constamment l'avenir.

Singer en 1981, c'est une communauté humaine de 2 850 personnes, ce sont des produits, des moyens de fabrication et de commercialisation. C'est en effet la mise en place d'une nouvelle organisation commerciale novatrice par rapport à celle des vingt dernières années, constituée par 260 magasins appartenant à la firme et 650 détaillants indépendants franchisés et exclusifs.

Ce sont 51 % du marché français de la machine à coudre, 50 % de celui des machines à tricoter, 24 % de celui des machines à repasser. Ce sont aussi des aspirateurs, des orgues électroniques, de la mercerie et des patrons. 120 millions de francs de ventes à l'exportation sur un chiffre d'affaires total en 1980 de 760 millions.

Au delà des chiffres

Certes, nous sommes cela. Mais notre personnalité profonde s'exprime à travers les femmes et les hommes de l'équipe Singer France dont l'expérience et le savoir-faire contribuent à diffuser un mieux-vivre dans la collectivité nationale.

Ainsi nous sentons-nous étroitement liés à cet attrait, à cet attachement pour la couture, plus vivants que jamais dans notre pays. Nous avons conscience d'assumer là une responsabilité fondamentale d'entreprise, non seulement auprès de notre clientèle, mais également auprès des écoles et des collectivités avec lesquelles nous avons tissé des relations étroites et durables.

Une philosophie de service

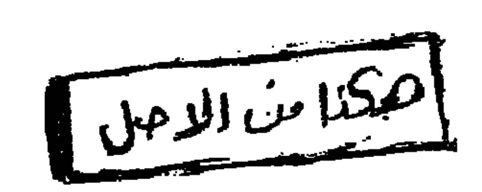
Notre philosophie n'est pas simplement de vendre un produit, mais de promouvoir l'addition d'un produit et d'un service.

Mieux, nous nous mettons également au service du public avec Monsieur Consommateur Singer, institué dès 1972 et porte-parole des consommateurs auprès de la direction de notre société, et avec nos initiatives dans le domaine du civisme de l'entreprise en apportant notre soutien à ceux qui défendent avec ténacité la qualité de vie et la protection de l'environnement.

Nous rendre utiles

Notre ambition est bien de nous rendre industriellement, commercialement, socialement utiles et d'ajouter à l'ensemble de nos tâches et de nos responsabilités économiques un supplément d'âme.

C'est vrai, nous sommes enracinés en France... Et on nous le rend bien autour de chaque clocher. Et ce n'est pas par hasard si notre avenir à nous a la forme d'un coq.



27, AVENUE DE L'OPÉRA, 75039 PARIS CEDEX 01 ; TÉL. 261.56.10

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La candidature du premier secrétaire du P.S. est approuvée par 82 à 85 % des mandats

Les résultats des congrès des fédérations socialistes — réunis samedi 17 et dimanche 18 janvier pour se prononcer sur la candidature de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle — devraient faire apparaître une approbation se situant entre 82 et 85 % des mandats. Le fait que ces résultats soient rapportés au nombre des mandats interdit d'apprécier le taux de participation. Celui-ci a toutefois été faible dans certains départements, par exemple à Lille ou dans la fédération de la Haute-Loire (241 votants pour près de 500 militants) ; dans les Hauts-de-Seine, le taux de participation n'excède pas 53 % ; il est de 62 % dans les Bouches-du-Rhône. Nous publions ci-dessous, outre un compte rendu des congrès des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, la liste des fédérations qui avaient fait connaître lundi matin leurs résultats définitifs.

DANS LE NORD ET LE PAS-DE-CALAIS : « Nous nous appelons tous François Mitterrand »

De notre correspondant

Lille. — Dans les deux puissantes fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, M. François Miterrand a obtenu respectivement 87 % et 96 % des mandats. Ces chiffres sont le résultat de la campagne de tous les leaders régionaux qui ont appelé les militants à se rassembler sans réticence derrière le premier secrétaire.

Ce pourcentage massif traduit cependant mal la physionomie du vote. Pour de nombreux adhérents, la cause était entendue depuis que M. Michel Rocard s'était effacé devant M. Mitterrand... Si bien que la participation au scrutin a été très variable et parfois même faible. Dans la section de Lille, par exemple, sur près de mille huit cents adhérents, trois cent soixante et onze seulement ont déposé un bulletin dans l'urne ; il y a eu trois cents bulletins pour M. Mitterrand et soixante et onze blancs ou nuls.

Le congrès fédéral, qui a rassemblé, à Lille, samedi, près de quatre cents délégués, a été sans doute la manifestation la plus unitaire vécue dans le Nord depuis quelques années. On sent incontestablement une volonté de rassemblement qui s'affirme ; mais qui s'affirme sans toutefois gommer totalement les divergences. Ainsi a-t-on entendu quelques regrets et même une franche condamnation de la méthode de désignation du candidat *« qui a ignoré les militants de base »*, et cela même si tous les leaders ont affirmé que la *« qualité démocratique de ce qui a été fait »* est incontestable. Les arguments des courants ont été exprimés avec moins de passion que de coutume.

Programme ou manifeste pour le candidat socialiste ? Une discussion sur ce thème a permis à M. Augustin Laurent de reprocher à M. Pierre Mauroy d'avoir, dans le bulletin *Action socialiste*, proposé récemment un *« échéancier pour le temps du mandat présidentiel »*.

De son côté M. Arthur Notebart a fait approuver un texte de confiance à M. Mitterrand ; quelques sections se sont abstenues ou ont voté contre, un militant rocardien affirmant que le vote exprimé par la fédération était suffisamment clair et qu'il n'était guère besoin d'ajouter *« un cantique au Très Haut »*...

M. Pierre Mauroy, dans sa conclusion, a affirmé : *« Ces cent jours de campagne sont une grande chance pour le parti socialiste : il doit pouvoir pendant ce temps reforger son unité. »*

Dans le Pas-de-Calais, la direction fédérale, où tous les courants sont associés, a obtenu une quasi-unanimité pour M. Mitterrand. M. Daniel Percheron, premier secrétaire, qui s'était prononcé pour M. Michel Rocard, et qui a joué un rôle important de « passerelle » entre les deux courants minoritaires, s'est expliqué très clairement : *« Nous n'avons rien à regretter du débat qui a eu lieu. C'est un bon test de démocratie. (...) Le parti socialiste revendique la première place. Nous continuerons à tendre la main à nos camarades du parti communiste, tout en leur demandant : après l'Afghanistan, après la Pologne, après le bulldozer de Vitry, ! Etes-vous sûrs de voter » juste ? »* Après avoir appelé les militants à une *« ardente »* campagne, M. Percheron s'est écrié en conclusion : *« A partir d'aujourd'hui nous nous appelons tous François Mitterrand !... »*

GEORGES SUEUR.

Les résultats

Le taux d'approbation de la candidature de M. Mitterrand, indiqué entre parenthèses, était connu, lundi matin, dans les fédérations suivantes : Aude (93,5 %), Ardennes (81 %), Aveyron (65 %), Aisne (95 %), Bouches-du-Rhône (94,8 %), Corrèze (90,4 %), Charente-Maritime (78,3 %), Charente (75 %), Creuse (73 %), Cantal (81 %), Côtes-du-Nord (70 %), Doubs (67,33 %), Essonne (75 %), Finistère (67,2 %), Gard (80,2 %), Gironde (83,2 %), Haute-Garonne (84 %), Hérault (86,3 %), Loire (78 %), Landes (90,3 %), Haute-Loire (78,6 %), Indre-et-Loire (84 %), Loire-Atlantique (77,4 %), Loir-et-Cher (75 %), Loiret (73,2 %), Lot-et-Garonne (87 %), Manche (60 %), Marne (80,6 %), Morbihan (56,5 %), Nord (87 %), Nièvre (94 %), Paris (83,6 %), Pas-de-Calais (96,1 %), Puy-de-Dôme (82,4 %), Pyrénées-Atlantiques (83,5 %), Haut-Rhin (84,3 %), Bas-Rhin (74,7 %), Rhône (80,7 %), Seine-et-Marne (78,7 %), Seine-Maritime (69,5 %), Sarthe (70,6 %), Hauts-de-Seine (75 %), Seine-Saint-Denis (84,7 %), Somme (85 %), Var (71,1 %), Vaucluse (76 %), Haute-Vienne (88,4 %), Val-de-Marne (85 %), Yvelines (63,2 %).

M. Pons : le R.P.R. ne servira pas de marchepied aux socialistes

De notre correspondante

Saint-Julien-en-Genevoix. — M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a présidé samedi 17 janvier les assises départementales de la Haute-Savoie à Saint-Julien-en-Genevoix. Il a été accueilli par M. Pierre Mazeaud, maire de la cité, ancien ministre, ancien député R.P.R., qui soutient la candidature de M. Michel Debré.

M. Pons a indiqué que le congrès extraordinaire du R.P.R., chargé de se prononcer sur le nom d'un candidat, *« ne favoriserait pas telle tendance plutôt que telle autre »*, ajoutant : *« Après le vote, la discipline républicaine jouera, c'est-à-dire que la minorité s'inclinera devant la majorité, selon la règle démocratique. »* Il a assuré que le candidat choisi *« mènera une campagne dynamique mais brève, se tournera vers l'avenir et refusera de considérer la campagne électorale comme un règlement de comptes »*

Interrogé à FR 3 sur les convergences avec le P.S., M. Pons a ensuite répondu : *« Il serait plus juste de parler de divergences ; il ne faut pas compter sur le R.P.R. pour servir de marchepied à François Mitterrand. »* Il a toutefois ajouté : *« Les frontières entre les électorats ne sont pas aussi hermétiques lors de l'élection présidentielle que lors des législatives ; on peut même dire que lors de l'élection présidentielle il y a interaction entre les électeurs. »*

Prenant la parole dimanche à France-Inter M. Pons a estimé que la situation actuelle de la France est *« sombre, grave et préoccupante »*. Il a réaffirmé que, pour l'élection présidentielle, *« rien n'était joué et que le débat montrerait qu'une autre politique était possible »*.

S. L.

« RENOUVEAU JUIF » APPELLE A VOTER CONTRE M. GISCARD D'ESTAING

M. Henri Hajdenberg, président du mouvement Renouveau juif, a déclaré, samedi 17 janvier, à Strasbourg, que *« le mauvais choix pour les amis d'Israël et les juifs de France sera de voter pour l'actuel président de la République s'il se représente »*.

Ce *« vote de sanction »* est justifié, selon lui, par la politique de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'égard d'Israël. *« Si nous admettions la politique du président français sortant vis-à-vis d'Israël*, a-t-il dit, *ce serait admettre tacitement qu'un autre président français pourrait mener la même politique par la suite. »*

Renouveau juif a engagé à Strasbourg une action nationale contre la livraison par la France d'uranium enrichi à l'Irak. Ce mouvement a fait imprimer cinquante mille affiches qui, sur fond de champignon atomique, portent ce slogan : *« Irak, la bombe... Giscard responsable. »*

D'autre part, Renouveau juif *« déplore »*, dans *Tribune juive*, les prises de position de M. Guy de Rothschild, président du Fonds social juif unifié (F.S.J.U.) qui, selon lui, manifeste *« une volonté d'apparaître en première ligne pour ménager le gouvernement en cette période électorale. Tant sur la politique de la France au Proche-Orient que sur l'O.L.P., jamais un haut responsable de la communauté juive ne s'était fait meilleur ambassadeur du gouvernement français »*.

Renouveau juif reproche également au président du F.S.J.U. de refuser au CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) un *« budget décent qui lui aurait permis d'avoir les moyens d'organiser et de représenter sur le plan politique (...) la communauté juive de France »*. *« Chacun sait*, ajoute-t-il, *que la plus efficace des censures est la coupe budgétaire. »*

M. MARCHAIS DEMANDE LE BLOCAGE DES OPÉRATIONS SUR LES EMPRUNTS 1973

M. Georges Marchais s'est adressé, samedi 17 janvier, à plusieurs milliers de retraités réunis porte de Pantin, à Paris.

Le secrétaire général du P.C.F. a dénoncé la coalition qui regroupe, selon lui, MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Debré et Mitterrand. Faisant état de *« contacts directs »* entre le R.P.R. et le P.S., il a affirmé que *« le R.P.R. s'offre à jouer le rôle de passerelle entre la majorité et le parti socialiste »*, lequel *« adopte des positions de plus en plus convergentes avec celles de la droite au pouvoir »*. Il a ajouté : *« C'est de plus en plus la voix de l'Amérique qu'on a l'impression d'entendre quand un dirigeant socialiste ouvre la bouche pour parler des affaires internationales »*

M. Marchais a poursuivi : *« L'objectif de cette vaste opération est d'établir une coopération durable entre toute la droite et le parti socialiste, en vue d'assurer la poursuite et l'aggravation de la politique du capital. Faire obstacle à cette grande opération, tel est l'objectif de ma candidature à l'élection présidentielle. »*

Le candidat communiste a accusé M. Giscard d'Estaing, d'avoir, quand il était ministre des finances, accordé aux souscripteurs des emprunts émis en 1973 *« une garantie et une dîme véritablement royales, financées par les contribuables »*. Il a « exigé » *« l'arrêt immédiat de toute cotation et de toute transaction sur les emprunts 1973 indexés sur le napoléon et sur le lingot (...), le blocage immédiat des opérations de paiement des coupons sur ces titres et le remboursement à l'Etat des intérêts déjà versés cette année (...), la création d'une commission d'enquête parlementaire pour que soient connus les noms des spéculateurs et pour que soit récupérée sur eux une somme égale à l'argent prélevé sur les fonds publics dans les années précédentes. »*

● *La pétition lancée en décembre par plusieurs militants socialistes* demandent que les élus de leur parti accordent leur « parrainage » à certains des « petits » candidats (*le Monde* du 25 décembre) a recueilli jusqu'à présent près de mille deux cents signatures.

M. Michel Crépeau : désistement sous conditions en faveur de M. Mitterrand au second tour

M. Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche, candidat à l'élection présidentielle, a indiqué, vendredi soir, 16 janvier, à Toulouse, qu'il se désistera, au deuxième tour de scrutin, en faveur de M. François Mitterrand sous certaines conditions. Il a précisé qu'il espère obtenir, au premier tour, assez de suffrages pour que le candidat du P.S. accepte de reprendre à son compte quelques-unes des idées présentées en juin dernier dans le Manifeste du M.R.G.

M. Crépeau a reçu, dimanche 18 janvier, le soutien d'une nouvelle association locale : le Rassemblement des républicains et radicaux d'Eure-et-Loir, constitué conjointement par la fédération départementale du M.R.G. et la fédération départementale du parti radical-socialiste.

D'autre part, M. Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-président du M.R.G., a notamment déclaré, samedi, à Créteil, devant la fédération radicale du Val-de-Marne : *« S'il envisage de briguer un second mandat, il serait grand temps, à cent jours du scrutin, que le président sortant se déclare candidat.*

» Attendre davantage reviendrait à fuir le grand débat démocratique auquel les Français ont droit sur le bilan du septennat et sur les choix du futur (...).

» Ce serait étrangement confondre scrutin présidentiel et sacre de Reims. Une minute de liberté tous les sept ans pour le choix d'un monarque, ce n'est pas cela la démocratie. »

M. Hintermann : désistement probable

Devant le huitième congrès du parti socialiste-démocrate qu'il a fondé en 1975, M. Eric Hintermann a déclaré, dimanche 18 janvier, qu'il souhaite se désister en faveur de M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle (M. Hintermann veut être candidat à cette élection, mais il n'a pas encore recueilli la totalité des parrainages nécessaires). Le secrétaire général du P.S.D. a déclaré : *« Nous sommes pour la social-démocratie. Il nous faudra opter pour la solution la plus proche de la social-démocratie : à défaut d'un président social-démocrate pour le deuxième tour, je souhaite un président socialiste, à condition que son élection ne se traduise pas par des positions de pouvoir accordées au parti communiste. »* M. Hintermann a estimé que le P.C. *« ne jouera pas le rôle que certains attendent, car la direction actuelle ne voudra sans doute pas entrer dans un gouvernement réformiste »* si M. Mitterrand l'emporte.

Le fondateur du parti socialiste-démocrate a encore affirmé : *« Le jour où on nous dira que le courant social-démocrate peut librement s'exprimer et s'organiser au sein du parti socialiste, je vous proposerai de nous retrouver au sein du P.S. (...)*

» Le ralliement au pouvoir actuel est inconcevable pour le courant social-démocrate. Il ne faut pas croire que nous pourrions peser de l'intérieur : de quel poids ont pesé MM. Max Lejeune, Jean Lecanuet, Robert Fabre et même Jacques Chirac ? (...) Avec M. Giscard d'Estaing, la République évolue fort mal, c'est l'abaissement des contre-pouvoirs, l'éloignement de toute idée de réforme (...).

» La social-démocratie se fera avec les socialistes ou ne se fera pas. L'un des objectifs essentiels de la campagne présidentielle doit être le regroupement des réformistes : socialistes, sociaux-démocrates, radicaux, démocrates de progrès, etc. A condition que les « grands » ne soient pas trop impérialistes et les « petits » pas trop exigeants. »

Cette position nette ne semble toutefois pas faire l'unanimité au sein du P.S.D. Certains des congressistes étaient fermement hostiles à toute idée de désistement en faveur de M. Mitterrand. Une réunion du comité directeur tranchera définitivement. Ces divergences s'expliquent par le fait que la position du P.S.D. a évolué : il fut — en particulier en 1978 — beaucoup plus près de la majorité et ceux qui le rejoignirent alors ont aujourd'hui quelque difficulté à admettre cette tentative de rapprochement avec le P.S. Au demeurant, la situation du parti lui-même ne paraît pas florissante : on comptait trente-quatre participants à la séance publique du congrès, dimanche matin.

COLUCHE OFFRE LA PAROLE AUX « PETITS » CANDIDATS

Dans une interview publiée lundi 19 janvier par *Libération*, M. Michel Colucci, dit Coluche, s'offre à exprimer, à la télévision, pendant la campagne électorale officielle, les opinions de tous les « petits » candidats qui n'auront pas réuni les cinq cents signatures nécessaires pour que leur candidature soit retenue par le Conseil constitutionnel. *« Je n'ai rien à dire en positif. Alors j'appelle toutes les minorités, qu'elles aient déjà un candidat ou non, à m'envoyer leurs revendications. Avec, on fera un cahier des charges, et mes quarts d'heure serviront à tous (...). Les petits candidats auxquels je m'adresse se présentent tous pour une question : les quartiers de haute sécurité, les injustices, les contribuables... Tout ça doit pouvoir s'exprimer. »*

L'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES

Le Centre d'information civique (C.I.C.) rappelle que les électeurs peuvent vérifier depuis le 10 janvier que leur nom figure bien sur les listes électorales affichées dans les mairies. Les électeurs ont jusqu'au 20 janvier inclus pour formuler au greffe du tribunal d'instance une réclamation en cas d'omission ou de radiation abusive. Les juges du tribunal d'instance statuent sur les réclamations des électeurs entre le 21 et 30 janvier. Ses décisions sont notifiées au préfet et au maire concernés entre le 31 janvier et le 2 février. La date limite des pourvois en cassation est fixée au 12 février.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vte s/saisie immob. Palais de Justice Nanterre, mercr. 28 janv. 1981, 14 h.
DEUX PIÈCES
et une partie de couloir, au 1er ét. escalier B, bât. B, dans immeuble sis
à CLICHY (92)
63, boulevard Victor-Hugo
M. à Px : 14.000 F. S'adr. à Mes Bethout et Léopold-Couturier, avoc. ass. 14, r. d'Anjou, Paris. Et Me Sallaz, huis., Paris, 12, r. Bayen. Ts avoc. pr. Trib. de Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil. S/lieux pr visiter.

Vente sur saisie Palais de Justice Evry (91), mardi 27 janvier, à 14 heures
PAVILLON HABIT. A LA VILLE-DU-BOIS (91)
9 bis, chemin du Bois-des-Vallées, comprenant sous-sol : garage, chaufferie et buanderie. Rez-de-ch. : s. de séj., 3 chbres, s. de ba, w.-c. et cuisine. 1er étage mansardé : 2 chambres, s. de bains, couvert en tuiles. JOUISSANCE EXCLUSIVE. Parcelle TERRE 612 m2 autour de la maison.
MISE A PRIX : 120.000 F Consign. pour enchérir. — S'adresser pour renseignements à EVRY (91)
Me DU CHALARD, AVOCAT - TÉL. 077-15-57

Vte s/saisie Pal. Justice Pontoise (95), pl. N.-Flamel, 29 janvier, 14 heures
IMMEUBLE A USAGE DE COMMERCE ET D'HABITATION
35, rue Houdart
à ROISSY-EN-FRANCE (95) - MISE à PRIX : 100.000 F
Consign. pour enchérir 25.000 F. Pour tous renseignements, s'adresser
Me BUISSON AVOCAT à Pontoise (95), 29, rue Pierre-Butin. Tél. : 032-31-62.

Vente aux enchères au Tribunal de Grande Instance de NANTERRE LE MERCREDI 28 JANVIER 1981 A 14 HEURES
UN PAVILLON à LA GARENNE-COLOMBES (92)
de 2 étages, plus jardin, 1, place Rhin-et-Danube
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
S'adresser à Me WISLIN, 7, avenue de Madrid, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 12 FEVRIER 1981, à 14 h.
IMMEUBLE A VIMILLE (Pas-de-Calais)
ZONE INDUSTRIELLE DE LA TRÉSORERIE
2 HECTARES 57 ARES 57 CENTIARES
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 2.500.000 FRANCS
S'adresser à Me Bernard DE SARIAC, avocat à PARIS, 70, avenue Marceau. TEL. 720-82-38. — Me FERRARI, syndic à PARIS, 85, rue de Rivoli. — Me LESUR, huissier à BOULOGNE-SUR-MER

VENTE au Palais de Justice à PARIS, JEUDI 5 FEVRIER 1981, à 14 h
UN TERRAIN ET LES CONSTRUCTIONS Y ÉDIFIÉES
cadastré section 1604 FH, n° 11 pour 3 A. 52 CA.
48, rue La Pérouse, Paris (16e)
et 49, RUE DUMONT-D'URVILLE
MISE A PRIX : 4.000.000 DE FRANCS
S'adr. à Mes Philippe BROUSMICHE Jeune, F.-Xavier SIMONNET, Daniel PAQUET, avocats associés à PARIS (8e), 11, rue de Rome - 387-48-66

METTEZ VOTRE CONFIANCE DANS LE DIAMANT
DIRECTEMENT D'ANVERS LE PLUS GRAND CENTRE MONDIAL DU DIAMANT
Toutes nos pierres sont certifiées
Pour tout renseignement, écrivez ou mieux encore, rendez nous visite sans engagement de votre part.
JOACHIM GOLDENSTEIN Diamant exp. au diamantclub
Bureaux 104-6, Pelikaanstraat 62 - 2000 ANTWERPEN - Belgique
Tél. 31/34 07 51 - Télex 71779 Syl

PEUGEOT C'EST ICI
Paris Nation Automobiles
54, bd de Charonne
75020 Paris
Tél. : 370.01.39
Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.
TALBOT C'EST LA
HAVAS CONSEIL

Le Monde

société

MÉDECINE

UN COLLOQUE SUR LE COUT DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE

Seule la prévention peut réconcilier les exigences de l'économie et de la médecine

Si la progression des dépenses de santé — qui absorbent dans la quasi-totalité des pays occidentaux entre 7 et 10 % des produits intérieurs bruts — se poursuit, l'inévitable conséquence en sera... la banqueroute du système à brève échéance. Telle est l'une des conclusions du colloque que vient d'organiser à Paris la Fondation pour la recherche médicale sur le thème : « La recherche médicale et ses applications dans l'économie de la fin du vingtième siècle ».

Constamment, au cours de ces deux journées, se sont exprimés deux types de discours : celui des responsables politiques administratifs, économistes pour qui le système de santé s'apparente à un élément ingouvernable qui déjoue tout effort de planification et fait renaître, quoi qu'on dise, la tentation dirigiste ; celui des médecins et des chercheurs pour qui le progrès médical, dans son essence, grâce à l'espoir toujours présent d'une découverte, défie l'esprit de système et exige la liberté, fût-elle coûteuse.

Les dépenses de santé présentent un certain nombre de caractéristiques qui en font, dans des économies libérales, un élément déviant par rapport aux règles classiques. Comme l'a relevé M. Rashi Fein (université Harvard, Etats-Unis), c'est que, en de tels domaines, *« le malade n'est pas un consommateur à part entière, il n'est ni « acheteur » ni « décideur ». « Les prix ne renvoient pas les habituels signaux d'alarme et n'ont pas d'effet régulateur. Le test du marché manque. »*

Il résulte de ces caractéristiques inhabituelles en économie de marché, et de l'explosion des connaissances médicales depuis trente ans une extraordinaire croissance des coûts qu'a relevée M. Michel Albert, commissaire général au Plan. Actuellement, a-t-il noté, *« les dépenses de santé représentent en France environ 8 % du produit intérieur brut, soit 200 milliards de francs ».* Or, dans notre système, *« la dépense est gratuite pour les particuliers et la recette indolore pour la collectivité ».* Ainsi ce système est-il *« dépourvu de régulation. Mais il y a pis : il risque de devenir explosif bien avant la fin de ce siècle »,* car la réglementation actuelle est *« impuissante à orienter raisonnablement les recherches médicales et à assurer la maîtrise globale des dépenses de santé ».*

Il résulte notamment de cette situation, a ajouté M. Albert, que les recherches sont orientées en France de manière irrationnelle, émotionnelle : *« Le facteur principal de drainage des ressources en matière de recherche médicale s'effectue dans le sens des courants qui portent les peurs, les angoisses de l'opinion publique »,* ce qui explique que *« les causes de morbidité ou de mortalité les plus importantes ne reçoivent pas les ressources qu'elles mériteraient ».* D'où ce jugement sévère en forme de question : *« La part de la recherche médicale qui aboutit à accroître les coûts de ces applications pour ne reculer la mort que pendant des durées trop souvent brèves n'est-elle pas excessive par rapport à l'effort qui est consenti en vue d'améliorer la santé au sens le plus fort du mot, c'est-à-dire le bien-être de la population ? »*

Ainsi en est-on arrivé, a remarqué dans le même sens M. Marjolin, ancien vice-président de la Commission de la C.E.E., *« à un point de rupture ».* L'importance des prélèvements sociaux sur les revenus individuels a atteint *« la limite du supportable »,* puisqu'ils représentent quelque 40 % des revenus et que ces prélèvements s'effectuent exclusivement sur le facteur travail.

Un défaut de planification ?

En outre, a ajouté le professeur A. Cochrane (université de Cardiff, Grande-Bretagne), l'utilisation du système de soins est le plus souvent totalement irrationnelle, comme en témoigne un exemple : la consommation de vitamines B 12, déjà vingt fois trop élevée au Royaume-Uni, est... cent fois supérieure en France. *« Nous manquons totalement,* a déclaré le professeur Cochrane, *d'une évaluation de ce que nous faisons... »*

Les économistes seraient-ils donc coupables, à cet égard, d'un défaut de planification, d'un aveuglement politique qui ne date pas d'hier ? M. Raymond Barre, premier ministre, en inaugurant le colloque (*le Monde* du 17 janvier), s'était défendu d'une telle accusation, précisant qu'aucun pays développé ne saurait supporter un accroissement indéfini de ses dépenses de santé. Le premier ministre avait aussi, dans ce sens, rappelé que *« la gestion du système de soins, pour échapper aux lois du marché, ne doit pas être pour autant exonérée des principes d'efficacité et de bonne organisation ».*

Pourtant, les économistes représentés au colloque ne se sont pas bornés à dresser l'acte d'accusation des chercheurs biomédicaux. Comme l'a noté M. Michel Albert, la recherche médicale n'absorbe guère que 2 % environ des dépenses de santé. En outre, avait déclaré M. Raymond Barre, *« par sa nature même, la démarche de la recherche fondamentale échappe à toute commande (...) ; aucun pays de tradition scientifique ne saurait subordonner la démarche du chercheur en science à la quête de ses applications. »*

Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, venue clôturer le colloque, a renchéri dans le même sens, après avoir rappelé que la recherche bénéficierait dans le VIIIe Plan, à la demande du président de la République, d'un financement prioritaire : *« On ne peut envisager la recherche médicale uniquement en termes de rentabilité économique. »*

Malgré ces paroles rassurantes, chercheurs et médecins sont inquiets, ils l'ont montré au cours de ces deux journées en présentant de multiples plaidoyers. *« En quelque cinquante ans,* a déclaré le professeur Jean-François Bach (Paris), présentant et commentant un rapport du professeur Jean Hamburger, *la recherche médicale a découvert les moyens de guérir la moitié des maladies jusque-là incurables. »* Or, a-t-il ajouté, dénonçant *« ...le danger mortel du dirigisme »,* toute l'histoire des progrès de la médecine est là pour *« témoigner que les découvertes ne sont presque jamais programmables ».* Ainsi des découvertes, notamment, de Claude Bernard, de Pasteur, de Roentgen. *« Il est bien possible, sinon probable, que des progrès décisifs en matière de cancer viennent non pas d'un programme de recherche sur le cancer mais d'un programme de génétique, d'immunologie, de biologie fondamentale dans un laboratoire où le mot cancer n'est jamais prononcé. Aussi faut-il convaincre le politique et l'économiste qu'il n'y a pas de recherche médicale efficace sans une très grande liberté et sans le respect de la recherche fondamentale et désintéressée. »*

Dans le même sens, le professeur François Jacob, prix Nobel de médecine, a estimé plus que tout indispensable *« de nous assurer que nous serons prêts à accueillir et non à rejeter l'imprévu ». « Ce qui a été découvert jusqu'à présent,* a-t-il ajouté, insistant sur ce point avec M. François Gros, directeur de l'Institut Pasteur, et le professeur Born (Londres), *a porté sur les problèmes les plus faciles à résoudre. »* Reste le plus difficile, à savoir les maladies multi-factorielles, les plus complexes, telles que certaines affections cancéreuses, les lésions générales, les maladies mentales au rhumatismales, certaines atteintes du vieillissement...

Jusqu'à présent, a ajouté le professeur François Jacob, médecins et chercheurs ont bénéficié d'un climat de confiance. Ils assuraient eux-mêmes une sorte d'auto-régulation. *« Mais brusquement, ceux-là mêmes qui ne se sont jamais intéressés à la recherche médicale la considèrent comme une chose trop sérieuse pour être laissée aux chercheurs. Peut-être est-elle aussi trop sérieuse pour être laissée aux industriels et aux commerçants ! »*

Mutations industrielles

Car l'industrie elle-même doit se préparer à certaines mutations, a remarqué le professeur Gros, en raison des modifications profondes qui affectent la pharmacologie. De plus en plus, le médicament sera la copie d'un produit cellulaire auquel on demandera de respecter au mieux la physiologie.

D'où l'importance déterminante des recherches biologiques cellulaires, fondamentales, sur laquelle a aussi insisté, pour sa part, le professeur Jean Bernard (Paris) : *« La recherche biologique et médicale doit rester libre (...). La recherche la plus fondamentale, celle qu'économistes et financiers jugent sévèrement, dont les crédits paraissent abusifs, va soudain, par ses applications, non seulement améliorer la santé mais diminuer les dépenses de santé. Le génie génétique, entreprise fondamentale s'il en est, va bientôt transformer la préparation des médicaments et soulager les économies. »*

C'est précisément ce postulat que contestent les économistes. Le progrès des techniques médicales diminue-t-il les coûts de la médecine en réduisant l'impact de certaines méthodes anciennes, comme l'ont estimé la majorité des médecins, en particulier les professeurs Jean-François Bach et Marcel Legrain (Pitié-Salpêtrière) ou bien au contraire, comme le pense M. Michel Albert, la mise en œuvre de nouvelles techniques thérapeutiques ou de diagnostic, entraînant une augmentation de la demande, provoque-t-elle une majoration considérable des coûts ? Pour le professeur Fein, *« les découvertes médicales font aussi bien monter qu'abaisser le coût des services de santé. Car la recherche actuelle est centrée sur les soins individuels plutôt que sur les problèmes de santé publique ».*

Tel est le point sur lequel ont conclu l'ensemble des participants, économistes et chercheurs : tout doit être fait pour donner une immense impulsion à la prévention, qui, seule, réconcilie les exigences de l'économie, puisqu'elle abaisse les coûts, et celles de la médecine, puisqu'elle diminue les souffrances. Encore faut-il rappeler, a conclu le professeur Jean-François Bach, *« que c'est une illusion de croire qu'on peut faire l'impasse des recherches de base pour s'attaquer directement à la recherche de mesures préventives : on ne peut prévenir une maladie sans en avoir d'abord compris les ressorts, c'est-à-dire sans passer par le détour de la recherche pathogénique la plus classique ».*

Un point sur lequel les trois représentants du tiers-monde présents au colloque, le professeur George Wu (Pékin), C. Chagas (Rio-de-Janeiro) et Jacques Diouf, secrétaire d'Etat à la recherche au Sénégal, auront, eux aussi, acquiescé et insisté : si l'on entend parler en Occident de pénurie et de misère, quels termes faudra-t-il employer pour décrire l'état de santé des populations du tiers-monde, pour qui la recherche ne peut être, le plus souvent encore, qu'une notion abstraite ?

CLAIRE BRISSET.

FUTURS CADRES SUPÉRIEURS

2 OFFRES D'EMPLOI POUR CHAQUE DIPLOMÉ DÈS SA SORTIE DE L'ECOLE

Si ce critère vous paraît déterminant, inscrivez-vous avant le 31 janvier 1981 au Concours National d'Entrée ESCAE

à l'ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE TOULOUSE

32, rue de la Dalbade
31068 TOULOUSE Cedex
Tél. : (61) 25.03.25

GROUPE ESC TOULOUSE

TOULOUSE : 4e ville de France, 2e ville universitaire, Capitale de l'Aéronautique et de l'Electronique, au cœur du Grand Sud-Ouest, mer, montagne, qualité de la vie.

ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

Les grands-parents retrouvés

Le Monde de l'éducation publie, dans son premier numéro de l'année, un dossier intitulé *« Les grands-parents retrouvés »* (1). Mais les avait-on jamais perdus ? Oui, en un sens, avant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, quand la vieillesse était un privilège mal partagé. Aujourd'hui, en tout cas, ils sont là : l'enquête de Liliane Delwasse montre que l'image des aïeux abandonnés à l'hospice, tandis que les jeunes parents isolés en seraient réduits à confier leur bébé à la crèche, n'illustre pas une réalité dominante. *« Les grands-parents peuplent la vie des enfants »,* écrit l'auteur qui, citant l'Institut national d'études démographiques (INED), révèle qu'un enfant de dix ans sur deux a au moins trois de ses grands-parents vivants. Comme plus de la moitié des couples habitent à moins de vingt kilomètres de leurs parents, les relations entre générations sont fréquentes : 30 % des jeunes voient leurs grands-parents au moins une fois par semaine.

Car ces rencontres sont souhaitées. Liliane Delwasse a constaté que des ouvriers refusent une mobilité géographique, pourtant seule capable de sauver leur emploi, parce que, dit l'un d'eux, si je quitte mon pays d'origine, *« ma mère, elle verra pas grandir les petits ».* Si bien qu'un tiers des enfants de moins de trois ans dont la mère travaille, sont gardés par les grands-parents.

La solidarité familiale trouve cent chemins et mille occasions de s'exercer, selon l'âge des enfants : chaque jour pour les petits, le mercredi, le week-end ou pendant les vacances pour les plus grands, imprévisiblement quand la maman est fatiguée, quand elle veut faire des courses, ou lorsqu'un frère est malade.

A cause de l'allongement de la durée de la vie, on assiste même à un glissement : le rôle des grands-parents en vient à être tenu par les arrière-grands-parents, puisque, aujourd'hui, *« on est parfois grand-père ou grand-mère à cinquante ans ».* Encore actifs, y compris professionnellement, les grands-parents font alors des cadeaux plus qu'ils ne prennent en charge.

Quand l'enfant devient adolescent, les relations changent. Mais il arrive que la complicité demeure et devienne connivence particulière entre ceux qui n'ont plus guère de responsabilité et ceux qui n'en ont pas encore beaucoup.

« Invention » moderne puisque, rappelle l'historien André Burguière, sous l'Ancien Régime, le Français n'avait que 25 % de chances de dépasser l'âge de quarante ans, les grands-parents jouent déjà et pourraient jouer de plus en plus un rôle économique : *« Ils coûtent moins cher à l'Etat que les crèches et les puéricultrices »,* note l'auteur de l'enquête en se demandant si l'U.R.S.S. n'a pas fixé à cinquante-cinq ans l'âge de la retraite des femmes pour pallier le manque d'équipements sociaux. En écho, André Burguière a cette formule : *« Nous manquons de pétrole, mais nous avons des grands-parents. »*

(1) Numéro 68, janvier 1981, 8 F.

● *M. François Le Dizès*, maître auxiliaire de mathématiques a interrompu la semaine dernière la grève de la faim qu'il avait commencée le lundi 5 janvier devant le rectorat de Grenoble (*le Monde* daté 11-12 janvier). C'était, pour M. Le Dizès, la seconde grève de la faim depuis le début de l'année scolaire ; la première avait duré vingt-quatre jours au cours du premier trimestre. Enseignant depuis huit ans, il n'a toujours pas obtenu sa titularisation, mais un poste de remplacement de plusieurs mois vient de lui être confié, dans l'académie de Lyon, au lycée Simone-Weil à Saint-Etienne.



CERAM Centre d'Enseignement et de Recherche Appliqués au Management

UNE GRANDE ECOLE D'AFFAIRES DANS UN CENTRE INTEGRE DE MANAGEMENT

L'Ecole Supérieure de Commerce du CERAM

• recrute sur Concours National (date limite d'inscription : 31 janvier 1981) pour les candidats issus des classes préparatoires au Haut Enseignement Commercial. 80 places au concours.
3 années d'études sentionnées par un Diplôme National.

• recrute sur tests et épreuves d'entretien pour les titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'une licence, d'un bachelor ou d'un titre équivalent (date limite d'inscription 31 juillet 1981).
2 années d'Enseignement Supérieur des Affaires à temps complet sanctionnées par un Diplôme National.

Le CERAM est implanté au cœur du Complexe Scientifique International de Sophia Antipolis qui est notamment la première concentration européenne en Informatique.

Associé au CESA (HEC, ISA, CFC), le CERAM propose une pédagogie à objectifs très professionnels, appuyée sur de très importants moyens informatiques et audio-visuels.

CERAM Sophia-Antipolis B.P. 20
06560 Valbonne Cedex
Tél. 33.95.95

(Publicité)

Cours du jour - du soir

PROGRAMMEUR
ANALYSTE D'EXPLOITATION
PROGRAMMEUR SUR MICRO-ORDINATEUR
Niveau exigé : Baccalauréat
Durée : 7 à 8 mois

PUPITREUR D.O.S. INFORMATIQUE
Niveau exigé : B.E.P.C.
1re sélection rigoureuse avec tests après 30 heures de cours
Ecole privée

FAX

6, rue d'Amsterdam, 9e - 874-85-59
94, rue Saint-Lazare, 9e

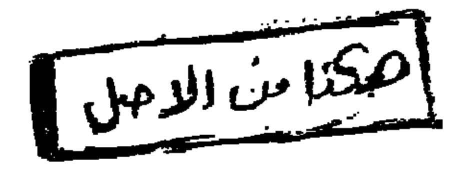
Stages organisés sous le régime de l'indemnité de formation ASSEDIC.

TALBOT C'EST ICI

S.D.A. Paris Est
180, rue du Fg-St-Martin
75010 Paris
Tél. : 238.66.00

Concessionnaire Talbot devient également concessionnaire Peugeot

PEUGEOT C'EST LA



ÉDUCATION

Au « carrefour national » des enseignants libéraux

Défendre la réforme Haby pour soutenir le président

Un « carrefour national » du Mouvement des enseignants libéraux (MEL) a réuni, le 18 janvier à Paris, une centaine de professeurs autour de plusieurs personnalités de la majorité présidentielle — surtout U.D.F., — dont l'ancien ministre de l'éducation, M. René Haby, son successeur, M. Christian Beullac, et le philosophe Jean-Marie Benoist.

A trois mois de l'élection présidentielle, les enseignants libéraux du MEL partent en campagne. Les « fantassins de la pensée libérale » avec, à leur tête, le nouveau philosophe Jean-Marie Benoist et le président des Cercles universitaires, M. Michel Prigent, paraissent décidés à mettre tout leur poids dans la balance pour gagner aux thèses du libéralisme avancé un milieu enseignant atteint de morosité et même franchement hostile.

Premier objectif : démontrer que la politique éducative menée depuis sept ans est un effort continu qui prolonge les réformes antérieures, afin de ressouder les sensibilités gaullistes et giscardiennes. « *Je me sens en parfaite harmonie avec M. Haby*, a indiqué M. Beullac ; *la loi de 1975 est une grande loi.* » Et l'auteur de la « réforme Haby » a expliqué que « *tout a commencé avec de Gaulle en 1958 par la suppression de l'examen d'entrée en sixième* ».

Presque tous les intervenants officiels se sont portés au secours de la réforme Haby. Pour M. Dominique Ambiel, secrétaire général du MEL, il s'agit de « *la loi sociale la plus importante du septennat* ». M. René Haby, aujourd'hui député U.D.F. de Meurthe-et-Moselle, a naturellement défendu « sa » loi du collège unique, considérant comme indispensable à la cohésion nationale le mélange d'une même génération dans un même type de classes, quitte à établir « *des groupes de niveau dans les matières les plus difficiles* ». M. Christian Beullac a, lui, estimé que la loi de 1975 est « *un excellent décor à partir duquel il faut construire un squelette de grande qualité auquel nous devons donner chair* ».

« Ne bradez pas la démocratie ! »

Ce défilé à la tribune de défenseurs d'une loi passablement contestée — jusque dans les rangs du MEL où l'on n'apprécie guère l'hétérogénéité des classes en sixième et cinquième — n'avait qu'un but : donner aux militants libéraux des arguments pour défendre la politique gouvernementale et donc pour convaincre les enseignants de faire le « bon choix » en avril et mai prochains. M. Beullac a été, à cet égard, très explicite : « *Ne tombez pas dans l'illusion, dans le piège du « coup de tête »*, leur a-t-il dit ; *ne transformez pas la réaction — peut-être légitime — du mécontentement « technique » (...) en un choix combien plus grave, qui serait dicté par la mauvaise humeur ou la lassitude (...). Ne bradez pas la démocratie, sous prétexte d'une amertume ou d'une déception passagères (...). Ne cédez pas aux tentations de l'impatience ou du refus, il y va d'un tout autre enjeu.* »

Le ministre de l'éducation se rend compte combien la réforme Haby est difficile à défendre auprès des enseignants « modérés ». Il les met donc en garde contre un vote de punition qui serait suicidaire dans une « *élection à haut risque* » (M. Michel Prigent). Et le MEL confie à un professionnel de la polémique, M. Jean-Marie Benoist le soin de défendre non pas une réforme qu'il n'a jamais goûtée (1) mais les principes généraux du libéralisme. « *L'heure n'est plus à Marx ni à Jaurès ni même à Nietzsche, l'heure est à Montesquieu.* » Il faut, selon lui, revenir à l'esprit des lois et à une instruction civique qui ne soit pas seulement l'« *étude du bureau de vote voisin, mais l'analyse de l'Acte final de la conférence d'Helsinki* ». Il faut opérer un « *retour au texte* » et à une langue de qualité, loin du « *laxisme des médias* » contaminés par « *le style Collaro-Coluche* »... Oubliés, le collège unique et ses incomparables mérites !

Mais le MEL n'oublie pas son deuxième objectif : battre le rappel des enseignants et les transformer en sélateurs de la majorité présidentielle dans les établissements scolaires. Il va pour cela diffuser cent cinquante mille questionnaires afin de connaître « *les motifs de satisfaction et de déception du corps enseignant* ». Il va distribuer « *plusieurs centaines de milliers* » d'exemplaires d'une lettre ouverte aux parents et aux enseignants expliquant les mérites de la réforme de 1975. Enfin, il va réunir un comité de parrainage chargé de rédiger un appel intitulé « Éducation, liberté et démocratie » qui sera diffusé pour signature auprès des enseignants.

De leur côté, a annoncé M. Prigent, les cercles universitaires vont diffuser un manifeste intitulé *Demain la France*, publier en avril un numéro spécial de leur revue *Libertés* et organiser trente-cinq réunions publiques à travers la France sur des thèmes éducatifs ou strictement politiques.

La campagne pour l'élection présidentielle n'est peut-être pas ouverte, mais les enseignants du président sont déjà mobilisés.

ROGER CANS.

(1) Dans son dernier livre *la Génération sacrifiée*, Jean-Marie Benoist s'en prend à plusieurs aspects de la réforme Haby (*le Monde* du 21 octobre 1980).

DEUX SYNDICATS D'ENSEIGNANTS DÉNONCENT LE COLLÈGE UNIQUE

Deux organisations de professeurs de l'enseignement secondaire viennent de présenter lors de conférences de presse, un bilan négatif de trois ans d'application de la réforme du collège unique préconisée par M. Haby alors qu'il était ministre de l'éducation. Le Syndicat national des enseignements de second degré (S.N.E.S.-F.E.N.) et le Syndicat national des lycées et collèges (S.N.A.L.C.), bien que de sensibilités différentes, le premier étant animé par des enseignants communistes, le second se déclarant modéré, ont dressé un véritable réquisitoire contre les conséquences de la loi du 11 juillet 1975.

Le S.N.E.S. dénonce « *le collège unique* » instauré par cette loi et qui est devenu selon ce syndicat « *la plaque tournante de l'échec scolaire, où les élèves en retard sont de plus en plus nombreux* ». Soulignant l'hétérogénéité des élèves au collège, il estime à 96 000 le nombre d'élèves qui étaient auparavant admis en classe de transition. Depuis quatre ans, ces enfants « *en grande difficulté* » représentent 13,76 % des élèves des classes de sixième des collèges.

Le S.N.A.L.C., qui vient de présenter « *un contre-rapport aux parlementaires* » sur l'application de la réforme Haby, conteste la présentation faite par l'administration en ce qui concerne les effectifs des classes de collège ou le nombre d'heures d'enseignement. Selon ce syndicat « *la réforme n'a profité à personne. Les meilleurs élèves s'ennuient et gaspillent leur temps, les plus faibles perdent définitivement pied. Pendant les heures d'enseignement commun, les élèves qui ne suivent pas régressent.* » Le S.N.A.L.C. compte sur les parlementaires pour « *mesurer l'ampleur du désastre et opérer les conversions nécessaires et urgentes* ».

M. JEAN TAVERNIER EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-II

M. Jean Tavernier, professeur titulaire de radiologie, vient d'être réélu président de l'université de Bordeaux-II en remplacement de M. Jacques Latrille. Seul candidat, M. Tavernier a été élu par 66 voix sur 69 suffrages exprimés par le conseil de l'université. L'université regroupe les sciences médicales, pharmaceutiques, odontologiques, les sciences sociales et psychologiques, une unité de biochimie et biologie cellulaire, un institut d'œnologie et un institut d'éducation physique et sportive.

[Né le 6 mars 1928 à Alger, M. Tavernier a fait ses études secondaires et supérieures à Bordeaux. Ancien interne des hôpitaux et ancien chef de clinique, il a été nommé maître de conférences agrégé en 1966. Il est titulaire depuis 1977. Successivement chef de service de radiologie à l'hôpital des enfants et du Haut-Lévêque (CHU-Sud de Bordeaux), il s'est consacré principalement à la radiologie urinaire et vasculaire après avoir été directeur d'une unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) médicale de 1975 à 1980. Il est membre de la commission spécialisée numéro 3 de l'INSERM et président national du conseil des enseignants de radiologie de France.]

JUSTICE

ACCUSÉS DE COMPLICITÉ DE SÉQUESTRATION

Dix militants antifranquistes comparaissent devant la cour d'assises de Paris

Dix militants antifranquistes accusés d'avoir participé en 1974 à l'enlèvement de M. Balthazar Angel Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris, devaient comparaître devant la cour d'assises de Paris à partir de ce lundi 19 janvier. Le rapt de M. Suarez avait eu lieu quelques semaines après l'exécution en Espagne du militant antifranquiste Puig Antich. L'enlèvement avait été revendiqué par les Groupes d'action révolutionnaire internationaliste (GARI). Il devait permettre d'obtenir une rançon et la libération sous caution de plusieurs prisonniers politiques espagnols.

Après la mort de Franco en 1975, les prisonniers politiques ont été amnistiés en Espagne, y compris ceux qu'on avait soupçonnés de complicité dans l'enlèvement de M. Suarez, mais la justice française n'a pas renoncé à ses poursuites. Ces militants sont accusés de « complicité de séquestration de personnel et recel qualifié ». Les inculpés, qui ont tous été emprisonnés, mais qui sont en liberté depuis 1975, ont regagné leur prison ce lundi 19 janvier avant l'audience.

POINT DE VUE

Alberola ou la vengeance des « croisés »

par CLAUDE BOURDET

FRANCO est mort, et le souvenir de ses crimes s'est estompé. Son régime a été *remplacé par une monarchie « constitutionnelle »*, où, malheureusement, nombre de ses hommes sévissent encore, où ses anciens tortionnaires sont encore actifs, et où des sbires inspirés par l'esprit de la « croisade » viennent tuer impunément, jusque sur le territoire français. Mais, *enfin, une « certaine démocratie »* a été instaurée, les prisons ont été vidées des anciens captifs, des partis démocratiques existent de nouveau, la presse s'exprime à peu près librement, et les hommes et femmes poursuivis pour délits politiques du temps du franquisme ont été amnistiés. Faudra-t-il que ce soit en France que s'exerce, ce mois-ci, à l'occasion d'un procès étrange, devant une cour parisienne, la vengeance des derniers « croisés » et de leurs alliés français contre un des plus célèbres militants de l'antifranquisme? Je sais bien que les hommes au pouvoir actuellement dans notre pays sont les héritiers et les continuateurs de la vieille droite de l'avant-guerre et de Vichy. Mais aller jusque-là... c'est aller un peu loin.

Octavio Alberola est un dirigeant de la centrale syndicale ibérique, de tendance anarchiste, la C.N.T., qui a survécu dans la clandestinité et en exil, et existe de nouveau aujourd'hui en Espagne. Fils d'un dirigeant républicain réfugié au Mexique, militant dès son plus jeune âge, secrétaire de la C.N.T. pour le continent américain, puis clandestin en Europe, passant souvent en Espagne, traqué par tous les services franquistes et les polices alliées (dont la nôtre, bien sûr), il fut arrêté en avril 1968 en Belgique et condamné à une peine légère pour détention d'armes (un mois de prison, plus un mois avec sursis) : un revolver qu'il gardait chez lui pour se défendre contre un des innombrables attentats possibles des services franquistes. Son père, âgé de soixante-douze ans, professeur de littérature à Mexico, avait été trouvé étranglé dans son appartement en 1967.

Un mois après cette affaire, le 13 mai 1968, bien qu'il ait continué à résider en Belgique où il est demeuré jusqu'en 1972, le ministère de l'intérieur français prenait contre lui, à toutes fins utiles, pour le cas où il franchirait la frontière, un arrêté d'expulsion. Ce qui n'empêcha pas l'éternel clandestin de venir s'installer en France en 1972, où la police l'arrêtait en avril 1974, et, en application de l'arrêté de 1968, le reconduisait en Belgique, où on refusait de le recevoir... Il revenait, de nouveau, en France et pouvait espérer, enfin, y vivre libre. Mais la police franquiste, dont on retrouve la main dans toutes les persécutions qu'il a subies, veillait.

Le 3 mai 1974, un groupe antifranquiste, le GARI, enlevait le directeur de la banque de Bilbao à Paris, Balthazar Suarez, revendiquait l'enlèvement et réclamait la mise *en liberté de prisonniers politiques* espagnols. Suarez était libéré le 23 mai. Aussitôt, sur dénonciation de la police franquiste, Alberola était arrêté, avec plusieurs de ses amis. Dès le 6 mai, la presse franquiste le présentait comme l'organisateur de l'enlèvement. Toute l'affaire sent à *plein nez la provocation et le piège*. Ni Alberola ni aucun de ses amis n'ont fait partie du GARI, et les véritables auteurs du rapt n'ont jamais été retrouvés.

L'appartement des époux Chastel, chez qui Suarez aurait été séquestré, a des caractéristiques si différentes de celui où se trouvait Suarez que les experts ont les plus grands doutes sur sa présence en ce lieu : il avait les yeux bandés, mais a décrit une marche qui n'existe pas dans l'appartement Chastel, et n'a pas mentionné, parmi les « bruits caractéristiques » qu'il a entendus pendant ces vingt jours, celui, notable et impossible à ne pas remarquer, de l'école voisine de l'appartement des Chastel.

⁂

Enfin, tout repose sur les dénonciations d'un agent des services de renseignement franquistes, infiltré dans les milieux anarchistes... que la police française a laissé volontairement filer et qui a depuis lors disparu en Espagne. Ce pseudo-anarchiste, Innocencio Martinez, qui était entré en liaison avec Alberola au nom d'un Comité contre la répression en Espagne, devait lui remettre, explique Alberola, des documents à faire passer en Espagne, dans des sacs fermés. En fait, les sacs contenaient 3 millions de francs et Martinez prévenait simultanément la police française qu'il s'agissait de la « rançon » de Suarez. Le piège se refermait sur Alberola, qui était arrêté, puis libéré en février 1975, mais obligé (et donc autorisé !) à demeurer en France jusqu'au procès.

Aucun témoignage d'un poids quelconque ne permet de lier Alberola, et les autres inculpés, à l'enlèvement de 1974, aucune « preuve », sinon cette forte somme, dont il assure avoir ignoré l'existence, et qui a été fournie par un agent de ces services franquistes, qui n'ont cessé de le persécuter pendant vingt ans, en collaboration avec les polices du « monde libre ». Que les attardés du franquisme, en Espagne et en France, en veuillent toujours à ce lutteur infatigable, rien de plus normal. Mais on veut espérer qu'un tribunal français, étant donné le vide du dossier, ne les suivra pas dans leur vindicte ; et on veut espérer aussi qu'après le non-lieu qui devrait intervenir, un ministre français n'osera pas appliquer à Alberola, qui prépare actuellement un doctorat à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, ce vieil arrêté *d'expulsion de 1968, pris à la demande* d'un régime qui, heureusement pour l'Espagne et pour l'Europe, n'existe plus...

S'il en était autrement, il faudrait se demander si certaines solidarités fascisantes et fascistes à travers les Pyrénées ne sont pas plus puissantes *que l'appareil démocratique* des régimes. Mais, pour le moment, on veut faire confiance — au moins à la justice.

● *Trois musiciens d'un groupe anglais de rock ont été condamnés* mardi 13 janvier par le tribunal correctionnel de Nice pour avoir incité, le 20 juin 1980, les spectateurs d'un concert donné sur le campus de la ville à « *tout casser* ». Mécontents du refus de l'université de brancher un groupe électrogène mobile qui, selon eux, « *empêchait le déroulement normal du concert* », les Stranglers (les Étrangleurs) avaient poussé le public à commettre des actes de violence. Il y avait eu d'importants dégâts (*le Monde* du 24 juin 1980). Poursuivis en vertu de la loi anti-casseurs, Jean-Jacques Burnel a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et deux autres membres du groupe, Brian Duffy et Hughes Cornwell, à six mois avec sursis. Les trois musiciens, qui avaient fait six jours de prison au moment des faits, devront verser au centre régional des œuvres universitaires et scolaires 17 800 F de dommages et intérêts.

Dans le Haut-Rhin

DES CIBISTES LANCENT LA POLICE SUR UNE FAUSSE PISTE

Deux hommes et une femme se sont présentés inopinément dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 janvier, à une station service de Dornach, au faubourg de Mulhouse (Haut-Rhin), au volant de leur camionnette. Quelques gestes nerveux, un objet qui dépasse de la poche de l'un d'eux, la fatigue d'une nuit de veille : le garagiste les croit armés. « Ils se comportaient, dira-t-il, comme s'ils l'étaient. »

L'essence servie et les clients repartis, le garagiste, adepte de la « citizen band », lance un message sur les ondes. « J'ai échappé, dit-il, à un hold-up. » Il mentionne le numéro d'immatriculation de la voiture. Le lendemain, un automobiliste, cibiste lui aussi, reconnaît la camionnette devant la poste de Mulhouse. Il appelle immédiatement la gendarmerie pour les prévenir de ce qui ne peut être, à ses yeux, qu'une attaque à main armée.

Les forces de police, après avoir encerclé la poste, le samedi 17 janvier, ont interpellé les prétendus gangsters qui venaient d'expédier un paquet... pour les relâcher sur-le-champ. Il s'agissait de très honorables citoyens.

FAITS ET JUGEMENTS

Un homme tue sa femme et blesse deux gendarmes et un pompier.

Périgueux. — Peu après avoir tué sa femme Marguerite, âgée de soixante-huit ans, qui vivait séparée de lui et s'était présentée, le samedi 17 janvier dans la matinée, au domicile conjugal, à Monpazier (Dordogne), pour y reprendre des affaires personnelles, M. Luigi Cechetti, soixante-douze ans, un maçon retraité, a fait feu sur les forces de l'ordre qui avaient pris position autour de sa maison.

Tirant à coups de chevrotines depuis sa fenêtre, le forcené devait ainsi atteindre successivement un gendarme, M. Daniel Vergnoux, trente ans, blessé grièvement, puis, les touchant moins gravement, MM. Francis Magne, chef de la brigade de la gendarmerie locale, et Régis Bernard, caporal-chef des sapeurs-pompiers. C'est seulement vers 20 heures, après que les gendarmes eurent fait usage de gaz lacrymogènes, que M. Cechetti consentit à se rendre. — (*Corresp.*).

Pour la peine de mort.

Le récent sondage SOFRES — *Journal du dimanche* montrant que 63 % des Français sont favorables au maintien de la peine capitale (*le Monde* du 6 janvier), suscite des réactions de deux associations qui militent en faveur de la guillotine. L'Association pour le maintien et l'application de la peine de mort estime que « *le laxisme actuel de la justice est une des causes fondamentales de l'augmentation alarmante de la grande criminalité* » et demande que la loi soit appliquée « *rapidement et sans faiblesse* » aux quatre condamnés à mort qui attendent que la Cour de cassation et le président de la République se prononcent sur leur sort.

Comme l'AMAP, une autre association, la Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort, que préside M. Yves Taron, demande l'organisation d'un référendum et estime que le pourcentage des Français favorables à la guillotine « *avoisinerait les 90 % s'il était permis aux partisans de la peine de mort de jouir des mêmes moyens de diffusion que ceux de l'abolition, et s'ils pouvaient procéder au même matraquage* ».

★ Association pour le maintien et l'application de la peine de mort, B. P. 1, 21640 Vougeot.

★ Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort, 18, rue de Naples, 75008 Paris.

Polémique à Ajaccio après la manifestation en faveur des détenus corses.

Plusieurs organisations parmi lesquelles le parti socialiste, le Front du peuple corse, la Ligue des droits de l'homme, la C.F.D.T., la FEN, la F.D.S.E.A., le C.D.J.A., qui avaient appelé à manifester, le mercredi 14 janvier, en faveur des « *emprisonnés politiques* », se sont déclarées « *très favorablement impressionnées* » par les déclarations du maire d'Ajaccio, M. Charles Ornano (modéré). Celui-ci a affirmé, à la suite des incidents qui s'étaient produits aux abords de la préfecture, que « *le contribuable ne doit pas payer pour les casseurs. La ville déposera plainte.* »

« *La manœuvre de M. Ornano*, ont estimé ces organisations, *cherchant avec beaucoup de mauvaise foi un bouc émissaire, est destinée à masquer son isolement total du peuple (...). Le maire d'Ajaccio prépare avec le pouvoir l'interdiction des manifestations populaires en Corse.* »

D'autre part, un jeune manifestant corse, Robert Lizzeri, vingt ans, boulanger, a été condamné, le samedi 17 janvier, à trois ans de prison dont dix-huit mois avec sursis par le tribunal de grande instance d'Ajaccio siégeant en flagrant délit. Il avait été interpellé, alors qu'il lançait des pierres, mercredi soir, aux abords de la préfecture d'Ajaccio, lors des incidents qui s'étaient produits après la manifestation.

Samedi également, un attentat à l'explosif s'est produit, à Ajaccio contre les locaux d'un établissement bancaire, la SOVAC, qui ont été sérieusement endommagés.

● *Une analyse du projet « sécurité et liberté »*, tel qu'il a été adopté par le Sénat et l'Assemblée, est publiée sous la signature de *Denis Périer-Daville, docteur* en droit, dans les numéros du 13 et du 15 janvier de *la Gazette du Palais*. Ces numéros peuvent être obtenus au journal, 3, boulevard du Palais, 75004 Paris, pour le prix global de 25,60 F franco de port.

● *L'ancien champion cycliste Eddy Merckx* a été inculpé, vendredi 16 janvier, de fraude fiscale par le parquet de Bruxelles. Eddy Merckx, qui s'était reconverti dans la fabrication de bicyclettes de courses après sa carrière sportive, a été laissé en liberté, le montant de la fraude qui lui est reproché étant inférieur à *10 millions* de francs belges (1 300 000 francs français).

TALBOT C'EST ICI





"POUR MES APPARTEMENTS DE VACANCES JE VOUS DEMANDE D'ACHETER "SUR PIECES", PAS DE ME CROIRE "SUR PLANS."

Jean-Marc Penchinat

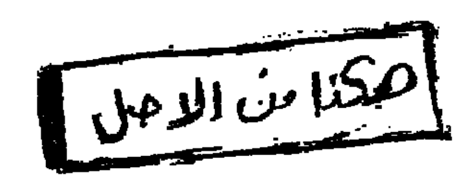
Mes appartements de vacances ne vous seront jamais vendus "sur plans" parce que trop souvent la différence est grande, entre le rêve qui n'existe pas et la réalité qui déçoit. Alors je préfère assumer mes risques et mes responsabilités jusqu'au bout plutôt que de promettre et de ne pas tenir. C'est pourquoi je construis mes appartements de vacances entièrement et ne les vends que lorsque les clefs sont sur les portes, suivant un tarif général détaillé joint à ma documentation.

Ainsi pour moi, chaque appartement de vacances est une certitude. Pas un pari. Je sais que vous ne pourrez pas être déçu.

Cette politique qui est la mienne depuis vingt et un ans, je l'applique à Port-Camargue, au Grau-du-Roi, au Cap d'Agde, au Golf de Nîmes-Campagne, et bientôt à Val Thorens et aux Arcs. Rencontrons-nous.



18, Bd Victor-Hugo, 30000 Nîmes. Tél. (66) 676261



Le Monde

régions

Ile-de-France

ÇA VA CHAUFFER !

CUEILLETTE A FONTAINEBLEAU

Bois mort et flambées du samedi soir

PENDANT des siècles, en vertu d'un droit d'usage consenti en 1271 aux habitants de Fontainebleau et à ceux des communes du bornage, on a ramassé en forêt le bois mort nécessaire au chauffage domestique. En soumettant l'an dernier à son conseil municipal l'idée « *opération bois mort* », le maire de Fontainebleau, sénateur centriste, M. Paul Seramy, n'obéissait pas à un sentiment de vague nostalgie rétro. Il pensait que la quantité de bois mort susceptible d'être ramassée sur les dix-sept mille hectares de la forêt domaniale pourrait alimenter de nombreuses cheminées et réduire la consommation de fuel de chauffage. Le projet avait soulevé les protestations de la section C.G.T. de l'Office national des forêts, qui estimait que le ramassage du bois risquait d'entraîner un appauvrissement de la forêt ; tandis que les responsables de l'Office, tout en reconnaissant la générosité de l'idée du maire, formulaient quelques réserves. Ils craignaient notamment que l'on n'arrive rapidement à des abus et que certaines personnes n'hésitent pas à couper des arbres sur pied.

Dix mois après, on constate que la polémique n'avait pas de raison d'être. Les demandes d'autorisation n'ont pas submergé les services de l'Office, loin de là. Ce qui ne surprend pas le chef de centre, M. Gérard Tendron : « *Le ramassage du bois est plus compliqué qu'on ne le pense généralement. Les branches mortes sont souvent lourdes et encombrantes. De plus, il faut les traîner sur de longues distances puisque les véhicules ne sont pas autorisés à pénétrer en forêt.* »

Les permis délivrés par l'Office national des forêts concernent exclusivement le bois mort et sont limités dans le temps et l'espace. Moyennant 35 F, il est possible de récupérer pendant une semaine toutes les branches tombées à terre sur une parcelle d'environ 20 hectares, parcelle dont la délimitation est fixée par les forestiers. « *Cette réglementation a surtout intéressé des citadins qui pensaient faire une économie en brûlant du bois dans leur cheminée*, souligne M. Tendron. *Mais ils ont vite déchanté car le bois est une méthode de chauffage relativement chère et peu pratique. Il faut scier les rondins, ramasser les cendres, etc. A mon avis, l'âtre avec les belles bûches rougeoyantes demeure essentiellement un système de chauffage d'appoint.* »

Paul Seramy, lui, croit à son idée : « *Il est vrai que les cheminées ne sont plus performantes, car elles laissent s'échapper par les conduits une grande partie des calories brûlées. Mais certaines entreprises ont fait de gros efforts pour réaliser des poêles modernes qui permettent de conserver la majorité du pouvoir calorifique du bois. Je ne pense pas être le seul de cet avis, car la filière bois a reçu l'aval des pouvoirs publics. Le plus gros inconvénient réside dans la difficulté d'acheminement, mais pour nous, à Fontainebleau, ce problème ne se pose pas.* »

M. Corbaz, qui s'occupe de la maison forestière des Huit-Routes, n'a pratiquement jamais rencontré de nécessiteux en quête de quelques brindilles, mais plutôt des résidents secondaires désireux de faire une flambée dans leur villa le samedi soir. Au bureau d'aide sociale, on distribue des bons de charbon : « *Parce que la plupart des vieilles personnes dont nous nous occupons se chauffent ainsi*, dit Mlle Jenny Genève. *Ceux à qui l'on propose du bois refusent. Lorsqu'ils ont besoin de quelques bûchettes pour alimenter un petit poêle de dépannage, ils vont les chercher en forêt.* »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

ILC
Anglais?
Cours Secrétariat
19 janvier
325.41.37
ILC - International Langage Centre
20, passage Dauphine - 75006 Paris

Un petit poêle chez soi

S'ILS ont un air vieillot, c'est avec arrogance qu'ils l'arborent. Les vieux poêles à charbon sont aujourd'hui de retour, plus triomphants que jamais aux côtés des radiateurs, chauffages à gaz et autres convecteurs électriques. « *En fait, le renouveau du poêle à charbon et au bois n'est pas actuel*, précise Mlle Morali, employée dans la quincaillerie que tient son père, rue du Général-Leclerc à Saint-Ouen-l'Aumône, une des quinze communes de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). *Cela fait déjà deux ans que nous enregistrons véritablement une augmentation des ventes. Aujourd'hui, les gens calculent de plus près leur budget. Ils sont de plus en plus conscients de la hausse des prix, que ce soit celui du fuel, celui du gaz ou de l'électricité.* »

Certes, une mode, peut-être un peu trop tournée vers le passé, avait déjà remis au goût du jour les formes désuètes de ces anciens poêles qui hantent aujourd'hui encore les foires à la brocante. Certes, les acheteurs éventuels cherchaient surtout à meubler « à l'ancienne » leur maison de campagne. Le vieux mythe de la flamme. « *Mais peu à peu ils en sont venus à acheter un Godin ou un Chappée pour leur résidence principale. Et cette nouvelle tendance est très sensible les jours de froid, car les ventes augmentent. Il ne faut pas oublier que nous sommes aux portes de la Normandie, donc aux portes d'un pays riche en bois.* »

En fait, la quincaillerie qui nous intéresse a toujours vendu ce « chauffage au charbon ». Mais en très petites quantités et uniquement du côté du Vexin, cette région rurale de l'ouest du département où de nombreuses personnes âgées en sont restées aux coutumes de leur temps. Aujourd'hui, l'importance de la demande a été telle ces dernières semaines que le magasin a dû établir une liste de commandes afin de donner aux constructeurs le temps d'y faire face.

« *Nous avons joué la carte du poêle à charbon*, dit Mlle Morali, *et je crois que nous avons bien joué. Nous saurons désormais comment utiliser nos vieux journaux.* » — J. M.

Cergy-Pontoise tout feu tout flamme pour le charbon

AUSSI paradoxal que cela puisse paraître, ce sera peut-être une ville nouvelle qui sera parmi les premières utilisatrices d'une énergie que l'on croyait à jamais dépassée : le charbon. L'établissement public d'aménagement de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise)) étudie en effet actuellement un projet d'alimentation en charbon du réseau de chauffage urbain couvrant les quartiers de Cergy-Préfecture et d'Eragny-sur-Oise. Un projet qui est également un signe des temps.

Le retour au passé n'est nullement ici une tendance au rétro, mais bien une réelle nécessité. Face à la hausse des prix du pétrole, l'établissement public d'aménagement s'est donc intéressé récemment aux diverses sources d'énergie existantes.

Et tout d'abord à la géothermie, vouée selon toute vraisemblance et dès la fin de 1981, à chauffer le nouveau quartier de Puiseux actuellement en construction. Une autre solution, c'est, bien entendu, le retour au charbon, et le projet de l'organisme aménageur de la ville nouvelle consiste à combiner le fuel et le charbon en ajoutant des chaudières à la chaufferie centrale. Le réseau urbain sera donc alimenté à 80 % par cette nouvelle énergie et à 20 % par le fuel.

« *Nous en sommes aujourd'hui seulement à l'étude de ce projet*, explique M. Gérard Messin, directeur technique de l'établissement public d'aménagement, *mais les résultats sont déjà encourageants. Il s'agit pour nous de réaliser des bénéfices sur la consommation. Actuellement on calcule le bilan des investissements, qui pourraient s'élever à quelque 30 millions de francs. Mais, avant de prendre une décision, il faut évidemment connaître le prix du charbon, et c'est précisément l'objet de quelques recherches actuelles, car, en matière d'énergie, on ne peut porter aucune conclusion définitive et ce qui est vrai un jour ne l'est pas le lendemain. En effet, on ne parvient pas à connaître très précisément le prix du charbon et il existe encore peu de techniciens susceptibles de nous renseigner. Or notre projet, qui se veut économique, dépend de ce prix et, par voie de conséquence du coût du charbon que nous emploierons. Car la technologie utilisée dans une chaufferie est conditionnée au type de charbon. Ce qui est sûr, d'ores et déjà, c'est qu'il s'agira de charbon d'importation. En raison de son prix, justement.* »

Pour M. Gérard Messin, « *le charbon est une des grandes énergies du vingt et unième siècle et ses ressources sont considérables* ». L'utilisation individuelle reste tout de même hasardeuse, en raison principalement du stockage du combustible. L'alimentation des logements par le biais du réseau urbain reste donc une bonne solution. A plus forte raison dans les villes nouvelles en construction, où les problèmes d'installation se révèlent moins aigus que dans les grandes villes traditionnelles par la présence de nombreux espaces encore inoccupés. « *Ainsi, à Cergy-Pontoise*, précise M. Messin, *la chaufferie au fuel a été construite sur un terrain vague. Il n'y aura donc aucune difficulté à trouver les 1 000 mètres carrés supplémentaires et nécessaires à la construction des chaudières et à l'aire de manœuvre.* »

JACQUELINE MEILLON.

DES IDÉES

Pas de pétrole mais de l'eau froide

LES as du « système D » sont-ils les mieux placés pour se sortir de la crise de l'énergie ? On est en droit de le penser en constatant ici et là les prouesses des particuliers pour mettre au point des dispositifs destinés à produire de la chaleur ou, le plus souvent, pour éviter un gaspillage de calories. Dans ce domaine, les bricoleurs sont les rois. Témoins, M. François J., de Saclay (Essonne), qui a lu un jour une publicité sur les récupérations thermiques et qui a décidé de chauffer son pavillon... avec de l'eau froide.

« *L'eau qui se trouve dans les nappes souterraines se situe aux alentours de 14 degrés*, explique cet ingénieux technicien du C.E.A. *J'ai appris que cette eau froide était capable de remplacer le pétrole. Il suffit de lui faire restituer une dizaine de degrés avant de la renvoyer dans la nappe.* »

De l'eau, il s'est souvenu en avoir trouvé beaucoup en installant son pavillon. Il lui fut même, à l'époque, impossible de descendre la profondeur d'un puisard au-dessous de 4 mètres. Dès 1,50 mètre, l'eau ruisselait abondamment. C'est le cas exemplaire d'une maison qui permet l'installation d'une pompe à chaleur. « *En effet*, expliquent les spécialistes, *pour que le procédé soit rentable, il faut disposer gratuitement de l'eau : rivière, forage, source, puits, etc. Il s'agit d'un procédé simple qui n'est pas destiné à venir en appoint. L'eau froide peut alimenter un chauffage principal capable de maintenir une température fixée et contrôlée par thermostat d'ambiance.* »

A Saclay, M. François J... va lui-même capter l'eau de la nappe située sous sa maison pour, à l'aide d'une pompe électrique à petit débit, la conduire dans un générateur. Là, grâce à un compresseur électrique comparable à celui d'un réfrigérateur, et comme lui parfaitement hermétique, le fréon contenu dans l'appareil (1) permettra de récupérer les calories de l'eau à 14 degrés et de la rejeter à 4 degrés. Les calories ainsi gagnées réchaufferont l'eau du circuit général qui, distribuée par les radiateurs de la maison, pourra atteindre jusqu'à 65 degrés. On peut, bien sûr, conserver sa chaudière au fuel au cas où...

Les générateurs consomment entre 2,5 et 8 kilowatts/heure mais produisent entre 3 500 et 38 000 watts-thermies/heure. Il faut disposer d'environ deux mètres cubes d'eau froide à l'heure pour chauffer un pavillon de 80 mètres carrés, et de trois mètres cubes pour 130 mètres carrés. « *A condition d'installer soi-même les canalisations pour le captage et le rejet de l'eau et de monter de la même façon le générateur, l'ensemble ne coûte pas plus cher qu'une chaudière traditionnelle au fuel*, expliquent les bricoleurs. *Il peut, de surcroît, donner lieu à un abattement fiscal. Il n'y a ni pollution, ni entretien, ni ramonage, ni approvisionnement à surveiller.* »

Les installateurs estiment que ce procédé permet une économie variant entre 50 et 80 %. « *Ma chaudière au fuel est bientôt au bout du rouleau*, explique M. J... *J'ai pris le taureau par les cornes et j'ai décidé de monter moi-même ma pompe à chaleur. Le matériel sera vite amorti et ensuite je chaufferai ma maison à peu de frais. Mais surtout*, supplie-t-il, *ne donnez pas mon identité, car tous les copains et les curieux vont fondre sur moi pour que je leur explique ce système de chauffage et mes propres travaux ne finiront jamais...* ».

DAMIEN RÉGIS.

(1) *Le fréon*, gaz frigorigène, est un dérivé chloré et fluoré du méthane et de l'éthane.

Contre le froid et le bruit

Doublez vos vitrages en glace Planilux* Saint-Gobain

Vous réduirez de près de 50 % les pertes de chaleur dues aux vitrages, vous diminuerez les bruits de la rue d'environ 50 %... et vous paierez moins d'impôts.

* Marque déposée par Saint-Gobain

pose gratuite jusqu'au 28-2-81

Comptez environ 990 F ttc pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 170 × 45 cm) soit 650 F le m² en glace St-Gobain 8 mm. Prix indicatif au 1.9.80 avec pose gratuite. Crédit gratuit 3 versements, 10 ans de garantie.

Sté Paris Isolation
55, av. de La Motte-Picquet, 75015 Paris
Tél. 566.65.20 et 783.82.34
Devis gratuit sur demande
Pose : Paris et grande banlieue

Déjà plus de 15 000 survitrages posés

La Courneuve dans le roulis du derrick

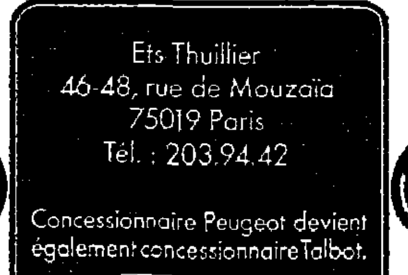
N'ÉTAIT la présence des immeubles et des pavillons, le paysage au carrefour des Six-Routes sur la commune de La Courneuve à la limite d'Aubervilliers et de Saint-Denis ferait aisément songer à un site pétrolifère. Une sorte de derrick de plus de 38 mètres de hauteur, immuablement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, décrit le même mouvement de haut en bas... A défaut de pétrole, ici on cherche de l'eau, de l'eau chaude qui servira à chauffer quelque 2 800 logements et services municipaux de La Courneuve. Un des nombreux chantiers de géothermie mis en route en région parisienne par la société Géo-Chaleur.

L'engin installé le 29 septembre 1980 à La Courneuve a atteint la nappe d'eau chaude. Mais à quel prix, s'interrogent les riverains habitant un immeuble de plus de onze étages abritant quatre-vingt-quatorze familles et de nombreux pavillons situés à quelque 30 mètres du chantier. Les nuisances fâcheuses, explique M. Georges Gilbert, président du comité de défense des riverains qui s'est constitué peu après le début du forage, étaient véritablement insupportables. C'est au prix de délégations en préfecture, de lettres adressées au ministre de l'environnement et au ministre de la santé qu'au fil des jours les choses se sont, semble-t-il, améliorées. Mais, précise le représentant du comité, la situation des riverains n'est pas pour autant enviable, car nombreux sont encore les appartements d'un immeuble et les pavillons où les décibels sonnent haut. Pourtant une étude d'impact sur les nuisances a été faite en mars 1980. Cette étude prévoyait l'installation de systèmes de protection comme les doubles vitrages qui assuraient une bonne opposition aux bruits. Mais l'O.P.H.L.M. de Paris a refusé de les installer.

Finalement, les travaux, décidés au compte-gouttes à la suite de nos réclamations, s'élèvent à 3 millions de francs. Un deuxième forage a été commencé début janvier ; il permettra de renvoyer dans la nappe l'eau qui aura servi au chauffage. « *Nous avons demandé que des mesures soient prises immédiatement*, affirme M. Gilbert. *Si nous n'obtenons pas satisfaction, nous exigerons l'arrêt de tous les travaux entre 23 heures et 6 heures du matin.* » — K. L.









Le Monde

équipement

Contrairement aux souhaits de M. Poniatowski

Le ministre des transports confirme qu'il n'est pas question de construire un nouvel aéroport en Alsace

De notre correspondant

Strasbourg. — Il n'y aura pas de réédition de la bataille contre l'implantation d'un aéroport international au nord de Strasbourg qui secoua l'Alsace voici neuf ans. Pendant trois jours, pourtant, tous les éléments d'une nouvelle confrontation étaient apparus. Une déclaration laconique du ministre des transports, M. Daniel Hoeffel, qui se fonde sur le schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace, excluant la construction d'un aéroport dans la région vient de rassurer les adversaires de ce projet.

Au printemps 1972, la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg dut abandonner, sous la pression de la population, un projet d'aéroport international préparé dans un secret total avec la chambre de commerce de Karlsruhe.

Tout a recommencé le jeudi 15 janvier par une petite phrase de M. Michel Poniatowski, député européen, qui profitait de sa présence au Parlement de Strasbourg pour installer dans cette ville la première antenne régionale de son « Institut de prospective politique ». Etre à l'écoute de l'Europe en devenir, mais déterminer également les projets régionaux porteurs d'avenir, était la mission confiée à cette succursale alsacienne de l'Institut. Parmi ses projets, M. Poniatowski évoqua d'abord celui de l'aéroport international du nord de l'Alsace, *« occasion gâchée à l'époque (...) mais réalité de demain (...) ; qu'on le veuille ou non, cet aéroport se fera ».*

« Prospective ou provocation ? », se sont demandé dans une réplique très rapide, MM. Germain Spaner, député de la circonscription de Haguenau, François Grussenmeyer (Wissembourg), et Paul Kauss, sénateur du Bas-Rhin, tous gaullistes. Rappelant que le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région, adopté à l'unanimité par tous les élus concernés, avait écarté définitivement la réalisation de cet aéroport, les parlementaires ont déclaré que *« les élus et la population n'accepteraient pas qu'à Paris ou à Strasbourg soit prise quelque décision que ce soit qu'ils jugeraient contraire à leur volonté ».*

Le président du comité de défense et de vigilance contre l'implantation de l'aéroport, M. H. Lohr, maire de Rœschwoog (Bas-Rhin), qui avait été en 1972 à la tête de la résistance victorieuse de la population dans quelque vingt communes, se mettait, pour sa part, en devoir d'alerter ses collègues, tous les parlementaires du Bas-Rhin, et le ministre des transports.

Un tour politique

L'affaire a donc pris un tour nettement politique. Aux yeux des élus R.P.R., les propos de M. Poniatowski ont pris d'autant plus de relief que le responsable de l'antenne régionale de l'Institut était le Dr Wahl, chef de file des élus giscardiens du conseil municipal de Strasbourg, et que, premier rang des interlocuteurs de M. Poniatowski, figurait le président régional des clubs Perspectives et Réalités, M. Jean-Pierre Foltzer (suppléant du député U.D.F. de Strasbourg, M. Emile Koehl, mais aussi secrétaire général de la Chambre de commerce et d'industrie, qui fut à l'origine du premier projet d'implantation).

La déclaration de M. Hoeffel, qui est président du conseil général du Bas-Rhin et chef de l'U.D.F. en Alsace, a coupé court aux spéculations de l'Institut de prospective politique.

JEAN-CLAUDE HAHN.

Le premier schéma directeur régional de l'informatique s'appliquera en Lorraine

Les artisans, premiers bénéficiaires

Nancy. — Approuvé récemment par un comité directeur technique régional — auquel participaient notamment des représentants de l'Agence pour le développement de l'information (ADI) et un représentant de la DATAR — le schéma-directeur régional de l'informatique lorraine sera sans doute doté à la fin du mois, par le ministère de l'industrie, de son budget de fonctionnement pour cinq ans, soit une enveloppe globale de 8,5 millions, dont les deux tiers fournis par le Fonds interministériel d'aménagement du territoire (FIAT) et l'ADI.

De notre correspondant

Première initiative du genre en France, ce schéma de l'informatique (S D I R) a été conçu par l'Association pour le développement de l'informatique en Lorraine (ADILOR), présidée par M. André Marin. Créée en 1973, ADILOR avait, dès 1975, à la demande de l'établissement public régional, entamé une étude sur le *« développement de l'informatique en Lorraine »*. Se fondant sur quatre cents paramètres relevés dans deux cent cinquante entreprises lorraines, ADILOR avait pu acquérir une vision réaliste des possibilités informatiques régionales.

« Le SDIR constituera, selon M. Bruno Demians, responsable des études à l'ADILOR, *l'instrument privilégié de la conversion de la Lorraine. »* En effet, les vingt-neuf actions du SDIR vont viser à armer les P.M.E. de la région Lorraine pour l'avenir. *« Longtemps, on a parlé des régions en termes de pôles industriels. Maintenant, le pôle du traitement de l'information devient majeur. D'ici à dix ans, selon des études nationales, l'informatique et ses dérivés conditionneront un emploi sur deux. Donc, d'ici à dix ans, certaines régions seront dépendantes, et d'autres dominantes en matière informatique. L'entreprise qui n'aura pas l'outil de gestion qu'est l'informatique n'aura pas la maîtrise de son appareil de production propre. »*

En Lorraine, les grandes industries avaient monopolisé une bonne part des capacités de gestion à grande échelle. Les P.M.I. avaient, pour leur part, pris la mauvaise habitude de limiter leur gestion au strict minimum indispensable à leur fonction de sous-traitance. Avec la crise économique, les P.M.I. lorraines ont dû, pour survivre, chercher de nouveaux débouchés. Une réflexion sur la gestion complète des processus de production fut alors engagée par certaines petites et moyennes entreprises. *« Il est significatif de constater que la récession lorraine n'a pas ralenti, et a même activé, l'informatisation de la région »*, note M. François Marchand, ingénieur à l'ADILOR. *« Depuis trois ans la croissance du parc des ordinateurs en Lorraine est de 15 à 20 %. »*

La SDIR va donc constituer la première étape d'une intervention gouvernementale en matière d'informatique régionale. Trois grands axes vont être développés entre 1981 et 1986 : l'adaptation de l'économie lorraine aux nouvelles contraintes du développement, le renforcement de l'armature informatique et la maîtrise des processus d'informatisation des activités régionales, notamment à travers ses conséquences sociales (créations et suppressions d'emplois). Les secteurs de la mécanique, du bois et du papier de la construction électrique et de la construction électronique ainsi que l'artisanat bénéficieront du soutien des techniciens d'ADILOR. Une étude pilote s'ébauche déjà avec les artisans lorrains. Des actions de sensibilisation seront entreprises par l'Institut national supérieur de l'artisanat, créé en juillet dernier à Metz.

JEAN-LOUIS BEMER.

● *La Braniff change de président.* — M. John Casey, vice-président de Braniff International, a été nommé président de cette compagnie de transports aériens américaine en remplacement de M. Harding Lawrence, dont la démission avait été annoncée le 30 décembre, et à qui on paraît reprocher les pertes importantes de la Braniff, à la suite d'une politique d'expansion trop rapide.

● *Tulle jumelée à Smolensk.* — La ville de Tulle en Corrèze, dont le maire est M. Jean Combasteil (P.C.), sera à l'automne jumelée à celle de Smolensk en U.R.S.S. Cette dernière avait été détruite par les Allemands au cours de la dernière guerre mondiale. A Tulle, en juillet 1944, quatre-vingt-dix-neuf habitants de la ville avaient été pendus par des soldats de la division Das Reich, que commandait le général Lammerding. — *(Corresp.)*

● *Un institut de développement pour le Midi-Pyrénées.* — Le conseil régional de Midi-Pyrénées avait soumis au gouvernement, il y a plusieurs mois, un projet de création d'un Institut régional de développement industriel (IRDI) dont l'objet est d'orienter l'épargne régionale vers des investissements sur place et créateurs d'emplois. Ces démarches viennent d'aboutir et M. Alain Savary, président du conseil régional (député socialiste de la Haute-Garonne), vient de déclarer à ce propos : *« Les contraintes apportées par le gouvernement aux caractéristiques de l'IRDI réduisent sensiblement la portée de cette initiative au regard des ambitions que notre conseil avait formulées dans son projet initial. Néanmoins l'IRDI doit pouvoir être un instrument efficace pour le développement de Midi-Pyrénées. »* — *(Corresp.)*

Faits et projets

LE PORT DE CALAIS S'AGRANDIT.

Le déplacement de la jetée est du port de Calais, devenu inévitable en raison du rapide développement du trafic des car-ferries sur la Manche, va enfin entrer dans une phase active. Le ministère des transports a annoncé récemment à M. Henri Ravisse, président de la chambre de commerce et d'industrie, que le feu vert avait été donné pour la préparation du dossier financier. Lors de sa visite en octobre dernier, dans le Nord-Pas-de-Calais, le président de la République avait annoncé que ce projet serait pris en considération. Voilà qui est fait.

Le port de Calais dispose maintenant de quatre passerelles d'embarquement et de débarquement qui seront saturées d'ici à 1983-1984. Le trafic des passagers, qui était de 4 millions d'unités en 1975, est passé à 6 millions en 1980, et l'on s'attend encore à une forte croissance dans les prochaines années.

Le déplacement de la jetée permettra d'agrandir le port et, surtout, de construire de nouvelles passerelles. Les travaux devraient durer trois ans. Le coût est évalué à 250 millions de francs, dont la moitié à la charge de la chambre de commerce. — *(Corresp.)*.

LES AUTOROUTES EN EUROPE.

Le réseau autoroutier français devrait compter au 31 décembre 1981, selon l'Union routière de France, 5 788 kilomètres d'autoroutes et de voies rapides urbaines, ce qui le place encore loin derrière l'Allemagne fédérale (7 873 kilomètres), le met presque à égalité avec celui de l'Italie : environ 5 820 kilomètres.

Au 1er janvier 1981 la situation des réseaux d'autouroutes des différents pays européens se présentaient ainsi :

R.F.A. : 7 580 km (293 prévus en 1981, 960 en construction ou en projet) ; Italie : 5 820 km (114 en construction, 166 en projet) ; France : 5 300 km (488 prévus en 1981) ; Grande-Bretagne : 2 600 km (60 en construction) ; Espagne : 2 280 km (350 en construction ou en projet) ; Pays-Bas : 2 117 km (155 en construction ou en projet) ; Belgique : 1 230 km (123 en construction ou en projet) ; Autriche : 953 km (125 prévus en 1981/1983) ; Suisse : 885 km (265 en construction ou en projet) ; Suède : 872 km (89 en construction ou en projet) ; Luxembourg : 45 km (14 en construction ou en projet).

LES SITES NUCLÉAIRES DU SUD-OUEST.

Dans l'article et la carte consacrés au programme électronucléaire des années 90 (*le Monde* du 7 janvier), une confusion s'est glissée à propos de la dénomination des deux sites actuellement prospectés dans le Sud-Ouest.

Nous avons distingué Peyrehorade et Basse-Adour, alors qu'il s'agit du même site situé non loin du confluent du gave de Pau, d'Oloron et de l'Adour, à 30 kilomètres à l'intérieur des terres. L'autre site pourrait être localisé sur le rivage, quelque part entre l'embouchure de l'Adour et Mimizan : c'est celui que nous avons intitulé par erreur Peyrehorade.

● *Baie de la Somme : plainte pour pollution.* — Le groupe Environnement, protection et ornithologie en Picardie (GEPOP), qui a ramassé depuis le début de la semaine plusieurs centaines d'oiseaux morts englués de mazout sur les plages de la baie de la Somme, a décidé de porter plainte contre X... auprès du procureur de la République. Pour la seule journée du dimanche 10 janvier, deux cent douze oiseaux morts ont été ramassés sur les plages de Cayeux-sur-Mer. — *(Corresp.)*

● *Baisse de l'activité des aéroglisseurs sur la Manche.* — Les compagnies britanniques assurant les services d'aéroglisseurs à travers la Manche ont enregistré en 1980 la première diminution de leur trafic depuis l'adoption de ce mode de transport sur le détroit, il y a douze ans, indique-t-on à Londres. Seaspeed qui opère entre Douvres et Calais et Boulogne, n'a acheminé que 163 000 voitures, contre 186 000 l'année précédente, tandis que Hoverlloyd n'en a transporté que 186 000 contre 232 000 en 1979 sur sa ligne Calais-Ramsgate. Mais le nombre des passagers a augmenté pour ce qui concerne la première compagnie, tandis qu'il a baissé pour la seconde. — *(A.F.P.)*

● *La cheminée des Vosges : suite et fin.* — Finalement, la cheminée de la tuilerie de Deyvillers (Vosges) sera abattue (*le Monde* du 17 janvier). Par 10 voix contre 3, le conseil municipal a pris cette décision contre l'avis de l'architecte départemental des monuments de France et d'une partie de la population. — *(Correspondances.)*

CARNET

Naissances

— M. et Mme Philippe DANCET ont la joie de faire part de la naissance de

Romain,

le 8 janvier 1981.
Centre hospitalier Annecy,
26 bis, rue du Buisson-Rond,
73000 Barberaz.

— Serge et Patricia LAIDHER ont la joie d'annoncer la naissance de

Lætitia,

le 13 janvier 1981.

— Le docteur Pierre TUFFET et Mme Nicole Tuffet partagent avec Pierre et Cécile la joie d'annoncer la naissance de

Matthieu,

le 6 janvier 1981.
12, rue de la Rotonde,
93460 Gournay-sur-Marne.

Fiançailles

— Le docteur Roger HENRY et Mme, née Jacqueline Ruffier des Aimes,
M. Jean GABORIAU et Mme, née Gilberte Bardet,
sont heureux de faire part des fiançailles de leurs enfants

Marie-Christine et Pierre.

Décès

M. ROGER BARTHE

Mme Roger Barthe, née Georgette Martin,
Parents et amis,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Roger BARTHE,
félibre majoral,
agrégé de l'Université,

survenu le 18 janvier 1981 dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 21 janvier 1981 à 10 heures en l'église Saint-Roch à Montpellier.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité au vieux cimetière de Béziers, dans le caveau de famille.

Ni fleurs, ni couronnes, mais des dons peuvent être envoyés à l'école maternelle occitane, l'Ametelier, 5, impasse de la Santoline à Béziers (C.C.P. Montpellier 781.99.V).

Le présent avis tient lieu de faire-part.
14, rue Four-des-Flammes,
34000 Montpellier

[Né à Magalas (Hérault) le 20 mars 1911, Roger Barthe est mort au moment où vient de sortir des Presses du Cantal à Aurillac la nouvelle édition complétée et augmentée de son lexique occitan-français dans la collection des « Amis de la langue d'oc ».

Fils du félibre Emile Barthe, auteur de plusieurs comédies en langue d'oc, il fit ses études secondaires au lycée Henri-IV à Béziers et ses études supérieures à la faculté des lettres de Montpellier. Agrégé d'espagnol, Roger Barthe fut assistant à l'Université avant d'entrer dans une grande compagnie d'assurances à Paris.

Farouche défenseur de la langue et partisan d'une forme de fédéralisme comme lien entre les diverses autonomies régionalistes, il évita cependant toute politisation.

Roger Barthe a écrit de nombreux ouvrages, notamment « la Font perduda », poèmes en occitan, « l'Idée latine », « Une supernation nécessaire », « Invitation à Perbosc » et « Prosas de tota mena » (proses de toutes sortes). Il a publié aussi un dictionnaire de l'assurance et de la réassurance, mais son œuvre marquante est représentée par ses deux dictionnaires : français-occitan, édité en 1970, et occitan-français, en 1972, celui précisément qui vient d'être réédité.]

— M. Pierre Bitard,
M. et Mme Raoul Angammarre,
M. et Mme Eric Girard-Reydet et leurs enfants,
M. et Mme Michel Bitard et leur fille,
M. Christian Bitard,
M. et Mme François Guégan et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Lefebvre et leurs enfants,
les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre BITARD,
née Geneviève Angammarre

L'inhumation a eu lieu le 16 janvier 1981 dans l'intimité au Cimetière parisien de l'Est.

— Lyon, Neuville-sur-Ain.

Mme Pierre Bourron,
Mme et M. André Coquet et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Bourron et leurs enfants,
M. et Mme Yves Bourron et leurs enfants,
Les familles Bourron, Picard, Cognat, parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BOURRON,

survenu à Lyon dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Michel à Lyon (7e), le samedi 17 janvier 1981.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les obsèques de

M. Maxime-André DUPRE,

décédé le 10 janvier 1981 à Orléans dans sa soixante-cinquième année, ont eu lieu, le 14 janvier, au crematorium de Villetaneuse dans la plus stricte intimité.

De la part de son épouse, sa fille Nicole, sa famille et tous ses amis.
Le Carrefour,
45450 Fay-aux-Loges.
6, villa Maurice-André,
92400 Courbevoie.

— M. et Mme Maurice Girault,
M. et Mme René Girault,
M. et Mme Alain Girault,
M. Michel Girault,
Mlle Estelle Girault,
M. Claude Girault,
Cyril Girault,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petit-fils, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Camille GIRAULT,
officier des Palmes académiques,
professeur honoraire
au lycée Janson-de-Sailly,
licencié en droit,
ingénieur I.E.G.,
ancien maire
de Montigny-Lencoup (77),
ancien responsable national
du Syndicat national
de l'enseignement secondaire,
ancien membre du Conseil supérieur
de l'éducation nationale,

survenu, le 17 janvier 1981, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques auront lieu, le mercredi 21 janvier 1981, à Montigny-Lencoup (77).
6, boulevard du Maréchal-Joffre,
92340 Bourg-la-Reine.
15, rue Faidherbe,
75011 Paris.

— Mme Henri Lelièvre,
Mme Albin Lelièvre,
M. et Mme Gérard Lelièvre,
Frédéric, Viviane,
M. et Mme Robert Lelièvre,
M. et Mme Marcel Pauthier,
Patrice et Agnès Bauche et leurs enfants,
François Pauthier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albin LELIEVRE,
ingénieur,

leur fils, époux, père, grand-père, frère et oncle, survenu le 14 janvier 1981, à l'âge de soixante-huit ans.

Ses amis pourront lui rendre un dernier hommage, le mardi 20 janvier, à la chapelle funéraire du cimetière de Saint-Cloud, 114, av. du Maréchal-Foch, entre 10 heures et 15 heures, avant l'inhumation, dans le caveau de famille, au cimetière ancien de Clamart.

60, avenue Jean-Baptiste-Clément,
92100 Boulogne.
12, rue Denfert-Rochereau,
92100 Boulogne.
P/o 1855 Kamuela Hawaii
96743 U.S.A.

— Mme Michel Saint-Maurice,
Mlle Brigitte Saint-Maurice,
Les familles Saint-Maurice, Messager et Constans ont l'immense douleur de faire part du décès brutal de

M. Michel SAINT-MAURICE,
ingénieur,

leur époux, père, fils, frère, beau-frère, oncle et cousin, survenu le 10 janvier 1981 à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale le 14 janvier 1981.

9, rue Ernest-Renan,
92130 Issy-les-Moulineaux.

— Nous apprenons le décès de

M. Louis SALLENAVE,
ancien maire de Pau.

[Né en 1881 à Izeste (Pyrénées-Atlantiques), Louis Sallenave, droguiste, était entré en 1932 au conseil municipal de Pau, et en avait démissionné en 1942. Après la libération il avait été élu maire et, inscrit au Centre national des indépendants, avait détenu ce mandat sans interruption jusqu'en 1971. Il ne s'était pas représenté (c'est M. André Labarrère, socialiste, qui avait été élu). Louis Sallenave est le père de M. Pierre Sallenave, sénateur républicain indépendant des Pyrénées-Atlantiques, ancien député.]

— Raymond Saal, madame, née Silvana Sberro, et leur fille Agnès,
Edmond Kalfon, madame, née Lucette Sberro, et leurs enfants, Emmanuelle et David,
M. et Mme Jack Sberro, et leurs enfants,
Mme Paul Ghez,
Mme Gaston Dana et sa famille,
Les familles Naccache, Cohen, Sberro, Guttierez, parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent,

Victor, Emmanuel dit Haï, Nani, SBERRO,

survenu à Paris, le 15 janvier 1981.

Les obsèques ont lieu le 19 janvier, à 14 h 15, porte principale, cimetière du Montparnasse.

La famille ne reçoit pas.
Cet avis tient lieu de faire-part.
29, rue Bois-le-Vent,
75016 Paris.

— Claude et Marie-Françoise Thiellement,
Martine Thiellement et Michel Rouschmeyer,
Carle Thiellement,
Daniel Bernades,
ses neveux, nièces, petit-neveu et filleule,
ont la douleur d'annoncer la mort de

Mlle Lucile THIELLEMENT,

survenue le 16 janvier 1981 à Paris-16e. La levée du corps aura lieu, le jeudi 22 janvier à 9 h 45, à l'hôpital Henry-Dunant, 95, rue Michel-Ange, 75016 Paris. L'inhumation se fera au cimetière de Monteux (84) dans l'intimité.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

32, rue du Fer-à-Moulin,
75005 Paris.

Remerciements

— Mme Abdelhafid Boussouf et ses fils, dans l'impossibilité de répondre personnellement aux très nombreuses marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées à la suite du décès de leur époux et père,

Abdelhafid BOUSSOUF,

survenu le 31 décembre 1980, remercient ici tous ceux qui se sont associés à leur deuil et leur expriment leur profonde gratitude.

Anniversaires

— A l'occasion du neuvième anniversaire de sa mort, le 20 janvier 1972, une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé

M. Pierre BOUNIOL,

— Le 19 janvier 1971,

Georges JOERG

était ravi à la tendresse de sa famille. A l'occasion de ce dixième anniversaire, nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé une pieuse pensée.

Messes anniversaires

— Pour le douzième anniversaire du rappel à Dieu du

médecin-général inspecteur Raymond DERENEDETTI,

une prière est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir, en union avec la messe célébrée le samedi 24 janvier, à 18 h 15, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Laveran.

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

M. Georges-Jean PAINVIN,

une messe sera célébrée le mardi 20 janvier 1981, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

M. Georges-Jean Painvin, grand officier de la Légion d'honneur, fut affecté en 1915 au service du chiffre du ministère de la guerre où ses qualités exceptionnelles de cryptologue lui permirent de décrypter de nombreux codes allemands et autrichiens et en particulier de décrypter le « radiogramme de la victoire », qui permit en juin 1918 la contre-attaque française de Courcelles-Méry, tournant de l'histoire de la guerre.

M. G.-J. Painvin était par ailleurs président honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, président d'honneur de Péchiney-Ugine-Kuhlmann et du Crédit commercial de France.

— Pour le dixième anniversaire de la disparition des membres du Comité mixte armées-C.E.A. et de l'équipage victimes d'un accident aérien dans la région de Privas (Ardèche), une messe solennelle sera célébrée, le mercredi 21 janvier 1981 à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides

Communications diverses

— Le bureau de la Chambre nationale des commissaires-priseurs a été ainsi constitué, président : Me Peschetau ; vice-président : Me Perrin ; rapporteur : Me Boisgirard ; secrétaire : Me Boisseau ; trésorier : Me Verheaghe.



SÉJOURS LINGUISTIQUES
PAQUES — ÉTÉ
GRANDE-BRETAGNE · ALLEMAGNE · ETATS-UNIS

— 4 formules de séjour en famille.
— Avec ou sans cours.
— Options sportives : voile tennis équitation.

ef ECOLE EUROPEENNE DE VACANCES
9, rue Pasquier. 75008 PARIS
Tél. 266-20-13

Bon à retourner pour recevoir une documentation complète.
NOM ....
ADRESSE ....
VILLE .... Code postal .... P. 19.1



VENTE à CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
DIMANCHE 25 janvier, 14 heures
ARGENTERIE XVIIIe et XIXe
Cannes - Tableaux.
MOBILIER EN BOIS NATUREL
Me LELIEVRE C.-P., (37) 36-04-33

Le Monde

sports

RUGBY

TOURNOI DES CINQ NATIONS

Gallois et Français, maîtres chez eux

Sept fois vainqueurs du Tournoi des cinq nations depuis dix ans, les Gallois, qui ont fêté en 1980 le centenaire de leur fédération, n'ont plus le génie que leur insufflaient les Barry John, Phil Bennet et autres Garret Edward. Samedi 17 janvier, devant plus de soixante mille spectateurs massés dans l'Arm's Park, ils ont péniblement battu la formation anglaise de Bill Beaumont, 21 à 19, grâce à une pénalité tirée à la 82e minute.

La rugueuse équipe anglaise, qui rêvait de confirmer son succès de 1980 (9 à 8) en gagnant à Cardiff pour la première fois depuis dix-huit ans, progressa par grands coups de pied. Sa seule action d'éclat fut l'essai de l'arrière Hare, qui eut ensuite une réussite insolente en transformant cinq pénalités.

Menés 19 à 18 à la fin du temps réglementaire, les Gallois n'avaient trouvé qu'une fois l'ouverture avec Garret Davies et pâtissaient des coups de pied malheureux de Fenwick. Toutefois, celui-ci se ressaisissait lorsque pendant les arrêts de jeu l'arbitre infligea aux Anglais une pénalité à 20 mètres de leurs poteaux. Au total, les deux équipes favorites du Tournoi 1981 ont joué un match à suspense, mais de qualité assez terne.

Pendant ce temps, à Paris, l'équipe de France, revue et corrigée depuis sa mésaventure de Bucarest, prenait — sans convaincre — l'avantage par 16 à 9 sur des Ecossais qui avaient gagné un seul de leurs seize derniers matchs internationaux, contre la France d'ailleurs, l'an dernier.

Le pain blanc

Décidément, les dieux du rugby sont chauvins. L'an passé, à Murrayfield, ils avaient permis aux Ecossais, archi-dominés par les Français, de renverser le cours du match dans le dernier quart d'heure pour l'emporter 22 à 14, comme s'ils ne pouvaient rien refuser à ce beau diable d'Andy Irvine. Samedi, dans un Parc des Princes, où de nombreuses banquettes vides faisaient des tâches claires, tous les signes paraisaient indiquer que les quinze Français de Jean-Pierre Rives allaient revivre le même cauchemar : ils menaient, défendant opiniâtrement leur capital depuis le début de la seconde mi-temps lorsque, à cinq minutes du coup de sifflet final, le trois-quart centre Renwick aplatit sur la ligne de but française après une course-éclair de 40 mètres qui avait transpercé le rideau défensif. Mais la divine providence du rugby qui avait, ce samedi, les traits chafouins de M. Rowlands, arbitre gallois, en avait décidé autrement. Etait-ce pour que le public parisien pardonnât aux siens les trop mauvaises prestations des douze dernier mois ? Toujours est-il que M. Rowlands refusa l'essai. Parce que Renwick, qui avait été plaqué *in extremis* par Blanco revenu du diable vauvert, aurait rampé pour passé la ligne de but. Et on sut sur quel plateau de la balance le glaive avait été posé lorsque Irvine, qui avait établi un nouveau record des buteurs internationaux (1), en passant un but en début de match, manqua les poteaux en tirant une ultime pénalité des 22 mètres. Il était donc dit que, samedi, les fées avaient le cœur français après l'avoir eu écossais dans des circonstances analogues douze mois auparavant.

Les athées diront que les dieux d'Ovalie n'ont rien eu à voir là-dedans, que seul le résultat comptait. Et que ce résultat balaiera les réserves qui avaient pu être formulées à l'égard du nouvel « homme de terrain » du XV de France, Jacques Fouroux, qui jouait tout son crédit sur ce premier banco. Il jubilait d'ailleurs, le « Napoléon du Gers », lorsque, dans les vestiaires, il assura : « *Nous avons fait le bon choix* », avec les accents du petit caporal qu'il avait pour conduire l'équipe nationale au grand chelem de 1977.

Vinaigre

L'exaltation de la victoire passée, il apparait cependant que cette équipe version 1981 a seulement mangé son pain blanc. Ces Ecossais, qui ont perdu leur pack jadis conquérant et qui semblent voués à la cuiller de bois, ont abordé le match comme... les Français à Bucarest le 23 novembre dernier : frileusement, peureusement. Dès lors, cela fut un jeu d'enfant pour les tricolores. Joinel sautait haut en touche. Revallier faisait preuve d'une extraordinaire détermination dans les regroupements. Dintrans et Carpentier abattaient plus que leur part de travail en mêlée. Et les balles sortaient, belles et nettes, pour une ligne d'attaquants inspirés. Au bout de cinq minutes, tout avait d'ailleurs été dit : regroupement provoqué par Revallier dans les 22 mètres écossais, ballon pour Codorniou, passe à Pardo sur la gauche, déboulé de Blanco par la droite, essai.

Courage devant, imagination derrière : du bel et bon rugby. La bataille était engagée dans le camp des Ecossais, qui ne parvinrent pas à se dégager plus de deux fois dans les quarante premières minutes comme empêtrés par leurs contradictions. Et cette équipe de France parut être d'une nouvelle grande cuvée sur un nouveau coup d'éclat des lignes arrières en fin de première période. Caussade, qui a remplacé Vivies à l'ouverture, extrait la balle d'une mêlée ouverte, Codorniou et Pardo relayèrent sur la gauche, à 2 mètres de la ligne, Munro se laissa feinter par un crochet de Pardo, qui bouscula encore Irvine, Bertranne n'eut plus qu'à aplatir le deuxième essai : 16 à 3 pour la France. La mi-temps fut sifflée.

A cette minute précise, le feu d'artifice des qualités allait être noyé dans le brouillard des défauts. Le nectar allait tourner au vinaigre. A la mêlée, Berbizier, le Lourdais qui a été préféré au Toulonnais Gallion sur sa prestation de la Coupe des provinces, multiplia les bourdes sans rapport avec son talent supposé. A la mêlée, Caussade faisait suivre le pire au meilleur. En deuxième ligne, Imbernon, le courageux catalan qui a regagné sa place en équipe nationale après de graves fractures, ne tenait plus le rythme, tandis que Revallier, qui était devenu la cible favorite des Ecossais, commençait d'accuser les coups. La fatigue s'abattit aussi sur Rives, moins flamboyant que naguère. Joinel sauta moins haut à la touche.

A l'évidence, ce championnat de France qui se traîne en longueur avec ses poules de dix ne permet vraiment pas aux avants d'être en grande condition physique *à cette période de l'année*. Et les lignes arrière s'emberlificotaient quelque peu dès que les Ecossais accéléraient, comme le prouva l'essai réussi de Rutherford à la cinquantième minute et l'essai refusé de Renwick à la soixante-dix-septième minute. Ce désarroi fut patent lorsque le pilier Paparemborde se retrouva en position de trois-quart *contraint de botter en touche*.

Il s'agissait d'un choix tactique, dira-t-on, en soulignant que l'essentiel — la victoire — a été préservé. Même si ce rugby de petit épargnant frileux a déjà valu de sévères désillusions, ce résultat permettra de soutenir la thèse et de masquer les faiblesses des joueurs pour galvaniser l'énergie du groupe avec des propos de boy-scout. Reste à voir si cette équipe ne se cassera pas les dents sur le pain noir qui lui reste maintenant à avaler : les Irlandais le 7 février à Dublin, les Gallois le 7 mars à Paris et les Anglais le 21 mars à Twickenham.

ALAIN GIRAUDO.

(1) 212 points ; ancien record : 210 points, par le Gallois Phil Bennet.

TENNIS

Borg « use » Lendl

De notre envoyé spécial

New-York. — Le Suédois Bjorn Borg a gagné, dimanche *18 janvier*, pour la deuxième année consécutive, le Masters de tennis organisé au Madison Square Garden de New-York en battant l'Américain Jimmy Connors (6-4, 6-7, 6-3) en demi-finale, puis le Tchécoslovaque Ivan Lendl (6-4, 6-2, 6-2) en finale.

Le niveau général de ce Masters fut loin d'atteindre celui du précédent où, avant de s'imposer pour la première fois de sa carrière à New-York, Borg avait dû vaincre successivement ses plus récents bourreaux des Internationaux des Etats-Unis, Roscoe Tanner (1979) et Jimmy Connors (1975, 1976, 1978), puis les deux authentiques New-Yorkais finalistes de Flushing-Meadow 1979, John McEnroe et Vitas Gerulaitis.

Grand absent cette année des demi-finales, McEnroe s'est consolé en gagnant le double, associé à Peter Fleming, contre les Australiens Paul McNamee et Peter McNamara (6-4, 6-3).

Bjorn Borg, incontestable numéro un sur l'ensemble de la saison pour ses succès à Nice, Monte-Carlo, Las-Vegas, Roland-Garros, Wimbledon et Stockholm, contre Ivan Lendl, le meilleur tennisman mondial sur les six derniers mois où il a gagné la coupe Davis et les tournois de Toronto, Barcelone, Bâle, Tokyo, Hongkong et Taipei. L'affiche européenne de cette finale du « Masters » était bien digne de ce haut lieu du sport qu'est, depuis cent ans, le Madison Square Garden.

Les amateurs de boxe, qui *fréquentent habituellement* cette salle, reconnaîtraient en Borg et Lendl deux frappeurs. Bien à l'abri derrière leur lift, ils peuvent prolonger indéfiniment l'échange pour vaincre leurs adversaires à l'usure. Si le Suédois est sorti vainqueur dans le premier set de cette épreuve de force imposée du fond du court, sans doute le doit-il à un zeste supplémentaire de *lucidité et d'initiative pour* sauver trois balles de « break » dans le quatrième jeu et profiter d'un fléchissement de Lendl au service dans le cinquième. Borg, remarquable de régularité et de puissance au service, ne perdra aucun de ses engagements, terminant même la première manche sur un « ace ».

Bien préparé et bien adapté à cette surface, Borg ne pouvait, en fait, être inquiété que par un fort serveur. Or Lendl, qui avait réussi quatorze « aces » en demi-finale contre Gene Mayer, était en ce domaine moins inspiré que la veille. Aussi ne tarda-t-il pas à payer tous les efforts consentis dans les interminables rallies du premier set, et pendant toute l'année 1980 où il a disputé cent quarante matches officiels en simple en tournois, coupe Davis et coupe du Roi, auxquels il convient d'ajouter vingt et un tournois en double. En faisant le « break » dès le troisième jeu dans le second set, puis dès le premier jeu dans le troisième, Borg prenait un avantage psychologique insurmontable pour un jeune homme qui n'était encore que champion du monde junior en 1978 et vingt et unième joueur mondial voici un an.

Pour l'intérêt de la finale et du tournoi, il est simplement dommage que Borg ait dû affronter Connors en demi-finale. Avec son style de puncheur, sa rage de vaincre, sa complicité avec le public, l'Américain demeure, à vingt-huit ans, l'un des plus formidables combattants du circuit. Constamment à la limite de la rupture avec ses coups à plat, il a encore réussi, malgré ses faiblesses au service et en coup droit, à pousser Borg au « tie-break » dans le *second set, avant d'être trahi par* ses forces dans le troisième. Après Roland-Garros, Wimbledon et Flushing-Meadow en 1980, le voici en passe de devenir l'éternel demi-finaliste des grands tournois.

Le Masters 1981 restera surtout celui des controverses et des incidents : ennuis gastriques et blessure au dos pour McEnroe ; erreurs de jugement qui provoquèrent la contestation de Borg, pénalisé pour la première fois de sa carrière. Les matches les plus « curieux » furent pourtant ceux du troisième jour, où McEnroe, déjà éliminé, ne prenait que trois jeux contre José-Luis Clerc (6-3, 6-0), mais où Borg, qui disputait *la première place de son groupe, ne fit pas mieux contre Mayer* (6-0, 6-3). Les deux joueurs avaient, bien sûr, l'excuse de s'être couchés tard et d'être dix heures après de nouveau sur le court, mais Borg n'a-t-il pas fait un choix tactique en se ménageant pour les demi-finales ?

Lendl fit sans doute de même en laissant filer son match contre Connors. L'Américain s'indigna pour *le mépris des seize mille spectateurs* et le comportement « *inadmissible d'un jeune professionnel dans un match aussi important* » avant de qualifier Lendl de « *poule mouillée* ». Il est vrai que, pour avoir joué le jeu jusqu'au bout, Connors devenait le dindon de la farce : il se trouvait opposé en demi-finale à Borg, second de l'autre groupe, tandis que Lendl héritait de Mayer.

Pétrole, or, chevaux vacances et casino

Toutes ces péripéties illustrent bien le danger de s'écarter de la formule traditionnelle des grands tournois. Borg le reconnaissait d'ailleurs après *coup : le Masters* est certes plus conçu comme une super-exhibition *richement dotée* pour récompenser les huit meilleurs joueurs du grand prix de la Fédération internationale, qui regroupe les quatre-vingt-douze tournois officiels de l'année. Le calendrier est de plus en plus encombré d'épreuves « spéciales » qui nuisent à la crédibilité des compétitions.

Par exemple, le pétrolier texan Lamar Hunt, dont les tournois du World Championship Tennis (W.C.T.) sont désormais intégrés au Grand Prix, vient encore d'innover en annonçant un nouveau mode de rétribution pour cette année : aux 3,5 millions de dollars qui dotent cette série de tournois, il a décidé d'ajouter quinze prix d'une valeur de 20 000 dollars *environ à choisir* en parts dans un puits de pétrole, en investissement en diamants, en lingots d'or, en actions en propriétés immobilière ou, pour les plus joueurs, un poulain pur-sang d'un an, 20 000 dollars en billets de la Loterie nationale irlandaise, un séjour de vacances d'une semaine à Monte-Carlo avec 17 000 dollars de jetons pour le casino.

Parallèlement au Masters, le conseil du tennis professionnel, tiraillé par les intérêts divergents de ses trois composantes — représentants de la Fédération internationale, de l'A.T.P. et des organisateurs de tournois, — s'est réuni pour choisir un commissaire général. Ce serait *M. Marshall Happer, un* avocat, trésorier de la Fédération américaine de tennis. Comme les joueurs, il ne devrait pas chômer en 1981 s'il veut remettre un peu d'ordre dans le circuit professionnel.

GÉRARD ALBOUY.

SKI

Le coup gagnant de Stenmark

C'est le Canadien Steve Podborski qui a gagné la descente du Hahnenkamm sur le toboggan glacé de la Streif le 17 janvier. Pourtant le héros de la journée à Kitzbühel a été le Suédois Ingemar Stenmark.

Le roi des disciplines techniques avait en effet décidé de tenter sa chance dans une épreuve de vitesse ; il terminait trente-deuxième à plus de dix secondes du premier, certes, mais l'opération était tout bénéfice puisque les points de cette descente combinés avec ceux du slalom d'Oberstaufen le replaçaient en position favorable au classement général de la Coupe du monde.

Le désir de reprendre le trophée de cristal aux skieurs complets comme Luescher et Wenzel a-t-il été le seul élément qui a déterminé le Suédois à se lancer dans une épreuve à laquelle il paraissait avoir définitivement renoncé après un accident grave à l'entraînement en novembre 1979 ? Après avoir chuté à Ebnat Kappel et à Garmisch et pris « seulement » la deuxième place à Oberstaufen, il accusait un [illegible] plus en plus lourd sur le Suisse Mueller et l'Américain Mahre. Or Stenmark est désormais un professionnel dont les revenus sont directement proportionnels à ses performances.

La possibilité de gagner des points grâce aux combinés descente-slalom et ainsi de se remettre en selle le décida à prendre un casque et une combinaison de descente. Il sut à Kitzbühel en tirer le plus grand profit puisque, après sa victoire magistrale dans le slalom spécial le 18 janvier, il n'est plus qu'à 5 points du Suisse Mueller au classement de la Coupe du monde.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

Thiery Vigneron a égalé, le 18 janvier à Lyon, la meilleure performance mondiale de saut à la perche en salle du Soviétique Constantin Volkov, médaillé d'argent à Moscou, avec un bond de 5,70 mètres.

Basket-ball

NATIONALE I

(cinquième tour retour)

*Monaco b. Nice	112-82
Limoges b. *Mulhouse	73-70
*Caen b. Antibes	87-73
S.F. Evry b. *Nice B.C.	96-90
*Avignon b. Villeurbanne	81-80
*Le Mans b. Challans	85-71
Orthez b. Tours	118-102

Volley-ball

NATIONALE I

*Cannes b. Paris U.C.	3-0
*Stade Français b. Montpellier	3-1
*Sète b. Clamart	3-1
Grenoble b. *Saint-Maur	3-2
Asnières b. *Lyon	3-0

Classement. — 1. Grenoble, 19 pts; 2. Cannes et Asnières, 18 ; 4. Sète, 16 ; 5. Clamart, 15 ; 6. Saint-Maur, Lyon et Stade Français, 14; 9. Montpellier, 12 ; 10. Paris U.C., 10.

JUDO

Delvingt, Novak, Tchoullouyan et les autres

Premier rendez-vous d'une année qui sera marquée par des championnats d'Europe en Hongrie et des championnats du monde aux Pays-Bas, le tournoi international de judo de Paris, qui s'est déroulé samedi 17 et dimanche 18 janvier, au stade Coubertin, a vu trois Français et quatre Japonais se partager les victoires dans les sept catégories de poids. Les uns et les autres ont pris rang dans la nouvelle hiérarchie mondiale qui s'élabore, après les Jeux de Moscou, dans la perspective de ceux de Los Angeles.

Quelques-uns ont troqué le kimono contre le blazer d'entraîneur comme Jean-Luc Rougé ; *d'autres ne sont pas encore* très bien remis de blessures récentes comme Angelo Parisi, ou ont été « fauchés » par une brutale épidémie de grippe comme Thierry Rey. Sans ces atouts maîtres les judokas français ont néanmoins fait jeu égal avec les Japonais, samedi et dimanche au stade Coubertin. Ce fut à la fois une surprise et une confirmation.

Surprise pour ce qui concerne l'effacement des Soviétiques qui alignèrent un seul combattant de valeur, le jeune super-léger Morgalev, et la faible opposition des Allemands de l'Est.

Confirmation pour le potentiel des « maîtres » japonais avec le super-léger Fujiki qui usa diaboliquement de *projection* arrière, avec le léger Nishida dont le travail au sol fut déconcertant, et avec le lourd Saito qui passe, à vingt ans et à 137 kg, pour le successeur du champion du monde Yamashita. Mais surprise et confirmation également à propos des Français qui ne leur furent pas inférieurs.

Ce fut d'abord Guy Delvingt, qui montra que son heure était venue. Son frère Yves, vice-champion du monde des mi-légers, opérant désormais dans la catégorie supérieure, lui a laissé le champ libre, et Thierry Rey, le champion olympique des 60 kilos, qui tente désormais sa chance en 65 kilos, n'est pas encore en mesure de lui faire de l'ombre. Il lui restait à prouver qu'il était un *patron sur le tapis*. Il le fit en demi-finale, face au Japonais Imanishi. Les deux hommes ne marquèrent aucun avantage décisif, mais l'Orléanais sut imposer son rythme et obtint logiquement la faveur des juges. Et, en finale, il administra au jeune Autrichien Reiter, qui est vice-champion d'Europe des super-légers, une magistrale leçon : attaque de hanche suivie, au sol, de tentative d'étranglement, balayage latéral des pieds enchaîné par une clé de bras, nouvelle projection de hanche, puis, pour conclure, un puissant fauchage arrière de jambe.

Virages

Le Laurentin Michel Novak n'a pas encore vingt ans et n'a pas un registre aussi étendu. Pour l'heure, il use essentiellement de sa force peu commune pour tasser ses adversaires sur la jambe droite en leur écrasant l'épaule, puis il fauche par l'intérieur cet appui unique et instable. C'est une projection arrière classique, qui comporte néanmoins de forts risques de contre. Le Japonais Kobayaski comptait vraisemblablement sur *cette* possibilité pour briser les attaques monocordes du Français. Mais la garde de Novak est un piège dont le Nippon ne put s'échapper et il bascula.

Pour monter sur la plus haute marche du podium, Novak employa un moyen encore moins *orthodoxe pour renverser Gibert*. Ses entraîneurs ne tarissaient pas d'éloges sur ce champion d'Europe juniors 1979 et 1980 des poids moyens qui fut également champion de France... sénior l'an passé. Ils devront maintenant aider ce fils de modestes émigrés polonais, qui avoue être « *un peu perdu à Paris* », à construire sportivement et socialement une solide carrière.

Le Marseillais Bernard Tchoullouyan n'a pas ce genre de souci. A vingt-six ans, avec un titre de vice-champion du monde et une médaille de bronze olympique à son palmarès, il vient de négocier un virage toujours délicat pour un champion : le changement de catégorie. Des 78 kilos, il est passé aux 86 kilos. Les responsables fédéraux ne voyaient pas d'un très bon œil cette mutation. « Tchou » les a rassurés dans la journée. Avec notamment une projection d'épaule à gauche inédite, il « planta » successivement l'Allemand de l'Est Ultsch, champion du monde de la catégorie, l'Autrichien Seisenbacher, vice-champion d'Europe, Eya, le champion du Japon et, pour finir, son camarade Sanchis, vice-*champion du monde des 86 kilos*. Qui pourrait rêver épingler en un seul jour pareille brochette ?

A. G.







Le Monde

culture

CINÉMA

« CLARA ET LES CHICS TYPES » de Jacques Monnet

Le roman d'une génération

En écrivant pour Claude Sautet et Yves Robert, Jean-Loup Dabadie, scénariste-dialoguiste, a fini par créer un univers qui lui est bien personnel. Il compose une histoire par petites touches impressionnistes et fait apparaître, en dosant humour, sérieux et mélancolie, les élans, les illusions, les désillusions, la vérité profonde, de personnages mal dans leur peau comme un peu tout le monde aujourd'hui. Le film de Jacques Monnet porte sa griffe. C'est, condensé en deux jours et un aller et retour Grenoble-Paris, le roman d'une génération au bord de la trentaine, coincée entre la jeunesse, dont elle garde encore le goût de la liberté, et l'âge mûr, inévitable, qu'elle devra, comme on dit, assumer.

A Grenoble, où ils s'ennuient, où ils travaillent, ont des parents ou un foyer conjugal, quatre jeunes hommes et deux jeunes femmes ont formé un orchestre de rock. Ils vont à Paris pour donner un concert dans un lycée où certains ont fait leurs études et où va se tenir une réunion d'anciens élèves. Sans le vouloir, Clara, une fille fantasque, fâchée avec son mari, puis séparée de lui, juste après leurs noces, va orienter le destin des « chics types », fixer les choix qu'ils hésitaient à faire.

Elle apparaît, disparaît, reparaît au gré de péripéties perturbant le voyage et le séjour à Paris. Bertrand court après une chimère, et c'est Mickey, le « comique » de la bande (il s'est fait agent de police à cause du chômage, mais il n'est pas doué pour le métier !), qui se retrouve dans le lit de Clara.

Après une exposition un peu longue, un peu lente, Jacques Monnet a mené cette comédie sociale avec vivacité, un sens très juste du détail humain. La crise d'amour fou mène à la sagesse. De nouveaux liens s'établissent, on quitte les parents auxquels on n'a pas envie de ressembler. C'est la vie en somme, et son spectacle. Un spectacle qui fait rire et remue, aussi, des émotions, des nostalgies. Isabelle Adjani, transformée, incarne, dans les foucades de Clara, toutes les contradictions de cette génération cherchant un but. Elle est la seule vedette consacrée d'un film qui, chose rare dans le cinéma français, a misé sur de jeunes comédiens. Josiane Balasko et Marianne Sergent, Thierry Lhermitte, Christian Clavier, Daniel Auteuil et Christophe Bourseiller ont chacune, chacun, une très forte personnalité. Cela nous change des distributions conventionnelles où deux ou trois « têtes d'affiche » sont les locomotives de l'exploitation commerciale. Bravo !

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

LA C.G.T. CONTESTE LE PATRONAGE DU FILM « LES FOURBERIES DE SCAPIN » PAR LA FEN ET LE SNI-P.E.G.C.

Pour la C.G.T., le patronage du film *les Fourberies de Scapin* (*le Monde* du 9 janvier) par la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.) est une initiative qui, « *au demeurant peu coûteuse pour ses promoteurs, masque les carences de l'enseignement en matière d'éveil et de formation artistique des élèves* ». M. Marius Bertou, responsable du service de politique et d'action culturelle de la C.G.T., a déclaré, dans un communiqué, que l'opération « *masque aussi les absences de la FEN et du SNI dans la lutte pour un budget national de la culture qui réponde aux exigences de notre pays et de notre temps* ». Il note également qu'elle « *intervient à un moment où se développe une intense campagne sur la nécessité du mécénat.* »

Ces reproches ont été jugés « *contradictoires* » par le secrétaire national éducation du SNI, M. Michel Gevrey, qui estime que « *ce que regrette en fait la C.G.T., c'est de ne pas avoir pris cette initiative avant nous* ».

THÉATRE

« PARCOURS » d'après Werner Herzog

Richard Demarcy et Teresa Motta présentent au Centre Pompidou *Parcours*, une mise en spectacle du livre du cinéaste Werner Herzog *Sur le chemin des glaces*.

L'équipe Demarcy-Motta a jusqu'ici écrit et mis en scène, entre autres choses, un ensemble de quatre pièces suscitées par la révolution portugaise (jouées de 1975 à 1978) et, en 1979, *Disparition*, d'après le texte de Lewis Caroll *la Chasse au Snark*.

Dans le cycle portugais surtout, dans leurs autres réalisations aussi, Richard Demarcy et Teresa Motta ont manifesté un sens rare de la poésie scénique, une poésie à la fois simple, entière, populaire, très intelligente.

Leur nouvelle entreprise vise à marier dans un seul tissu, un seul parcours, plusieurs données de l'activité créatrice : parole (le texte de Herzog est récité par les acteurs ou dit sur une bande-micro), écriture (des pages imprimées du texte de Herzog sont projetées agrandies sur le sol ou le fond du théâtre), bruits et musique (les acteurs jouent des instruments à cordes, et dans les micros toutes sortes de chansons sont diffusées sur des bandes qui tournent à l'endroit ou à l'envers, imposant un lavage de cerveau auditif), image cinématographique et image théâtrale (des séquences des films de Herzog sont projetées sur le fond du théâtre cependant que, sur cette image cinématographique, se meuvent des acteurs réels, ou leurs silhouettes éclairées), photographie (plusieurs projecteurs de kodaslides envoient des images sur des voiles mobiles, sur des portes qui bougent, un visage est projeté sur le ventre d'une femme, etc.).

Parmi tout ce flux vivant d'apparitions et de disparitions perçues par l'ouïe et la vue ont lieu des allées et venues d'une demi-douzaines d'acteurs qui se déplacent lentement avec des accessoires symboliques, cages d'oiseaux, arc, cheval mort, cailloux lumineux, hache avec laquelle on cogne sur un tronc d'arbre couché dans un lit, cuvette dans laquelle des pieds sont lavés avec du lait, ainsi de suite. Costumes, accessoires et très beaux éclairages (réglés par Pierre Rovai) sont là pour suggérer, à travers le magma de la recherche systématique d'une totale scopie audio-visuelle, une sensation de légende naïve, pure.

Tous les éléments de ce spectacle, pris un par un, sont de qualité. Le texte de Werner Herzog est habile, plaisant. Les images de Herzog projetées sont d'un pittoresque affirmé (volcans en éruption, chutes d'écume, montagnes survolées en hélicoptère, femme échevelée courant de dos, etc.). Les musiques sont ou bien charmantes ou bien tonitruantes à souhait. Tout le spectacle théâtral proprement dit (la pantomime inventée par Demarcy et Motta *eux-mêmes*) est d'une extrême beauté plastique. Et, d'autre part, l'on pourrait disserter des heures et des heures, avec profit, sur l'intelligence et même la sensibilité des lignes de force de ce spectacle, sur la confrontation du théâtre et du cinéma, du songe et du réel, de la présence et de la fable, du mouvement et de l'immobile, de la vie et de la mort (forcément), et de mille autre choses.

Voilà donc une soirée rare, pensée, riche, belle, passionnante. Du théâtre super-complet. Pourquoi y suis-je resté insensible, sinon réfractaire ? Demarcy et Motta n'ont-ils pas couru trop de lièvres ? Et, montés en épingle comme cela, les bouts de films et de pages de Werner Herzog semblent d'une ruse si aristocratique !... d'un tel savoir-faire et savoir-plaire !...

Bien sûr il faut y aller, c'est du théâtre mystérieux, réfléchi. Heureux.

MICHEL COURNOT.

★ Centre Pompidou, 20 h. 30.

« LE BONHEUR DES DAMES » d'après Zola

Une représentation théâtrale est un événement fragile : qu'elle se mette mal sur ses rails, qu'elle n'attrape pas son *tempo* et elle cahote comme une voiture dont les pneus crèvent l'un après l'autre, brinquebalant de plus en plus avec ses portières, ses morceaux de moteur, ses accessoires qui tombent. Et on ne sait plus ce qu'on a devant soi. Il arrive que l'affaire devienne burlesque ; ce n'était pas le cas à la générale de presse du *Bonheur des dames*, au Théâtre de la Ville, adaptation de Christian Liger, mise en scène de Jacques Echantillon, qui a voulu absolument occuper tout entier le plateau, y dispersant des fragments de dialogue supposés s'enchaîner sec (il a le sens de la rupture et du rythme). Mais on aurait dit que la machinerie marchait au ralenti, que les acteurs avaient les jambes lourdes. Et, comme ils restent à faire semblant de parler tandis que d'autres répliques s'échangent ailleurs, ils paraissent frappés d'amnésie.

Ils ne sont pas aidés par l'adaptation qui vide le roman de sa chair, de son délire. Une ironie sur Zola apparaît de temps en temps, mais ce n'est pas un point de vue, juste une plaisanterie de cabaret. Si on veut voir dans Octave Mouret les ambitions et les ambiguïtés du « jeune patron » des années 80, alors c'est vrai, Zola est naïf, simpliste. C'est oublier que lorsqu'il rêvait commerce, il parlait de désir. Ses personnages ne sont pas ces marionnettes creuses que les comédiens, même Victor Lanoux, n'ont pas le loisir d'animer.

Il est pénible de voir un travail se diluer, manquer son but, surtout quand il vient de quelqu'un dont on connaît et on estime les capacités. Alors, on s'en va à l'entracte. — C. G.

★ Théâtre de la Ville, 20 h. 30.

« LE JEUNE HOMME », de Jean Audureau

La preuve du théâtre par l'absurde

La pièce de Jean Audureau, *le Jeune Homme*, présentée à la salle Gémier, dans une mise en scène de Dominique Quéhec, constitue presque un défi au compte rendu.

S'engager sur la voie d'une description, d'un examen de cette œuvre, se mettre, par exemple, à dire que l'auteur de cette pièce met en jeu le philosophe Emmanuel Kant, très âgé, son domestique Lampe et quelques jeunes gens et jeunes filles, ce serait déjà engager le lecteur, le spectateur éventuel, dans une situation fausse, lui laisser attendre de cette œuvre des choses qu'il ne percevra pas nécessairement.

Rarement travail théâtral a poussé si loin le besoin du désastre. Il semble que l'auteur a pu poser comme principe que l'action de l'acteur ne pouvait s'engager, que le fait du théâtre ne pouvait avoir lieu qu'à la condition de ne leur fournir, à cet acteur, à ce théâtre, qu'un aliment, qu'un matériau, nuls et non avenus en soi. Inexistants par essence. Et que seule la représentation allait donner une substance à ce qu'apportait l'auteur.

Aussi les phrases que les comédiens ont à dire ne présentent pas de perches saisissables ; rien que des mots, des mots, des mots, qui s'élèvent et tombent. Rien que des gestes, des gestes, des gestes, qui s'ébauchent et tombent.

Souvent les acteurs crient à tue-tête, comme s'ils se trouvaient en conflit. Mais l'épreuve de la scène n'apporte aucun surcroît de ressource au livret inerte de l'auteur. Par la voix et par le geste, durant deux heures quarante-cinq, les acteurs se déchaînent dans le vide.

Maintenant, au théâtre, tout se passe d'un seul élan, et l'on ne sait jamais qui a fait quoi au juste. Le texte de Jean Audureau est-il rédhibitoire, ou bien appelait-il un traitement tout autre ?

Emmanuel Kant, si l'on peut dire, est interprété par Pierre Vial, excellent acteur qui se fait peu à peu une spécialité de choisir les tâches irréalisables. Pierre Vial aurait mieux fait de dire non à ce projet, puis d'adapter et de jouer le si curieux texte de de Quincey : *les Derniers jours de Kant* (paru chez Gallimard, comme *le Jeune Homme*).

M. C.

★ Salle Gémier, à Chaillot, 20 h. 30.

MUSIQUE

« LANGAGE DU CORPS », de Schnebel

Une partition de gestes

Créé aux Rencontres internationales de Metz (le Monde *du 25 novembre 1980*), Körper-Sprache, *de Dieter Schnebel, représente encore la musique dans l'exposition Art Allemagne aujourd'hui, qui se tient actuellement à Paris, où il s'intitule expressément* Action musicale.

Pourtant on n'y entend pas une note de musique, pas d'autres sons que celui, au loin, du chauffage central et le bruit que font les déplacements et les jeux des sept acteurs sur les tréteaux. « Musique » alors parce que l'auteur est un des plus grands compositeurs allemands d'avant-garde et qu'il a écrit une « partition de gestes » ? Plus profondément sans doute parce qu'il est allé à l'extrême de sa démarche : dans Atemzüge *(Souffles), il avait essayé de* « détecter les racines du son et du langage » *; dans* Maulwerke *(Œuvres de gueule), il avait composé une symphonie pour* « appareils phonatoires » *(bouche, langue, larynx, fosses nasales, etc.), en deçà du langage.*

Dans ce Körper-Sprache *(Langage du corps), il veut explorer peut-être la musique avant le son, en composant* « les mouvements de la tête, des bras, du torse, des jambes, des yeux, de la bouche, des doigts, des épaules ». *Mais il n'est plus possible de parler de musique, seulement d'expression corporelle, de mime, d'* « histoires racontées du corps », *peut-être de théâtre, puisqu'il n'y a plus de son ni même de souffle.*

Cela n'empêche pas le spectacle, mis en scène par Achim Freyer, d'être parfois impressionnant, immergé dans la grande musique du silence. Ces mains menaçantes comme des serpents, ces personnages maculés, aux têtes emprisonnées dans des gazes ou des plâtres sanguinolents de blessés de la route, ces corps aux soubresauts convulsifs, ces mouvements mal contrôlés d'épileptiques ou de handicapés, ces reptations sur le dos, ces études de bras, de jambes, sinistres ou parfois clownesques, ces mille actions individuelles ou de groupes qui se cherchent, se repoussent, s'essayent à des chorégraphies primitives, ces scènes glaciales d'une extrême violence, cette alternance de tableaux pétrifiés et d'activité fébrile mal dégrossie, finissent par composer de terribles histoires ; comme si l'on assistait aux soubresauts de larves humaines rescapées d'une catastrophe atomique qui s'efforcent sans voix de retrouver leur humanité par le langage de leur corps.

Jusqu'au moment où l'un d'eux, l'une d'elles, coupe avec des ciseaux son masque de gaze et murmure enfin : « Ia, Ia ». La musique alors va renaître, et peut-être aussi le monde.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; entrée 14, avenue de New-York, les 19 (à 18 h. 30), 20 et 21 janvier (20 h. 30).

● PRECISION : le livret des *Surprises de l'enfer*, d'Isabelle Abeulker (*le Monde* du 16 janvier), est dû à Jean-Pierre Vaguer.

NOTES

Cinéma

« Elephant man » grand prix du Festival d'Avoriaz

« Elephant man », film américain de David Lynch, a remporté le grand prix du neuvième Festival international du film fantastique d'Avoriaz. Les Etats-Unis ont obtenu cinq autres récompenses : prix spécial du jury pour « Resurrection », de Daniel Petrie, prix de la terreur pour « Terror Eyes », de Ken Hughes, prix de la critique pour « Fade to black », de Vernon Zimmerman. Enfin, « Somewhere in time », de Jeannot Szwarc et « Hurlements », de Joe Dante, ont reçu l'antenne d'or fantastique attribuée par Antenne 2.

Deux « paons d'or » au Festival de New-Delhi

« Les Chaussures vernies du soldat inconnu », film bulgare de Ranghel Vulchanov, et « Aakrosh », film indien de Govind Nihalani, se partagent le « paon d'or » du Festival international de New-Delhi qui s'est achevé le 17 janvier. Le prix spécial du jury est allé à un film du Ghana, « Love brewed in the African pot », de Kwaw Ansah. Le réalisateur italien Stefano Rolla a obtenu le prix du meilleur metteur en scène pour « Venetian Lies ».

« Le Chasseur » de Buzz Kulik

Le dernier des chasseurs de primes ; casse-cou et père tranquille, tout à la fois. La femme qu'il aime est enseignante et attend un bébé, pendant qu'il vit dangereusement. Quelques poursuites réussies, et surtout Steve Mac Queen, dans son ultime rôle. — Cl. D.

Photo

Harry Callahan chez Créatis

En noir et blanc, Harry Callahan pratique un art secret de la trace, de l'empreinte, du grain. En couleur, Harry Callahan pratique un art commun, de la surface, de la façade saturée de soleil. A l'occasion de la sortie, aux Editions Callaway, du premier livre tout couleur de Callahan, « Water's Edge », parfaitement imprimé, la galerie Ufficio dell'Arte en présente quelques photos admirablement tirées.

On suit l'évolution de cette technique, de 1941 à 1980, ou plutôt des glissements de sujets sur lesquels elle s'accroche : d'abord de la pure couleur, avec les lignes lumineuses des néons, puis des pans de mur ou d'affiches arrachées, des visages inconnus, des passants fuyants, des reflets de vitrines. Sur une base de reportage, de photos de rue Callahan confectionne des images très élaborées, qui reprennent à leur compte les graphismes des devantures, des panneaux publicitaires et des façades de cinéma. Dans son coin, tout seul, et parallèlement à des milliers d'inconnus, Callahan construit un exemple de la photographie américaine sans plus ni moins d'originalité.

HERVÉ GUIBERT.

★ 44, rue Quincampoix, Paris (4e). Jusqu'au 16 février.

Mort de l'historien d'art Charles de Tolnay

L'historien d'art Charles de Tolnay, vient de mourir à Florence après une longue maladie, a-t-on appris le 17 janvier.

Charles de Tolnay était l'héritier de la grande école d'histoire de l'art d'Europe centrale. Né en Hongrie, formé à Vienne et en Allemagne, familier de la France et de l'Italie, passé à la veille de la dernière guerre aux Etats-Unis où il résida et enseigna longtemps, il eut la joie d'être nommé directeur de la Casa Buonarroti (Maison de Michel-Ange), à Florence, où il vient de terminer ses jours. Connaissant toutes les langues, cosmopolite de goût et de culture, charmant, fier et même ombrageux, il était le spécialiste de deux domaines complémentaires.

Ses premiers travaux portaient sur les Flamands. Bruegel (1925-1935) et l'essai, extrêmement brillant, sur le maître de Flémalle, et les Van Eyck (1939), dédié à Panofsky, avec qui il devait bientôt avoir une brouille retentissante. Il avait déjà entrepris une enquête immense sur Michel-Ange, qui aboutit à une publication fondamentale en cinq volumes (1943-1960), dont un abrégé parut en français en 1951. A ses yeux, le travail minutieux d'analyse et d'identification des œuvres ne se satisfait pas à lui-même. « L'auteur tente de démontrer le rôle primordial du point de vue cosmique », *disait-il dans l'introduction à son ouvrage sur les Van Eyck. Il eut la même préoccupation pour Michel-Ange et pour tous les artistes dont il lui arriva de s'occuper dans des articles toujours inspirés, comme Piero della Francesca ou Cézanne. Car, pour lui, un grand artiste comprend toujours un philosophe et un poète. Avec le souvenir d'une personnalité exceptionnellement fine et exigeante, on retiendra l'exemple de cet attachement à l'art comme véhicule de l'histoire de l'esprit et des symboles universels.*

A. Ch.

■ *L'acteur anglais* Bernard Lee est mort à Londres le 17 janvier. Il était âgé de soixante-treize ans. Il avait commencé sa carrière de comédien au théâtre, à l'âge de six ans. Il avait fait de nombreuses apparitions à la télévision et avait participé à plus de cent films, dont ceux consacrés aux aventures de James Bond, où il jouait le rôle de l'espion « M ».

■ Woody Allen a intenté un procès à FR 3 et à la chaîne américaine W.N.E.T. en raison de la diffusion par celle-ci d'une interview qu'il avait accordée à Catherine Laporte-Coolen, en décembre 1978, pour l'émission « Hollywood U.S.A. » sur FR 3, à condition qu'elle ne soit diffusée qu'en France.

■ La Cinémathèque française organise à partir du 28 janvier une rétrospective consacrée au metteur en scène japonais Nagisa Oshima. Ce dernier viendra signer son livre (« Ecrits d'Oshima », éditions « Cahiers du cinéma » - Gallimard, prix de la critique de cinéma et de télévision 1980), le 20 janvier à 20 h., au Palais de Chaillot, avant la projection de son film « la Cérémonie ».

■ Le prix Unifrance de la presse étrangère 1980 a été décerné à François Truffaut pour son film « le Dernier Métro ». Jacques Bral a reçu une mention spéciale pour « Extérieur nuit ».

■ L'architecte français Jean Prouvé a reçu de la Fondation hollandaise Praemium Erasmianum le prix Erasme 1981, prix récompensant son œuvre dans le domaine du « design » industriel. Le prince Bernhard des Pays-Bas remettra cette récompense à M. Jean Prouvé en octobre 1981 à Rotterdam, où aura lieu d'autre part une exposition sur l'œuvre de l'architecte.

Francis Huster en liberté...

Francis Huster a rencontré Jacques Toja, administrateur de la Comédie-Française, à qui il a confirmé son désir de ne pas renouveler son contrat, parvenu à terme en 1981 (le Monde *daté 18-19 janvier*). « Je me sens assez mûr, *nous a-t-il dit,* pour ne plus avoir besoin de travailler dans une troupe, en sécurité. Je finis de tourner avec Claude Lelouch et je vais commencer *le Chef de famille*, de Nina Companeez, avec Pierre Dux, qui m'a donné ma chance à la Comédie-Française, et m'a permis d'y mener une vie professionnelle passionnante. J'ai été un comédien béni et je conseille à tous les jeunes d'y entrer. »

Francis Huster enseigne au cours Florent. En dehors des films qu'il a signés, il n'a pas de projet précis. Il se déclare disponible à toute expérience : boulevard, music-hall, décentralisation, cinéma, télévision. Il espère s'enrichir de sa liberté nouvelle.

INAUGURATION DU NOUVEL INSTITUT FRANÇAIS DE VIENNE

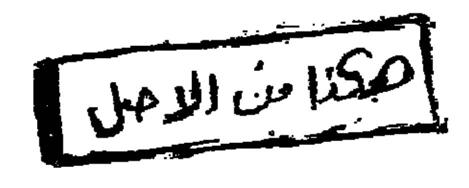
M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a inauguré, le jeudi 15 janvier, le nouvel Institut français de Vienne en présence de M. Rudolf Kirchschlaeger, président de la République autrichienne. L'Autriche occupe la quatrième place dans les échanges culturels avec la France.

Installé, après la dernière guerre, dans le Palais Lobkowitz où fut exécutée, pour la première fois, en 1805, la *Symphonie héroïque* de Beethoven, l'Institut français vient d'emménager dans le cadre néo-lassique du Palais Clam Gallas. Désormais, s'y trouvent groupées toutes les institutions culturelles françaises de la capitale autrichienne : le lycée français où sont inscrits mille huit cents élèves, l'Institut et le « *Studio Molière* », salle de cinéma dont les travaux prochains doivent aussi faire une salle de théâtre.

A ses activités traditionnelles, l'Institut français rénové ajoutera de nouveaux départements parmi lesquels figurent une discothèque, une cinémathèque, une vidéothèque et des installations audio-visuelles modernes pour l'enseignement du français.

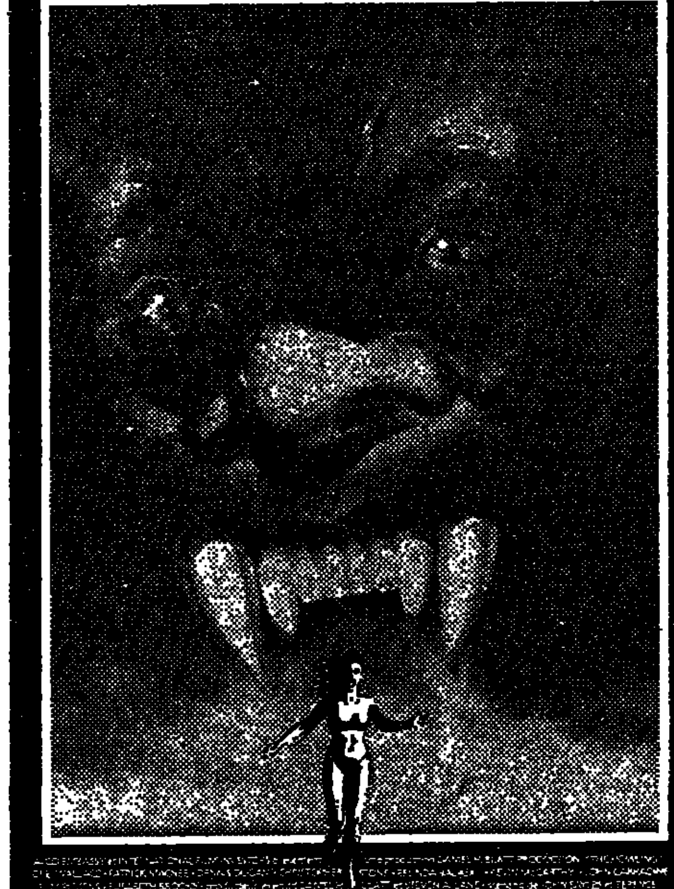






SALLE GAVEAU
MARDI 27 JANVIER - 20H30
"SOIRÉE FRANÇAISE"
jean-pierre wallez
philip bride
claude bolling trio
CHAUSSON - POULENC - SAINT-SAËNS
BOLLING (CRÉATION)
MERCREDI 28 JANVIER - 20H30
"SOIRÉE VIENNOISE"
philippe entremont
orchestre de chambre de vienne
HAYDN - JOHANN STRAUSS
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
Location Salle Gaveau

MERCREDI
la métamorphose la plus extraordinaire du cinéma
HURLEMENTS



Interdit aux moins de 15 ans

UGC NORMANDIE • BRETAGNE • CAMEO • REX
UGC OPERA • UGC DANTON • MISTRAL
UGC GOBELINS • MAGIC CONVENTION
CLICHY PATHE • UGC GARE DE LYON • 3 MURAT
3 SECRETAN • PARAMOUNT MAILLOT
Périphérie : CYRANO Versailles • ARTEL Nogent • ARTEL Créteil
VELIZY • PARINOR Aulnay • CARREFOUR Pantin
FRANÇAIS Enghien • ARGENTEUIL • MELIES Montreuil
C2L St-Germain • CERGY Pontoise • PARAMOUNT La Varenne
ARCEL Corbeil • LE PERREY Ste-Geneviève-des-Bois
CALYPSO Viry-Châtillon • STUDIO Rueil



SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Centre Pompidou (277-12-33), 20 h. 30 : Parcours.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : la Lettre perdue ; la Fondation, par le Théâtre national de Bucarest.
Cartoucherie, Aquarium (808-99-61), 20 h. 30 : le Miroir des jours.
Bobigny, Maison de la culture (831-11-45), 20 h. 30 : les Fiancés de la banlieue ouest : le Voyageur.
Maison de l'Allemagne (589-32-26), 20 h. 30 : l'Eo de Berg.
Marie-Stuart (508-17-80), 22 h. : Peau d'âne.
Plaisance (320-00-06), 21 h. : les Oiseaux par les yeux.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 18 h. 15 : Conférence Peter Grimes.
Salle Favart (296-12-20), 18 h. 30 : Une heure avec Malcolm Walker.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : les Caprices de Marianne; l'Epreuve.
Centre Pompidou (277-12-33), le Clavecin de Couperin ; 19 h. : Côté jardins ; 20 h. 30 : Eloge de W. Carlos Williams. — Concert, 18 h. 30 et 19 h. : Rolf Gehlhaar ; 20 h. 30 : John Cage.
Carré Silvia Montfort (531-28-34), 20 h. 30 : Adama ; 22 h. 15 : Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 18 h. 30 : Ivry Gitlis et Yves Henry (Brahms, Chopin, Ravel, Bartok) ; 20 h. 30 : E. Moser et le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction E. Krivine (Mozart).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 15 : la Bande dessinée ; 21 h. 45 : Falligan' Visions.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. 15 : les Foi's ; 21 h. 15 : les Voyageurs de carton.
Essaïon (278-46-42), I, 21 h. : la Vie en douce. — II, 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Leçon de schizophrénie ; 20 h. 30 : Ficelles ; 22 h. 15 : l'Inconciliabule. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit ; 20 h. 30 : Jeux et Fatras ; 23 h. 15 : Molly Bloom. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français ; 19 h. 30 : Compartiment non fumeurs.
Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Marigny (256-04-41), 21 h. : la Bonne Soupe. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Renaissance (208-18-50), 18 h. 30 et 21 h. 15 : les Mouches.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Ka.
Variétés (233-09-93), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Pythie-Trésor; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 30 : le Testament du Père Leleu.
Au Lapin agile (606-85-87), 21 h. : La bohème qui chante.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 19 janvier

Le Connétable (227-41-40), 20 h. 30 : Thomas ; 22 h. 30 : M. Fanon et D. Val.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : P. Rapsat ; 21 h. 15 : Ivres pour vivre ; 22 h. 45 : G. Tazartès.
Le Débarcadère (607-79-39), 21 h. 30 : A. Cuniot.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : J.-P. Réginal.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Galerie Peinture fraîche (551-00-85), 20 h. 45 : Colporteurs d'images.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : 1 001 Recettes pour devenir maître du monde.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 et 23 h. 15 : le Concerto déconcertant.
Pied-Bien (285-32-16), 21 h. 30 : Nous, on aime ; 23 h. : D. Raquillet.
Sélénite (354-53-14), 20 h. 15 : Racontez-moi votre enfance ; 21 h. 30 : Two men chauds. — II, 21 h. 30 : Fico.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Madame le Président ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Le music-hall

Aire libre (322-70-78), 23 h. : J.-L. Debattice.
C.I.S.P. (343-19-01), 20 h. 45 : Horizonte, Alma Flamenca.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Lény Escudero.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : A. Sylvestre.
Point Virgule (278-67-03), 21 h. : B. Schlosberg, D. Repusseau, J.-Y. Lacombe.
Studio Bertrand (783-64-66), 20 h. 30 : Vanina Michel, Loreleï Rock.

Les comédies musicales

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Cache ta joie.

La danse

Dunois (584-72-00), 21 h. : Groupe Dunes.

Les concerts

Radio-France, Auditorium 106, 20 h. 30 : INAA-G.R.M. (Mion, Reibel).
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Trio Deslogères (Milhaud, Tessier, Charpentier, Chaynes).
Salle Cortot, 20 h. 30 : B. D'Ascoli (Beethoven, Chopin, Franck, Liszt).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Beaux-Arts Trio de New-York, sol. J.-P. Wallez (Beethoven).
Musée Guimet, 20 h. 30 : Ensemble orchestral Nafilyan, sol. A. Bartelloni (Sciorino, Saguer, Meier, Casanova).
Théâtre de l'Athénée, 21 h. : Ch. Barbeux, N. Gedda-Nova (Mozart, Fauré, Schubert, Schumann, Duparc, Strauss).
Théâtre Saint-Georges, 20 h. 30 : Akido Ebi (Chopin, Liszt).
Crypte Sainte-Agnès, 20 h. 30 : Ensemble Perceval (musique ancienne).
Théâtre 13, 21 h. : J. Mac Lean, K. Besson, luths (du Moyen Age au romantisme).
Lucernaire, 21 h. : J. Gottlieb (Ives).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Maxim Saury.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 22 h. : G. Richardson, G. Arvanitas, P. Michelot.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Archie Shepp.
Patio Méridien (758-12-30), 22 h. : Eddie Davies, Harry Edison.
Petit Journal (326-28-59), 22 h. : Dixies Stompers.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : Trio Boell Roubach Bertram.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Texture Sextet.
Tremplin de Paris (281-56-79), 20 h. 15 : Les Babouches font du rock mou.

Dans la région parisienne

Clamart, C.C. J.-Arp (645-11-87), 20 h. 30 : Amadeus Quartet (Haydn, Mozart, Brahms).
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), 21 h. : le Gardien.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) : relâche.
BEAUBOURG (278-55-57), 17 h. : l'Etranger dans la maison, de P. Rouve ; 19 h. : Cocorico, M. Poulet, de J. Rouch et O. Ganda ; Saltane, de O. Ganda.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.), Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
ASPHALTE (Fr.), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Caméo, 9e (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA BANQUIERE (Fr.), Français, 9e (770-33-88).
BIENVENUE M. CHANCE (Am., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LA BOUM (Fr.), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (227-84-50) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Passy, 16e (288-62-34).
BRUXELLES TRANSIT (Belg., v. yiddish), Olympic, 14e (542-67-42) H. sp.
BYE BYE BRESIL (Brésil, v.o.), Epée de Bois, 5e (337-57-47) H. sp.
LA CAGE AUX FOLLES N° 2 (Fr.), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
CALIGULA (It.-Ang., v.o.) (**), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
CAUCHEMAR (Fr.), Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
LA CIGALA (It., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (*) : Ambassade (ex-Paramount-Elysées), 8e (359-49-34). — V.f. : Calypso, 17e (380-30-11).
LA CONSTANTE (Pol., v.o.) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE COUP DU PARAPLUIE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
DON GIOVANNI (Fr.-It.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
DROLE DE COUPLE (It., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).
ERASERHEAD (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42).
EXTERIEUR NUIT (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
LA FAIM DU MONDE (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) en mat. ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) en mat. ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) en mat. ; George-V, 8e (562-41-46).
FRAYEURS (**) (It., v.f.) : Montparnos, 14e (327-52-37).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLORIA (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96), en soirée.
GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18 ; Olympic, 14e (542-67-42).
HAZAL (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
IMMACOLATA ET CONCETTA (**) (It., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47) heure spéc.).
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, (322-19-23) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
JE VOUS AIME (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
MANHATTAN (Am., v.o.) : Lucernaire, 5e (544-57-34).
MON ONCLE D'AMÉRIQUE (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82).
NICK'S MOVIE (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00); Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle-Montparnasse, 15e (544-25-02).

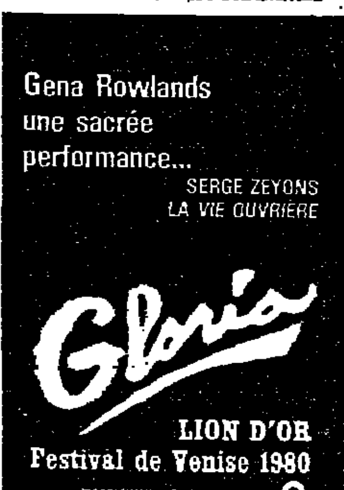
BIENTÔT
REACTION EN CHAINE
Sélectionné au Festival d'AVORIAZ 81

BIENTÔT !
LE LAGON BLEU
le nouveau film de Randal Kleiser réalisateur de "Grease"

MERCREDI 21
NATHALIE BAYE · ANGELA WINKLER
LA PROVINCIALE
BRUNO GANZ · PATRICK CHESNAIS

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES







SPECTACLES

OUBLIER VENISE (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88).
LE REBELLE (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
RENDEZ-MOI MA PEAU (Fr.) : 17e (380-16-41).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), horaire spécial.
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suis.) (*) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES SEDUCTEURS (Fr.-It.), version ital. : Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
SHINING (A., v.o.) (*) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Studio-Raspail, 14e (320-38-98) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
STARDUST MEMORIES (A., v.o.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-75), en soirée ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
SUPERMAN II (A., v.o.) : Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
TENDRES COUSINES (Fr.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LA TERRASSE (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LA TOUR EIFFEL EN OTAGE (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), en soirée.
TROIS HOMMES A ABATTRE (Fr.) (*) : U G C Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ermitage, 8e (359-41-18) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
TUSK (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
UN DROLE DE FLIC (A., v.o.) : Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
UN MAUVAIS FILS (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES FILMS NOUVEAUX

BRUBAKER, film américain de Stuart Rosenberg (*) : v.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).
LE CHASSEUR, film américain de Buzz Kulik (*) : v.o. : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
L'ALTRA DONNA, film italien de Peter Del Monte ; v.o. : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Studio Logos, 5e (354-26-42).
HISTOIRE D'ADRIEN, film français de Jean-Pierre Denis : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; [illegible], 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
MELODIE MEURTRIERE, film italien de Sergio Corbucci : v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-89-90) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CLARA ET LES CHICS TYPES, film français de Jacques Monnet : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
HARLEQUIN, film australien de Simon Wincer : v.o. : U G C-Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19). — V.f. : Movies-les Halles, 1er (260-43-99) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR, film français de José Giovanni : Rex, 2e (236-83-93) ; U G C-Opéra, 2e (261-50-32) ; U G C-Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U G C-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE RISQUE DE VIVRE, film français de Gérald Calderon : U G C-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U G C-Odéon, 6e (325-71-08) ; U G C-Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LA REVOLTE DES BOXERS, film chinois de Chang-Cheh (*) (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 19 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 45 **Avis de recherche.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Echec aux chèques volés.
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Les paris de TF 1.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Cinéma : « Adieu l'ami ».**
Film français de J. Herman (1968), avec A. Delon, C. Bronson, B. Fresson, O. Georges-Picot, B. Fossey, M. Falk. (Rediffusion.)
Deux hommes, « soldats perdus » de la guerre d'Algérie, organisent ensemble un cambriolage. Ils se laissent enfermer volontairement dans la salle des coffres d'une entreprise commerciale.
Le suspense vient un peu tard dans ce film au scénario invraisemblable. On s'intéresse surtout au comportement des personnages joués par Delon et Bronson.
22 h 20 **Documentaire : Clés pour demain.**
L'énergie des mers ; Le T.G.V., train à grande vitesse ; Le chercheur de planètes.
22 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2



18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Magazine : Question de temps.**
En attendant... *Reagan.*
Exceptionnellement, l'émission « Cartes sur tables » est intégrée à cette soirée consacrée à la politique étrangère, où l'on entendra notamment MM. Sadate, président de la République égyptienne, S. Peres, président du parti travailliste israélien, R. Newman, ancien ambassadeur des Etats-Unis, s'exprimer sur ce qu'ils attendent de M. Reagan. L'invité est, en différé, le chancelier Helmut Schmidt.
21 h 50 **Document : Histoire de l'alpinisme.**
Réal. S. Vannier. N° 3 : Le triomphe de la technique (1900-1950).
22 h 45 **Magazine : Figaro-ci, Figaro-là.**
Martine Weber, soprano colorature, interprète des œuvres de : Mozart, Donizetti, Verdi, Puccini.
23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre.**
Nouveau Contrat social.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Hashimoto : un ami encombrant.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma public : « le Désert des Tartares ».**
Film franco-italo-iranien de V. Zurlini (1976), avec V. Gassman, G. Gemma, H. Orlen, P. Noiret, J. Perrin, L. Terzieff, F. Rey, J.-L. Trintignant.
Cette adaptation d'un important roman métaphysique de Dino Buzzati crée un certain envoûtement par ses images superbes et une interprétation de prestige.
22 h 40 **Journal.**

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, **Feuilleton** : « Ballade pour Carson Mc-Cullers ».
19 h. 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h. 30, **Présence des arts** : portrait d'Igor Stravinski.
20 h., **Wilhelm Ketetisch**, de B. Franceeur. Avec N. Chouinard, M. Cantin, J. Lavallée, M. Godebecq, réal. J.-P. Saulnier.
21 h., **L'autre scène ou les vivants et les dieux** : « Les vins profonds ou le goût de la parole » ou « Soyons grands puisque c'est notre nature ».
22 h. 30, **Nuits magnétiques** : Fela Anikulapo Kuti, musicien révolutionnaire africain.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30, **Concert** (Saison internationale des concerts de l'U.E.R.) : « Fantaisie pour piano, chœurs et orchestre en ut mineur » (Beethoven) ; « Trois pièces pour orchestre » (Berg) ; « Cantate sur la mort de l'empereur Joseph II » (Beethoven), par les B.B.C. Singers et l'Orchestre symphonique de la B.B.C., dir. James Loughran, avec E. Vogel, piano, F. Lott, soprano, S. Dean, basse.
23 h. 5, **Ouvert la nuit** : Solistes français d'aujourd'hui, le pianiste Pierre Reach dans des œuvres de Schubert, Mozart et Alkan.

Mardi 20 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h **Télévision scolaire.**
12 h 15 **Réponse à tout.**
12 h 30 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.**
Elles en question ; 14 h. 5, Manger : plaisir ou nécessité ; 14 h. 25, Tout feu, tout femmes ; 14 h. 33, Feuilleton : les Nouvelles de Henry James ; 15 h. 25, A vos mains flash ; 15 h. 30, Les recettes de mon village ; 15 h. 50, Mémoire en fête ; 16 h. 15, Le jardin d'Anita ; 16 h. 25, Dossier : vivre à plein temps.
Elles, des femmes de tous milieux, travaillent à temps partiel pour vivre à plein temps. Mais cette libération peut avoir aussi quelques inconvénients.
16 h. 55, Le pour et le contre ; 17 h. 5, A tire d'elles ; 17 h. 10, Coup de cœur ; 17 h. 35, Mini-show.
17 h 45 **En direct du Capitole de Washington.**
Prestation de serment et discours de Ronald Reagan.
18 h 45 **Avis de recherche.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
Où il est, ton papa ?
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Les paris de TF 1.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : « Un chien de saison ».**
D'après le roman de M. Denuzière. Adapt. A. Quercy. Réal. R. Bernard. Avec B. Lecoq, J. Rouland, E. Dandry, C. Bujeau.
22 h **Documentaire : Ils ont vingt ans.**
De D. Reznikoff. Deuxième partie : la poussière du temps.
22 h 55 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : Les amours des années folles.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Face à vous.**
14 h **Aujourd'hui madame.**
Les signes du destin.
15 h **Cinéma : « le Bougnoul ».**
Film français de D. Moosmann (1974), avec M. Zinet, G. Géret, R. Dumas, E. Huppert, S. Rebbot, S. Loucif. (Rediffusion.)
16 h 35 **Récré A 2.**
C'est chouette ; 3-2-1 Contact.
17 h 20 **Fenêtre sur... Marguerite Yourcenar** (2e partie).
17 h 55 **Cérémonie d'investiture du président R. Reagan.**
En direct de Washington.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **D'accord, pas d'accord.**
20 h 40 **Les dossiers de l'écran : « Deux hommes dans la ville ».**
Film français de J. Giovanni (1973), avec J. Gabin, A. Delon, M. Farmer, M. Bouquet, L. Ochini, V. Lanoux.
Un éducateur s'occupe du reclassement d'un homme qui, après dix ans de prison, est décidé à devenir honnête. Un odieux inspecteur de police s'efforce de faire retomber cet homme dans le banditisme.
Réquisitoire « exemplaire » contre les défauts de la justice et du système pénitentiaire, les méthodes policières et la peine de mort. Seule la dernière séquence est traitée sans effets mélodramatiques.
22 h **Débat : Sortir de prison et redevenir un homme comme les autres.**
Avec MM. D. Manuel, comédien et visiteur de prisons, G. Houteer, député (P.S.) de la Haute-Garonne, A. Paecht, député (U.D.F.) du Var, G. Solanat, ancien éducateur, le commissaire J. Simon, ainsi que F. Guilio, C. Gaillet, J. Lesage-Dealhaye et Monsieur X..., quatre anciens détenus.
23 h 30 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h **Ministère des universités.**
Région Rhône-Alpes : La Ve République ; Entente de l'Est Ile-de-France : les systèmes électoraux.
18 h 30 **Pour les jeunes.**
Les couleurs du temps.
18 h 55 **Tribune libre.**
Nouvelle action royaliste.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **Cinéma : « le Triomphe de Michel Strogoff ».**
Film franco-italien de V. Tourjansky (1961), avec C. Jurgens, Capucine, P. Massimi, Inkijinoff, C. Titre, S. Valère (rediff.).
22 h 20 **Journal.**

FRANCE - CULTURE

11 h. 2, **Toulouse musical** : semaine Proust.
12 h. 5, **Agora**, avec Jacques Dufresne.
12 h. 45, **Panorama.**
13 h. 30, **Toulouse musical** : libre parcours variétés.
14 h., **Sons** : machines à communiquer.
14 h. 5, **Un livre, des voix** : « L'empire des fous », de M. Peyramaure.
14 h. 47, **Magazine international** : rapports entre informatique et liberté.
16 h. 20, **Actualité** : peut-on envisager une prévention de l'autisme.
16 h. 50, **Départementale à Lunéville.**
17 h. 32, **Toulouse musical** : semaine Proust.
18 h. 30, **Feuilleton** : Ballade pour Carson Mc-Cullers.
19 h. 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h. 30, **Sciences** : la matière d'aujourd'hui.
20 h., **Dialogues** : politiques de la décision, avec L. Israël et L. Sfetz.
21 h. 15, **Musiques de notre temps** : Toulouse musical, avec Marc Carles.
22 h. 30, **Nuits magnétiques** : devine qui vient dîner... chez Denis Roche.

FRANCE - MUSIQUE

14 h., **Musiques** : Les chants de la terre (musique traditionnelle du Vietnam) ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Liturgies et moralités (Cavalieri, Carissimi et Anonyme) ; 16 h., Grandes pages symphoniques : « Symphonie n° 1 en ré majeur », de Mahler, dir. M. Abravanel ; 17 h., Léonhardt sans Bach : Œuvres de Couperin, Monteverdi, Scarlatti, Mozart.
18 h. 2, **Six-Huit** : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Premières loges : Œuvres de Ravel, Pergolèse, Granados.
20 h. 30, **Concert** (Perspectives du vingtième siècle) : « Concert Gollum » (Gorli) ; « Puppenspiel II pour flûte » (Donatoni) ; « Kindertotenlieder » (Mahler) ; « To earle two » (Donatoni), par l'ensemble 2e2m et le Nouvel Orchestre philharmonique, direct. G. Amy et F. Donatoni, avec A. Marion, flûte et M. Lipovsek, mezzo.
22 h. 30, **Ouvert la nuit** : Les chants de la terre (traditions musicales dans le monde) ; 23 h., La revue de presse et de l'édition musicale internationale (Dueben, Ferneyhough, Palmgren, Brahms, Nielsen, Johnsen, Mortensen, Taubé).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 19 JANVIER

— M. *Helmut Schmidt*, chancelier d'Allemagne fédérale, est interviewé en différé pendant l'émission « Question de temps » sur A 2 à 21 heures.

MARDI 20 JANVIER

— M. *Edmond Maire*, secrétaire général de la C.F.D.T., est l'invité de l'émission « R.T.L.-*le Monde* et vous » à 18 h 15.

PRESSE

Quand les photographes de mode ont un objectif commun

Ils s'avancent sur le sentier de la guerre avec d'autant plus d'opiniâtreté qu'ils sont sincèrement étonnés de s'y retrouver en si grand nombre. On sait les photographes de mode férus d'individualisme. Aujourd'hui ils s'initient pourtant à l'art de la grève et aux vertus de la solidarité. Ensemble, ils veulent obtenir une manière de « reconnaissance » qui soit bien autre chose que cette notoriété dont bénéficient déjà quelques-uns parmi eux.

Ainsi, l'autre soir, avec autant de confusion que de détermination, ils se sont regroupés au sein d'une association créée pour la circonstance et baptisée OPEP (Organisation des photographes en édition et publicité). « *Nous n'avons jamais rien réclamé. Alors, depuis quinze ans, on nous a véritablement oubliés* », expliquent-ils.

A l'origine de ce mouvement revendicatif pas comme les autres, une simple constatation : depuis 1965, les photographes de mode sont payés environ 600 F pour une page de magazine. Or pendant la même période les tarifs de publicité, les frais techniques, les prix de vente, etc., ont été multipliés par 3, 4 ou 5.

Il y a quelques jours, une lettre-pétition a donc été adressée aux responsables des publications concernées. Elle exige un minimum de 1.000 F par page pour les journaux affichant un tirage supérieur à cent mille exemplaires, et 750 F pour les autres, sans pour autant exclure d'éventuels délais d'application. Au premier rang des signataires, qui sont maintenant plus de cent vingt, Peter Knapp, Helmut Newton, Jean-Lou Sieff et la plupart de ceux qui, dans cette corporation, font figure de stars. Tous s'engagent solennellement à ne plus travailler à des conditions moindres.

Organisée dans un studio du quatorzième arrondissement, l'assemblée constitutive de l'OPEP, organisée le jeudi 15 janvier, fut la seconde étape d'un mouvement dont personne n'avait prévu l'ampleur, et surtout pas ses initiateurs. Avec une pointe de curiosité, plus d'une centaine de participants ont écouté les conseils juridiques d'un avocat avant de voter les statuts qui leur étaient proposés. Puis s'étant mis d'accord pour désigner des « *négociateurs représentatifs* », les grévistes de l'objectif se sont livrés aux charmes du happening.

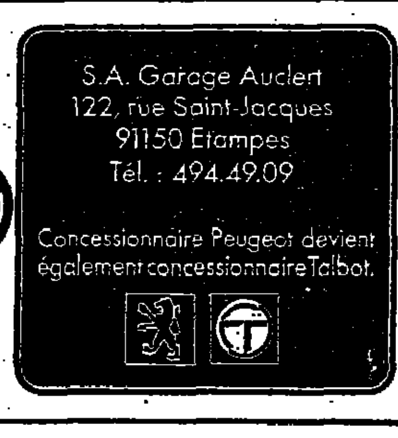
C'est sans doute Peter Knapp qui a le mieux résumé la situation : « *Les tarifs, dans la presse, sont symboliques*, a-t-il affirmé. *Ceux qui sont connus ont surtout la publicité et divers autres travaux pour vivre. Les débutants s'attachent surtout à ce qu'une publication peut apporter à leur image de marque. Aussi le prix unique à 1 000 F est-il d'abord pour nous une question de principe.* » Elu président de l'OPEP, Jean-Lou Sieff a précisé : « *L'augmentation que nous réclamons représente pour les magazines l'équivalent de ce qu'ils touchent pour une demi-page de publicité. Mais nous le faisons pour que ça serve à tous les photographes.* »

Apparemment, les différents éditeurs n'ont guère envie d'entamer des négociations de caractère officiel. Ils tentent de faire ce qu'ils ont toujours fait : établir des arrangements, cas par cas. La désaffection des photographes peut-elle être généralisée au point de compromettre leur prochaine parution ? En fait, les membres de l'OPEP savent que le pari est surtout difficile à tenir pour ceux qui risquent, en refusant un travail, d'entacher toute leur future carrière. « *Il faut qu'on donne aux journaux l'impression qu'on peut attendre plus longtemps, que nous pouvons réellement tenir* », a résumé Franck Horvat. « *Malheureusement, c'est bien la première fois que les directeurs artistiques m'appellent avec autant d'insistance* », a confié un de ses jeunes confrères.

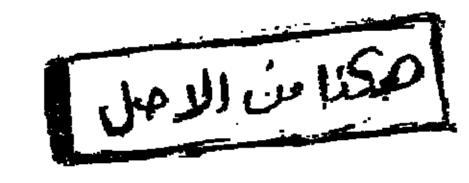
STÉPHANE BUGAT.

OUVERTURE
Une autre entreprise
Service Portes PORTAS
Offres spéciales d'ouverture!
avant après
Ne peignez plus jamais vos portes!
Nous transformons les portes quel que soit leur état (fissurées, trouées, écaillées) ou leur vétusté, en l'espace de 8 heures (prises le matin, livrées le soir), en portes PORTAS modernes, sans entretien, peu coûteuses. Comme neuves! En différents décors aspect bois ou en couleurs unies — exposition permanente — téléphonez-nous. Information gratuite!
PORTAS® Profitez de nos prix spéciaux d'ouverture.
AGENT EXCLUSIF POUR PARIS 14ème et 15ème, CHÂTILLON, CLAMART, MALAKOFF, MONTROUGE et VANVES
Sté STORDECOR
31, rue Froidevaux, 75014 Paris
Tel. 322.71.45
07 90-F
PORTAS®

PEUGEOT
C'EST ICI



TALBOT
C'EST LA





NE VOYAGEZ QU'EN CONCORDE.
Concorde
Hôtels Concorde
Dix-neuf destinations prestigieuses de l'hôtellerie française.
Dix-neuf hôtels luxueux dont l'implantation privilégiée au cœur des villes permet de se trouver toujours proche des quartiers d'affaires et des centres touristiques.
A Paris, le Crillon, le Concorde La Fayette, l'Ambassador Concorde, le Concorde St-Lazare, le Louvre Concorde, le Lutétia Concorde.
En forêt de Fontainebleau, le Grand Monarque Concorde. A Lille et à Metz, le Royal Concorde. A Angers, Le Mans et Toulouse, le Concorde. A Nancy, le Grand Hôtel Concorde. A Marseille, le Concorde Palm Beach et le Concorde Prado. A Cannes, le Martinez Concorde. A Nice, le Westminster Concorde et l'Aston Concorde.
A Bruxelles, le Concorde Chelton. Et en 81 au Caire, le Cairo Concorde.
Dans dix-neuf villes, les Hôtels Concorde, un accueil et un confort dans la grande tradition du raffinement à la française.
Hôtels Concorde : 58, boulevard Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris. Télex 650.990.
Réservation centrale à Paris, Tél. 758.12.25
24/24 h, 7 jours sur 7.

Le Monde

ECONOMIE

Les États-Unis dont hérite M. Reagan

Une expérience commencée en fanfare qui se termine dans l'inflation et le désordre

Quel héritage transmet M. Carter à son successeur républicain qui a pris, le 20 janvier, ses fonctions à la Maison Blanche ? Pour essayer de répondre à cette question, nous présentons ci-dessous, et pages 2 et 3, les principales données chiffrées de la situation présente, tout en rappelant les grandes étapes de la politique économique suivie pendant quatre ans par l'administration démocrate, et l'esprit dans lequel elle a été conduite par une équipe où régnait en maître le néo-keynésianisme.

La stratégie qui a effectivement réussi à entretenir et à accélérer une forte reprise économique dont les origines remontent au deuxième semestre de 1975, a aussi débouché sur une grave crise du dollar (automne 1978) — et sur un retour en force de l'inflation (perceptible dès la fin de 1977, — accompagnée à partir de l'automne de 1979 d'une hausse sans précédent des taux d'intérêt qui allait jouer un rôle sans doute décisif dans le déclenchement de la brève mais très sévère récession du premier semestre 1980. La reprise qui est en cours s'opère dans des conditions particulièrement malsaines, caractérisées par la remontée rapide du loyer de l'argent dans un climat d'inflation et d'incertitude.

L'EXPÉRIENCE Carter avait pourtant commencé en fanfare. Les experts de l'O.C.D.E. la proposaient en exemple aux autres pays industrialisés, et, en particulier, aux pays à monnaie *forte* d'alors, République fédérale d'Allemagne et Japon, dont la reprise après la récession de 1974-1975 avait été beaucoup plus lente. Un double retour expliquait l'empressement avec lequel les experts soulignaient les aspects positifs des dix-huit premiers mois de l'administration démocrate concernant l'emploi, la prospérité des entreprises, les progrès de l'exportation, etc., sans trop insister sur le revers de la médaille (une politique inflationniste du crédit et, comme conséquence, l'affaiblissement du dollar perceptible dès le printemps de 1977).

L'autre retour

L'autre retour, qui valait à la politique économique menée de Washington une grande sympathie de la part des organisations internationales, de la presse (notamment britannique) et de nombreux gouvernements étrangers, c'était celui d'une certaine école de pensée qui revenait sur le devant de la scène. Fini le règne des banquiers et des *dealers* de Wall Street aux idées monétaristes un peu courtes, que M. Gerald Ford avait poussés aux postes de commande ! La nouvelle équipe renouait avec la tradition intellectuelle néo-keynésienne qui s'était solidement installée au pouvoir depuis l'ère kennédienne et dont l'éclipse n'avait donc été que momentanée. Quel soulagement ! 1976, et surtout la deuxième moitié de cette année-là coïncidant avec la fin de la présidence républicaine de M. Gerald Ford, avait été marqué par une grande crainte. La reprise américaine donnait déjà des signes d'essoufflement. La raison n'en était-elle pas que le choc pétrolier de fin 1973 avait définitivement cassé les ressorts de l'expansion et que plus jamais « les choses ne reviendraient comme avant » ? Ce qu'on salua d'abord dans le vigoureux redémarrage de 1977, ce fut le démenti de ces moroses pronostics. Le plus grand pays capitaliste du monde n'apportait-il pas la preuve que le secret de la croissance, et de la croissance à laquelle on était habitué, celle qui a pour premier moteur un vigoureux essor de la consommation, n'était nullement perdu ?

Il n'est pas étonnant que les hommes mis en selle par M. Carter, proches pour la plupart de la doctrine d'inspiration social-démocrate diffusée par la Brookings Institution (un des hauts lieux de l'establishment intellectuel des années 60), aient abordé les problèmes dans l'esprit de leurs prédécesseurs du temps de John F. Kennedy et de Lyndon Johnson. En particulier, la tourmente *monétaire* qui avait emporté au début des années 70 le dollar ne leur paraissait pas le signe d'un grave échec appelant une remise en question des analyses — et des pratiques — antérieures. Ils y voyaient surtout une affaire intéressant les étrangers.

L'idée (jamais démontrée et pour cause) puisée chez Keynes selon laquelle on ne risque guère de relancer l'inflation en stimulant une économie tournant au-dessous de sa capacité fut le véritable postulat sur lequel s'appuyèrent les conseillers économiques du président Carter.

La politique qu'ils préconisèrent fit franchir aux Etats-Unis une nouvelle étape dans l'augmentation, en valeur absolue et relative, des dépenses publiques et notamment des dépenses de transfert. C'est là un parti qui est parfaitement défendable. Ce qui ne l'est pas du tout, et qui n'est pas étranger à la désorganisation des marchés financiers et à la montée vertigineuse des taux d'intérêt auxquelles on assista à partir du troisième trimestre de 1979, est la perte de contrôle de l'appareil budgétaire. En l'espace de quelques semaines, on a vu l'administration corriger de quelque 20 milliards de dollars ses prévisions de déficit. Plus personne ne sait du reste exactement à combien se monte celui-ci. Officiellement il s'est élevé à 59,6 milliards de dollars pour l'exercice clos au 30 septembre 1980. Mais les besoins réels de financement du Trésor ont été plus proches de 90 milliards de dollars.

Reprise en main des finances de l'Etat et des marchés monétaires et financiers, qui ont eux-mêmes cessé d'être maîtrisés, telle est la tâche la plus urgente à laquelle devra s'atteler sans délai la nouvelle administration Reagan, faute de quoi elle serait condamnée à assister au développement de la crise sans pouvoir véritablement agir sur elle. Telle est la situation qu'a laissée l'équipe de M. Carter en appliquant sur une grande échelle (comme Nixon en 1972 pendant les mois précédant sa réélection), les recettes de la politique de relance à tout prix.

Pendant longtemps, c'est-à-dire jusqu'en 1980 exclusivement, la baisse du dollar, en renchérissant le coût des importations et en donnant un avantage aux entreprises américaines exportatrices, a contribué à la hausse générale des profits. Mais, simultanément, elle a pu détourner les firmes de mettre l'accent sur l'amélioration de leur productivité. Encore faut-il, dans ce pays si vaste et si divers, se garder de généralisations. Il semble que les secteurs en perte de vitesse par rapport à leurs concurrents étrangers soient surtout l'automobile et l'acier, où le niveau des salaires est, en outre, plus élevé qu'ailleurs. En revanche, dans beaucoup d'autres industries, la situation des entreprises américaines — dont beaucoup, il ne faut pas l'oublier, tirent une bonne partie de leurs profits de leurs ventes et activités à l'étranger — soit bien meilleure.

La perte de contrôle des finances publiques

C'est un fait que le président Carter s'est souvent efficacement opposé aux pressions exercées par les milieux les plus protectionnistes, tels précisément que certains dirigeants de la sidérurgie (et de la chimie). Il a porté secours à de nombreuses entreprises en faillite, et notamment à Chrysler, mais en assortissant son soutien de sévères conditions dont il n'est toujours pas sûr qu'elles seront remplies.

Il serait artificiel de vouloir opposer systématiquement l'action de l'administration qui s'en va aux idées avancées par celle qui prend la relève. M. Reagan et ses proches se font volontiers les avocats des vertus de l'économie de marché, dont le fonctionnement serait entravé par les contrôles et les réglementations. M. Carter a dans plus d'une occasion montré les mêmes préférences. Il a décidé de « libérer » les prix des hydrocarbures extraits du sol américain. Il a rétabli la concurrence dans des secteurs aussi importants que les transports routiers, les transports aériens et la banque (en levant les restrictions s'opposant à l'installation de filiales dans d'autres Etats de l'Union). Sur le plan de la politique générale, il a refusé de s'engager à fond dans une politique des revenus contraignante, même s'il convient d'inscrire à son passif la malheureuse et contestable tentative d'obtenir une modération des hausses de salaires par le biais de déductions fiscales (la version américaine de la « serisette »). Le redoutable échec devant l'inflation explique cette fantaisie ; il explique surtout pourquoi il est bien difficile de ne pas juger finalement négatif le bilan des quatre dernières années, au cours desquelles pourtant de gros écueils ont été évités et certains résultats utiles atteints.

(Lire pages 24 et 25.)

PAUL FABRA.

La forte croissance dans les pays d'Amérique latine fait évoluer les idées reçues

Installée, en 1948, dans la capitale chilienne par son premier « patron », l'économiste argentin, M. Raul Prebisch, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) suit pas à pas l'évolution de quelque vingt-six pays, la plupart hispanophones, ou lusophones (le Brésil), — mais aussi francophones (Haïti) — auxquels sont venus, ces derniers lustres, se joindre des républiques depuis peu indépendantes de la Caraïbe dont le parler n'a rien de latin (Jamaïque, Trinidad, Guyana et Barbade, anglophones, et le Suriname, néerlandophone) mais dont les économies s'insèrent peu à peu dans le contexte américain. L'envoyé spécial du « Monde » au Chili a récemment rencontré, à Santiago, le secrétaire général de la Commission, l'économiste uruguayen, M. Enrique Iglesias.

M. Enrique Iglesias, secrétaire général de la CEPAL depuis 1972, a pour tâche de dresser, chaque année, un bilan des douze derniers mois de l'activité économique et de la situation sociale dans l'aire d'intérêt de la Commission. De son poste d'observation (et malgré les limitations qu'implique le fait de devoir travailler sur des indications fournies à peu près exclusivement par les gouvernements), il a également loisir de méditer sur les évolutions à plus long terme de la région.

Le mouvement des euro ou des pétrodollars en direction de l'Amérique latine est, dans toute l'acception du terme, formidable. La région a emprunté, en 1980, presque autant que le reste de la planète — pays développés, Asie, Afrique et Europe de l'Est réunis ! Pour décrire cette situation, « *totalement nouvelle pour la région et pour le monde* », M. Iglesias affectionne l'expression « *permissivité financière* ». Tout n'est certes pas négatif dans ces transferts massifs de fonds, et la région en aura encore besoin dans les années 80, tant pour procéder aux « *réajustements rendus nécessaires par la crise internationale et les hausses des prix des combustibles* » que pour « *financer les divers investissements indispensables au développement économique et social, en particulier dans le secteur énergétique* ».

Bonne tenue face à la crise

Les progrès réalisés mériteront-ils le coût de développement, dans une région où la pauvreté absolue accablera encore plus du tiers de la population ?

Ces restrictions posées, M. Iglesias constate, pourtant, que l'Amérique latine, dans son ensemble, continue de connaître « *un rythme de croissance spectaculaire* » dans un contexte mondial caractérisé par la récession, le chômage, l'inflation et un protectionnisme croissant. Quoiqu'en retrait par rapport aux années précédentes, le taux de croissance régional a tout de même atteint, en 1980, une moyenne enviable, de 5,3 %. Celle-ci a été dépassée dans cinq pays — Brésil, Chili, Mexique, Nicaragua et Paraguay — qui, ensemble, représentent les trois-cinquièmes de la population latino-américaine. Un pays comme le Paraguay, dont la situation économique est rarement analysée, se révèle, à l'instar de certains Etats asiatiques, une étonnante zone de croissance : environ 10 % l'an depuis dix ans. L'une des manifestations de cette vigueur économique de la région, prise dans son ensemble, est « *la croissance et la diversification de ses exportations qui se sont poursuivies malgré la récession mondiale.* » Dans l'ensemble, l'Amérique latine « *répond avec vigueur et souplesse aux défis de la crise mondiale, faisant preuve d'une grande capacité défensive* ».

« L'hétérogénéité » du développement du sous-continent est, cependant, un phénomène préoccupant. A la différence de la crise de 1929, qui avait jeté la désolation de façon assez « équitable » sur tous les pays, l'actuelle récession frappe de manière différenciée, en fonction d'une « *géopolitique des ressources naturelles* ». « *Le quadruplement des prix du pétrole, fin 1973, a provoqué une revalorisation générale du rôle des ressources naturelles dans le processus de développement* », estime M. Iglesias. Or, de ce point de vue, l'Amérique latine est globalement bien dotée. L'immense disponibilité de terres vierges (peut-être 4 millions de kilomètres carrés, pour 1,7 million actuellement cultivés) ; les réserves de pétrole (six pays sont d'ores et déjà exportateurs : Venezuela, Mexique, Equateur, Bolivie, Pérou et Trinidad) ; celles de minerais (un tiers du cuivre, un quart de la bauxite, un cinquième du fer, un sixième de l'étain, un dixième du nickel et du zinc de la planète entière sont latino-américains) ; un potentiel hydro-électrique supérieur à celui de l'Union soviétique, des Etats-Unis ou de l'Europe : autant d'atouts importants... mais inégalement répartis. « *Les pays qui ont des ressources énergétiques sont en bonne position* », avec, en 1980, une balance des paiements globalement excédentaire et, d'une façon générale, des options économiques plus ouvertes et plus favorables.

A cette « hétérogénéité » de la croissance selon les pays correspond, à l'intérieur de chacun d'entre eux, une « *ambivalence fondamentale* » : l'évidente aptitude de la plupart des pays latino-américains à augmenter leur production de biens et de services est obscurcie par leur « *notoire incapacité à distribuer de façon équitable les fruits de ce progrès accéléré* ». De là le caractère parfaitement contradictoire des réponses — les unes et les autres exactes — que l'on peut faire à la question : comment va l'économie de tel ou tel pays de la région, ou de celle-ci dans son ensemble ? « *De l'état des indicateurs économiques classiques (rythme de croissance du P.N.B., exportations, réserves de change) on peut tirer les conclusions les plus optimistes, cependant que les indicateurs sociaux (dénutrition, pauvreté, analphabétisme, chômage et sous-emploi) ont tendance à ne s'améliorer qu'avec une désespérante lenteur, voire à régresser* »

Globalement, pourtant, l'Amérique latine a vu, ces dernières années, croître son poids géopolitique mondial. Un bon exemple serait celui du Mexique, aujourd'hui courtisé par les Etats-Unis, en vue de créer une sorte de « zone de sécurité énergétique » en Amérique du Nord. Cette importance du sous-continent, que les Etats-Unis reconnaissent en quelque sorte « de fondation », l'Europe, « *et en particulier la France* », commencent à en prendre conscience.

« *La région dispose de deux atouts considérables dans le monde contemporain : l'énergie et les aliments* ». Il y a, en particulier, une très nette réappréciation dans divers pays latino-américains, de l'importance des secteurs agricole et alimentaire. Avec des perspectives différentes, les deux plus grands Etats, le Brésil et le Mexique, ont défini, ces derniers temps, une véritable priorité agricole. Mexico en créant, en mars, le SAM (Système alimentaire mexicain) ; et Brasilia en plaçant désormais l'impératif de production et d'exportation agricole au rang d'une véritable « croisade ».

Le troisième « atout » généralement considéré comme indispensable au développement est la technologie. M. Iglesias estime que « *cela peut s'acheter* ». Reste, enfin, le facteur humain, souvent considéré, en Amérique latine, comme « *au service de l'économie* » — à l'inverse de ce qui est sinon admis du moins proclamé un peu partout dans le monde : « *Aucun pays capitaliste, reconnaissons-le, n'a affronté son développement avec un taux de croissance de sa population supérieur à 2,5 % l'an, comme c'est le cas ici. Le côté positif de cette situation est que l'Amérique latine représentera, d'ici vingt ans, un marché de 570 millions de consommateurs...* (1) »

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 25.)

(1) L'Amérique latine compte, aujourd'hui, un peu moins de 400 millions d'habitants.

Le GATT et les marchés publics

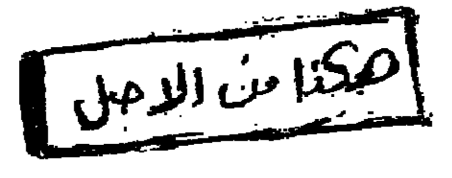
UN des résultats du « Tokyo-round » conclu en 1979 aura été l'engagement pris par les pays du GATT signataires d'ouvrir leurs adjudications publiques respectives aux soumissionnaires étrangers. Cependant, l'accord est assorti de très nombreuses restrictions qui pourraient bien en réduire la portée. Tout dépendra en outre de l'esprit dans lequel il sera appliqué.

C'est le 1er janvier de cette année qu'il est officiellement entré en vigueur. Soumis à de fortes pressions de la part des Etats-Unis, ce sont les Japonais qui ont fait le premier pas. Ils ont fini par concéder à leurs interlocuteurs américains que les appels d'offres de la régie japonaise des télégraphes et téléphones (Nippon Telegraph and Telephon public corp. ou N.T.T.) cesseraient d'être la chasse gardée des constructeurs japonais. En échange de quoi, Washington a donné l'assurance à Tokyo que l'accès au vaste marché américain des télécommunications continuerait d'être garanti à tous.

Notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons, nous précise que les adjudications auxquelles les étrangers seront ainsi invités à prendre part s'élèveraient, en 1981, à quelque 1,5 milliard de dollars sur un total de 3,4 milliards. En dépit des apparences, les Américains n'ont obtenu satisfaction que pour une partie de leurs demandes. La formule retenue revient à classer en trois catégories les commandes passées par le monopole d'Etat des communications. Pour une première catégorie d'équipement, les fabricants étrangers sont en principe sur un pied d'égalité avec leurs concurrents nippons, auxquels sont au contraire réservées les fournitures portant sur la deuxième catégorie. La troisième correspond aux programmes de recherches et de développement pour lesquels N.T.T. aura la faculté de sélectionner les « fournisseurs appropriés ». Les observateurs, nous câble encore Philippe Pons, estiment qu'il faudra du temps et beaucoup de persévérance pour pénétrer un marché jusqu'alors exclusivement approvisionné par les firmes nippones. Aucun autre pays où les télécommunications sont aussi du domaine de la puissance publique ne suivra cet exemple, remarque-t-on avec un peu d'amertume à Tokyo.

Les Européens, en particulier, resteront en retrait. Ils ouvriront leurs marchés publics pour les commandes passées par les Etats, mais pas pour celles qui émanent des collectivités publiques et des entreprises nationales. Tout le secteur des télécommunications se trouvera en conséquence exclu, notamment en France. Le gouvernement français prépare un décret d'application. Les marchés publics, toutes catégories confondues, représentent un chiffre d'affaires global de quelque 220 milliards de francs, dont un peu plus de 3 % vont actuellement à des entreprises étrangères (situées dans les autres pays de la C.E.E.). « *Il faudra quelques années*, assure-t-on dans les milieux officiels, *pour que le nouveau régime, qui ouvrira l'accès de certains marchés de fournitures à des soumissionnaires venant de tous pays, puisse commencer à être suivi d'effet.* » — P. F.

ON MANGE COMME AU CLUB
A L'HOTEL DU CLUB.
HOTEL CLUB MEDITERRANEE
58 boulevard Victor Hugo - 92200 NEUILLY
Tél : 758.11.00 - Télex : Médhote : 610971.
le 4 étoiles des hommes d'affaires.
Je désire recevoir votre documentation.
NOM...
Adresse...
LM



LES ÉTATS-UNIS APRÈS QUATRE ANNÉES

L'irrésistible montée des dépenses publiques

Lors de la campagne électorale qui devait le conduire à la Maison Blanche, M. Carter avait préconisé une vaste réforme fiscale pour corriger un ensemble de lois et de règlements tellement injustes qu'ils constituaient, selon lui, « une véritable honte pour le genre humain » (1). *De même, M. Carter avait-il promis une sorte de plan national d'assurance-santé, les Américains étant très loin de bénéficier, pour la maladie, de l'équivalent du système français de la Sécurité sociale. Ni l'une ni l'autre de ces promesses, qui semblaient être les grandes idées du nouveau président, n'auront vu le jour.*

M. CARTER aura défendu une certaine idée démocrate qui veut que l'Etat fédéral intervienne pour soutenir les secteurs en difficulté, pour en réorienter d'autres, afin de moderniser l'industrie tout en préservant l'emploi. De même, M. Carter a-t-il toujours refusé que soient remis en cause les acquis sociaux pourtant attaqués par une partie de l'opinion publique et par ceux-là mêmes qui en bénéficient. L'équilibre budgétaire — ou plutôt le déséquilibre — n'aura en fait jamais été qu'un souci secondaire du président sortant, venant bien après les impératifs industriels et sociaux.

A cette double préoccupation est venue s'ajouter la volonté — très nette — de ne pas aggraver les plaies récentes de l'Amérique (guerre du Vietnam, Watergate) par une dépression économique et du chômage dont, fondamentalement, M. Carter ne voulait pas. Même si l'action du président sortant a été plus d'une fois contradictoire, voire nuisible pour l'économie américaine (accepter l'inflation est-ce améliorer l'emploi ?), il serait injuste de réduire la volonté d'expansion économique de M. Carter à une simple stratégie électorale. La preuve en est que, dans son budget 1981 — préparé en pleine année électorale — M. Carter n'a prévu aucune réduction généralisée de l'impôt sur le revenu.

Refus d'autant plus remarquable que, depuis 1978, les Etats-Unis, et particulièrement la côte ouest, sont traversés par un fort courant « anti-impôt » qui s'est exprimé lors d'un référendum organisé en Californie (6 juin 1978) sur une proposition tendant à limiter l'impôt foncier à 1 % de la valeur marchande de toute propriété, industrielle ou commerciale.

Lorsqu'on l'examine sous cet angle, le bilan Carter en matière budgétaire et fiscale se révèle moins insignifiant qu'il n'apparaît à première vue.

● *Les dépenses du budget fédéral* ont d'abord eu tendance à légèrement fléchir, revenant à 21,3 % du produit national en 1979, après 21,8 % en 1978. Mais ce pourcentage est remonté aux environs de 22,4 % en 1980. Ces chiffres sont intéressants, car ils montrent que, si la progression des dépenses publiques n'est pas excessive, elle n'en est pas moins assez forte pour représenter une part croissante du revenu national : 19,4 % du P.N.B. dans les années 60, 21,5 % dans les années 70. Le dernier chiffre connu (encore provisoire) le situe à 22,4 %. Cela pour le seul budget fédéral, qui comprend les « trusts funds », surtout constitués par les dépenses des organismes de sécurité sociale (retraite, assurance-chômage et assurance-maladie).

Cette poussée des dépenses, qui a pris naissance au milieu des années 60, s'explique non pas par l'accroissement des dépenses militaires, dont la progression est plus lente que celle de l'ensemble des charges publiques (sauf en 1979), mais surtout par l'augmentation des charges sociales et de redistribution. Ces dépenses sociales (éducation, santé, garantie de ressources...), qui ne représentaient que 5 % du produit national en 1960, sont passées à 7,5 % de celui-ci en 1970, puis à 11,8 % en 1978. Elles représentent maintenant 53,7 % du total des dépenses fédérales, contre 37,6 % il y a dix ans et 27,6 % aux alentours de 1960. Malgré le coup de frein assez net donné par M. Carter en 1978 et 1979 — à la suite de la campagne antifiscale menée en Californie, — la progression a repris de plus belle à partir de 1979. Progression également de la charge de la dette publique, qui croît maintenant fortement.

● *Le poids de la fiscalité* a lui aussi augmenté sous M. Carter, passant de 19,5 % du P.N.B. en 1977 et 1978 à 20,1 % en 1979 et à 20,8 % en 1980. Malgré les allégements fiscaux consentis en 1979, le poids des impôts directs sur les ménages s'est accru, passant de 37,5 % en 1977 à 39 % en 1979, cela du fait notamment de l'inflation qui alourdit le barème, puisque celui-ci n'est pas révisé chaque année comme en France pour tenir compte de la hausse des prix.

On pourrait multiplier les exemples : baisse de la part des impôts indirects, baisse de la part des impôts sur les sociétés, augmentation de la part des cotisations à l'assurance sociale... Tous ou presque montrent que — sauf dans le domaine militaire — le président sortant a prolongé les tendances antérieures, les accentuant à chaque fois que cela était nécessaire pour maintenir une certaine tradition démocrate héritée de Franklin Roosevelt et reprise au cours des années 60 par Lyndon Johnson. Les faveurs fiscales consenties aux entreprises pour leur permettre de maintenir une rentabilité entamée par la faiblesse des gains de productivité, les dépenses sociales accrues en faveur des pauvres, des personnes âgées, de l'enseignement, de la formation professionnelle, les subventions très importantes accordées aux Etats et aux collectivités locales, n'auront pas été couvertes par une croissance suffisante des impôts et des cotisations sociales. Elles auront provoqué un déficit budgétaire accru et nourri une inflation qui inquiète maintenant beaucoup les Américains.

ALAIN VERNHOLES.

(1) M. Carter voulait notamment remettre en cause les privilèges fiscaux (« tax-shelters »).

(En milliards de dollars et en progression annuelle)

	1976	1977	1978	1979	1980
● DEPENSES TOTALES	366,4	402,7 (+ 9,9 %)	450,8 (+ 11,9 %)	493,7 (+ 9,5 %)	579,6 (+ [illegible] %)
dont : — défense nationale	89,4	97,5 (+ 9 %)	105,2 (+ 7,9 %)	117,7 (+ 11,9 %)	135,9 (+ 15,5 %)
— santé	33,4	38,8 (+ 16,2 %)	43,7 (+ 12,6 %)	49,6 (+ 13,5 %)	56,5 (+ 13,9 %)
— assistance sociale (welfare) etc.	127,4	137,9 (+ 8,2 %)	146,2 (+ 6 %)	160,2 (+ 9,6 %)	190,9 (+ 19,2 %)
● RECETTES FISCALES TOTALES	300	357,7 (+ 19,2 %)	402 (+ 12,4 %)	466 (+ 15,9 %)	520 (+ 11,6 %)
dont : — impôt sur le revenu	131,6	157,6 (+ 19,7 %)	180,9 (+ 14,8 %)	217,8 (+ 20,4 %)	238,7 (+ 9,6 %)
— impôt sur les sociétés	41,4	54,9 (+ 36,2 %)	59,9 (+ 9,1 %)	65,7 (+ 9,7 %)	72,3 (+ 10 %)
— impôt et contributions aux assurances sociales etc.	92,7	108,7 (+ 17,2 %)	123,4 (+ 13,5 %)	141,6 (+ 14,7 %)	162,3 (+ 14,6 %)
● DEFICIT DU BUDGET FEDERAL	66,4	45	48,8	27,7	59,6

Les chiffres indiqués entre parenthèses représentent des progressions annuelles en valeur. En volume (c'est-à-dire compte tenu de la hausse des prix), elles sont beaucoup moins fortes, voire négatives.

Les années indiquées correspondent à des exercices budgétaires qui vont d'octobre à septembre de l'année suivante. Ainsi pour 1980, par exemple, s'agit-il de la période d'octobre 1979 - fin septembre 1980.

Certaines dépenses fédérales (2 % environ) sont placées hors budget. C'est le cas notamment des services postaux, des prêts à l'électrification rurale, etc.

La politique d'expansion

LA première année du quadriennat se déroula sur la lancée de cette reprise de 1976, durant laquelle l'essor économique a été provoqué, dans une très large mesure, par une nette reconstitution des stocks, alors que la consommation des ménages se trouvait encore freinée par les incertitudes des Américains relatives à l'ampleur et à la durée du redressement. Les profits se relevèrent (+ 11 % en 1977) et encore plus les dividendes (+ 18 %). Cependant, un certain manque de confiance s'est traduit par une insuffisance des investissements, les dépenses en capital n'ayant pas atteint la moitié du niveau normalement enregistré lors d'une période comparable d'un cycle. Le malaise était lié en partie à l'ajournement, en 1977, des projets de réforme fiscale. L'expansion se poursuivit l'année suivante sans désemparer, stimulée par une politique de crédit aisé, en dépit de la réputation de sévérité dont jouit le très influent président du Système de réserve de l'époque, M. Arthur Burns.

La dévalorisation de la devise américaine (— 23 % par rapport au yen, — 24 % par rapport au mark) contraignit finalement, en novembre 1978, le président Carter à soutenir sa monnaie au détriment de l'activité économique.

Des réductions d'impôts (18 milliards de dollars) furent votées en 1978 par le Congrès, tant pour les particuliers que pour les sociétés.

Cependant, en 1980, la chute survint brutalement. La reprise économique, une des plus longues de l'après-guerre, s'acheva au cours du premier trimestre, le recul ayant été retardé par une certaine fièvre d'achats de consommateurs soucieux d'échapper ainsi à l'inflation. Au deuxième trimestre, le produit national brut baissait en taux annuel de 9,6 %. Toutefois, une nouvelle hausse de la consommation, inattendue, entraînait une progression de 1 % du P.N.B. au troisième trimestre.

La reprise de l'activité s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année, mais d'autant plus fragile et lente que la poussée des taux d'intérêt — le *prime rate* a crevé le plafond des 20 %, — sciemment provoquée par le système fédéral de réserves, frappait les deux moteurs de l'économie : le bâtiment et, surtout, l'automobile.

La diminution relative du chômage a été liée à une augmentation très forte des créations d'emploi : en 1977, le nombre des personnes employées a ainsi augmenté de 3 millions, ce qui représente la plus forte hausse de l'après-guerre.

Aggravation du chômage

Le gouvernement a, il est vrai, fortement contribué à ce résultat, en augmentant l'embauche dans les services publics et en mettant en route des programmes de travaux publics, notamment destinés aux jeunes Américains. En 1978, près de 4 millions d'emplois nouveaux ont également été créés, répartis dans tous les secteurs économiques. La même évolution a été enregistrée en 1979, marquée encore par la création de 2,5 millions de nouveaux emplois. Ainsi la population active au travail est-elle passée de 87,5 millions en 1976 à 96,9 millions en 1979, augmentant de près de 11 %.

Le tableau a été différent en 1980, puisque le chômage s'est brusquement aggravé, touchant un moment plus de 8 millions de personnes.

La hausse des prix n'a cessé de s'accélérer pour retrouver, en 1979, le rythme à deux chiffres enregistré en 1974. Ce mouvement général cache des périodes plus heurtées : après une stabilisation relative observée à partir de l'été 1977, qui avait permis une hausse assez substantielle des revenus individuels, l'inflation a repris en 1978, au point de susciter, en octobre, l'annonce d'une série de mesures : réduction du déficit budgétaire ; limitation de la hausse des salaires et des prix.

L'hostilité avouée des syndicats et l'incrédulité des principaux acteurs économiques laissaient à cette tentative peu d'espoir de réussite. De fait la hausse des prix atteint en 1979 près du double des prévisions, dépassant le record historique de 1974. La courbe du coût de la vie, en

DSM ACTUALITES

Matières premières énergétiques, chimie et matières plastiques, mais aussi...

MATIERE GRISE CHEZ DSM

Relevé dans la presse au cours des derniers mois : PAYS-BAS–Une délégation chinoise visite DSM: des Chinois chez DSM, c'est une rencontre entre amis de longue date.

Bien avant que les industries occidentales s'intéressent au continent chinois, DSM – un groupe qui fait aujourd'hui partie du peloton de tête de l'industrie chimique européenne - y avait envoyé des ingénieurs et leurs familles. Plusieurs importants complexes de fabrication d'engrais furent créés, mettant en œuvre procédés et savoir-faire de DSM.

Situées dans le Nord de la Chine et soumises à des conditions climatiques très dures : – 40 °C l'hiver + 40 °C l'été, certaines usines ont exigé des solutions techniques délicates ayant fait appel à beaucoup de matière grise.

ALGERIE-Des usines d'engrais – A Annaba, deux usines, l'une d'acide nitrique, l'autre de nitrate d'ammonium, vont démarrer prochainement. L'une et l'autre utilisent des procédés DSM.

ROUMANIE-Bientôt huit usines d'urée – Les septième et huitième usines d'urée roumaines sont en cours de construction avec le savoir-faire technologique DSM.

INDE-Un complexe ammoniac-urée en construction sur 400 hectares – Il aura fallu trois ans pour que soit menée à bien la construction de l'ensemble industriel de Kakinada, dans l'Etat d'Audhra Pradesh. C'est la culture du riz de la région qui va bénéficier de sa mise en service. L'usine de Kakinada est la quatrième grande usine d'urée construite en Inde sous licence de Stamicarbon, la filiale de DSM chargée, à travers le monde, des opérations concernant : licences, savoir-faire, ingénierie, formation de spécialistes, etc...

Répartition des 144 usines d'urée et des 21 de caprolactame (nylon) utilisant des procédés DSM. urée ◆ caprolactame


Usine d'urée inaugurée en 1980 à Salamanca (Mexique). Production : 1.000 T par jour.

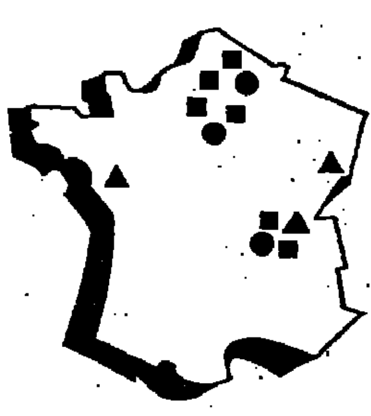
Ainsi, le groupe DSM et ses techniques originales se rencontrent aussi bien dans les pays industrialisés que dans le Tiers-Monde où, notamment, il contribue à accroître les productions agricoles. DSM recueille le fruit des efforts de ses chercheurs et de ses ingénieurs qui, moins que jamais, n'auront fait travailler en vain leur matière grise.

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houillères d'Etat néerlandaises ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté principalement en Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS :	
Engrais :	ammoniac, acide nitrique, urée, produits azotés, engrais complexes, etc... ;
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélamine, etc... ;
Plastiques :	éthylène, propylène, polyéthylène bd et hd, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc... ;
Produits chimiques industriels :	méthanol, formaldéhyde, résines, benzyl, butyl, etc... ;
Energie :	production et exploitation de gaz naturel, recherche de gaz et pétrole ;
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, etc... ;
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc...

En termes de chiffre d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont les 2/3 des ventes sont réalisées hors des Pays-Bas. Au total : 31.000 employés dont les 3/4 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 15 milliards de florins.



DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

●▲ les plastiques et produits chimiques

■ les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

Pour toute information : DSM-FRANCE Immeuble Périsud 5, Rue Lejeune 92120 MONTROUGE

DANS TOUTES LES LANGUES DU MONDE DSM VEUT DIRE CHIMIE

DSM

D'ADMINISTRATION CARTER

économique a débouché sur l'inflation

hausse régulière depuis 1976, s'accentuait encore en 1980.

L'équilibre extérieur a suivi, de façon classique, le rythme de l'activité économique. Cet équilibre fut mis à mal durant les deux premières années de la présidence Carter, le déficit ayant été lié, outre les importations de pétrole, à une forte augmentation d'autres achats, comme l'acier, ce qui accentua d'ailleurs un climat protectionniste dans certaines industries, et surtout chez les syndicats. Toutefois, face à cet état d'esprit, le gouvernement américain s'est efforcé de développer une politique de concertation, en multipliant si possible les accords de régulation des marchés.

Cependant, malgré le poids croissant du pétrole importé, qui représentait une bonne moitié de la consommation totale du pays, la balance courante a été quasiment équilibrée en 1979. Ce résultat était lié aussi au redressement du dollar intervenu durant la première moitié de l'année. En 1980 la baisse de l'activité eut les traditionnels effets bénéfiques sur les comptes extérieurs. Après trois années de déficit, un excédent de la balance courante était enregistré, alors que parallèlement était observée une reprise des investissements à l'étranger.

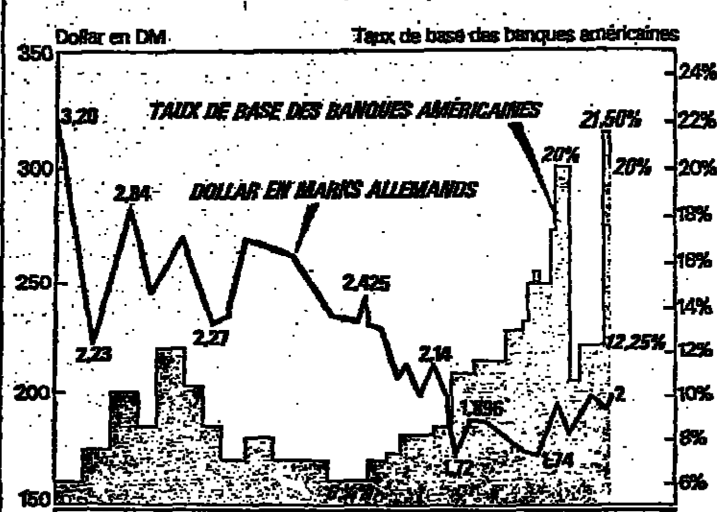
Fin 1979, le montant total des participations américaines à l'étranger (y compris les réserves et les bénéfices non distribués) dans l'ensemble des secteurs de l'industrie et du commerce (y compris banques et assurances) s'élevait à 192,6 milliards de dollars — dont 23,5 milliards pour les prêts consentis par les sociétés mères à leurs filiales (1). Ils ont augmenté de 9,5 % en 1977, de 12 % en 1978 et de 15 % en 1979.

Quant aux investissements étrangers aux États-Unis ils ne représentaient que 52,8 milliards de dollars (42,4 milliards sans le pétrole). Après avoir progressé d'environ 10 % en 1975, 1976 et 1977, leur montant a augmenté de 22 % en 1978 comme en 1979, ce qui est lié en partie à la faiblesse du dollar. En valeur absolue, les investissements étrangers aux États-Unis ont atteint, l'an dernier, 6 milliards de dollars, contre 4 milliards en 1978 et 1,5 milliard en 1977. Cette évolution peut provenir aussi de la crainte d'un accroissement du protectionnisme américain.

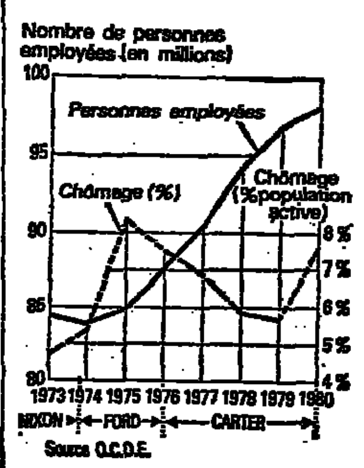
MICHEL BOYER.

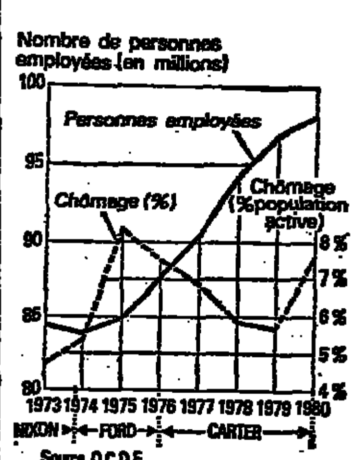
(1) L'industrie pétrolière représentait un cinquième de ce total et le Canada également un cinquième.

Après une envolée vertigineuse du taux d'intérêt, le dollar a remonté

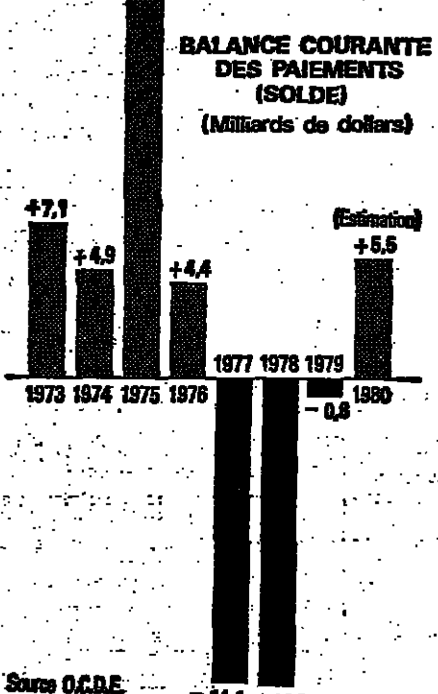


Dix millions d'emplois créés en quatre ans



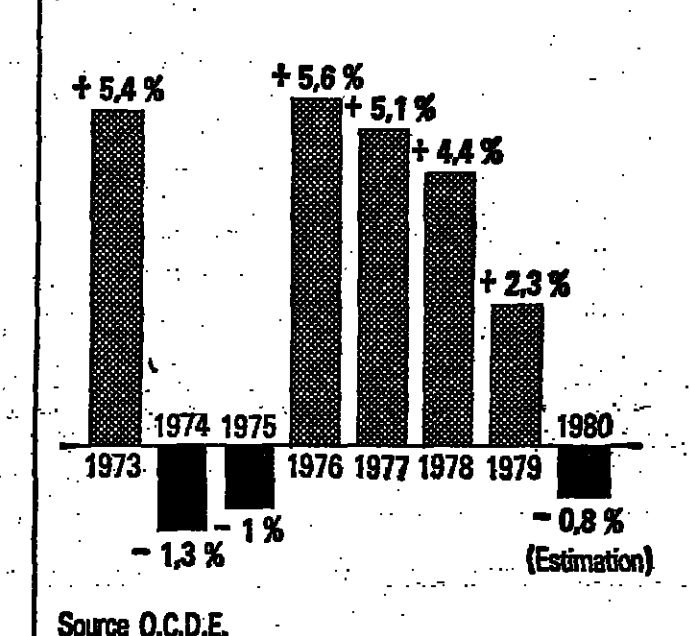


Le déficit extérieur s'est résorbé depuis 1979

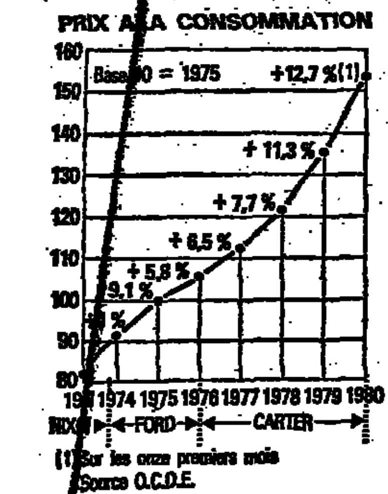


Une vigoureuse croissance a suivi la récession de 1974-1975

PIB (taux de croissance par rapport à l'année précédente, en %)



La hausse des prix s'est fortement accélérée depuis 1979



Energie : une opiniâtreté en partie récompensée

LES États-Unis ont importé en moyenne quelque 6,7 millions de barils de pétrole et de produits pétroliers par jour entre le 1er janvier et le 28 décembre 1980, soit 19,7 % de moins que durant la même période de 1979. Il serait certes abusif d'attribuer au président sortant tous les mérites de cette moindre dépendance américaine à l'égard de l'or noir : la récession courte mais brutale du second trimestre n'y est pas étrangère. Mais il faut reconnaître à M. Carter une opiniâtreté dans sa volonté d'imposer à ses concitoyens ce qu'il a qualifié lui-même comme l'« *équivalent moral d'une guerre* » pour stimuler la production nationale d'énergie et réduire les importations de pétrole. Jamais résigné devant les échecs multiples qu'a connus son plan au Congrès sous la pression des lobbies pétrolier et automobile, le président sortant — sans réaliser complètement ses ambitions — a obtenu dans ce domaine plus que ses prédécesseurs, MM. Nixon et Ford.

Dès le 20 avril 1977, soit trois mois après son entrée en fonctions, le président américain avait présenté un programme fondé sur l'institution d'une taxe destinée à élever progressivement au niveau mondial le prix du pétrole produit aux États-Unis afin d'en décourager la consommation excessive et d'en stimuler l'exploration. Un système complexe de contrôle des prix — selon que le pétrole avait été produit avant ou après 1973 — avait en effet pour conséquence que le prix moyen du brut outre-Atlantique était inférieur de près de moitié au cours mondial de l'OPEP.

Dix-huit mois plus tard, le texte voté par le Congrès rejetait cette disposition, mais prévoyait une libération progressive du prix du gaz, une série de taxes ou de crédits d'impôts pour promouvoir les économies d'énergie (y compris la taxation des automobiles grosses consommatrices de carburant), la conversion de centrales électriques du fuel au charbon, enfin une modification dans la tarification de l'électricité. Un volet non négligeable — bien qu'édulcoré du principal — de la politique énergétique américaine était adopté.

Têtu, le président n'entendait pas se contenter de ce demi-succès. Usant de sa possibilité de « décontrôler » les prix du pétrole de manière réglementaire à compter du 1er juin 1979, il annonçait le 5 avril 1979 un second programme qui prévoyait l'alignement progressif des prix du pétrole extrait des puits américains sur le cours mondial entre le 1er juin 1979 et le 1er octobre 1981.

L'alignement ainsi enfin décidé avait deux corollaires : le premier, c'était la nécessité de reprendre aux compagnies une partie des « *bénéfices tombés du ciel* » (les *windfall profits*) du fait de la libération des prix pour promouvoir des sources alternatives d'énergie et en premier lieu les carburants de synthèse (exploitation des schistes, gazéification et liquéfaction du charbon) ; le second, c'était de verser une compensation aux familles les plus touchées par le renchérissement de l'énergie.

Ce fut une rude bataille de onze mois que le président sortant ne gagna là encore que partiellement. Le 27 mars 1980, le Sénat adoptait en effet en dernière lecture une imposition des compagnies pétrolières dont le produit en dix ans — 227,3 milliards de dollars — était inférieur de 70 milliards de dollars aux vœux présidentiels. Et si les membres du Congrès affectaient une (faible) partie de ces fonds aux familles les plus déshéritées, ils refusaient d'attribuer automatiquement le solde à l'organisme chargé de financer la production de combustibles de synthèse qui se trouve ainsi pour partie privé de ressources.

Les échecs présidentiels ne devraient cependant pas altérer — à moyen terme — les effets d'une politique qui va modifier la situation énergétique des États-Unis. La libération des prix du pétrole et du gaz, « *à court terme l'un des moyens les plus efficaces que peuvent utiliser les pouvoirs publics pour agir sur la consommation* », la taxation des « super-profits » des compagnies pétrolières, la promotion du charbon et des énergies de synthèse, la modification du parc automobile, réduiront inévitablement la dépendance à l'égard du Golfe.

BRUNO DETHOMAS.

La croissance en Amérique latine

(Suite de la page 24.)

Facteur positif à condition, toutefois, que, d'une part, l'essentiel des forces productives ne soient pas mises au service du marché international (comme c'est aujourd'hui le cas dans certains pays) et que, d'autre part, soient relancés des efforts d'intégration régionale, aujourd'hui assez somnolents.

Ces deux idées ont toujours été au cœur de la doctrine « cépaliste » — tout comme celles de la nécessaire participation de l'État au développement économique et de la justice sociale comme corollaire de la croissance. Mais, précisément, une organisation comme la commission économique des Nations unies peut-elle demeurer insensible à certaines théories économiques exogènes — celle de l'« école de Chicago » en particulier — mises en pratique ici et là en Amérique latine.

M. Iglesias reconnaît que, tout en observant « *avec angoisse* » certaines corrélations entre autoritarisme politique et hyperlibéralisme économique, il importe de faire « *une évaluation honnête des leçons et des interrogations que l'on peut tirer pour la région de ce type d'expériences* ».

L'expansion des exportations, à la condition de demeurer réaliste par rapport aux besoins du marché intérieur, est certainement positive. La reconsidération du système des prix, pour aller vers davantage de vérité, est également, dans une économie de marché, un aspect à retenir. Il importe, enfin, de se demander si l'on n'a pas trop demandé à l'État : « *On voulait tout* », nous dit M. Iglesias, en français ; « *mais c'était trop beau pour être vrai* ».

JEAN-PIERRE CLERC.

Dans le cadre de sa collection
« ANALYSES DE SECTEURS »
DAFSA vient de publier un ouvrage intitulé :

L'INDUSTRIE MONDIALE DES PATES, PAPIERS ET CARTONS

Après une période très difficile s'étendant suivant les pays de 1975 à 1977 ou 1978, la croissance de la demande a permis, en 1979, aux entreprises du secteur de retrouver un bon taux d'utilisation de leurs capacités productives (plus de 85 % au Canada et en Europe, plus de 90 % aux États-Unis).

Mais les résultats provisoires sur l'année 1980 montrent un net ralentissement de la croissance de la production.

L'industrie papetière se caractérise par :
— une forte intensité capitalistique (le taux d'investissement dépasse 10 % du chiffre d'affaires dans les entreprises intégrées), ce qui explique qu'un taux élevé d'utilisation des capacités productives conditionne l'obtention de marges d'exploitation favorables ;
— l'importance relative, dans la structure des coûts, des matières premières et de l'énergie dont les conditions d'approvisionnement déterminent, dans une large mesure, les résultats des entreprises.

A ce titre, deux zones apparaissent particulièrement privilégiées :
— Les États-Unis et le Canada pour le bois et l'énergie,
— la Scandinavie pour le bois,
alors que les entreprises des autres pays d'Europe de l'Ouest et du Japon sont défavorisées.

Le problème du coût de l'énergie se posera avec de plus en plus d'acuité et, dès la fin des année 70, les investissements destinés à diminuer la consommation en énergie ont pris le relais des investissements consacrés à la protection de l'environnement.

Dans ce contexte, quelques éléments marquants d'évolution du marché apparaissent tant au niveau de la demande, que de l'offre.

Au plan de la demande, on note généralement :
— la part croissante de la consommation des pâtes au sulfate blanchies.
— le développement plus rapide de la consommation des vieux papiers pendant la période 1975/1979 qu'au cours des cinq années précédentes,
— l'importance croissante de la demande de papiers d'impression et d'écriture par rapport aux deux autres grandes catégories, à savoir le papier journal et les papiers et cartons d'emballage.

Au plan de l'offre, on remarque surtout la progression de la production brésilienne, celle-ci ayant triplé en dix ans : entre 1970 et 1979, le Brésil est passé du onzième au huitième rang des producteurs mondiaux de pâtes et du quinzième au douzième rang des producteurs mondiaux de papiers-cartons.

La position des États-Unis dans l'industrie papetière mondiale reste dominante, avec plus du tiers de la production mondiale de produits papetiers (le déficit de leur balance commerciale en pâtes, papiers et cartons s'est d'ailleurs aggravé depuis 1975).

En plus de conditions d'exploitation exceptionnelles, les États-Unis bénéficient donc des vastes débouchés qu'offre un marché intérieur très important (la consommation « per capita » de papiers-cartons y est deux fois supérieure à celle enregistrée dans les pays européens), permettant des économies d'échelle. Cette conjonction permet aux entreprises américaines d'obtenir des résultats particulièrement favorables comparativement à ceux des entreprises européennes et japonaises.

Pour mettre ceci en évidence, l'étude dresse un panorama de l'industrie mondiale. Près de cent vingts entreprises dans une quinzaine de pays ont été présentées sur la base des éléments suivants :
— effectifs, chiffre d'affaires et sa ventilation par activité,
— fabrications et capacités productives,
— projets d'investissements. etc.

Parmi les principaux résultats, on notera que :
— les entreprises sont généralement très endettées (sauf aux États-Unis et au Canada), le gigantisme croissant des équipements rendant nécessaire une capacité de financement dont seules disposent les entreprises nord-américaines ;
— parmi les sociétés européennes, celles qui se sont orientées particulièrement dans le domaine des papiers d'impression et d'écriture réalisent des performances meilleures que celles pour lesquelles le papier journal est resté prédominant : dans le premier cas, citons Feldmühle, Haindl ou Holtzmann en R.F.A., Arjomari-Prioux en France, Holmen en Suède ; le second cas peut être illustré par les difficultés récentes de Chapelle-Darblay en France ou celles de la Papelera Española.

Cette étude est disponible auprès du Bureau de vente de DAFSA, 7, rue Bergère - 75009 PARIS

CESA - FINANCE

Programme de Formation Supérieure

22 JUIN - 4 JUILLET 1981
22 FEVRIER - 6 MARS 1982

- Formation à la prise de décision et au diagnostic financier
- Maîtrise de la fonction financière

— organisé en séquence alternant les apports didactiques et les applications pratiques.
— animé par le corps professoral du CESA commun à l'École des HEC, à l'ISA et au CFC ainsi que par des praticiens d'entreprise.

Ce programme s'adresse aux directeurs financiers et cadres supérieurs ayant des responsabilités financières.

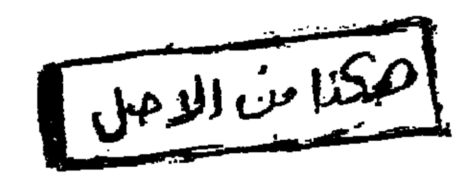
Je désire recevoir la brochure de CESA-FINANCE
Nom .... Fonction ....
Société .... Tél. ....
Adresse de la Société ....

Bulletin à retourner à CESA-FINANCE - 1, rue de la Libération - 78350 JOUY-en-JOSAS
Tél. (6) 941.80.90
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires (HEC, ISA, CFC)

(Publicité)
PEINTURE - DÉCORATION
TOUS REVETEMENTS MURAUX
POSE MOQUETTE - VITRERIE
LAURENSOU - CHRISTIAEN
Artisan
4, rue de Lorraine
78600 MAISONS-LAFFITTE
Tél. : 962-05-40 et 962-48-33.

RÉSIDENCES - CLUBS
3e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médecin - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)



CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'EUROMARCHÉ

Vers de nouveaux emprunts français

Il y aura vingt ans à la fin de cette semaine que la première émission euro-obligataire aura vu le jour. En effet, le 23 janvier 1961, un consortium de banques internationales offrait en souscription publique un emprunt libellé en unités de compte européennes (U.C.E.) d'un montant de 5 millions, pour la société portugaise Sacor. Cette unité de compte venait d'être créée par le groupe de la Kreditbank, dont la filiale luxembourgeoise présidait précisément le syndicat bancaire dirigeant l'emprunt Sacor. Heureuse époque : la durée de ce premier euro-emprunt était de dix-sept ans et son coupon de 5 3/4 % sur un prix d'émission de 99. La durée maximum des emprunts en U.C.E. est maintenant de l'ordre de dix ans et le niveau des coupons à peu près du double de ce qu'il était il y a vingt ans. Ces deux éléments fondamentaux de toute émission obligataire illustrent l'augmentation du coût des capitaux internationaux en l'espace de deux décennies. Cette hausse n'a été que le reflet de l'inflation intervenue entre-temps. Encore cet impact est-il atténué dans le cas des appellations libellées en unités composites, telle l'U.C.E., parce que représentant un assemblage de devises diverses. Les taux élevés d'inflation qui ont durement affecté certaines d'entre elles sont partiellement amortis par la présence d'autres monnaies des pays où les pressions inflationnistes ont été moins élevées.

C'est précisément cette unité de compte européenne qu'une entité publique française vient de choisir pour lever l'équivalant d'environ 35 millions de dollars. Gaz de France, en effet, devrait dès cette semaine lancer une émission euro-obligataire de 25 millions d'U.C.E., remboursable en une seule échéance après cinq ans, avec un coupon de 9 5/8 %.

Poursuivant sa politique, le Trésor français continue d'envoyer le bataillon des grandes sociétés du secteur public ayant une bonne image de marque à l'étranger drainer des fonds sur tous les principaux marchés de capitaux du monde, préférant pour l'instant emprunter à taux fixe dans toutes les devises disponibles que sur la base d'un taux d'intérêt variable. En Suisse, la Caisse nationale des télécommunications, avec la garantie de la République française, recherche 100 millions de francs suisses par le truchement d'obligations à dix ans, dotées d'un coupon de 5 5/8 %. Sur le marché intérieur hollandais, E.D.F. tente d'obtenir entre 100 et 125 millions de florins par le canal d'un emprunt à quinze ans avec un coupon de 10 3/4 %. La présente énumération est loin d'être exhaustive. Gaz de France, par exemple, espère encore pouvoir solliciter, lorsque les conditions lui paraîtront adéquates, le marché obligataire intérieur britannique. Celui-ci est l'un des plus grands et des plus sophistiqués du monde parce que permettant entre autres de drainer à taux fixe des capitaux à très long terme, c'est-à-dire de l'ordre de trente à quarante ans. Seul New-York peut, dans cette voie, rivaliser avec Londres.

La soixante-dix-huitième émission en eurofrancs

Les emprunts de débiteurs étrangers sur le marché obligataire britannique portent le sobriquet de « *bulldog* » ; ceux qui sont émis à New-York, celui de « *yankee* » ; ceux qui sont proposés à Tokyo sont surnommés « *samouraïs* ». Il n'existe, par contre, pas d'appellation familière pour les émissions étrangères réalisées sur le marché intérieur français. Celles-ci sont du reste relativement rares et en priorité réservées aux institutions supranationales de la C.E.E., telles la Banque européenne d'investissements, la CECA et autres entités du même type. La collecte sur le marché *obligataire français* est d'abord réservée à l'Etat et aux sociétés du secteur public. C'est là un des faits saillants de notre époque de voir les gouvernements de tous les pays industrialisés se réserver l'avantage de leur marché des capitaux français.

La possibilité de lever des fonds à taux d'intérêt fixe dans un monde où une inflation folle, génératrice de taux d'intérêt hautement instables, détourne l'épargne et les investisseurs traditionnels de ce type de placement, est en effet devenue un privilège souverain.

En revanche, les débiteurs étrangers ont accès au marché de l'eurofranc français, c'est-à-dire au réservoir de francs détenus par des non-résidents et exempts de retenues à la source, puisque l'extraterritorialité d'une eurodevise la met par définition au-dessus de toute contingence fiscale. L'existence d'eurofrancs français est tolérée par le ministère des finances parce que leur montant est limité et leur influence aisément contrôlable. Ils ont en outre l'avantage de faire briller le pavillon français sur la scène monétaire internationale. Le marché des euro-obligations libellées en francs français a vu le jour en 1967, à l'occasion d'une émission pour Roussel-UCLAF. Il a tout d'abord connu des fortunes diverses. Fermé en 1968 puis rouvert en 1971, il ne s'est véritablement établi qu'à partir de 1978. Depuis, il n'a pratiquement pas cessé d'exister et sa consécration définitive devrait avoir lieu dans un proche avenir avec le premier emprunt en eurofrancs de la Banque mondiale. Le prestige d'un tel emprunteur conférera alors à ce marché ses véritables lettres de noblesse.

Les charmes d'une devise relativement stable sur les marchés des changes, combinés avec des taux d'intérêt attrayants et la bonne qualité des emprunteurs ayant recours au marché de l'eurofranc français lui ont, outre la clientèle belge traditionnelle, amené au fil des ans celle du Moyen-Orient, des Japonais et, plus récemment, des Suisses et des Allemands. Au cours des treize dernières années, soixante-dix-sept euro-emprunts totalisant 10,7 milliards de francs français ont été lancés. Le soixante-dix-huitième est attendu cette semaine. Il s'agit d'une euro-émission de 400 millions de francs pour la Kontrollbank autrichienne, garantie par la République d'Autriche. Sa durée est de cinq ans et son coupon de 14 %. Ces conditions généreuses lui assurent par avance un accueil chaleureux. Les débiteurs étrangers sont actuellement friands d'emprunts en francs français. Certains spéculent sur une victoire éventuelle de la gauche à la prochain élection présidentielle qui ne manquerait pas, dans un premier temps, d'affaiblir la devise française et permettrait donc à ceux ayant des dettes dans cette monnaie de les rembourser à un taux bien inférieur à celui auquel elles ont été souscrites.

CHRISTOPHER HUGHES.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Incertitudes américaines

Les taux d'intérêt ne devraient pas baisser aux Etats-Unis, le système de réserve fédéral bloquant toute détente en maintenant le loyer de l'argent entre banques (*federal funds*) entre 18 % et 20 %. Tel est le sentiment qui prévaut après la publication des dernières statistiques concernant la masse monétaire, dont les variations commandent la politique de la Fed.

On le sait fort bien, une rémunération élevée des capitaux sur le marché américain et sur le marché des eurodollars qui lui est étroitement lié, attire les capitaux internationaux, notamment ceux des producteurs de pétrole, et favorise le dollar aux dépens des autres monnaies, notamment le DM (la R.F.A. en sait quelque chose). Inversement une baisse de cette rémunération le rend moins attrayant et donc le déprime. Ces mécanismes expliquent les effarantes « montagnes russes » qu'ont connues les marchés des changes en 1980.

Cette fois-ci, on le sait également, la tension des taux aux Etats-Unis risque de durer plus longtemps que lors de la pointe dernière, à laquelle avait succédé une rechute rapide (de 20 % à 10,75 % pour le taux de base des banques). Or, à la veille du week-end, les cours du dollar se sont brusquement raffermis sur la rumeur d'une véritable « explosion » de la masse monétaire américaine, susceptible d'encourager le FED dans sa politique restrictive et donc d'empêcher, dans l'immédiat, toute baisse des taux.

Eh bien, cette « explosion » s'est apparemment produite : la masse monétaire des Etats-Unis, qui s'était stabilisée, et même inscrite en nette diminution au cours des quatre dernières semaines de l'année, a très fortement augmenté pour la semaine du 1er au 7 janvier : 11,4 milliards de dollars (+ 2,8 %) dans sa définition « élargie » (M 1 B). C'est-à-dire la circulation fiduciaire, les dépôts à vue, les dépôts des Caisses d'épargne, et les comptes à vue « spéciaux ».

Cette augmentation, beaucoup plus importante que les diminutions des quatre semaines précédentes, était attendue : la Sécurité sociale américaine a envoyé pour 8 milliards de dollars de chèques au début de 1981, et, surtout, à partir du 1er janvier est entrée en vigueur la nouvelle réglementation des comptes « N.O.W. » (*negotiable order of withdrawal* — ordre de retrait négociable), qui permet aux titulaires de comptes bancaires d'obtenir une rémunération un peu supérieure à 5 % sur leurs dépôts à vue, moyennant le maintien en permanence d'une certaine somme sur leurs comptes. La conséquence, en matière de statistiques, en est le report sur M 1 B d'une part importante des sommes comptabilisées au sein de la masse monétaire dans sa définition réduite (M 1 A), c'est-à-dire la circulation fiduciaire et les seuls dépôts à vue. L'ennui, c'est que ladite masse M 1 A, loin de reculer sous l'effet du report, a elle-même augmenté, de peu il est vrai.

Ailleurs, la situation reste inchangée. La Banque d'Angleterre a maintenu à 14 % son taux d'intérêt minimum, en dépit de la hausse continue de la livre sterling. En France, les taux à court terme restent stables. A long terme, c'est également le calme. L'emprunt d'Etat de 10 milliards de francs à 13,80 %, qui ouvrait le ban de l'année 1981, s'est placé sans trop de difficultés : l'étranger a souscrit, le public également, les investisseurs institutionnels se montrant plus réservés (ils auraient préféré un montant moins élevé). La semaine prochaine, le calendrier sera chargé, avec une volée d'emprunts de banques, désireuses d'obtenir des ressources longues dont l'emploi est « désencadré » : de 3 à 3,5 milliards d'émissions, à taux fixe, à taux variable, à taux flottant ou même à taux mixtes, placés dans leurs propres réseaux par le Crédit Lyonnais, la B.N.P., la Société Générale, le Crédit Commercial, Indosuez. Après viendra un emprunt Crédit Foncier d'environ 3 milliards de francs. C'est un rythme qui ne pourra probablement pas être soutenu très longtemps.

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse sensible du plomb, de l'étain et du sucre

Les matières premières utilisées à des fins industrielles souffrent toujours du « grippage » de la machine économique. L'argent cher incite les utilisateurs à travailler avec un stock minimum, d'autant que des craintes de pénurie ne semblent pas justifiées actuellement.

METAUX. — Le mouvement de baisse a été général, mais le plomb et l'étain comptent parmi les plus affectés.

Pour la première fois depuis février 1978, les cours du plomb viennent de descendre au-dessous de 300 livres la tonne, au Metal Exchange de Londres. L'utilisation mondiale de métal diminue au fil des mois : baisse de 8,1 % pour les dix premiers mois de l'année 1980 par rapport à la période correspondante de 1979. Cette évolution est imputable à la crise que traverse l'industrie automobile. Près de la moitié du plomb est absorbée par la fabrication des batteries. Certes, ce métal devrait bénéficier de nouveaux emplois, comme le stockage des déchets radioactifs provenant des centrales nucléaires, mais ce sera dans plusieurs années seulement... en quantités peu importantes.

Le zinc a été moins affecté malgré le gonflement continu des stocks londoniens. La demande mondiale reste un peu supérieure à une offre réduite du fait que de nombreux producteurs tournent en dessous de leur capacité maximale.

Sur les places commerciales, l'étain retrouve ses niveaux du commencement de l'année 1978, inférieurs à 6 000 livres la tonne. Les industriels réduisent leurs achats de façon sensible, alors que certains producteurs — la Malaisie, entre autres, — maintiennent leurs ventes à un niveau élevé. L'accord international de stabilisation des prix a été reconduit pour un an. Le conseil international de l'étain a fixé les prix-planchers et plafond à 27,28 et 35,47 ringgit par kilo.

Fléchissement des cours du cuivre. La position statistique de ce métal reste toujours excédentaire. La production américaine de métal raffiné a diminué en 1980 de 18 % à la suite d'une grève de quatre mois et demi. Mais, l'offre s'est accrue dans d'autres pays, en Zambie notamment, pour compenser cette perte. Le cuivre se maintiendra-t-il au-dessus de 750 livres la tonne, plancher prévu par certains négociants ?

La montée continue des stocks mondiaux d'aluminium, qui atteignent 2 millions de tonnes, en augmentation de 50 % en neuf mois, se répercute sur les cours du métal à Londres. La consommation mondiale sous l'influence de la récession, a régressé de 7 % en 1980.

DENREES. — En dépit d'une reprise de la consommation de fèves durant le dernier trimestre de l'année 1980, les cours du cacao restent toujours déprimés. Les broyages ont augmenté de 6,3 % en Allemagne en 1980 par rapport à 1979. La hausse aux Etats-Unis est évaluée entre 10 et 15 %, elle atteint 14,6 % pour le quatrième trimestre. Le Brésil pourrait, selon certaines rumeurs, suspendre ses ventes à l'exportation. Une telle décision n'a des chances d'entraîner une revalorisation des prix que si les autres producteurs adoptent la même attitude.

Les acheteurs résistent de plus en plus aux prix élevés d'où la nouvelle détente enregistrée sur le marché du sucre où la baisse moyenne atteint près de 10 %. Dans certains pays tropicaux, la récolte de canne serait supérieure aux prévisions.

L'augmentation des récoltes prévues de soja aux Etats-Unis et en Argentine a accentué le fléchissement des cours.

CEREALES. — La production mondiale de blé reste toujours évaluée par le Département américain de l'agriculture à 433 millions de tonnes, ce qui a peu influencé le marché aux grains de Chicago. L'augmentation est de 3 % par rapport à la campagne précédente. Les pays de l'Europe orientale et la Chine seront amenés, pour couvrir leurs besoins, à procéder à des achats accrus sur le marché mondial.

Les cours

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 779,50 (791,50), à trois mois 800,50 (813,50) ; étain comptant 5.905 (6.305), à trois mois 6.060 (6.405) ; plomb 287 (308) ; zinc 328 (334) ; aluminium 595 (610) ; nickel 2.870 (2.720) ; argent : (en pence par once troy) 626 (648). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 84,10 (87,10) ; argent 14,82 (15,55) ; platine (en dollars par once) (552) ; ferraille, cour moyen (en dollars par tonne) inch. (99,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) inch. (355-360). — Penang (en ringgit par kilo) 31,58 (32,54).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton mars 92,45 (93,88) ; mai 93,90 (94,85). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) janv. 345 (361) ; jute (en livres par tonne) Pakistan, White grade C inch. (221). — Roubaix (en francs par kilo) : laine janv. 33,50 (32,20).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 58-58,40 (57,50-59). — Penang (en cents des Détroits par kilo) 310-310,50 (311-311,50).

DENREES. — New-York (en cents par lb) sauf pour le cacao en dollars par tonne) : cacao mars 1.988 (1.987) ; mai 2.038 (2.023) ; sucre mars 27,40 (31,70) ; mai 27,45 (31,70) ; café mars 131,80 (127,60) ; mai 134,05 (129,75). — Londres (en livres par tonne) : sucre mars 273,25 (311,25) ; ma 274,25 (310,75) ; café mars 1.056 (1.029) ; mai 1.070 1.046) ; cacao mars 870 (868) ; mai 896 (893). — Paris (en francs par quintal : cacao mars 958 (925) ; mai 974 (957) ; café mars 1.170 (1.135) ; mai 1.185 (1.150) ; sucre (en francs par tonne) : mars 3.295 (3.500) ; mai 3.406 (3.470) ; tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne) : mars 228,80 (230). — Londres (en livres par tonne : fév. 127,20 (130,50).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé mars 502 (496 1/2) ; mai 511 1/2 (505) ; maïs mars 378 (377) ; mai 383 1/4 (382 3/4).

Indices : Moodys 1.121,90 (1.225,60). Reuter : 1.703,34 (1.727,50).

NIXDORF
COMPUTER

LES DEVISES ET L'OR

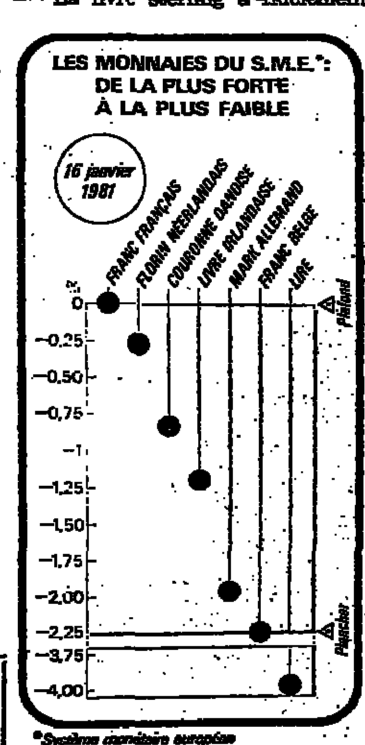
Vive hausse du dollar et de la livre sterling

Une livre sterling au plus haut niveau depuis sept ans, un dollar en forte reprise, les monnaies anglo-saxonnes se sont montrées très vigoureuses la semaine dernière vis-à-vis des autres monnaies, notamment celles de l'Europe.

Après un bref fléchissement en début de semaine, attribué à l'annonce d'une diminution de la masse monétaire aux Etats-Unis, qui permettait d'entrevoir une baisse des taux outre Atlantique, le dollar se raffermissait très vivement mardi après les déclarations « dures » de M. Paul Volcker, président du Fed, sur la poursuite d'une politique restrictive en matière de taux et de crédit. Après une journée de flottement, les cours de la monnaie américaine s'orientaient à nouveau à la hausse. Sur les rumeurs d'une forte hausse de la masse monétaire aux Etats-Unis. Vendredi, ils retrouvaient leur niveau de la mi-décembre 1980, approchant 4,68 F à Paris et dépassant à nouveau 2 DM à Francfort.

Selon les milieux financiers, cette fermeté devrait se maintenir, surtout après la confirmation d'une très forte augmentation de la masse monétaire aux Etats-Unis (voir la rubrique Marché monétaire). Mais, de l'avis des spécialistes, le dollar est très en faveur ; en cas de baisse des taux outre-Atlantique, ils ne le voient guère baisser beaucoup. Le président Reagan a fait lever bien des espoirs, et la monnaie américaine est, actuellement, aussi « demandée » qu'elle a pu être « offerte » par ses détenteurs, notamment arabes, ces dernières années.

La livre sterling a fidèlement suivi le dollar dans sa hausse, ce qui l'a vigoureusement revalorisée vis-à-vis des autres monnaies. A Paris, pour la première fois depuis octobre 1974, elle a dépassé le cours de 11 F, terminant à près de 11,20 F. Elle est au plus haut par rapport à la lire italienne et retrouve son niveau de 1975 par rapport au DM. Cette fermeté, que justifie un net excédent de la balance commerciale et de la balance des paiements courants britanniques, est même renforcée par le relèvement récent des prix du pétrole en mer du Nord, qui frôlent 40 dollars au baril. De plus, le ralentissement de l'inflation en Grande-Bretagne a été bien accueilli, même si l'industrie est en déroute et le chômage en augmentation galopante.



*Système monétaire européen

Le franc français est toujours en tête du système monétaire européen, et le yen japonais, après sa flambée récente, s'est borné à se maintenir un peu au-dessus du niveau de 200 yen pour un dollar, ce qui l'a élevé à 2,30 F pour 100 yen à Paris, nouveau record.

Sur le marché de l'or, assez peu actif, le cours de l'once s'est maintenu aux environs de 560 dollars, sans pouvoir s'élever durablement au-dessus de ce niveau ni baisser au-dessous. Le maintien de taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis et la libération prochaine des otages américains, de nature à atténuer la tension internationale, se conjuguent pour diminuer l'attrait qu'exerce actuellement le métal sur les détenteurs de capitaux.

F. R.

Cours moyens de clôture comparés du 9 au 16 janvier

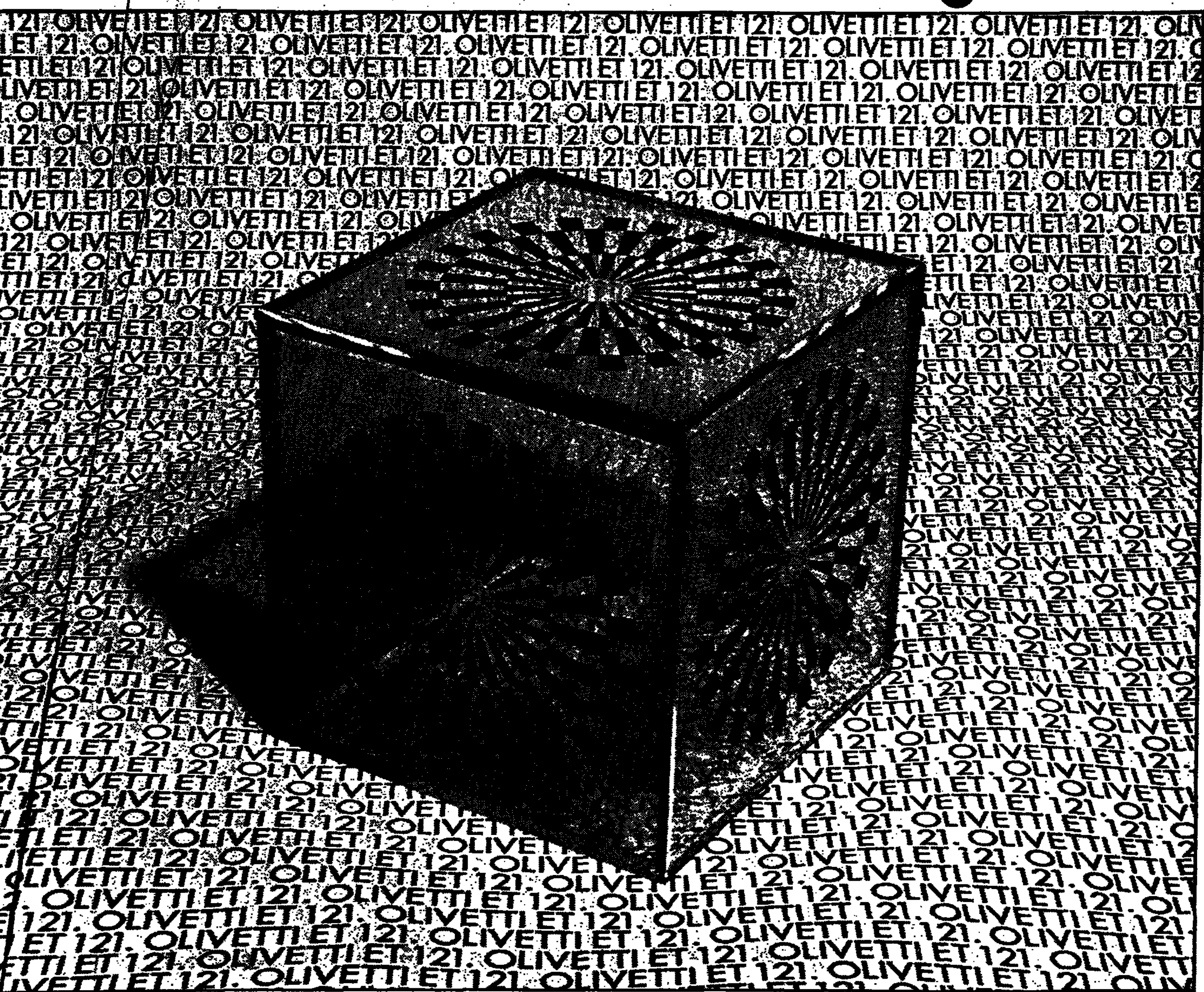
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	— —	2,3960 2,4050	11,1953 10,9387	4,3990 4,2761	4,8459 4,7246	77,7502 75,9988	5,2616 5,1370	2298,[illegible] 2248,[illegible]
New-York..	2,3960 2,4050	— —	21,4018 22,0022	54,4662 56,2429	49,4437 50,9035	3,0816 3,1645	45,5373 46,8164	0,104 0,106
Paris.....	11,1953 10,9387	4,6725 4,5450	— —	254,49 255,62	231,02 231,35	14,3990 14,3829	212,77 212,78	4,889[illegible] 4,8605
Zurich....	4,3990 4,2761	183,60 177,80	39,2942 39,1205	— —	90,7787 90,5064	5,6579 5,6265	83,6965 83,2397	1,9134 1,9016
Francfort	4,8459 4,7246	202,25 196,45	43,2862 43,2245	110,1579 110,4893	— —	6,2326 6,2167	92,0992 91,9709	2,1078 2,1018
Bruxelles	77,7502 75,9989	32,45 31,6000	6,9449 6,9526	17,5109 17,7737	16,0444 16,0855	— —	14,7768 14,7940	3,3819 3,3796
Amsterdam	5,2616 5,1370	219,60 213,60	46,9991 46,9968	119,6078 120,1349	108,5784 108,7300	6,7673 6,7594	— —	2,2886 2,2845
Milan....	2298,96 2248,67	959,50 935,00	205,3514 205,7232	509,2592 525,8717	474,4123 475,9480	29,5685 29,5886	427,82 437,73	— —
Tokyo....	485,90 487,00	202,80* 202,00	43,40 44,44	110,45 113,29	100,2719 102,8775	6,2696 6,4000	92,34 97,40	0,211 0,216

(*) A Paris, le yen (100) était coté, le vendredi 9 janvier, 2,252 F contre 2,2624 F

dialogue avec le public

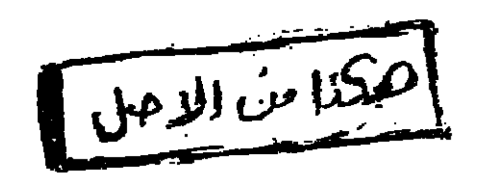
LA GÉNÉRALE DE CHAUFFE A L'HEURE DE L'ÉLECTRONIQUE.

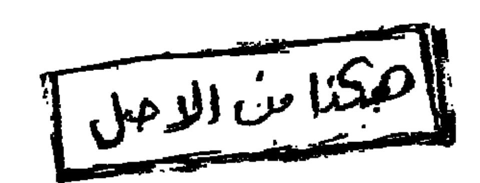


Leader d'exploitation et de réalisation d'installations thermiques et frigorifiques, le groupe Générale de Chauffe utilise déjà l'électronique pour le bon fonctionnement des quelques 12.000 chaufferies qu'il a en charge... tout comme pour la sécurité de millions d'usagers.
L'électronique à la Compagnie Générale de Chauffe, c'est la télésurveillance des chaufferies, le comptage de l'eau ou des calories, le contrôle automatique des appareils de mesure, l'équipement moderne de son laboratoire d'analyses et de traitement des eaux, la commande d'usines d'incinération d'ordures ménagères dont certaines peuvent récupérer l'énergie et produire de l'électricité. C'est également l'étude et la réalisation d'opérations de pointe faisant appel aux énergies et techniques nouvelles, la mise au point de systèmes de récupération de chaleur.
Pour bénéficier dans le dialogue avec sa clientèle des derniers progrès de la technique, la Compagnie Générale de Chauffe vient de s'équiper des nouvelles machines à écrire électroniques Olivetti.
Des multiples avantages de ces machines à écrire électroniques, citons simplement : la qualité et la rigueur dans la présentation du message (écran de visualisation, 3 pas d'écriture), leur silence étonnant et le gain de temps considérable qu'elles procurent (automatisme de mise en page...).
Avec Olivetti, la Compagnie Générale de Chauffe confirme sa volonté de mettre un maximum d'efficacité au service du public.
Compagnie Générale de Chauffe, Olivetti, deux grands noms pour un grand pas en avant.



l'écriture électronique.





REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux

Honeywell is looking for

Software Engineers process automation

(m/f)

New career opportunities for experienced Software Engineers at intermediate and senior levels have been created by the continuing growth of Honeywell's Digital Control System Business.

Openings at the Process Automation Center Europe are now available for professionals to participate individually and in teams for

Business operations

The engineering of sophisticated process management and control systems.

Product development

Analysis, specification and development of software for new generations of advanced distributed control systems.

Candidates must have at least 3 years' experience working in the area of process automation and at least 5 years' experience in real time programming. Key areas in which experience would be of value are:

Software

- ☐ assembly language programming;
- ☐ pascal programming.

Hardware

- ☐ microprocessor based systems;
- ☐ industrial electronic control equipment;
- ☐ fault tolerant systems.

Applications

- ☐ refining, chemical, paper, metals;
- ☐ batch, sequence and discontinuous control.

Successful candidates for some functions may be expected to undergo formal job training in our U.S. facilities in Phoenix, Arizona. All will ultimately be located at our European Headquarters in Brussels, Belgium.

Candidates are invited to send their handwritten application, together with a detailed c.v. to
N.V. Honeywell S.A., Personnel Department, av. H. Matisse 16, 1140 Brussels (ref. 8101).

Honeywell

BLUE BELL EUROPE

We are a multinational company with European headquarters in Brussels, Belgium. We are brandleaders in the leisure wear market.

Within our personnel department there is now a challenging opportunity for an

industrial psychologist

(M/F)

The responsibilities of this position cover: ☐ recruitment; ☐ assessment of management potential; ☐ psychological research (e.g. test-validation); ☐ human relations and management development training.

The need is for a young psychologist (up to 30 years) with some experience in the above areas. He/she should be multilingual and be prepared to travel.

Applications with full career details to BLUE BELL EUROPE, J. Boelaert, Manhattan Center, avenue du Boulevard 21, box 32, B-1000 Brussels, Belgium.

Wrangler

GENIE CIVIL 

BATIMENT

TRAVAUX ROUTIERS

Jeunes ingénieurs: á vous de choisir

En 1980, notre Groupe, longtemps spécialisé dans la construction de routes et toujours leader sur ce marché, a choisi d'étendre ses activités au Bâtiment et au Génie Civil. L'absorption des Grands Travaux de l'Est et notre politique de diversification nous ont permis de développer ces nouveaux secteurs. Par ailleurs, de nouvelles implantations ont vu le jour en France et à l'étranger, notamment aux U.S.A., en Amérique Latine et en Indonésie.

Afin de poursuivre notre expansion, nous avons l'intention d'accentuer notre effort de recrutement en 1981.

Nous avons d'ores et déjà de nombreuses opportunités à offrir à de jeunes ingénieurs diplômés : P. & C., Centrale, Mines, E.T.P., A & M... qu'ils soient débutants ou qu'ils aient une première expérience.

Après formation sur le terrain, nous leur confierons la responsabilité complète (technique, commerciale et humaine) d'une unité d'exploitation dans l'une de nos 100 Agences en France ou de nos 35 implantations en Amérique, en Europe, au Moyen-Orient, en Océanie ou en Indonésie.

Selon leurs résultats et en fonction de leur disponibilité géographique, l'évolution de leur carrière pourra se faire en France ou à l'étranger pour ceux qui souhaitent s'expatrier quelques années. De grandes facultés d'adaptation et des aptitudes polyvalentes sont donc indispensables.

L'éventail des postes est large, leur localisation variée. A vous d'en profiter rapidement en écrivant au Service du Recrutement 39, rue du Colisée 75008 PARIS.

Cependant, si vous n'êtes pas disponible immédiatement, n'hésitez pas à nous adresser votre candidature, nous aurons sans doute d'autres besoins en cours d'année.

reso carrières

Ingénieur agri pour Kano

Parmi les priorités retenues par le gouvernement fédéral nigérian, le développement agricole se trouve au premier plan. C'est pourquoi notre compagnie, solidement implantée dans ce pays, depuis de très nombreuses années, a décidé de créer une activité en ce domaine.

Pour assister les gouvernements locaux, les coopératives, les exploitants agricoles dans leurs projets de mise en valeur des sols, il faudra concevoir des systèmes d'irrigation, au niveau de petites surfaces, décider des équipements : petits tracteurs, pulvérisateurs, pompes... monter un système de distribution et d'après-vente. Tout est à faire.

L'homme auquel nous confierons le lancement et le développement de cette activité est obligatoirement un ingénieur agri mais avec un véritable esprit d'entrepreneur. Il connaît l'Afrique, travaillant depuis pas mal d'années sur des projets de mise en valeur de périmètres agricoles. Il appréciera la grande autonomie qui lui sera donnée. En contre partie, il bénéficiera d'une rémunération élevée et d'avantages matériels importants.

Les consultants du cabinet de recrutement Sirca connaissent bien le Nigéria. Ils étudieront votre adéquation à ce poste avec soin et vous renseigneront vous et votre épouse. Ecrivez-leur très rapidement sous référence 811 521M.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

FOURCESS

LA SIGNALISATION

Société d'Installations Techniques en Télécommunication de 1.600 personnes recherche dans le cadre de ses nouveaux marchés à l'exportation :

2 COMPTABLES DE CHANTIERS
pour le NIGERIA

supervisés par l'analyste financier Nigéria, ces deux représentants du service financier, sur les chantiers auront pour mission d'aider le chef de projet à gérer notre nouveau contrat de 2 ans de travaux à réaliser au Nigéria. Salaire et avantages motivants pour candidats désirant s'expatrier.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 8104 à
LA SIGNALISATION,
Service Recrutement-Formation,
25, impasse Lampernesse - 93000 BOBIGNY.

CHEF COMPTABLE
200.000 F

Travaux Publics
Moyen Orient

Un des premiers groupes français du secteur T.P. et Génie Civil (CA 2500 millions de Frs - Effectif 15.000 p.) *recherche* un CHEF COMPTABLE pour l'un de ses très gros chantiers situé au Moyen Orient, (montant des travaux : 1 milliard de francs - effectif 1.500 p. dont 150 expatriés). Sous l'autorité du Directeur Administratif du chantier il sera chargé de la Comptabilité Générale avec établissement des bilans et comptes d'exploitation, suivi des comptes clients et de la trésorerie, tenue de différents états.... Il participera à la mise en place d'une comptabilité analytique avec contrôle des imputations. Il contrôlera la paie du personnel local (apurement des avances, supervision de la distribution). Il sera aidé dans ses missions par 2 comptables 1 caissier et 1 aide-comptable dont il organisera et contrôlera les activités. Le candidat retenu âgé d'au 35 ans, de formation DECS ou équivalent possédera plusieurs années d'une expérience professionnelle identique acquise au moins en partie sur un grand chantier de T.P.. Une connaissance suffisante de l'anglais pour le comprendre et le parler est requise. A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation (logement, gratuité médicale...). La rémunération mentionnée sera versée en partie en France et en partie localement. Ecrire sous référence 410/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Vous êtes Suisse ?
Vous avez le mal du pays ?
Revenez donc à Genève

Marsteller

Genève

propose plusieurs postes à des Suisses possédant une grande expérience d'agence

● Directeur artistique ● Rédacteur (langue anglaise)
● Chef de Groupe ● Chef de Publicité
● Directeur Média

Si vous êtes Suisse (et seulement dans ce cas) et que vous pouvez justifier d'une excellente expérience dans l'un de ces jobs, prenez rapidement contact avec nous. Marsteller Genève, c'est une équipe de 40 personnes (12 nationalités et 9 langues maternelles différentes) travaillant pour certaines des plus importantes sociétés dans le monde. Nous sommes spécialisés dans la « Communication totale », au plan européen, dans les domaines de la publicité institutionnelle, business-to-business et biens de consommation durables.

Pour tous ces postes, sauf celui de Directeur Artistique, la connaissance de l'anglais est essentielle.

Si vous avez la nostalgie du ski, de la fondue, du Fendant et de la Suisse, et que vous voulez rejoindre l'une des agences les plus performantes du pays, appelez REG BIRD (022) 31.06.0[illegible] ou écrivez à :

Marsteller

2, rue Thalberg, CH-1201 Genève.

Important Groupe Industriel Français
Leader International dans sa branche

recherche pour le PORTUGAL

1 DIRECTEUR DE FILIALE

Résidant dans le pays, il sera responsable de cette filiale devant la Direction Générale du groupe.
* Age minimum 35 ans. * Formation supérieure ou expérience confirmée des principales fonctions de l'entreprise. *Connaissance du portugais ou de l'espagnol indispensable.
Le groupe assurera la formation spécifique préalable avant la prise en charge du poste.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions réf. 28398 à projets Publicité
12 rue des Pyramides 75001 Paris
qui transmettra.

Groupe International Hôtellerie et de Restauration de Collectivités
recherche

DIRECTEUR D'AGENCE AU NIGERIA

Il sera responsable d'une société filiale, nouvellement créée dont il assurera le développement.
Le titulaire du poste de formation commerciale ou hôtelière devra avoir une solide expérience de l'organisation et de gestion et avoir déjà exercé sur le continent africain.
Une maîtrise parfaite de la langue anglaise est exigée.
La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.
Logement et véhicule de fonction fournis par la société.
Evolution de carrière certaine au sein du groupe pour un candidat de valeur.

Ecrire 1ère lettre manuscrite avec C.V. et photo s/réf. 2526 à [illegible]ICHAU S.A. – B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RECHERCHES MINIÈRES
recrute pour l'étranger

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
DÉBUTANT ADMIS

Responsable de l'instrumentation sur les chantiers, il assurera après formation initiale :
- l'installation, la mise en œuvre et la maintenance des appareillages de mesure ;
- le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel technique ;
- la gestion des matériels.

RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 97487 à HAVAS 13000 MARSEILLE

Groupe de taille internationale
recherche
pour l'une de ses filiales, spécialisée dans la distribution de matériel de reprographie (photocopieurs, duplicateurs, offset de bureau)

UN CHEF DE BUREAU

Lieu de travail :
ville d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
– Expérience souhaitable.
– Avantages liés à l'expatriement.

Adresser C.V. + prétentions s/nº 84.538 - Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

AMNESTY INTERNATIONAL

offre un poste d'ADJOINT AU CONSEILLER JURIDIQUE à son Secrétariat International à Londres à partir de juillet 1981. Travail centré sur assistance au service de la recherche en matière de droit comparé et international. Expérience en droit international indispensable. Connaissance du droit islamique ou pénal souhaitée. Anglais courant exigé. Connaissance du français ou de l'espagnol, un avantage.

Salaire de départ : aux environs de 7.000 £ par an (indexé).

Pour plus de renseignements et formulaire à remplir, s'adresser à Personnel Office, Amnesty International, 10 Southampton Street, Londres WC2E 7HF.
Dernier délai pour la réception des formulaires remplis : 18 mars 1981.

SOCIÉTÉ D'ACTIVITÉS AÉRONAUTIQUES
Banlieue Ouest (RER)
recherche
pr installations et assistance technique à l'étranger

UN ANALYSTE

5 à 10 ans expérience
Matériel Burroughs I.B.M.
langage Cobol
Anglais courant exigé
Libre rapidement
Avantages sociaux.

Env. C.V., photo et prétent. s/nº 9.169 M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Pour importante mission outre-mer Société Française recherche

INGÉNIEURS HYDRAULICIENS et INGÉNIEURS ROUTIERS

« JUNIORS » et « SENIORS »

Ecrire en précisant sur l'enveloppe la référence 5.641 à : MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

Société Assistance Technique recherche

INGÉNIEUR OUVRAGES D'ART

Pour séjours ou missions en Afrique francophone.
Ecrire, en précisant sur l'enveloppe la référence 3642 à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens, 75002 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS
recherche

CHEF D'AGENCE
CONFIRMÉ

Pour créer, développer une filiale en AFRIQUE NOIRE

Le candidat devra répondre aux conditions suivantes :
– âge souhaité 35 ans min.,
– formation technique et administrative très large,
– expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans les travaux de canalisation et V.R.D.,
– sens de la gestion et du commerce,
– dynamisme,
– capacité de contact et de négociation à tous les niveaux.

Env. C.V. dét. + photo et prét., nº 84.943, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

RECHERCHONS pour notre filiale de Côte-d'Ivoire

2 ANALYSTES program. 1 PROGRAMMEUR

- expérience indispensable IBM 370 DOS/VS COBOL GAP
- Connaiss. 43 XX souhaitée.
- Durée 1 an minimum.
- Disponible rapidement.

Env. C.V. photo et prét., réf. N 3, à GDB, 114, av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly.

Important Groupe minier exploitant au SENEGAL une carrière à ciel ouvert
recherche
pour son service entretien, un

INGENIEUR MECANICIEN
diplômé A&M ou équivalent

responsable du parc matériel roulant

(120 personnes assurant l'entretien de 200 engins et véhicules).
Pour tenir ce poste il est nécessaire d'avoir l'expérience de la conduite opérationnelle, de la gestion technique et économique d'une unité équivalente.

Logement familial meublé et climatisé dans cité moderne près bord de mer.
Avantages liés à l'expatriement.
Régime français de prévoyance.
Congés annuels, 5 jours par mois de présence en Afrique.
Facilités pour l'instruction des enfants.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous réf. 1901
BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Au Maroc

LE B.R.P.M.

recrute

– 3 GÉOLOGUES seniors en exploration pétrolière ayant au moins 10 ans d'expérience ;
– 1 GÉOPHYSICIEN interprétateur ayant au moins 5 ans d'expérience ;
– 1 GÉOPHYSICIEN processing ayant au moins 5 ans d'expérience ;
– 1 INGÉNIEUR log. analyste ayant au moins 5 ans d'expérience ;
– 1 INGÉNIEUR réservoir engénierie, minimum 5 ans d'expérience.

Adresser candidature et C.V. au B.R.P.M., Division administrative, B.P. 99, RABAT.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux



Assistant du Directeur Financier
Comptabilité Générale — Vallée du Rhône

Un groupe français de services à caractère technique (C.A. 500 MF) leader européen de sa branche, réalisant depuis plusieurs années une progression minimum de 20 % par an, recherche, pour la holding contrôlant une quinzaine de filiales, un Assistant au Directeur Financier. Au sein d'une petite équipe disposant d'un outil informatique performant, ce Cadre assurera le suivi comptable et la consolidation des filiales. Il sera amené à prendre en charge des missions variées portant sur les comptabilités et la fiscalité. Ce poste, offrant de réelles perspectives d'évolution, convient à un candidat âgé de 26 ans minimum, possédant des connaissances approfondies de comptabilités sanctionnées par un DECS. La pratique d'une langue étrangère est souhaitée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120 000 F. Merci d'adresser votre candidature sous réf. 851M à Alain RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor

CENTOR RHONE ALPES
«Le Vikings» 17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE - Tél : 16 (7) 889.37.16

RESPONSABLES D'UNITÉS D'ÉTUDES

Au sein d'Enertec, la Division Electricité-Distribution regroupe dans son établissement de Chasseneuil du Poitou ses activités de recherche et de développement.
Elle désire accroître son potentiel de compétences et recrute pour cela des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS (Supélec, Télécom...)

afin de leur confier la responsabilité d'une unité dans l'un des domaines suivants :

ÉLECTROTECHNIQUE
Cet ingénieur de haut niveau animera et encadrera une section d'Étude d'équipements électrotechniques orientés vers l'électricité de puissance.
Une expérience de cinq ans minimum en Étude dans ce domaine est nécessaire, et une connaissance de la micro-informatique constituera un atout supplémentaire.

TÉLÉCOMPTAGE
Cet ingénieur dirigera une équipe de techniciens confirmés, chargés de la conception de produits électroniques (télécomptage).
De bonnes connaissances en micro-informatique sont indispensables.
Une expérience de deux ans en Étude est souhaitable, si possible avec des responsabilités d'encadrement.

Les dimensions de notre Groupe et le développement de nos activités ouvrent d'importantes perspectives d'évolution en France et à l'étranger.
Une bonne maîtrise de l'anglais est donc indispensable.
Les lettres de candidature, accompagnées d'un C.V., sont à adresser à :

ENERTEC
Service du Personnel
Zone Industrielle de Chasseneuil
BP 23
86360 CHASSENEUIL.

ENERTEC Schlumberger

---

directeur technique
futur Directeur d'Usine

(Région COLMAR EST)

Notre Groupe d'envergure internationale possède une unité de production de 200 personnes en ALSACE, spécialisée dans la fabrication de non-tissés.

Dans un premier temps notre candidat sera chargé d'animer l'ensemble des Services Production et Entretien.

Nous donnerons la priorité à un élément capable d'évoluer, à moyen terme et après avoir obtenu des résultats probants, dans la fonction de Directeur Technique, vers la Direction d'Usine.

Agé d'une quarantaine d'années, de formation Ingénieur A et M au minimum, il aura acquis une expérience confirmée dans une fonction similaire.

La connaissance de l'Allemand est fortement souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. 8019-M à M.G.P. 85 av. des Vosges - 67000 Strasbourg.

MGP management gestion du personnel

IMPORTANTE SOCIETE MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL (C.A. 1 Milliard +)
recherche

UN WORKS CONTROLLER

Dans le cadre du renforcement de l'autonomie de ses unités, notre Société crée ce poste dans une usine de province (environ 150 km de Paris).

Le titulaire participera :
- à la mise en place d'un traitement informatique des stocks et des en-cours (en standard).
- au renouvellement de la Gestion de l'usine et des contrôles des coûts,

Il aura en charge le service actuel des coûts (12 collaborateurs) et dépendra lui-même hiérarchiquement du Controller de la Société.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'une trentaine d'années, de formation supérieure, ayant obligatoirement un minimum d'expérience des systèmes de coûts. Anglais souhaité.

Possibilités d'évolution de carrière intéressantes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous No 84856, CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

DIRECTEUR COMMERCIAL
RELATIONS INTERNATIONALES

La Société est spécialisée depuis plus de 50 ans dans le transit en douane et les transports internationaux.
Elle est solidement implantée en France, en Allemagne, au Luxembourg et en Belgique. Son effectif dépasse 400 personnes.
Elle recherche pour son siège un Directeur Commercial qui participera à la définition de la politique commerciale et sera responsable de l'organisation commerciale, des négociations à haut niveau et du suivi de l'action commerciale en France et dans les filiales étrangères. Age optimum 38 ans.
Formation HEC, ESSEC, ESC ou équivalent. Expérience du commerce international (importation et exportation). Allemand courant impératif.
Adresser CV détaillé + photo s/réf. 202/16M à

France Cadres 22 rue St Augustin 75002 PARIS

SESA

Société française à activités internationales, spécialisée dans l'ingénierie de systèmes informatiques, recherche pour son centre de développement de MARSEILLE en pleine expansion.

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Débutants ou 1 an d'expérience informatique temps réel.

Pour développement logiciel d'applications temps réel. Connaissance MITRA ou SOLAR appréciée.

Adresser CV à Monsieur HUSSET
SESA, 241, av. du Prado, 13008 MARSEILLE
ou tél. (16) 91.78.23.32

SNR

SOCIETE NOUVELLE DE ROULEMENTS (4000 personnes)
ANNECY (Haute-Savoie)

recherche pour son département Informatique

1 PROGRAMMEUR ANALYSTE

sur matériel IBM 370 et 4341

Age minimum 22 ans.
Formation exigée : diplôme BTS ou DUT Informatique.

Ecrire avec CV et photo à S.N.R.
Service Emploi - INF, BP 17
74010 ANNECY CEDEX

LANGUEDOC - ROUSSILLON ...

Jeune Ingénieur

AM OU EQUIVALENT ...

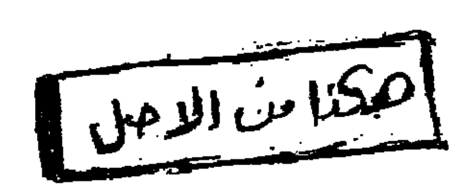
Notre société - 500 personnes - filiale d'un groupe américain est spécialisée dans les biens d'équipement destinés au Bâtiment et à la Décoration.

Nous recherchons un ingénieur débutant qui, sous la responsabilité du Directeur Technique, sera formé aux produits et méthodes de la société avant de se voir confier d'importantes fonctions.

Nous offrons d'intéressantes perspectives de carrière à un candidat de valeur s'exprimant correctement en Anglais.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 10186 à R. d'OIRON qui transmettra.

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris





REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

RHONE ALPES

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Cette Société (600 personnes), filiale d'un des premiers groupes industriels français, est un des leaders mondiaux dans son domaine : les produits textiles «grand public» destinés à la maison. Son C.A. se répartit équitablement entre la France et l'exportation.

Le marché national, en évolution rapide, nécessite la création du poste de Directeur Commercial France.

Rattaché à la Direction Générale, ce Directeur Commercial est chargé de concevoir, d'élaborer et de proposer une politique commerciale qu'il met en œuvre et contrôle. Sa fonction va de l'élaboration des collections jusqu'au suivi des marges, en passant par le marketing, les ventes et l'administration des ventes. Il anime différentes équipes représentant environ 30 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial supérieur de 35 ans minimum. Il justifie d'une parfaite connaissance de l'ensemble de la Distribution, en France, de produits grand public. Une partie au moins de ses 10 ans d'expérience professionnelle a été acquise dans le domaine textile.

Basé à 40 km de Lyon, le poste nécessite de fréquents déplacements de courte durée sur l'ensemble du territoire.

Les premiers entretiens auront lieu à Lyon et à Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M-471 S à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média-system

Une « carrière » dans la vente par correspondance !
Pour le Nord, nous recherchons

un cadre commercial créatif

pouvant accéder à bref délai au poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

Sa tâche :

- rechercher sur le marché français des articles ou plutôt « des offres » VPC avec le flair commercial nécessaire pour en faire des « best-sellers » ;
- maintenir un contact permanent avec nos confrères « vépécistes» ;
- élaborer un programme de presse rentable aussi-bien du côté « offres succès » que du côté média (des notions de « copyriting » seront très appréciées) ;
- étudier les résultats.

Bref : un travail global et énergique dans tous les domaines pouvant augmenter et le chiffre d'affaires et le bénéfice.

Ses qualités :

- jeune d'esprit mais très « pieds sur terre » ;
- expérience en VPC surtout dans les domaines décrits ci-dessus ;
- formation commerciale (de préférence, études supérieures).

Encadrement :

Une entreprise de VPC très active (de 80 à 100 employés) faisant partie d'un groupe international occupant plus de 34.000 personnes. Il sera directement responsable vis-à-vis du directeur commercial international et travaillera en collaboration étroite avec le directeur responsable de la société française.

Rémunération :

La société prendra en charge les frais d'un éventuel déménagement à Roubaix ou à Lille et offrira, à un homme dynamique et expérimenté, un salaire et des perspectives d'avenir dignes d'une organisation en pleine expansion.

Adresser lettre, photo et C.V. avec prétentions à
M. Pierre VAN de VANNET, directeur commercial

CONCORDIA-MAIL
22, Parklaan, - 2300 TURNHOUT (Belgique)

---

reel s.a. LYON

Construction Métallique, Mécanique et Electrique — Gros appareils de levage et de manutention Engins spéciaux.

Pour renforcer notre potentiel technique au service des industries Nucléaire et Aéroportuaire, nous recherchons

ingénieur Arts et Métiers-Centrale

ou équivalent.

Adjoint du directeur technique de l'unité «matériel nucléaire et engins spéciaux», *il participera à l'animation et à la coordination du bureau* d'études et de la production depuis les aspects de conception des appareils de manutention spéciaux jusqu'à leur réalisation.

Ce poste sera confié à un ingénieur de 30 ans minimum, possédant une expérience dans une industrie similaire à un poste de responsabilité en BE et/ou production. De solides connaissances techniques en Electronique, Automatismes et Hydraulique sont requises.

La fonction exige d'autre part des compétences pour l'animation et la conduite des hommes.
Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant votre rémunération actuelle à notre conseil Carole de Chilly, sous réf. M 593.

algoe ASSOCIATION LYONNAISE d'INGENIEURS-CONSEILS
9 bis route de Champagne - 69130 ECULLY.

média-system

Ford

Assistant Direction Régionale Lyon

Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP, EAP, ESC, Sciences Éco, vous voulez faire une carrière commerciale.

Assistant dans l'une des Directions Régionales Voitures (Lyon), vous gérez l'administration des ventes (analyses des commandes, centralisation des résultats de ventes, suivi des campagnes de publicité et des concours...) *et surtout vous apprenez à connaître les "problèmes de terrain".*

Après cette première expérience (1 an), nous vous proposons une évolution rapide au sein de nos services commerciaux :

- Spécialistes "Marketing" : prix-produit, publicité, promotion des ventes,
- Conseiller de gestion : vous aidez les concessionnaires à mettre en place les systèmes de gestion préconisés par FORD.
- *Chef de région, vous êtes l'interlocuteur de 12 concessionnaires* dans les domaines de la vente et de l'organisation.

Dans tous les cas, vos résultats détermineront la rapidité de votre évolution tant en France qu'à l'étranger.

Écrire à FORD France S.A. – Département du Recrutement.
344, avenue N. Bonaparte – 92506 Rueil-Malmaison Cédex.

Ville universitaire 100 km Paris

INGENIEUR - RESPONSABLE

ENTRETIEN/TRAVAUX NEUFS

Filiale d'un des premiers groupes industriels français, cette Société fabrique, conditionne et commercialise des articles de grande consommation. L'une de ses unités de production (800 personnes) travaille en feu continu, de façon très automatisée.

Dans le cadre d'un budget annuel dont il a la responsabilité, le Responsable Entretien Travaux Neufs anime un service de 90 personnes, qui a pour mission de répondre aux demandes d'entretien et de maintenance (installations et machines) formulées par les différents secteurs de production. Par ailleurs, il étudie les investissements et il les fait ensuite réaliser.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste (AM ou équivalent) minimum 28 ans, dont l'expérience Entretien, acquise en milieu industriel, lui a permis d'être confronté aux aspects techniques, économiques et humains.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5314 Q. à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média-system

THOMSON-CSF TELEPHONE

Etablissement d'EU (Seine Maritime, proche de Dieppe)

recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Diplômés ESE, ENSI, INSA, etc...)
(Dégagés des O.M.)

POUR LE SERVICE INDUSTRIALISATION

INGENIEUR DEBUTANT

intéressé par les techniques de la téléphonie temporelle (matériel et logiciel)

INGENIEUR EXPERIMENTE

(2 à 3 ans) en programmes de test d'unités fonctionnelles, moniteur temps réel, mini microcalculateur

POUR LE SERVICE FABRICATION

INGENIEUR DEBUTANT

pour plateforme d'essais de sous-ensembles de centraux téléphoniques

POUR LE SERVICE INSPECTION ENTRANTE

INGENIEUR EXPERIMENTE

en traitement et gestion de programmes

Rémunération en fonction de l'expérience - Formation assurée - Déplacements à prévoir en région parisienne et province.

CV détaillé et prétentions sont à adresser sous référence 83.422
THOMSON CSF TELEPHONE Division Commutation Publique
Service Emploi 146, bd de Valmy 92707 COLOMBES

---

assistant direction financière

FINANCE, GESTION et CONTROLE

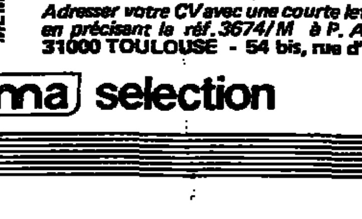
LANGUEDOC - Une importante entreprise industrielle, filiale d'un Groupe International, recherche pour l'intégrer à son Service Financier, un homme ayant une personnalité *affirmée* et un fort potentiel d'évolution. Il travaillera sur les budgets, les prix de revient, la facturation, les comptes d'exploitation, le contrôle de gestion, l'organisation du service, etc .

Diplômé d'une école du type E.S.C., E.S.S.E.C., etc, il a déjà une expérience industrielle similaire acquise, si possible, dans une entreprise anglo-saxonne et de solides compétences en technique comptable. Il sait utiliser l'informatique. Sa connaissance de l'anglais sera un atout non négligeable.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite et photo, en précisant la réf. 3674/M à P. Audhuy, Sema-Sélection :
31000 TOULOUSE - 54 bis, rue d'Alsace.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection *Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse*





VOLKSWAGEN FRANCE recherche pour sa division **Informatique**

Villers-Cotterêts

LE RESPONSABLE du Département Études

En liaison avec la Direction Générale et sous l'autorité du Directeur de la Division Informatique, il sera chargé dans le cadre d'un plan informatique en cours et d'un renouvellement des méthodes et matériels:

- de participer à l'élaboration, la mise en place et le suivi de la politique informatique;
- de réaliser de nouveaux projets en contrôlant leur parfaite coordination avec ceux existants;
- d'assurer la coordination des systèmes développés par la Volkswagen Werk;
- de diriger une équipe de 35 collaborateurs (chefs de projets et analystes-programmeurs).

Nous avons besoin d'un technicien doublé d'un informaticien gestionnaire, de formation ingénieur, parlant allemand et ayant le sens de l'autorité naturelle.

L'ensemble des informations concernant cette fonction qui implique des déplacements en Allemagne vous sera précisé au cours d'un entretien avec notre Conseil auquel vous voudrez bien adresser votre dossier sous réf. 305/M.

Jean PORRACCHIA

CARRIERES INFORMATIQUE
conseil en recrutement et formation
149, rue SAINT-HONORE 75001 Paris

HAVAS CONTACT

Importante entreprise de TRAVAUX PUBLICS
(siège social dans l'Ouest)
recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Chargé, sous l'autorité du Président, de coordonner et d'animer les réalisations de l'entreprise (coût, délais, qualité).

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école (CENTRALE, PONTS, T.P...) et possédant une solide expérience des travaux publics, acquise soit sur chantiers, soit en direction d'agence.

Envoyer C.V., photo et prétentions,
sous la référence P 8081 à M. TILSITT,
149, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

média-system

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

de taille internationale,
recherche en vue de la restructuration de certaines de ses divisions développant plus particulièrement des produits électroniques :

DES INGÉNIEURS DE VENTE

(Réf. N 3303)

- Formation : INSA (option électronique, automatisme), ENSERG ou équivalent.
- 2 à 3 ans expérience dans la vente soit de composants, soit de dispositifs électroniques.
- Anglais et/ou espagnol courant indispensables.

Postes basés en région parisienne et/ou à l'étranger.

DES INGÉNIEURS DE PRODUCTION

(Réf. N 3304)

- Formation : AM, INSA, ENSERG ou équivalent.
- 4 à 5 ans expérience dans l'industrie électronique (composants et/ou appareillages).
- Plusieurs postes à pourvoir (planning, ordonnancement, fabrication, sous-traitance) à différents niveaux de responsabilité.
- Bonnes connaissances en anglais.

Postes basés en région parisienne et dans le Sud-Est.

DEUX INGÉNIEURS « MÉTHODES D'INDUSTRIALISATION »

Ces deux ingénieurs de haut niveau, dont l'expérience (méthode + fabrication) se sont exclusivement déroulée dans l'industrie électronique et plus particulièrement dans la fabrication de circuits imprimés (câblage + test), se verront confier la mise en place de méthodes d'industrialisation :

a) Sur le plan électronique (réf. N 3307) :

- Participer à, et établir l'ensemble des procédures de conception des circuits imprimés (règles de dessin à appliquer, standardisation des formats...).
- *Rédiger les cahiers des charges des outils de DAD ou CAO pour l'implantation des CI après avoir défini avec les différents responsables les contraintes d'application*

a) Sur le plan mécanique (réf. N 3308) :

- Identifier, analyser et évaluer les différentes techniques d'observation de pièces.
- Définir les procédures de conception (déroulement des opérations, supports documents à remplir et utiliser).
- Standardiser la nature et la forme des informations devant apparaître dans chaque dossier de fabrication.

Ces deux postes sont basés dans le Sud-Est et nécessitent de bonnes connaissances en anglais.

Candidatures (C.V. + photo + prétentions) traitées confidentiellement par



SOCIÉTÉ ACIERS SPÉCIAUX

Filiale d'un des tout premiers Groupes Français
recherche pour ses Usines SUD-EST de la France :

INGÉNIEURS DÉBUTANTS OU QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Formation Grandes Ecoles pour postes:

- En fabrication.
- Méthode.
- Recherches (Thèse apprécié).
- Informatique.

Evolution assurée dans le groupe.

Adr. curriculum vitae + photo et prétentions à : nº 84904 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



THOMSON-CSF

recherche pour une unité de fabrication de composants électroniques (400 personnes) en BOURGOGNE

CHEF DU DÉPARTEMENT INDUSTRIALISATION

C'est un **ingénieur mécanicien** (A & M, INSA, INSIN, ...) rattaché au Directeur de production, il sera responsable (effectif: 50 personnes):

- du bureau d'études et de la mise au point des machines automatiques spéciales;
- des ateliers travaux neufs et entretien;
- de la sous-traitance: études et construction machines.

Expérience de quelques années dans la conception et la réalisation de machines automatiques fonctionnant à cadence rapide.
Pratique de l'anglais très souhaitée.
Écrire avec C.V. détaillé et en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 70675 LM, à Denis JOUSSET.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux




Dans le cadre de son expansion, la société VOLKSWAGEN FRANCE recherche

3 RESPONSABLES RÉGIONAUX S.A.V. - P.R.A.

Pour renforcer l'image Après-Vente de la marque, ils seront responsables de la promotion des services Après-Vente auprès du réseau de concessionnaires et d'agents.
Ils devront en particulier faire appliquer la politique Après-Vente pour tout ce qui concerne :
- la commercialisation du Service Après-Vente ;
- la mise en place en concession des structures humaines et matérielles pour assurer un Service de qualité.

Sous l'autorité du Chef de région, ils coordonneront les activités des Inspecteurs Après-Vente, des Inspecteurs Pièces de Rechange et Accessoires et des conseillers techniques (6 à 10 collaborateurs). Ils assureront les liaisons avec les autres disciplines de la région (vente VN/VO, gestion).

Le poste convient à des candidats de formation supérieure, technique ou commerciale, ayant une expérience d'un réseau automobile. Plus que des techniciens, ils seront des commerçants.

Adresser les candidatures manuscrites avec C.V. et prétentions à notre Conseil qui les traitera confidentiellement.

AP conseil
74, rue ampère 75017 paris / tél. 763 73 24

HAVAS CONTACT

MARKETING INDUSTRIEL

Au sein d'Enertec, la Division Électricité-Distribution regroupe dans son établissement de Chasseneuil du Poitou ses activités de recherche et de développement.
Elle souhaite renforcer sa pénétration des marchés et recrute pour cela des jeunes

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS (Supélec, Télécom...)

Ils auront pour responsabilité d'assurer une cohérence optimale entre le réseau de commercialisation (y compris les clients) et les structures d'études et de production.

Cette mission générale recouvre des activités opérationnelles concrètes : étude des besoins, élaboration de cahiers de charges, suivi des affaires...
Une expérience de deux ans dans un poste similaire ou dans des fonctions technico-commerciales est indispensable, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais.

Ces responsabilités pourront évoluer au sein du groupe.

Ces postes sont basés à Chasseneuil. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Les lettres de candidatures, accompagnées d'un C.V. sont à adresser à :

ENERTEC

ENERTEC Schlumberger

Service du Personnel
Zone Industrielle
de Chasseneuil BP 23
86360 CHASSENEUIL.

HAVAS CONTACT



entreprise a. dodin

POUR TRAVAUX MARITIMES ET FLUVIAUX

Dodin, importante entreprise de Travaux Publics et de Génie Civil, occupe une place prépondérante dans le domaine des travaux maritimes et fluviaux. Nous recherchons pour les régions Ile de France, Ouest et Nord

des ingénieurs TP et des conducteurs de travaux

Génie Civil

Nous souhaitons rencontrer des candidats expérimentés en ouvrages d'art et travaux d'eau (5 ans), capables de prendre en main la direction d'un ou plusieurs chantiers.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Mr René GONI, Entreprise A. DODIN, 43 bis rue Hautpoul 75019 Paris.

média-system

TRW

COMPOSANTS ELECTRONIQUES S.A.
BORDEAUX

Leader dans les semiconducteurs :
- Haute fréquence pour télécommunications (1 MHz - 5 GHz)
- De puissance pour alimentation à découpage et contrôle moteur.

recherche

DES INGENIEURS

dans les domaines suivants :
- Technologie des circuits hybrides.
- Développement de composants actifs.
- Procédé de fabrication (diffusion et assemblage)
- Conception des circuits haute fréquence.

Les candidats devront avoir :
- Une formation d'Ingénieur Electronique
- Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à :
Maryse BARONNET
TRW Composants Electroniques S.A.
Avenue de la Jallère - 33300 BORDEAUX-LAC

AILE MÉDICALE

Remplacements province 8-15 jours ou 1 mois.

ANESTHÉSISTES
C.E.S. 3e année accepté.
MÉDECINS RADIOLOGUES
MÉDECINS BIOLOGISTES
(1) 293-36-90.

RANDSTAD

recherche

INGÉNIEUR

A. et M. ou équivalent

Génie chimique ou mécanique.

Lieu de travail : Bretagne sud
Mission longue durée.

Se présenter avec certificats 80, boul. Haussmann, Paris-8e.

LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES
établissement public à vocation internationale,
recherche
pour le développement de projets utilisant les microprocesseurs

1) UN INGÉNIEUR CHEF DE PROJET
de formation type ENSERB, Sup. Elec., INSA, etc.
justifiant de 3 à 5 ans d'expérience en micro-informatique (logiciel et matériel).

2) UN INGÉNIEUR LOGICIEL
de formation universitaire ou École d'ingénieurs, ayant des connaissances en analyse numérique et traitement du signal ; une expérience de 1 à 3 ans.

Ces postes sont à pourvoir rapidement au Centre scientifique d'ORLÉANS LA SOURCE.

Adresser lettre de candidature avec c.v. et prétention à B.R.G.M./D.P.E.L. B.P. 6009, 45060 ORLÉANS CEDEX.

RECHERCHONS POUR CLUB DE PRÉVENTIONS OIGNIES ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ DIPLOMÉ (masc.). Adr. : Lapierre L. B.P. 21, 62590 OIGNIES.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

TRÉFIMÉTAUX

Groupe PUK
recherche

- INGÉNIEURS DE FABRICATION
DÉBUTANTS
Pour ses usines de PROVINCE
— A.M., E.C.P., MINES, etc.
(Référence A)

- 1 INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT
— A.M., E.C.P., Supélec., anglais obligatoire ;
— Eventuellement débutant ;
— Goût pour les contacts.
POUR ANALYSER les évolutions technologiques sur les marchés de pointe que nous servons (électronique, connectique...)
POUR DÉVELOPPER les ventes de nouveaux produits tant en France qu'à l'exportation.
(Référence B)

Adresser C.V. à TRÉFIMÉTAUX, gestion cadres, 6, bd du Général-Leclerc, 92115 CLICHY, en précisant la référence du poste.



THOMSON-CSF

recherche pour une unité de fabrication de composants encapsulation en PROVENCE

INGÉNIEUR QUALITÉ

Cette usine fabrique en petites et grandes séries des boîtiers de protection pour une clientèle internationale de fabricants de semi-conducteurs et de circuits intégrés.

Elle exporte 60 % de sa production.

C'est un ingénieur de formation universitaire ou Grande École (physico-chimie ou électronique) qui sera responsable de l'ensemble des services «contrôle qualité».
Pour définir les normes techniques et négocier les lots avec la clientèle, une expérience de quelques années en fabrication semi-conducteurs est très souhaitée.
Pratique de l'anglais indispensable.
Écrire avec C.V. détaillé en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 70676 LM, à Denis JOUSSET.



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

SOCIETE INDUSTRIELLE
Filiale d'un Important Groupe International
recherche pour un Etablissement situé à 100 kms au Sud-Ouest de Paris

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Celui-ci prendra en main, dans un premier temps, un groupe d'études de 5 personnes avec l'ambition de devenir rapidement responsable d'un service informatique (12 personnes).
Le titulaire du poste âgé de plus de 30 ans aura une formation supérieure ou une expérience professionnelle équivalente et sera rompu aux méthodes de contrôle de projet, au télétraitement et au langage GAP II.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 2535 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ ACIERS SPÉCIAUX

Filiale d'un des tout premiers groupes français recherche pour une de ses usines du SUD-EST de la FRANCE

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Formation Grandes Ecoles + cinq années d'expérience d'industrie à feux continus.

Pour prendre la charge d'un atelier de parachèvement barres. Sérieuses qualités d'organisation et d'animation du personnel.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 84.902 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MATRA

DIVISION OPTIQUE

Développe ses activités et recherche pour son Centre du Vaudreuil (région de Rouen)

INGENIEURS INFORMATICIENS

pour développer des logiciels, temps réel en mini et micro informatique, appliqués à des matériels de traitement et visualisation d'images et de visualisation graphique.

Ces postes conviendraient à des Ingénieurs Grandes Ecoles (ESE, ENST, Grenoble, ENSI...) débutant ou ayant une première expérience de 2 à 3 ans en mini ou micro informatique, temps réel. Connaissances du FORTRAN et PASCAL.

Ecrire avec CV, rémunération actuelle et photo en indiquant la référence CR 765 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA
Boîte Postale N° 1
78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

INFORMATICIENS IBM 4341 et 8100

Votre expérience de

PROGRAMMEUR SYSTEME et/ou d'ANALYSTE d'EXPLOITATION

vous a familiarisé avec VM, DOS/VS et si possible avec CICS, DL 1, VTAM et DOS/VSE.
Dans une Société qui se tient à la pointe des évolutions techniques et des softwares, nous vous proposons des responsabilités d'ASSISTANCE TECHNIQUE et de CONSEIL auprès des groupes d'études et d'exploitation. Vous participerez à la mise en place de nouvelles applications et à l'optimisation des ressources de traitement.
La vocation européenne de notre Département informatique nécessite la pratique courante de l'Anglais (ou de solides bases rapidement perfectibles).
Nous vous proposons : • une rémunération motivante à la mesure de vos compétences • d'intéressants avantages sociaux • le cadre et le climat de travail agréables de notre unité située dans la région de Rambouillet (à 45' de Montparnasse), au sein de la filiale française de W.R. GRACE, groupe multinational de tout premier plan.

Merci d'adresser votre candidature à F. RAMON - STE GRACE - B.P. 10 - 28230 EPERNON. Tél. : (37) 83.59.59.

GRACE

JEUNE DIPLOMÉ

Ingénieur Etudes Sup. Scientifiques ou ESC

Nous sommes une des premières mutuelles d'assurances, 1 million de Sociétaires, 1,875 milliard de C.A.
Nous réalisons des investissements à l'échelon mondial dans tous les domaines de l'assurance.
Notre Directeur Technique recherche un jeune diplômé (Ingénieur ou Études Supérieures Scientifiques) pour notre bureau d'études techniques.
En collaboration étroite avec l'informatique, il est chargé de l'analyse technique et statistique du risque automobile et il participe à la conception des tarifs correspondants.
Le poste est basé au Siège Social, à 8 km de Rouen, à 1 h. de Paris.
Nous offrons de réelles possibilités de carrière à des candidats de valeur.
Adressez lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions aux Mutuelles Unies, Direction du Personnel, 3037 X - 76029 Rouen Cedex.

mutuelles unies

MEDIA 84

Ingénieur qualité produit

Notre Société implantée dans la Région Lyonnaise étudie et réalise des équipements de haute technologie pour l'INDUSTRIE NUCLEAIRE.
Nous proposons à un Ingénieur Grande Ecole, possédant 5 ans d'expérience dans les domaines de FABRICATION MECANIQUE, METHODES DE CONTROLE ET STATISTIQUES d'exercer, au sein d'une petite équipe, les responsabilités suivantes :
- organiser la surveillance de fabrication chez nos fournisseurs,
- concevoir les plans de contrôle et en assurer la mise en application,
- évaluer la qualité des produits.

Ce poste nécessite de fréquents déplacements de courte durée et la pratique courante de l'Anglais.

Adressez CV, lettre manuscrite et photo sous référence 6075 M à rscg carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS, qui transmettra.

rscg carrières

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour étoffer ses Services Financiers situés à
ORLÉANS

UN RESPONSABLE TRÉSORERIE ET CRÉDIT

Ce Cadre, rapportant au Directeur Financier, sera responsable des fonctions trésorerie, crédit clients, recouvrement et caisse.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans, ayant de sérieuses références dans la mise en oeuvre d'une politique crédit clients et dans la gestion de la trésorerie.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquit une expérience professionnelle dans une entreprise industrielle internationale.

La maîtrise de la langue anglaise est appréciée.

La rémunération annuelle sera fonction de l'expérience du candidat.

Envoyer c.v. et photo, no 25.360, PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.
(discrétion assurée)

COTE D'AZUR

PMI 150 personnes filiale groupe français de 6.000 personnes activité électronique professionnelle et militaire recherche un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

responsable d'une équipe d'études, le candidat ingénieur (ESE-INPG-INSA) aura 2 à 5 ans d'expérience microprocesseurs, matériel logiciel, anglais apprécié, candidatures débutants pourront être examinées.
C.V., prétentions.
Ecr. HAVAS 06072 Nice Cedex BP 346, réf. 0551.

SOCIÉTÉ ACIERS SPÉCIAUX

Filiale d'un des tout premiers groupes français recrute pour son centre de Recherches situé dans le SUD-EST de la France

CHEF DE GROUPE DE RECHERCHES

Chargé de l'animation de cinq ingénieurs de recherches

Formation Grandes Ecoles + thèse d'Ingénieur-docteur + cinq à dix années d'expérience en recherches sidérurgiques ou métallurgiques.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 84.903 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SERI RENAULT INGENIERIE

recherche

pour son activité
ENTREPRISE GENERALE

INGENIEUR DE PROJET

Le candidat retenu devra :
. être diplômé d'une grande école (Centrale, Ponts et Chaussées, T.P., ...)
. avoir une expérience de 5 ans minimum dans le domaine du BATIMENT (Bureau d'Etudes ou Entreprise)
. parler correctement anglais

Après avoir participé à l'étude et/ou au suivi de la réalisation de grands projets, le candidat retenu pourra évoluer vers un poste d'INGENIEUR D'AFFAIRES SENIOR.

Référence M 11.01

Pour son département
ENERGIE ET FLUIDES

INGENIEUR THERMICIEN

Le candidat retenu devra :
. être diplômé I.D.N., A.M., Centrale, E.N.S.P.M., ou toute grande école ayant une section thermique.
. posséder, si possible, une première expérience industrielle ou thermique.

Il sera capable d'étudier des INSTALLATIONS INDUSTRIELLES DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE FLUIDES.
Il assistera le responsable du groupe
. dans le développement technique et technologique de produits.
. dans les actions commerciales propres à ces produits.

Au sein d'un petit département dynamique, le candidat sera amené à travailler avec différentes équipes pluridisciplinaires.

Référence M 12.01

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant bien la référence du poste à

Séri
Renault Ingenierie

Direction du Personnel
SERI RENAULT INGENIERIE
Boite Postale 19 - 2, avenue du Vieil Etang
78390 BOIS D'ARCY

SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE

CA 700 M de F,

recherche

directeur administratif et financier

- 35 ans minimum - Formation supérieure Financière et de Gestion - Expérience élargie et opérationnelle dans une Direction Administrative et Financière. Pratique d'une fonction similaire de plusieurs années dans une PME ou d'une fonction financière et gestion de haut niveau dans une grande entreprise.
- rattaché au Directeur Général, il est membre effectif de l'équipe de Direction. Ses responsabilités et ses compétences portent sur trois domaines d'activité :
  — administration : comptabilité générale, juridique et fiscal - Personnel.
  — gestion : comptabilité analytique, budgets, informatique,
  — finance : trésorerie, engagements, investissements, analyses.
- poste basé dans une ville universitaire du Sud-Ouest.
- la préférence ira vers une personnalité ayant une assise personnelle certaine jointe au sens de la communication et possédant le goût des performances.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à GUILLON Sélection sous réf. 773.12-M (Réponse et discrétion assurées).

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

INGENIEUR DEVELOPPEMENT
AM ou équivalent – région CENTRE

La filiale française d'un important groupe multinational d'équipements automobiles, recherche un ingénieur d'une Grande Ecole (AM ou équivalent) débutant ou ayant une 1ère expérience de courte durée au sein de son unité de fabrication de Moulins (Allier) sous l'autorité du Chef du Service Méthodes et en liaison étroite avec le Chef des Fabrications il devra suivre le lancement et le développement des produits nouveaux.

Nous offrons une rémunération motivante et de réelles possibilités *d'évolution au sein du groupe.*

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 83737 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



emplois régionaux

SOCIETE DE DISTRIBUTION IMPLANTEE en NORMANDIE

OFFRE A
UN HOMME JEUNE DYNAMIQUE ET ACCROCHEUR
un poste de

GESTION DES COMPTES CLIENTS ET DES RECOUVREMENTS CLIENTS

Ce poste exige des connaissances juridiques et comptables, du type droit des affaires ou Sciences Économiques, mais surtout une volonté très ferme de récupération des créances et un caractère de gagneur.

La rémunération annuelle sera de l'ordre de 90 000 F.

Envoyer C.V., s/réf. 2534 à LICHAU S.A. *B.P. 220 - 75063 Paris Cédex 02* qui transmettra.

Banque Privée

recherche

CHEF D'AGENCE

- Vous avez 32 ans minimum
- Vous avez fait vos preuves à la tête d'une petite agence ou comme second d'une agence importante.
- Vous souhaitez poursuivre votre carrière dans une banque jeune et dynamique.

Nous vous proposons de développer, gérer, animer une agence de 10 personnes à

LYON

Adresser votre C.V. (détaillé en ce qui concerne votre expérience bancaire) + lettre manuscrite, photo récente et prétentions sous réf. 3100 M à O.C.B.P. 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.

Discrétion absolue garantie.
Possibilité d'un premier entretien à Lyon

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'EURE-ET-LOIR

recherche

UN CADRE

pour son service de l'information
et du développement économiques

Il sera chargé des problèmes d'aménagement (Z.I., documents d'urbanisme), des études économiques auprès des entreprises locales.
Conviendrait à un licencié en sciences éco, avec formation complémentaire en aménagement et urbanisme, ayant des qualités rédactionnelles et le goût du contact et du travail en équipe.

Envoyer C.V. et prétentions à :
M. le secrétaire général, Chambre de Commerce et d'Industrie d'Eure-et-Loir, B.P. 62, 28005 CHARTRES.

ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche

UN ASSISTANT

pour ses adhérents, région Provence-Côte d'Azur

Ce poste, basé au départ à Marseille, conviendrait à un E.S.C. ou ingénieur de 30 ans minimum, ayant fait ses preuves de gestionnaire dans une P.M.I. et pouvant à terme s'intégrer dans une entreprise de forme coopérative.

Envoyer C.V. et photo s/référence n° 875.480 M,
à RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CABINET D'ÉTUDES COMMERCIALES - LYON

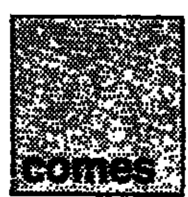
fortement implanté dans Rhône-Alpes, notamment dans les études industrielles, la distribution, la recherche d'informations internationales

recherche un (e)

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES COMMERCIALES

de formation supérieure (économiques ou marketing et psycho-socio), ayant déjà une expérience professionnelle de plus d'un an dans un cabinet ou une entreprise.

Anglais courant exigé.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au département recrutement du COMES,
19, rue de la Paix,
75002 PARIS (ss réf. 2346).

Société spécialisée dans la fabrication et l'installation d'appareillages de régulation de chauffage et conditionnement d'air concernant les économies d'énergie, recherche

Jeune Ingénieur Electronicien

RÉSIDANT NORD DE LA FRANCE

- niveau BTS ou DUT :
- 3 ans d'expérience professionnelle maximum :
- connaissance obligatoire des microprocesseurs et circuits logiques ;
- responsabilité de la conception du produit jusqu'aux essais d'endurance du prototype et l'étude des prix de revient.

Lettre manuscrite, C.V. et photo à envoyer à Havas, *10, bd Henri-Martin, 02100* Saint-Quentin S/N 5917, qui transmettra.

Cadre
direction des transports maritimes

IMPORTANT GROUPE PETROLIER recherche pour sa DIRECTION DES TRANSPORTS MARITIMES un CADRE.

. Diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, Sup. de Co) ou titulaire d'un brevet marine marchande (CLC),
. Agé de 30 ans minimum,
. Ayant une expérience des transports maritimes (contrats d'affrètement, droit maritime, facilités portuaires...),
. Possédant une bonne connaissance de l'anglais,
. Souhaitant développer sa carrière dans ce domaine.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous la référence MO 66 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

CHEF DE PRODUITS INSTRUMENTATION ELECTRONIQUE

Groupe industriel d'envergure mondiale, nous souhaitons renforcer notre potentiel d'innovation dans le domaine des instruments électroniques. Nous recrutons pour cela un ingénieur électronicien auquel nous confierons des responsabilités de définition de produits nouveaux.
Sa mission générale sera d'assurer l'interface entre les équipes commerciales d'une part, les études et la production d'autre part.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ayant acquis 2 à 5 ans d'expérience de tests automatiques de circuits intégrés comme technico-commercial ou comme utilisateur d'equipements similaires. Une aptitude à l'assistance aux vendeurs et à leur motivation est naturellement requise, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais compte tenu des évolutions professionnelles ultérieures au sein du groupe.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous la réf. 50123, à Havas Contact, 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

recherche pour le DEPARTEMENT INFORMATIQUE DE LA DIRECTION FINANCIERE (GROUPE) :

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

Il sera chargé de participer à la mise en place des systèmes d'information en temps réel dans les divers secteurs de la Compagnie avec vocation de devenir à court terme Chef de Projet.

Il aura une formation d'ingénieur ou de grande école commerciale et une expérience de l'ordre de 5 ans sur matériel IBM dans un environnement CICS et DL1.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé à Paris mais des missions d'assistance hors de France sont à prévoir.

A terme une disponibilité à l'expatriation favorisera son évolution de carrière dans le Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez une lettre manuscrite avec C.V. et photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange, 75781 PARIS Cedex 16 sous référence 1 MO 65.

Encadrement Financier Administratif et Comptable

Une importante Société Aérospatiale située en région parisienne renforce ses structures administratives et financières et recrute des cadres :

Responsable d'un Service Financier et Comptable (réf. 282)

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure type École Supérieure de Commerce ou d'Administration des Entreprises ou équivalent.
Son expérience professionnelle aura notamment été acquise dans les domaines comptabilité et suivi financier des affaires.
Les connaissances juridiques inhérentes à la fonction et les capacités à prendre des responsabilités d'encadrement détermineront le choix du titulaire de ce poste.

Suivi Financier des Affaires (réf. 283)

Le candidat qui conviendrait pour ce poste a une formation supérieure économique ou technique complétée par des connaissances en gestion et comptabilité.
Il devra justifier d'un passé professionnel solide orienté plus particulièrement sur le suivi financier des affaires.
Les responsabilités qui lui seront déléguées sont celles d'un chargé d'affaires dans le service financier et comptable.
La préférence sera donnée à un candidat actif et méthodique.

Service du Personnel (réf. 281)

Le candidat souhaité est un jeune cadre administratif ayant une bonne formation générale, une expérience acquise dans un Service du Personnel et de bons contacts humains.
Il assurera l'encadrement d'une équipe de 8 personnes chargées au sein du service du personnel de la responsabilité du pointage, de la paie, de la caisse, des missions et déplacements des collaborateurs de l'entreprise.
Le traitement de la paie est informatisée.

Contrôle de Gestion (réf. 284)

Ce poste conviendrait à un jeune cadre ayant une bonne formation technique complétée par des connaissances sérieuses en gestion. Il a une expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine du contrôle de gestion acquise en entreprise, ou dans un cabinet d'audit.
Ce poste comporte des responsabilités au sein de l'équipe actuelle du contrôle de gestion.
Des capacités d'analyse et de synthèse ainsi que beaucoup de rigueur et de méthode seront autant d'atouts dans la réussite de cette mission.

Le lieu de travail pour l'ensemble des postes offerts est situé en région parisienne.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae sont à adresser sous n°49.812 à Havas-Contact - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris en précisant la référence de la fonction.

HAVAS CONTACT

Monter des opérations de promotion produit et de stimulation de réseau dans le domaine grand public

C'est ce que nous vous proposons de faire au sein de l'équipe de consultants CEGOS-VOC (Vente et Opérations Commerciales).

Vous êtes un professionnel....... ou vous vous sentez l'étoffe pour le devenir. vous êtes par exemple assistant dans un service marketing depuis 1 ou 2 ans, dans la filiale d'un groupe international ou dans une PMI. vous avez une formation de base Ecole de Commerce (option marketing), vous êtes un réalisateur, un homme de vente sur le terrain, vous avez des idées et vous êtes pragmatique.

Vous devrez:
— animer des stages de formation pour les équipes de vente de nos clients;
— conseiller les dirigeants de PMI ou les directeurs commerciaux sur les méthodes de promotion de leurs produits et de stimulation de leurs réseaux et participer activement aux réalisations sur le terrain;
— développer le C.A. de cette activité par une action personnelle.

Si vous êtes intéressé par notre proposition, écrivez sous référence 73.545/M à M. COURTIES, CEGOS-VOC, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, ou vous pouvez lui téléphoner au 620.63.15, le 21 janvier 1981, de 8 h 30 à 12 h, ou de 15 h à 19 h. Nous pourrons vous recevoir pour un premier entretien à Boulogne Billancourt, le 9 février 1981.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, São Paulo

Documentaliste H/F

Le C.N.E.H., Centre National de l'Equipement Hospitalier, recrute pour son service documentation un(e) documentaliste confirmé(e).

Mission : organiser, en utilisant des techniques modernes de classement, la documentation afin de mieux répondre aux demandes des adhérents (équipements médicaux, matériels et fournisseurs) et d'aider les ingénieurs du Centre dans la recherche de documentation extérieure.

Ce poste intéresse un spécialiste en documentation, ayant 4 à 5 ans d'expérience, maîtrisant les principales techniques documentaires, ayant déjà utilisé l'informatique (banque de données, machine à traitement de textes). Une formation scientifique ou littéraire, du niveau de la licence facilitera l'adaptation aux travaux du Centre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 22.033/M à M.L. GUIOMAR - Sélé-CEGOS.

sélé CEGOS — Tour Chenonceaux - 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92518 BOULOGNE CEDEX.

Membre de SYNTEC

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

SOCIETE 17è ARRONDISSEMENT recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Après mise au courant devra assurer le suivi de : ●correspondance administrative ●litiges et contentieux clients ●sélection du personnel, rédaction des contrats, formation, éventuellement étude des dossiers de contentieux social. ●assurances ●rédaction des contrats spéciaux.
Expérience similaire de plusieurs années dans PME ou PMI souhaitée.
Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo sous réf. 2104/JR à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS (qui transm.)

Contrôleur de Gestion

Expérience Usine 140 000 F/an +

Société française matériel électrique (C.A. 160 M, bonne rentabilité), leader en notre domaine, nous disposons de deux unités de production à taille humaine en France.
Nous recherchons pour notre siège social à Paris un diplômé de l'enseignement supérieur long, ayant une expérience effective des techniques de contrôle de gestion - 4 ans minimum - acquise pour partie en usine.
Rattaché au Directeur Administratif, il anime, entretient et développe le système d'information de gestion (analyse écarts, budgets, tableaux de bord, prix de revient, études économiques). Il sait écouter mais aussi convaincre et s'imposer.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 81201 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri-Monnier 75009 PARIS Tél : 285.15.53

Pour son service contrôle des matériels industriels le BUREAU VERITAS, recherche un

INGENIEUR ELECTRICIEN

expérimenté dans les domaines : instrumentation, automatisation, ayant participé en particulier à des projets d'automatismes à base de microprocesseurs.
Cet ingénieur, basé dans la région parisienne, sera en relation directe avec la clientèle et aura à effectuer des déplacements en France et à l'étranger.
Il devra s'intégrer dans une équipe dynamique.
De bonnes connaissances en anglais sont indispensables.

Adresser CV, photo et prét. sous réf. n° 2 BUREAU VERITAS Direction du Personnel 31, rue Henri Rochefort 75017 PARIS

LESIEUR

de réelles opportunités de carrière [illegible]ts de valeur désireux de s'associer à l'ex[illegible]roupe

4 assistants chefs de produits

[illegible]e M[illegible]
HEC - ESSEC - ESC[illegible] première [illegible] filière commerciale.

1 contrôleur de gestion

rattaché au Direc[illegible] Fin[illegible]iale [illegible]LIAM SAURIN.

Praticien depuis 5 ans au moins [illegible]on si possible dans une Société de biens [illegible]mation.

Mobi[illegible]sable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + p[illegible] à LESIEUR - Recrutement Cadres 122, av. du Général Leclerc 92103 BOULOGNE BILLANCOURT.

MATÉRIEL ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

Au sein du Groupe SCHLUMBERGER, ENERTEC conçoit, réalise et commercialise partout dans le monde des équipements électriques et électroniques.

Nous souhaitons confier à un Ingénieur électricien ou électronicien les fonctions de

RESPONSABLE DE ZONE EXPORTATION

Une expérience commerciale de 3 à 4 années dans le domaine est nécessaire, ainsi que la maîtrise de l'anglais. La connaissance de l'espagnol serait un atout supplémentaire.

Le poste est basé à Paris, les déplacements représentant environ 40% du temps.

La position avancée de notre entreprise sur son marché et sa croissance au sein du Groupe SCHLUMBERGER peuvent être à l'origine d'importants développements de carrière.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser à:

ENERTEC — ENERTEC Schlumberger — Nadine CHEVALLIER B.P. 620 92542 MONTROUGE CEDEX.

HAVAS CONTACT

Gérer un portefeuille de clientèle privée de très haut niveau

L'offre : un poste de **FONDE DE POUVOIR** spécialisé dans la gestion de patrimoine.
Vous aurez un portefeuille de clientèle déjà bien constitué qu'il faudra développer, un salaire très motivant et des possibilités d'évolution en fonction de votre compétence et de votre réussite.
Vous êtes : diplômé d'Etudes Supérieures soit dans le domaine bancaire (ITB, CESB) soit dans le domaine commercial (ESSEC, HEC...).
Vous aurez au minimum 6 ans d'expérience à dominante "clientèle privée".
Vous connaissez bien la bourse et les problèmes de la gestion d'un portefeuille de titres.
Votre culture générale vous permet d'assurer avec aisance des conctats commerciaux à très haut niveau.
Nous sommes une importante banque privée en expansion.
Le poste est à pourvoir à Paris.
Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 800174 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Banques-Assurances ».
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC — **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

A.C. NIELSEN CIE

22 filiales dans le monde
CERGY PONTOISE
(IBM 3031 - OS - VS1 - CICS - DL1)
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Formation IUT, MIAGE ou équivalent, de 1 à 3 ans d'expérience sur IBM sous OS-VS

Pour des projets européens :
- PL 1 indispensable.
- DL 1 apprécié.
- CICS souhaité.
(Anglais - libre rapidement)

Pour des projets de gestion :
- COBOL et/ou PL 1 indispensable.
- Capable d'assumer le développement complet d'applications.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence D3 à la :
Direction des Ressources Humaines
Bureau des 3 Fontaines
95001 CERGY

bleu

PHILIPS



Data Systems

Pour faire face à son plan de développement de COMPILATEURS de LANGAGES orientés temps réel applications industrielles et scientifiques (FORTRAN 77), RTL/II, ADA, APL... pour MINI / MIDI ORDINATEURS ; le centre d'études de FONTENAY-AUX-ROSES recherche

INGÉNIEURS CONFIRMÉS (réf. M2)

Ayant 2 à 5 ans de réelle expérience professionnelle dans le développement de compilateurs.

INGÉNIEURS DÉBUTANTS (réf. M 2)

Désireux de se former aux techniques industrielles de compilations.

Nos travaux mettent en œuvre les méthodes modernes de production de logiciel et se font en coopération avec nos autres Centres d'Etudes en Europe.

Les candidats auront une formation Grande Ecole option informatique ou un Doctorat 3e cycle. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prétentions au Service du Personnel, C.T.I., 4 à 16, avenue du Général-Leclerc, 92260 FONTENAY-AUX-ROSES.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



directeur de marketing

Notre Société MONTAIGNE DIFFUSION assure la commercialisation des produits LACOSTE : les vêtements de tennis, de loisir, les raquettes et accessoires ainsi que les vêtements de ski COLMAR et les skis de fond BERGANS OF NORWAY. Nous créons le poste de Directeur de Marketing. Ce nouveau collaborateur, rattaché au Directeur Général, suit en permanence l'évolution du marché, de la concurrence, et élabore les stratégies adaptées à l'amélioration de la position de la Société ; il assure la recherche de produits nouveaux, en accord avec la politique de développement de l'entreprise, coordonne les actions de marketing : publicité, promotion, manifestations, relations publiques et relations presse ; il apporte son aide aux forces de vente, afin de rendre plus performante leur action commerciale. Nous souhaitons confier ce nouveau poste à un homme, diplômé de l'enseignement supérieur, pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de direction de produits, acquise dans une entreprise d'habillement ou d'articles de sport : il doit connaître si possible le circuit de distribution des magasins de sport et/ou de vêtements de loisir. Il doit avoir une pratique de la mise en œuvre d'une politique de marque. La connaissance de l'allemand est vivement souhaitée. Le développement de nos activités doit permettre à un homme de fort potentiel de trouver chez nous des opportunités d'épanouissement professionnel. (Réf. 55581 M)



chef des ventes

Nous distribuons les vêtements de tennis, de loisir, les raquettes et les accessoires LACOSTE, ainsi que les vêtements de ski COLMAR, auprès des magasins de sport et des chemisiers-habilleurs. Nous avons besoin d'un homme pour diriger nos ventes sur la moitié Nord de la France. Nous lui confierons l'animation d'une force de vente de 8 représentants exclusifs, la définition des prévisions de vente, la négociation avec les clients les plus importants, le contrôle du respect de notre politique de marque. Nous avons besoin d'un véritable professionnel, ayant l'expérience de la vente et de l'animation d'une équipe, acquise dans une entreprise appartenant aux secteurs ski, tennis, connaissant bien la distribution en magasins de sport - et pourquoi pas, sportif de surcroît ! !. Le lieu de résidence est PARIS. Nous lui confierons la réalisation de la moitié de notre CA, aussi serons-nous exigeants dans le choix de l'homme. (Réf. 55681 M)





Puisque vous êtes de la profession, vous nous connaissez nécessairement ; néanmoins nous vous rappelons notre C.A. : 170 millions, notre effectif : 650 personnes, l'existence de 2 départements sportswear - enfant sous la marque KLIMAGERS' - femme sous la marque JOUSSE. Notre Directeur Technique souhaite recruter un Chef de Fabrication confirmé pour l'une de nos usines de production, située à CHOLET, employant 200 personnes et fabriquant pantalons, jupes et salopettes. Nous confierons à ce collaborateur la responsabilité du plan de charge de l'unité, l'établissement des programmes de chaque atelier, la définition des besoins en matériel, la gestion des coûts de production, l'animation et le contrôle du personnel. Nous sommes prêts à bien rémunérer un excellent professionnel pouvant se prévaloir d'une expérience similaire dans l'industrie de l'habillement. Résidence CHOLET. (Réf. 55281 M)





Nº 1 français de la ceinture H et F, mais aussi fabricant de sacs, cravates et blousons de cuir, nous *réalisons 50 % de notre CA à l'export. Nous souhaitons recruter un Responsable à l'exportation,* rattaché à la Direction Commerciale, pour animer notre réseau d'agents étrangers, analyser l'évolution de nos différents marchés, et assurer en direct les ventes dans certains pays. La réussite à ce poste nécessite la pratique de l'anglais, et si possible de l'allemand, et implique une réelle expérience de la vente au détail (habillement-parfumerie-accessoires) acquise dans les principaux marchés européens. Le lieu de résidence est ANGERS ou PARIS. Il faut prévoir 50 % du temps de travail en déplacement. (Réf. 55981 M)

Si l'une de ces propositions vous intéressent nous vous demandons d'adresser votre candidature en indiquant la référence du poste choisi à notre conseil - 61, boulevard Haussmann 75008 PARIS
Téléphone : 742.58.20.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

THOMSON-CSF TELEPHONE

DIVISION TELEPHONIE PRIVEE

Notre Direction Commerciale renforce sa force de vente et vous propose des postes d'

INGENIEURS COMMERCIAUX

à BORDEAUX - GRENOBLE - ORLEANS - PARIS

Vous aurez pour mission de prospecter le marché bureautique d'un secteur géographique déterminé et de négocier la vente de systèmes télématiques (autocommutateurs électroniques multiservices, périphériques et terminaux).

Nous vous offrons :
- une formation à nos produits et techniques de vente
- des possibilités de carrières liées au fort taux de croissance de notre Division et vos capacités d'assumer des responsabilités élevées.

Nous voulons :
- des ingénieurs possédant une première expérience de la vente de biens d'équipement et systèmes informatiques.
- des débutants diplômés de l'enseignement supérieur et possédant de solides notions informatiques.
- des négociateurs habiles et entreprenants.

Vous adressez votre C.V., photo et prétentions à Yves KREMER, *Service Emploi Formation DTPR* sous référence DTP/DC/8101 en indiquant la région choisie à THOMSON CSF TELEPHONE 146, Boulevard de Valmy 92700 COLOMBES.



SANDOZ | Département Pharmaceutique

PLANIFICATION-ORGANISATION CONTROLE DE GESTION

Jeune ingénieur (ENSAM, INSA, ENSI etc.) ou diplômé Grande École Commerciale.

Directement rattaché au chef du service Planification. Il aura la responsabilité, dans le domaine de la production, des études d'investissements et d'organisation, du contrôle de gestion et de la coordination de l'usine.

Le côté pluridisciplinaire rend ce poste particulièrement attrayant pour un candidat possédant des notions d'informatique, une première expérience professionnelle et intéressé par les problèmes techniques et économiques.

Lieu de travail : RUEIL-MALMAISON.
Fréquents déplacements à notre usine d'ORLÉANS.

Nous vous remercions d'écrire en indiquant vos souhaits en matière de rémunération à :
SANDOZ - Division Personnel - BP 313
92506 RUEIL-MALMAISON Cedex

HAVAS CONTACT

UHDE S.A.

SOCIETE D'INGENIERIE
FILIALE FRANCAISE DU GROUPE HOECHST
recherche pour son siège à PARIS LA DEFENSE

Adjoint au Directeur Financier

Formation HEC, ESSEC, SUP de CO
Expérience financement export, risque économique
Allemand indispensable, voyages à l'étranger à prévoir.

Adresser C.V. détaillé, diplômes et photo à UHDE S.A.
71, Quai de dion Bouton - 92806 PUTEAUX CEDEX.

UHDE S.A.

SOCIETE D'INGENIERIE
FILIALE FRANCAISE DU GROUPE HOECHST
recrute

INGENIEURS de PROCEDE

POUR :
1) Conception d'installations chimiques et raffineries
2) Valorisation du charbon.

Ayant bonnes connaissances en thermodynamique, mécanique des fluides, construction d'appareils.

Quelques années d'expérience industrielle sont nécessaires.

Allemand indispensable, détachement possible en RFA.

Adresser C.V. détaillé, diplômes et photo à UHDE S.A. 71, Quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX CEDEX.

UHDE S.A.

SOCIETE D'INGENIERIE
FILIALE FRANCAISE DU GROUPE HOECHST
recrute

2 Ingénieurs d'Affaires

Chargés de l'exécution de contrats pour la construction d'installations industrielles en France et à l'étranger.

Formation Ingénieurs Grandes Ecoles ayant de préférence quelques années d'expérience industrielle dans l'ingénierie.

Allemand indispensable, *détachement possible en RFA.*

Adresser C.V. détaillé, diplômes et photo à UHDE S.A.
71, Quai de Dion Bouton - 92806 PUTEAUX CEDEX.

CORNING

Nous sommes un Groupe Américain leader dans son secteur à vocations technologiques diversifiées.
Nous désirons renforcer, au sein de notre Centre de Recherche Européen à Fontainebleau, nos activités biotechnologiques.
Nous recherchons

JEUNE MICROBIOLOGISTE INDUSTRIEL

Diplômé d'une grande école ou université, ayant si possible un doctorat.
Première expérience industrielle en recherche développement en particulier appliquée aux industries de fermentation appréciée.
Il devra s'intégrer dans une équipe de développement de procédés biotechnologiques.
Bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire CORNING EUROPE - B.P. 3 - 77211 AVON Cédex
Attention Service du Personnel

M•A•N-GHH FRANCE

DÉPARTEMENT MACHINES A IMPRIMER

recherche, pour développer ce département

INGENIEURS DE VENTES

expérimentés

119, Bureaux de la Colline, 92213 ST CLOUD
Tél. 602.70.64

DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

L'un des groupes les plus dynamiques en France dans le secteur de la distribution (progression 20 % l'an) se constitue une pépinière de jeunes cadres pour leur confier, à court terme, des responsabilités majeures dans les structures opérationnelles de sa chaîne Grandes Surfaces en pleine expansion. La Direction du Groupe recherche, pour les former sur le terrain à la gestion, au marketing et à l'animation d'équipes, de

jeunes diplômés

universitaires, IUT ou équivalent, désireux d'acquérir une expérience professionnelle d'avenir. Cette offre s'adresse à des débutants capables d'énergie, d'autonomie et de mobilité géographique. Les progressions de carrières envisagées sont rapides et les rémunérations très motivantes.

Adresser C.V. avec courte lettre manuscrite sous réf. 101 LM à
ADCO, 132, avenue de Villiers - 75017 PARIS.

Importante Société d'Assurances

recherche un

chef de projet informatique

de haut niveau

pour un travail très diversifié impliquant de nombreux contacts.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 8239 M à :
BLEU Publicité - 41, Avenue du Château - 94300 VINCENNES

GROUPE IMMOBILIER

recherche

POUR SA FILIALE
CHARGÉE DE LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES
(ateliers, entrepôts, bureaux)

EN RÉGION PARISIENNE OU PROVINCE

JEUNE INGÉNIEUR

(E.T.P. ou SIMILAIRE) 28 ans minimum

ayant acquis une expérience réussie de la conduite et de la gestion de chantiers du bâtiment.
Il devra être motivé, avoir le goût des contacts et être capable de s'intégrer à une équipe dynamique et performante.

POSTE A POURVOIR A NANTERRE-LA DÉFENSE

Adresser C.V., photo et prétentions à *Geneviève* CAJAT, 36, bd de Clichy, 75018 Paris.

GROUPE SOFIAM

Importante société de construction et de promotion de logements recherche

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES

(Région parisienne)

De haut niveau, capable de seconder la direction des programmes. Il participe au montage des opérations, les gère et les administre.

Il bénéficie de l'appui de l'ensemble des services techniques de la société.

Les candidats sont diplômés de l'enseignement supérieur (HEC-Sciences Po - ESSEC - Sup de Co

Cinq années minimum d'expérience sont indispensables. De solides qualités de méthode et de coordination sont nécessaires pour ce poste qui ouvre de très larges perspectives d'évolution.

Les candidats intéressés devront adresser un dossier au Groupe SOFIAM
9, AVENUE MATIGNON - 85008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,78
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Futur Chef de Projet

Cette filiale française du leader mondial de produits industriels issus d'une technologie de pointe connait depuis plus de 10 ans une expansion rapide et soutenue. Celle-ci justifie le développement de son jeune service informatique créé il y a deux ans.

Au sein d'une équipe légère et efficace, il est responsable de la maintenance et du développement de certaines applications nouvelles. Il exerce ses talents sur petits et gros systèmes car il dispose d'une configuration ARC DATA POINT 6600 reliée, au niveau européen, à un BURROUGHS 7805.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un jeune professionnel justifiant d'une bonne formation de base (DUT, MIAGE...) et pratiquant le COBOL. Evoluant dans un contexte international, il maîtrise bien la langue anglaise.

Lieu de travail : Grande banlieue Ouest.

Merci d'adresser C.V. complet, photo et salaire actuel sous réf. M 7288 F à notre Conseil Didier PROU.

média-system

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris



RESPONSABLE MARKETING PRODUIT

Premier fabricant français de tuiles en béton, Redland France réalise un C.A. de plus de 300 millions et son développement est constant.
Sa direction commerciale souhaite s'adjoindre un collaborateur capable de prendre en charge la fonction marketing produit.

Rattaché au Directeur commercial avec lequel il collabore étroitement, le titulaire du poste est chargé de suivre et de développer la gamme des produits, tuiles et accessoires.

Assisté d'un «Technicien produit/prototypes et en liaison, d'une part avec les commerciaux opérationnels, d'autre part avec les services techniques et process, il fait évoluer la gamme, définit et élabore les nouveaux produits. Ceci implique : études de marché et de concurrence mais également normes techniques et d'application, esthétique, politique tarifaire...

Nous souhaitons rencontrer un homme (minimum 30 ans) de formation commerciale supérieure, possédant une expérience significative de la fonction «produit» acquise de préférence dans le domaine du second œuvre bâtiment. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le développement de l'entreprise, les conditions offertes et les perspectives d'évolution du poste vers une responsabilité marketing au sens large sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 630 BK, à

média-system

egor 8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

Groupe THOMSON

Une filiale de ce grand groupe qui conçoit et réalise des systèmes et des matériels complexes dans lesquels l'électronique et l'informatique jouent un grand rôle, crée pour son service Etudes Nouvelles plusieurs postes d'Ingénieurs.

INGENIEURS LOGICIELS

réf. M 1242 R

Ils collaborent, au sein d'Equipes «Projets», à la conception et à la réalisation de systèmes industriels en temps réel et travaillent en liaison permanente avec les utilisateurs.
Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés de grandes écoles ou de l'université, ayant si possible une première expérience dans le développement de logiciels sur mini-ordinateurs et microprocesseurs.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

réf. M 1242 S

Au sein du «Bureau d'Etudes Electroniques» ils participent à l'étude et au développement de matériels électroniques sophistiqués fabriqués en petite et moyenne séries. Ils sont chacun responsables d'une équipe, plus ou moins importante suivant leur expérience.
Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés de grandes écoles ou de l'université, ayant eu si possible, au sein d'un bureau d'études, l'expérience pendant 2 à 3 ans des circuits logiques utilisant des microprocesseurs.

Pour chacun de ces postes les perspectives de carrière au sein de la société et du groupe peuvent être très intéressantes.

Les postes sont à pourvoir en banlieue Nord de Paris. Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur CV complet, photo et prétentions sous référence choisie à

média-system

egor 8 rue de Berri 75008 Paris 359.13.82

informaticien de haute volée

responsable de nos projets internationaux (réf. 3916 LM)

Importante filiale française d'un groupe anglo-saxon prestigieux, nous disposons en région parisienne d'un gros centre de traitement informatique : deux IBM/OS-MVS/IMS.

Nous cherchons un responsable des études capable de « manager » nos projets internationaux conçus comme des progiciels, développés en liaison avec notre HQ pour l'ensemble des filiales européennes.

Vous avez une formation supérieure, et acquis en dix ans l'expérience de la conduite de projets, la connaissance d'une multinationale et une solide pratique de l'anglais. Bien sûr, ce poste suppose de fréquents mais courts déplacements en Europe.

ingénieur système os,

venez dans notre réseau (réf. 3880 LM)

Une grande affaire française de la chimie (Paris-La Défense) disposant de 370 et 3031/OS-MVS et d'un réseau de 120 terminaux, envisage de relier au siège ses centres informatiques de province.

Ingénieur de formation, vous avez abordé le système sur du haut de gamme IBM/OS et, en trois ans, vous êtes familiarisé peu ou prou avec JES 2, TSO, VSAM, VTAM.
Venez harmoniser les procédures de télétransmission, poursuivre le développement du réseau, aborder la métrologie avant de prendre, à terme, la responsabilité d'une équipe.

jeune chef de projet, (réf. 3923 LM)

encadrez nos développements

Une grande banque privée (Paris 8e) vous propose de venir seconder le responsable d'un secteur d'applications au sein de son service études qui développe en PL1 des applications DB/DC mises en œuvre sur des 3033/MVS.

Vous complétez le fonctionnel, réalisez l'organique et pilotez la programmation en professionnel soucieux du planning et rodé à l'utilisation d'une méthodologie.

Vous êtes ingénieur (homme ou femme) ou titulaire d'une maîtrise et avez acquis en trois ans une première expérience de la mise en œuvre des techniques sur gros systèmes IBM reliés à des minis, maîtrisez le PL1 sinon le COBOL et pratiquez DL1 et CICS. La connaissance de la banque n'est pas indispensable.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante à « **Carrières de l'informatique** ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



recherche

4 INGENIEURS

POUR SON UNITE DE PRODUCTION DE BOIS-COLOMBES (92)

• 2 INGENIEURS

FORMATION GENERALE SUPERIEURE — SPECIALISATION AERONAUTIQUE

Expérience de plusieurs années dans bureau d'études de conception appréciée.

MISSION :
- recensement des connaissances, des matériels et des besoins exprimés par le client dans un domaine lié à certains systèmes mécaniques aéronautiques et à leur environnement,
- en fonction des besoins exprimés par le client avec le concepteur, études en coopération afin de faire évoluer les matériels actuellement définis et en cours d'étude.

A terme : animation d'une équipe de conception définissant de nouveaux matériels.

PROFIL :
- très bonne connaissance de la langue anglaise,
- forte capacité et motivation pour la conception,
- goût pour les contacts humains,
- déplacements fréquents.

réf. I.S.A.

• 1 INGENIEUR

DIPLOME GRANDE ECOLE
POUR POSTE RESPONSABLE ATELIER DE FABRICATION

Poste avec responsabilité hiérarchique sur environ 110 personnes.

MISSION :
- assure la bonne fin technique des fabrications et contrôle les coûts et délais,
- assure la continuité de fonctionnement du parc machines et veille à l'application de règles de sécurité.

PROFIL :
- expérience en atelier indispensable
- anglais souhaité
- connaissance et expérience de la Commande Numérique.

réf. R.F.

• 1 INGENIEUR

DIPLOME GRANDE ECOLE
RESPONSABLE LANCEMENT ET COORDINATION DES ACTIONS DE SOUS-TRAITANCE

MISSION :
- participation au choix des sous-traitants en fonction des critères de sélection retenus,
- suivi des commandes (depuis la mise en place des bruts chez le sous-traitant jusqu'à l'exécution finale de l'opération de sous-traitance) ou depuis la mise à disposition de la pièce semi-finie s'il s'agit d'une opération de délestage,
- coordination des actions avec le secteur approvisionnement des bruts (matière première, forges, fonderies),
- visites techniques et audits sous-traitant en collaboration avec les représentants du Département Qualité.

PROFIL :
- ingénieur grande école
- anglais : lu - écrit - parlé impératif.

réf. A.S.T.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi aux Relations du Travail - HISPANO SUIZA, Siège Social, 333, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DU SECTEUR PARA-PETROLIER
RECHERCHE POUR PARIS

JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS

2 postes sont à pourvoir :
- Pour le premier : vous participerez, sous l'autorité du Responsable Administratif de la région d'activité concernée, à l'ensemble de la gestion administrative, comptable et financière liée à l'exécution d'importants Contrats signés avec l'Union Soviétique.
- Pour le second : vous assurerez la responsabilité administrative d'une filiale récemment créée dont les activités se développent actuellement en Norvège et au Moyen-Orient dans le secteur de la maintenance des équipements pétroliers (mécanique, électricité).

A ce titre, vous aurez à résoudre, sous l'autorité du Directeur Général de la filiale, l'ensemble des problèmes comptables, financiers et juridiques, fiscaux et de personnel, en relation avec les Services fonctionnels de la Maison-Mère.
De brèves missions à l'étranger sont à prévoir.

VOTRE PROFIL :
Vous êtes jeune diplômé HEC, ESSEC, IEP (ECO-FI) avec DECS si possible et maîtrisez parfaitement la langue Anglaise.
- Pour le premier poste, vous êtes débutant.
- Pour le second, vous pouvez faire état de quelques années (2/3 ans) d'expérience dans une entreprise à vocation internationale.

De réelles possibilités d'évolution de carrière sont possibles au sein du GROUPE, soit en FRANCE, soit à l'ETRANGER, pour des candidats de valeur faisant preuve d'une bonne disponibilité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 1159 à P. LICHAU SA B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



THOMSON-CSF

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour assurer la responsabilité d'un laboratoire d'études de matériels. En plus d'une expérience de plusieurs années, le candidat devra avoir une solide compétence dans les domaines analogiques ou radio-communications.

Ce poste convient à un candidat possédant une grande faculté d'adaptation et désirant mettre en valeur ses qualités d'initiative et de décision.

Env. C.V. et prétent. sous nº 84.631, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

TRANSPORT ET REGULATION
Bureau d'Etudes, situé en REGION PARISIENNE spécialisé dans les études de transport et régulation du trafic urbain
recherche

ingénieur de haut niveau

pour étudier et poursuivre, au sein d'une petite équipe, des méthodes d'analyse pour la mise en œuvre de systèmes de régulation de trafic par commande en temps réel. Agé au minimum de 30 ans, les candidats devront posséder une première expérience d'applications des systèmes de télécommande en temps réel et une bonne connaissance des architectures de systèmes de télécommunication, de mini-ordinateur et microprocesseurs. Le candidat retenu aura à jouer rapidement un rôle de conseil et d'expert à l'échelon national et international. Connaissance de l'Anglais indispensable.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. 832 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

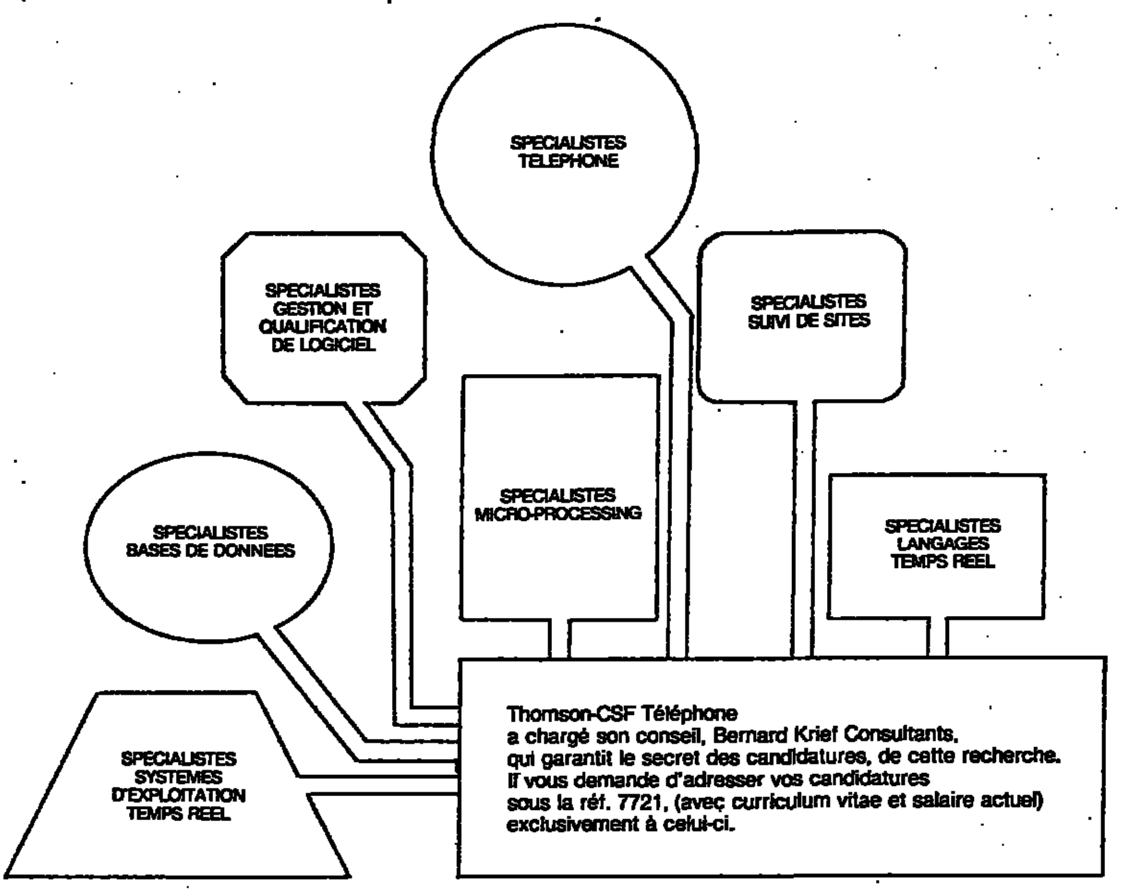
REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF TELEPHONE

Dans le cadre de son développement à l'exportation et de l'évolution de son potentiel technologique, le groupe recherche **des ingénieurs logiciels spécialistes** en développement et architecture de systèmes temps réel pour la commutation temporelle.*



** Cette offre s'adresse également aux ingénieurs débutants.*

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS-département informatique-**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

---

directeur de la communication

180 000 F +

NOUS SOMMES L'UN DES LEADERS EUROPÉENS DE CONSTITUANTS POUR AUTOMATISMES INDUSTRIELS. Nous cherchons notre directeur de la communication.

- Sous l'autorité du directeur du marketing, il dirige une équipe importante, fonctionnant comme une agence intégrée.

- Il conseille et propose aux directions commerciales, en France et à l'étranger, des stratégies de communication adaptées à notre image industrielle, et les met en œuvre :
  - en créant des outils (catalogues, brochures de prestige, argumentaires commerciaux) ;
  - en assumant les lancements publicitaires ;
  - en organisant des manifestations internationales.

- Il dialogue en permanence avec les directeurs de produits, les directeurs commerciaux et les responsables de filiales.

C'est un homme de 35 ans environ, de formation ingénieur ou grande école commerciale, ayant dix ans d'expérience dans l'industrie, dont au moins trois à quatre ans comme chef de produits, chef de publicité, responsable de marketing. Bon animateur, c'est aussi un gestionnaire.

La connaissance de l'anglais est très appréciée.
Lieu de travail : Paris Ouest.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, à notre conseil, sous la réf. 198 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach · 75017 paris 

membre de syntec

Une des premières sociétés françaises affiliée à un important groupe industriel européen

crée le poste

D'ADJOINT A CHEF DE SERVICE FINANCIER ET COMPTABLE

qu'elle confiera à un diplômé d'études supérieures, titulaire du DECS, ayant une expérience approfondie des problèmes comptables, de budget, et de contrôle de gestion, ainsi qu'une bonne connaissance des traitements informatisés.

Cette fonction pourra déboucher à terme, en cas de réussite, sur une position supérieure.

La connaissance de la langue allemande est souhaitée.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous réf. 9085 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel 94300 VINCENNES

THOMSON-CSF

Division Télécommunications propose à des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

GRANDES ÉCOLES A VOCATION ÉLECTRONIQUE

De s'intégrer à ses ÉQUIPES de jeunes ingénieurs d'études, pour participer à la DÉFINITION et à la CONCEPTION de SYSTÈMES complexes et d'ÉQUIPEMENTS modernes de communications.

Ils utiliseront les techniques de pointe en traitement du signal, micro et mini-informatique.

De larges perspectives d'évolution de carrière sont assurées aux candidats de valeur au sein de la division et du groupe.

Adr. C.V. et photo à M. POTUS, B.P. 156, 92231 GENNEVILLIERS.

INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Universitaires ou Grandes Ecoles débutants ou quelques années d'expérience pour activités de recherche et d'enseignement en

TÉLÉMATIQUE ET MICROINFORMATIQUE

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions à I.N.T., Département Informatique et Télématique, Ilot des Epinettes, 91011 ÉVRY.

IMPORTANT ORGANISME D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

cherche

INFORMATICIEN HAUT NIVEAU

Compétence dans domaines banques de données économiques, manipulation logiciels économétrie et modèles économiques

L'intéressé devra dialoguer avec des économistes non informaticiens et gérer petit centre de calcul

Formation en économie souhaitée

Adresser C.V. et photo à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann 75008 PARIS sous référence 38833

ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Le directeur du personnel d'un important groupe industriel et commercial (plus de 8000 personnes) dont le siège est situé à proximité de Paris souhaite recruter un adjoint appelé à travailler avec lui en étroite collaboration.
Ce cadre prendra la responsabilité de la gestion centrale du personnel qui comprend notamment :
- le développement de systèmes de gestion informatisée
- l'élaboration et le suivi des politiques et procédures
- la coordination des services de paye intégrés
- les relations avec l'administration et les organismes extérieurs.

Il exercera sa fonction en liaison avec les chefs de personnel des différentes unités du groupe.

Ce poste s'adresse à un chef de personnel ayant acquis une expérience significative en milieu industriel.

Le cabinet Infraplan étudiera avec attention et discrétion chaque candidature qu'il vous remercie d'adresser sous réf. JD5.

INFRAPLAN 83 Bd Raspail 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Plein Champs

Les Centres de Traitement du groupe SOPRA
INFOLAB (Montreuil) CECTI (Annecy)
recherchent

2 responsables de produit

Gestion de Personnel/Comptabilité

dont les missions, assurées en liaison avec le Marketing, le Commercial, les Méthodes et la Production, seront :
- *la définition des futurs produits Gestion de Personnel et Comptabilité de ces centres,*
- *le contrôle du développement,*
- *la rédaction de la documentation,*
- *le démarrage des clients pilotes,*
- *la conception des développements ultérieurs en fonction des demandes des utilisateurs.*

Ces postes, clés de la future organisation de ces centres, s'adressent à des ingénieurs diplômés et demandent une bonne connaissance des fonctions Personnel ou Comptable et une expérience de Traitement à Façon.
- *Déplacements fréquents de courte durée à prévoir.*
- *Postes à pourvoir à Paris ou en Province.*

Ecrire en joignant CV et photo à SOPRA Recrutement, sous réf. 1901/M, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

media-system

SOPRA
Ingénierie des systèmes d'information

FIELD SALES MANAGER

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Nous accroissons notre développement en France et nous offrons des possibilités extraordinaires dans l'industrie à un homme à la page.

Etes-vous un homme jeune et dynamique dans les domaines de la vente ? Etes-vous dans votre emploi actuel un chef stoppé dans votre avancement ?

Etes-vous un homme pressé, avide d'accroître ses responsabilités et ses gains ?

Désirez-vous voir vos mérites personnels reconnus et bénéficier d'un avancement rapide ?

Etes-vous fatigué de ne pas pouvoir réaliser vos propres idées et désirez-vous assumer la responsabilité des décisions à prendre que notre organisation vous offre ?

DÉSIREZ-VOUS ASSURER UN AVENIR EXCEPTIONNEL, AVEC LA SÉCURITÉ, LA STABILITÉ ET LE RAYONNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE ?

Une très importante société américaine, possédant un rayon de vendeurs dans 97 pays et établie depuis plusieurs années en France, recherche un vendeur de grande envergure, d'un rendement personnel exceptionnel, sachant assumer la direction des ventes et animer une équipe de vendeurs.

La connaissance parlée et écrite de l'anglais est souhaitable.

Notre société est établie depuis plus de 80 ans. Sa croissance, depuis 1970, dépasse 1.000 %, cette année 53 %.

NOTRE SOCIÉTÉ DYNAMIQUE A ACCRU SES MOYENS AVEC LE MAXIMUM D'OPPORTUNITÉ, ASSURE DES GAINS ÉLEVÉS ET UN AVENIR SUR POUR SES COLLABORATEURS.

Nous demandons d'être intelligent, agressif, décidé à se faire un avenir brillant, désireux de voyager.

Trois mois de stage aux Etats-Unis sont prévus. Voitures, frais de voyage, avantages sociaux assurés.

Téléphonez-nous, nous vous enverrons une description complète du travail, des possibilités de promotion et d'avenir. Vous pourrez alors décider si vous désirez répondre à une interview. Une ligne téléphonique spéciale sera à votre disposition les lundi et mardi pour recevoir vos demandes, qui seront traitées avec la plus grande discrétion.

Pourquoi ne pas nous téléphoner lundi et mardi (19-20), PARIS HILTON 273-92-00 : demander M. Van Laugen ou bien écrivez-nous :
17 FIFE RD, East Sheen S.W. 14, Angleterre (lettres en anglais seulement).
Les interviews se tiendront les 20 et 21 janvier, à PARIS HILTON.



ANSWARE

Diffusion Systèmes de Gestion

recherche des

responsables cadres

- études supérieures complétées par une formation à la gestion,
- expérience exigée,
- bonnes connaissances de l'informatique, aptes à établir et analyser des cahiers des charges et capables de faire des estimations de coûts matériel et logiciel en PME - PMI,
- bons contacts humains et solide culture générale en gestion pour assurer les relations avec des responsables d'entreprises et les commerciaux de la société,
- connaissance des problèmes organisationnels.

Envoyer C.V. + photo, lettre manuscrite et prétentions à ANSWARE, 135 rue de la Pompe - 75116 Paris sous référence DCP/05





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Jeunes Commerciaux
Financer des professionnels

65-75 000 F — formation supérieure ou expérience

- Des produits (crédits et leasing) adaptés aux besoins d'une clientèle de petites et moyennes entreprises.
- Une force de vente répartie dans 65 agences sur toute la France.

Deux facteurs qui assurent à notre Société, une position de leader sur le marché du financement des investissements des petites et moyennes entreprises.

Si vous êtes motivés par une carrière commerciale et disponibles géographiquement pour des missions de renforcement de 3 à 6 mois, nous assurons votre formation technique et pratique (produits - méthodes - étude du risque) et vous offrons une rémunération comprise entre 65 et 75 000F, le remboursement intégral de vos frais et de bonnes perspectives d'évolution.

UFB LOCABAIL

Merci d'écrire à Philippe FOUQUES s/réf.469 avec C.V. + photo à

compagnie bancaire
Service Orientation - Recrutement
5, avenue Kléber - 75116 PARIS

MEDIAM

Digital marque des points

Digital n° 1 : les professionnels de l'informatique viennent de le confirmer lors de l'enquête 01 Informatique Datapro menée auprès de 1800 utilisateurs. Parmis les 20 principaux constructeurs du marché, Digital se classe premier pour la compatibilité, le temps de réponse, les moindres coûts. Les services Maintenance, Formation, Logiciel sont à l'honneur.

Au service Logiciel nous recherchons des **ingénieurs**

hommes ou femmes pour se joindre à notre équipe.

Un responsable de projet télécommunication
Ingénieur en télécommunication de 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, ayant une connaissance approfondie de communication.
Il réalise des applications importantes mettant en œuvre des réseaux d'ordinateurs (réf. M 04)

Un responsable d'applications bancaires
Ingénieur ayant acquis une bonne connaissance des applications bancaires pour organiser des avant-vente chez les utilisateurs ; coordonner les projets sur le plan des ressources techniques et les suivre jusqu'à leur terme. (Réf. M 05)

Des ingénieurs confirmés
Ayant au moins 3 ans d'expérience, pour assurer l'assistance avant-vente. Ils interviennent à la fois auprès de notre clientèle et auprès des ingénieurs commerciaux, avant la proposition puis comme conseils lors du lancement de l'application (Réf. M 06)

Des ingénieurs débutants
pour réaliser l'installation, la maintenance sur site et l'assistance des systèmes. Ils posséderont le goût des relations avec la clientèle. Après 1 ou 2 ans ils évolueront vers des activités de développement ou d'assistance avant-vente. (Réf. M 07)

Adressez C.V sous réf. choisie à C. Millot DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18, rue Saarinen 94528 RUNGIS.

digital

PHILIPS

DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE

recherche

CHEFS DE PROJETS

AUTOMATISME ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE TEMPS RÉEL

- 3 à 5 ans d'expérience en minicalculateurs.

Envoyer C.V. à PHILIPS Science et Industrie
Service du personnel, 105, rue de Paris, 93002 BOBIGNY.

Bibliothèque universitaire
recherche
BIBLIOTHÉCAIRE
qualif. (I.N.D.T.) ou (C.A.F.B.) titulaire licence ou maîtrise.
Écr. s/n° 875479 M. R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Notre société, spécialiste en immobilier commercial, se développe, nous souhaitons recruter

UN JEUNE VENDEUR ET LOUEUR DE LOCAUX COMMERCIAUX

De formation supérieure, le candidat idéal aura une expérience réussie dans la vente et la location de locaux et une connaissance de la distribution.

S'il est capable de s'intégrer dans notre équipe, s'il a l'habitude de NEGOCIATIONS A NIVEAUX ELEVES, s'il est dynamique, disponible, en un mot s'il est un « FONCEUR », des perspectives intéressantes peuvent se dégager chez nous.

Envoyer C.V. détaillé avec références de réalisations, photos et prétentions à :

SICOBAIL-COFIG, 120, avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS.

BANQUE HERVET

recherche pour renforcer
son service Contrôle de Gestion un

CADRE CONFIRME

Sa mission :
- participer à l'élaboration, à la mise en place et au suivi d'un système de contrôle de gestion informatisé.
- Il est nécessaire d'avoir :
  - 30 ans minimum et 4 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire en milieu industriel ou bancaire,
  - un diplôme d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs.
- De bonnes connaissances en informatique seront appréciées.

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à BANQUE HERVET - Direction du Personnel - 127, av. Charles de Gaulle - 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

Plein Champs

SOPAD (NESTLE)

Recherche pour son Service informatique

des ANALYSTES-PROGRAMMEURS

de formation I.U.T. ou équivalente ; les candidats devront justifier de 2 ans minimum de pratique COBOL sur gros système et d'une expérience I.M.S./D.L. I et L.C.P.

Les candidatures sont à adresser, avec curriculum vitae détaillé à SOPAD, Service du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

Directeur agence de voyages Paris

- Notre société recherche pour Paris un directeur d'agence de voyages.
- Dépendant du président directeur de la société, il sera responsable de l'ensemble du fonctionnement de l'agence et de ses succursales (développement commercial, organisation de voyages de stimulation, de tourisme, billetterie, gestion administrative, animation du personnel, etc.).
- Ce poste s'adresse à un candidat justifiant d'une expérience polyvalente acquise dans le monde du tourisme.
- Pratique de l'anglais nécessaire.

Adresser C.V. et prétentions, sous réf. 110 à : Trendances, 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui tr. Discrétion assurée.

130/140.000 F.

IMPORTANT ORGANISME ADMINISTRATIF
2000 personnes - PARIS
recherche des

•CHEFS DE PROJETS •ANALYSTES

de formation supérieure (ingénieurs ou équivalent, MIAGE,...) et ayant l'expérience de ces fonctions en vue de leur confier, au sein de sa

DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE

le développement de nouvelles applications (TELETRAITEMENT BUREAUTIQUE).
Centre équipé d'un 3033 - Réseau télétraitement national.

Envoyer C.V. lettre et photo sous No 84516, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Importante SSCI d'envergure nationale
recherche pour développer son département
PUBLIC ET PARA-PUBLIC

INGENIEUR EN CHEF

diplômé d'une Grande Ecole (X, Télécom ...)

SES MISSIONS : Responsable technique du département, il traite des grands appels d'offres lancés par les administrations (étude des dossiers, conception d'un modèle de solution, évaluation de l'offre à faire) ; il négocie des contrats en liaison avec le responsable commercial du Département ; il constitue et encadre des équipes de conception et de réalisation ; il assure aussi des missions de conseil de haut niveau (plan directeur, cahier des charges, audit ...).

SON PROFIL : Il a 8 ans d'expérience, connaît bien les secteurs public et para-public, a déjà conduit des projets d'envergure dans une SSCI et maîtrise bien les techniques avancées de l'informatique.

SES QUALITES : Homme d'action, il a le goût du service et l'envie d'être moteur dans un département où les perspectives de développement sont importantes. Homme complet, il est à la fois commercial, technicien et bon manager.

Ecrire en joignant CV, photo et prétentions, sous référence 12569, à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

média-system

BANQUE
SERVICE TITRES

Banque moyenne de création récente, recherche pour son développement financier spécialisé en obligations

UN RESPONSABLE

DE LA CONSERVATION ET DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DES TITRES

Expérience indispensable

Envoyer curriculum vitæ sous référence T 024.884 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIETE D'INGENIERIE
exerçant son activité dans le secteur NUCLEAIRE
recherche

un ingénieur électro-technicien

Diplômé Grandes Ecoles

Ayant quelques années de pratique en Informatique Industrielle (Matériel et Logiciel).

Fonction à assurer :
- Analyse de la conduite et définition du système.
- Spécification des matériels et du logiciel.
- Consultation et choix des fournisseurs.
- Suivi de la réalisation depuis la commande jusqu'aux essais de mise en Service.

Lieu de travail :
PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS (RER).

Adresser C.V. + photo à no 84829 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Travaux spéciaux d'étanchement et de réparation d'ouvrages

Principal spécialiste en France dans cette activité, nous appliquons des procédés très sophistiqués et performants tant au stade de la détection que de la réparation. Nous recherchons le

Chef de service travaux

Ingénieur ESTP ou formation équivalente

Responsable de notre principal département, il devra organiser, planifier et contrôler l'exécution de nombreux chantiers simultanés. Il dirigera une équipe importante, assisté par deux conducteurs de travaux.
Nous recherchons pour ce poste un ingénieur ou conducteur de travaux très expérimenté maîtrisant parfaitement la direction des chantiers multiples (VRD, assainissement...), qui soit un meneur d'hommes et un gestionnaire rigoureux.

Jacqueline Sigolet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 5210 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

sources

OMERA

FILIALE GROUPE T.R.T. recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS POSITION I ou II

Les Candidats devront être diplômés d'une Ecole d'ingénieurs, connaître si possible les Microprocesseurs et avoir de bonnes notions d'Anglais.

LIEU de TRAVAIL : ARGENTEUIL

DÉPARTEMENT D'ÉTUDES

- 2 POSTES MATÉRIELS photo, classiques Aéroportés et matériels optroniques.
- 1 POSTE MATÉRIELS signalisation routière et/ou Radar Aéroportés.

DÉPARTEMENT ESSAI

- 1 POSTE ESSAIS MATÉRIELS photo et Radar Aéroportés et matériels signalisation routière et ferroviaire.
- 1 POSTE Contrôle composants et ensembles électroniques.

DÉPARTEMENT INGENIERIE

- 1 POSTE TECHNICO-COMMERCIAL conception et réalisation systèmes régulation trafic routier et ferroviaire.

DÉPLACEMENTS FRÉQUENTS

Env. C.V., photo et prétent. à : SOCIÉTÉ OMERA 49, r. Ferdinand-Berthoud, 95100 ARGENTEUIL.

Au sein du groupe Schlumberger, ENERTEC conçoit et réalise des systèmes d'instrumentation électrique et électronique.

Son département Instrumentation Générale recherche pour la région parisienne des

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

électroniciens diplômés débutants ou ayant acquis une première expérience professionnelle dans la vente d'instruments de mesure de laboratoire.

Ce poste implique de fréquents déplacements de courte durée. Anglais souhaitable.

Envoyer C.V., prétentions et photo (retournée) à

ENERTEC — 74, rue de la Fédération 75739 PARIS Cedex 15.

ENERTEC Schlumberger

HAVAS CONTACT

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



UNION DU TRANSPORTS AERIENS
(4 Milliards de FF de CA, 7000 personnes)
recherche

AUDITEUR INTERNE CONFIRME

Le candidat recherché devra avoir impérativement :
- une formation HEC - ESSEC - ESC + DECS,
- une expérience d'au moins 3 ans dans un cabinet d'audit,
- la capacité et la volonté d'intervenir dans des domaines très variés.

Dépendant directement du chef de l'audit, ses missions seront de :
- réaliser des audits financiers et comptables dans les établissements de la société,
- conduire des audits opérationnels,
- participer à la conception des mesures de contrôle interne à promouvoir dans les différentes activités de l'entreprise.

Dès déplacements sur l'ensemble du réseau UTA ne dépassent pas 30% du temps.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
UTA
DASJ
Sélection Recrutement
50, rue Arago
92806 PUTEAUX

La filiale en pleine expansion d'un groupe international leader dans le secteur hifi, TV et vidéo, recherche pour Paris son

analyste financier

Sous l'autorité du contrôleur financier, il sera chargé :
- de préparer les rapports financiers mensuels et d'analyser les résultats,
- de tenir le tableau de bord de la direction et de réaliser des études ponctuelles,
- de coordonner l'élaboration des budgets et des prévisions à court terme, en collaboration avec les directions opérationnelles,
- d'améliorer les outils de gestion.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat de formation supérieure, possédant une première expérience de 3 ans minimum, acquise dans un groupe anglo-saxon.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 12573 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

média-system

JEUNE DIPLOMÉ
ÉTUDES JURIDIQUES

Nous sommes une des premières mutuelles d'assurances, 1 million de Sociétaires, 1,875 milliard de C.A. Nous réalisons des investissements à l'échelon mondial dans tous les domaines de l'assurance. Notre Directeur d'Établissement (Paris - Quartier Saint-Lazare) recherche un jeune cadre de formation juridique (niveau maîtrise) ayant si possible deux à trois années d'expérience. Il sera chargé de l'étude et du règlement des dossiers d'accidents corporels et matériels (en responsabilité civile). Une formation technique sera assurée afin de le familiariser avec nos contrats et nos procédures. Nous offrons de réelles possibilités de carrières à des candidats de valeur. Adressez lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à Mme Mauhourat, Mutuelles Unies 3037 X - 76029 Rouen Cedex.

mutuelles unies

MEDIA BA

GROUPE CHIMIQUE MONDIAL
recherche
pour Filiale Française
plusieurs unités de production et secteurs d'activités

ORGANISATEUR

Sa formation supérieure, scientifique ou de gestion (type grande école) et un début d'expérience (cabinet apprécié) dans le domaine de l'organisation ou de la gestion lui permettent d'appréhender les structures de fonctionnement d'une grande société.
Intégré à une équipe au sein du département organisation et informatique il participera à des missions d'études de conseil et de mise en place de systèmes d'information orientées au départ sur la gestion de production et les relations avec les unités.
Outre des qualités de contact indispensables, des connaissances générales en informatique sont souhaitées.
Le poste basé dans la région Parisienne peut entraîner de courts déplacements en province.
La dimension de notre groupe permet à chacun d'envisager un développement ouvert.

Adresser CV, photo et prétentions sous N° 6353 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra

---

des informaticiens opérationnels...

... ayant au minimum 3 années d'expérience, ils renforceront nos équipes auprès d'une des plus importantes

SOCIETES D'AERONAUTIQUE FRANÇAISE.

Ils interviendront dans un environnement technique de haut niveau BASES de DONNEES - TELETRAITEMENT - PL 1 - IMS/DL 1.
Nous recherchons des:

ANALYSTES FONCTIONNELS

leurs missions de conception et de développement impliquent un rôle d'encadrement au sein des équipes en place. (Réf. A.F.)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

ayant une réelle expérience des techniques concernées. (Réf. A.P.)
Nous proposons un cadre de qualité, hommes et projets, et de nombreux avantages

Adressez votre candidature détaillée sous référence 2029 (AF ou AP) à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OW TRANS



DIRECTEUR EXPORTATION
Base région parisienne

Société de Constructions Mécaniques de Matériels d'Equipement, bonne notoriété, 250 MF de C.A, nos ventes extérieures représentent environ 70 % : la moitié est réalisée par 3 filiales étrangères, le reste-soit 90 MF - représente la responsabilité de notre futur Directeur Export avec l'Assistante, 3 à 4 Secrétaires et 4 à 5 Chefs de Zone et Délégués sur Proche et Moyen Orient, Europe, Amérique Sud et Centrale, Afrique.
Si vous avez 40 ans environ, une formation générale et théorique, supérieure et solide, une expérience de la vente extérieure de Biens d'Equipement très confirmée dans des domaines tels que :
Mécanique, Machine Outil, VI, Engins TP ou Agri etc...où il y a des contrats de concession, de l'Après Vente et des PR, et non pas des biens de consommation, des matières premières ou la mode : secteurs trop différents. Si enfin, et en plus, vous êtes convaincu que votre caractère, votre ambition vous garantiront de vous imposer à un groupe très opérationnel, écrivez-nous vite avec votre CV détaillé, nous pourrons nous rencontrer rapidement.
rscg carrières 64, rue La Boëtie
75008 PARIS - Réf.4046.

Important Groupe Chimique Multinational
recherche pour son Service d'

AUDIT INTERNE

effectuant des missions dans ses filiales et établissements industriels et commerciaux en France

un SUP de Co Paris (finances-comptabilité)

ayant si possible le DECS complet et nécessairement une expérience d'environ 2 ans dans des fonctions similaires ou dans un cabinet d'audit.

Connaissances informatiques de base appréciées.

Poste situé à Paris mais déplacements fréquents en Province.

Adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous référence 2090/JR à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS (qui transmettra)



TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
recherche

INGÉNIEUR ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Formation INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE (Maîtrise - ETI - IUT + - ENSI).

Pratique et connaissance FORTRAN indispensables
Connaissance BASIC et ASSEMBLEUR souhaitée
Connaissance des matériels DIGITALE (VAX) appréciée.
TRAVAIL PROPOSÉ : développement de logiciels C.A.O. et scientifiques Ingénieur système.

Adresser C.V. à T.R.T.,
5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Cabinet d'expertise comptable implanté à Paris 8ème recherche

JEUNE MEMORIALISTE OU AUDITEUR COMPTABLE

- Formation de base : HEC, SUP de CO ou équivalent.
- 4 ans d'expérience professionnelle dont 2 acquises si possible en cabinet anglo-saxon.

Adressez CV et prétentions sous réf. 6080 M à rscg carrières, 64 rue La Boëtie 75008 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE 8ème
recherche

un Attaché de Direction

ayant quelques années d'expérience dans le suivi d'une clientèle d'Entreprise.

Adresser CV et lettre manuscrite sous réf. 9066 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPE-LINE

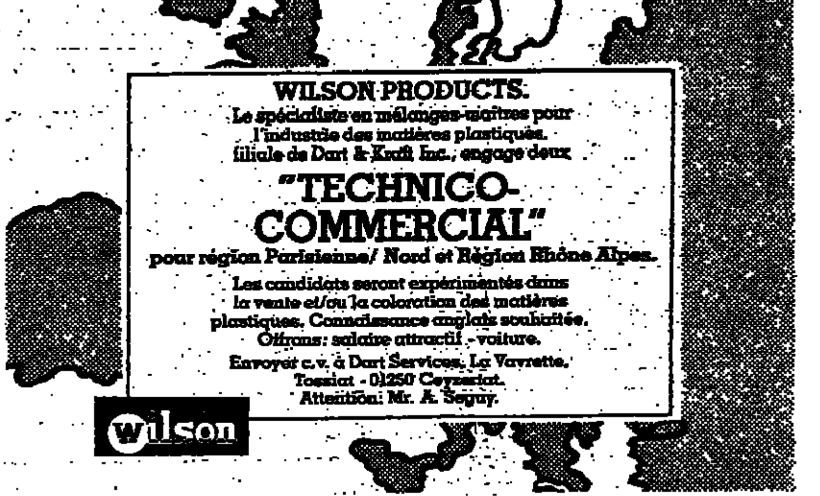
TRAPIL

recherche pour sa DIRECTION TECHNIQUE à PARIS-15e
pour participer aux réalisations de modernisation et d'automatisme d'équipements électriques :

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN
AGENT TECHNIQUE BTS ÉLECTROTECHNICIEN

EXPÉRIENCE BUREAU D'ÉTUDES

Adr. C.V., photo, prét. et dispon. au Chef du Personnel, 7/9, rue des Frères-Morane.75738 PARIS Cedex 15.



WILSON PRODUCTS.
Le spécialiste en mélanges-maîtres pour l'industrie des matières plastiques.
filiale de Dart & Kraft Inc., engage deux

"TECHNICO-COMMERCIAL"

pour région Parisienne/ Nord et Région Rhône Alpes.

Les candidats seront expérimentés dans la vente et/ou la coloration des matières plastiques. Connaissance anglais souhaitée.
Offrons: salaire attractif - voiture.
Envoyer c.v. à Dart Services, La Vavrette, Tossiat - 01250 Ceyzeriat.
Attention: Mr. A. Seguy.

wilson

à Saint.Cloud

Responsable Promotion Publicité

La SEH-POMPES SALMSON, filiale du GROUPE THOMSON,

confiera ce poste (nouvellement créé et hiérarchiquement rattaché à la Direction Générale) à un homme de communication désireux de mettre au service du Marketing Industriel, versant «terrain», son dynamisme, sa créativité, son expérience et ses compétences (Ecole de Commerce ou équivalent et anglais indispensables).
En liaison avec les Chefs de Produits, il devra définir, concevoir, organiser et mettre en œuvre toutes les actions de promotion, développement et publicité des produits (manifestations nationales et internationales, expositions, animation forces de vente, documentations, audio-visuels, etc ...), bâtir les budgets s'y rapportant et en contrôler les résultats auprès du réseau de vente et de la clientèle.
Il animera une équipe en place composée d'un assistant et de 2 à 3 prospecteurs-démonstrateurs itinérants.
Si vous êtes intéressé par ce poste et si vous pensez avoir la personnalité requise, écrivez sous réf. 101105 à Claude LAMY en joignant à votre lettre CV détaillé, photo et prétentions.



SLIGOS l'informatique au service de la gestion

Ingénieurs débutants

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole (scientifique ou commerciale) ou équivalent et désirez entamer votre carrière dans une société dont la croissance rapide vous permet de larges possibilités d'évolution.
Nous vous proposons d'entrer à la Division Conseil et Réalisations de notre Groupe dans laquelle, après une période de formation, vous serez affectés à des équipes de développement de projets. Vous aurez ainsi l'occasion de mettre en œuvre les techniques les plus récentes (bases de données, mini-ordinateurs, conversationnel...) et de vous préparer à devenir

Chefs de projet

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature sous référence DRE/ID (avec C.V. et photo) à SLIGOS, 91, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux.

365 Millions de CA en 1980. Développement annuel moyen du Groupe de 24 % depuis 5 ans. 1750 personnes et plus de 150 emplois créés en 1980. Principales implantations : Puteaux (Siège), Angers, Arras, Besançon, Blois, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lorient, Lyon, Marseille, Nice, Rennes, Roanne, Rouen, St-Etienne, Tours, Valence, Vannes, Vendôme, Belgique, Côte-d'Ivoire.



THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.
Paris
recherche pour son département
Général Auditing

auditeur

pour effectuer le contrôle des opérations bancaires et des états financiers de la banque : utilisation des méthodes d'opérational auditing.

Les candidats auront :
- une formation supérieure (maîtrise Sciences Eco, DECS, Ecole de Commerce),
- 2 à 3 ans d'expérience des opérations bancaires acquise de préférence dans le service audit d'une banque française ou étrangère.

Anglais courant.

Déplacements à prévoir en Europe, Afrique de l'Ouest et Moyen-Orient.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à Elisabeth Lamiral, Service Recrutement, 41 rue Cambon Paris 1er.

média-system

UNE IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
Filiale d'un puissant groupe industriel
cherche à intégrer à son
SERVICE DE CONTROLE DE GESTION CENTRALE

UN CONTROLEUR de GESTION
(HEC - ESSEC - ESCP - IEP)

Il sera chargé de la participation à l'élaboration et au suivi du budget du département et à l'analyse des écarts.

Une première expérience de contrôle de gestion d'environ 5 années en milieu industriel est indispensable.

Ce poste est situé en banlieue Sud-Ouest de Paris.

Adresser CV, photo et prétentions sous No 84.278
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

OFFRES D'EM

INGENIEUR

psychol
indust

Chef Servic
Juridique et
Administrati

UN CHEF DE PROD

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

UNE IMPORTANTE SOCIETE DU SECTEUR TERTIAIRE
à Paris
recherche pour sa
DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE

UN INGENIEUR METHODES

Il participera, au sein d'une équipe jeune et pourvue de moyens modernes (3032 370/158 réseau télétraitement national, 250 terminaux) aux études générales nécessitées par la diversification des matériels et logiciels (bureautique).

Ce poste évolutif implique un niveau d'études supérieures et une bonne expérience dans la conduite de projets.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à No 84.515
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



EUREQUIP

psychologues industriels

EUREQUIP Société Internationale de Conseil, vous propose de vous intégrer à son équipe de 140 Consultants pour participer chez ses clients, au sein d'équipes pluridisciplinaires, à des interventions appliquées à des problèmes de transfert de maîtrise industrielle, de stratégie d'entreprise, de développement des ressources humaines et de recrutement.

Nous vous demandons :
- *une formation supérieure en sciences humaines,*
- *une expérience en entreprise de quelques années,*
- *la maîtrise d'une langue étrangère (anglais ou espagnol),*
- *une disponibilité géographique totale,*
- *le désir et la capacité d'accomplir des missions variées en milieux socio-culturels diversifiés.*

Si ces perspectives vous intéressent écrivez aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP qui seront chargés de l'étude des candidatures, sous référence 81.05-M.



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

membre de Syntec

SCAL
Société de Conditionnements en aluminium
Groupe PUK
recherche

Chef Service Juridique et Administratif

- Le poste conviendrait à un ou une juriste de formation supérieure, ayant plusieurs années d'expérience.
- La fonction comporte :
  - l'étude des problèmes juridiques intéressant l'entreprise y compris les aspects internationaux
  - la gestion des assurances
  - la propriété industrielle.
- Possibilité d'évolution au sein du Groupe PUK.

Adresser CV et photo sous référence 7282 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

MINISTÈRE de la CULTURE et de la COMMUNICATION : l'inventaire général recherche

UN RESTITUTEUR

photogrammètre qualifié architecturale. - 225-38-54 pour r.-vous.

DANS LA CADRE
DE SES NOUVELLES ACTIVITÉS
IMPORTANT GROUPE
recrute pour
RÉGION PARISIENNE

DES INGÉNIEURS LOGICIEL

DIPLOMÉS E.N.S.I.-I.N.S.A. TELECOM...
2 à 5 ans d'expérience exigée pour projets importants.
Apte à diriger équipe.

140.000 +

2 INGÉNIEURS PROJETS SYSTÈMES

DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES
3 ans d'expérience minimum.
EXPÉR. CONDUITE PROJET

180.000/AN

Les entretiens auront lieu les 26-27-28 JANVIER
Tél. pour R.-V. 806-80-00, p. 3.

TEKELEC AIRTRONIC
92 SEVRES
recherche

UN CHEF DE PRODUIT

Il sera responsable de la commercialisation d'une grande marque américaine de filtres secteur (CORCOM) et de la gestion complète de son produit (achats, ventes, stock, marge...)

Il devra avoir une bonne connaissance technologique du produit lui permettant de définir, en liaison avec le fournisseur, les filtres adaptés aux problèmes des clients.

Une expérience similaire de 3 à 5 ans ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise (stage prévu aux U.S.A.) sont indispensables.

Dynamisme, autonomie, sens des responsabilités sont les qualités essentielles requises pour ce poste.

Rémunération en fonction de l'expérience - Voiture fournie.

Ecrire avec C.V. détaillé à :
TEKELEC - AIRTRONIC
Service du Personnel
1, rue Carle-Vernet - 92310 Sèvres

Publicités Réunies

STÉ OMERA

RECH. POUR ARGENTEUIL

AGENTS TECHN. ÉLECTRONICIENS

Diplômés F.P.A., 2e degré ou niveau B.T.S. ou BAC F2 mini. dégagés obligations militaires.

POSTES A POURVOIR EN
- BUREAUX D'ÉTUDES Matériels photo Aéroportés ou Radar ou signalisat. routière.
- SERVICE APRÈS VENTE Nécess. déplacem. fréquents et larges disponibilités.
- SERVICE ESSAIS.

Env. C.V., photo et prétent. à OMERA, 49, rue Ferdinand-Berthoud, 95100 Argenteuil.

Sté IMMOBILIERE 8e, rech. COLLABORATEUR : fme, hme débutant accepté si bon vendeur, voiture indisp. Condit. intéres. Mardi : 10 à 18 h. DABENTRY, 20, rue Royale, Paris (8).

Association Centre Social Fresnes recherche

ANIMATEUR

pr groupe de jeunes. 350-39-09.

CADRE DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

Rémunération 100.000
Expérience professionnelle dans le domaine de l'aménagement urbain (SEM, DDE), de l'immobilier ou de l'administration communale (DSA).

Maîtrise droit public ou équivalent. Connaissance fiscalité immobilière appréciée.

Envoyer photo + curriculum vitae à

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'AMÉNAGEMENTS
VILLE NOUVELLE DE
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78)

ADJOINT DIRECTEUR COMMERCIAL

Une Société de Biens d'Equipement Industriels recherche un adjoint au Directeur commercial.

Il sera également chargé du marketing. Il participera à l'organisation du service, à la conception et à l'élaboration de catalogues et de documentations.

Ce poste conviendrait à un technicien ou un ingénieur ayant quelques années d'expérience dans la fonction commerciale et parlant si possible une ou deux langues étrangères : anglais ou/et allemand.

Odile CLARO étudiera - très confidentiellement les candidatures (C.V manuscrit, photo et prétentions) qui lui seront adressées : 1, avenue de Reims 95460 EZANVILLE.

rccg carrières

P.M.E. INDUSTRIELLE
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE EUROPEEN
recherche

directeur administratif et financier

- 40 ans minimum, formation supérieure comptable et de gestion, DECS exigé, pratique de l'utilisation de l'outil informatique; expérience demandée d'au moins 5 ans dans une fonction similaire au sein d'une P.M.E.
- dépendant du Président Directeur Général, son rôle sera de prendre en charge tout ce qui a trait à l'administration et à la gestion de la société: gestion administrative, gestion financière (trésorerie, financement, banques), gestion budgétaire, informatique, juridique, services généraux et contrôle.
- son action est à la fois hiérarchique (sur une dizaine de personnes) mais aussi fonctionnelle sur les personnels concernés par les procédures et outils mis en place.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à GUILLON Sélection sous réf. 697-M (réponse et discrétion assurées)

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

La filiale française du 1er fabricant Européen de produits de conditionnement en élastomères pour l'industrie pharmaceutique
recherche

un jeune RESPONSABLE DES VENTES

BASE EN BANLIEUE OUEST
avec de fréquents déplacements.

En collaboration avec le Directeur Commercial, il sera chargé de :
- Développer les ventes.
- Assurer les relations commerciales et l'assistance technique des clients.

Le candidat retenu devra :
- justifier d'une expérience réussie de la vente de produits techniques à l'industrie pharmaceutique, chimique, ou biologiste...
- disposer d'un fort potentiel lui permettant d'envisager à terme des fonctions de Directeur Commercial
- pratiquer couramment l'allemand ou à défaut l'anglais
- avoir acquis par des études supérieures longues une bonne culture générale.

Adresser lettre, C.V. et prétentions ss No84597, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMPORT-EXPORT (7e arrondissement)
recherche (URGENT)

COLLABORATRICE EXPÉRIMENTÉE

Capable de seconder P.-D.G., poste à responsabilité, références sérieuses exigées, anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous no T 024.861 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur Généraliste ou Electromécanicien

Assistance technique à la clientèle européenne

Multinationale NORD-OUEST PARIS recherche un INGENIEUR.

Il devra :
- Assurer la liaison technique entre la clientèle, les services commerciaux et la production,
- Former les vendeurs et les distributeurs à l'utilisation de nos produits,
- Mener des études techniques sur les produits et leurs applications.

Débutant possible, 2 à 3 années d'expérience en Technico-Commercial appréciées. Anglais parlé indispensable.

Nombreux voyages de courte durée à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 520 M à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

TRINDEL (6 000 personnes)
recherche pour sa division «PROCESS INDUSTRIEL» basée à St OUEN



(métro Mairie de St OUEN)

PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

ayant une première expérience de 1 à 2 ans en Assembleur, Level 6 ou Cobol temps réel sur matériel DEC.

Les candidatures de débutants seront étudiées.

Nombreux avantages sociaux : 13 ème mois, horaires souples, restaurant d'entreprise, mutuelle, etc...

Bonnes perspectives d'évolution dans une activité en plein développement.

Nous vous invitons à envoyer un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée) sous réf. A 81/2 à Sté TRINDEL DP/PS 44 rue de Lisbonne 75383 PARIS CEDEX 08.

rccg carrières

---

cadre juridique

Nous sommes un Groupe français de Bâtiment et Travaux Publics de premier plan et nous avons d'importants chantiers en France et à l'Etranger. Nous recherchons, pour notre siège social en banlieue Sud-Ouest, un cadre juridique. ● De formation supérieure, il a acquis une première expérience de 3 à 5 années, plus particulièrement axée sur le DROIT DES AFFAIRES (bonne connaissance du Droit de la faillite) et le DROIT ADMINISTRATIF. ● Il seconde le chef du SERVICE JURIDIQUE FRANCE et prend directement en charge le suivi des contentieux, les relations avec les différents services de l'entreprise, et le cabinet d'avocats du Groupe. ● La connaissance du Bâtiment est appréciée. ● Rigueur, moralité et diplomatie sont des facteurs de réussite et lui assurent des possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1986 à :



Cabinet
CHAUSSUMIER
Société
d'EXPERTISE COMPTABLE
d'AUDIT ET DE CONSEIL
recherche

RÉVISEURS

D.E.C.S. complet + expér.

Adr. lett. man., C.V. et prét. à CHAUSSUMIER-Mlle Lecour, 10, rue de Monceau, 75008 PARIS.

Direction départementale de l'équipement recherche

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Maîtrise ou plus formation hydraulique ou électronique, automatique, pour collaborer à la concession puis diriger l'exploitation d'un système de GESTION AUTOMATISÉE d'un grand réseau d'assainissement pendant au moins 5 ans.
Pour tous renseignements tél. 528-90-20, poste 320.

NORD-FRANCE
recherche pour son
SERVICE JURIDIQUE

JEUNE MAITRISE EN DROIT BILINGUE ANGLAIS

(Homme ou Femme)
Option droit à la construction.
Envoyer C.V. photo et prét. sous référence MP. 21, av. Victor-Hugo, 75116 Paris.

VILLEROY et BOCH S.A.
recherche pour son service central de comptabilité analytique situé à
LA FERTÉ-GAUCHER
(Seine-et-Marne)

COMPTABLE Homme ou Femme

Possédant B.E.C.S. ou B.T.S. ou B.P. comptable.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à M. le Chef du Personnel, VILLEROY et BOCH S.A. 77320 La Ferté-Gaucher.

INGÉNIEUR
SYSTÈME
confirmé IBM O.S.
Tél. : 281-13-22.

A MAJOR FRENCH ELECTRONICS FIRM
seeks :

AN ELECTRONICS ENGINEER or PHYSICIST

(Native language English)

- Knowledge of french language necessary
- Electro-optics or Electron-tube background
- Technical writer positions (applications and technical notes, articles, operating instructions, catalogs and so on...)
- Aptitude for advertising/P.R. desirable Paris area.

Send resume, photo and salary requirements to Ner 84622 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, who will forward.

---

amri
IMPORTANTE SOCIÉTÉ
ROBINETTERIE
recherche

UN INGÉNIEUR MÉTHODES

Diplômé Arts et Métiers
IDN ou similaire

Ayant une première expérience en fabrication et/ou méthode en mécanique générale.
Il devra après son intégration dans le service méthodes générales :
- Prendre en charge une équipe de 5 à 6 techniciens pour assurer l'étude des nouveaux postes.
- Définir les outillages et gammes de fabrication pour des produits industriels fabriqués en moyennes et petites séries.

Le sens de l'analyse et de l'organisation seront des critères de sélection.

Envoyer lettre manuscrite, photo et prétentions au :
Service du Personnel
Société AMRI
50, Avenue Daumesnil - 75012 Paris

bleu

هكذا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Importante société spécialisée dans l'importation et la distribution des bois sciés résineux
RECHERCHE

collaborateur

pour créer un nouveau secteur important de distribution. Des connaissances techniques des sillages résineux et une expérience commerciale sont nécessaires.

Déplacements fréquents. Voiture indispensable.
Age souhaité 35 ans minimum.
Env. lettre manuscrite et C.V. à Mme Le Roux, 20, rue Chalgrin, 75116 PARIS.

BANQUE PRIVÉE
PARIS 8e
Filiale d'un important Groupe Financier français
recherche

UN CADRE D'EXPLOITATION

De niveau minimum B.P., disposant d'une solide connaissance des principaux services bancaires (5 ans minimum), et d'une première expérience commerciale avec une clientèle PME (3 ans minimum), le candidat retenu sera, dans un premier temps, l'assistant direct d'un exploitant principal, mais possèdera le potentiel nécessaire pour assurer dans un second temps des responsabilités autonomes de même type.

Adresser lettre avec c.v., no 25.244
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris.
(discrétion assurée)

Importante société de
CONSTRUCTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
PUTEAUX
recherche un

JEUNE INGÉNIEUR

Pour assister le directeur des programmes dans ses missions techniques et de relations publiques

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 2053 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

---

chef du service études

Nous sommes un Groupe Français qui fabrique et commercialise du matériel de bureautique. Le Chef du Service Etudes que nous recherchons aura pour missions :
- d'animer le groupe "études" (15 personnes),
- d'élaborer les programmes d'études,
- de participer à des réflexions "marketing" sur l'orientation des produits.

Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (ECP, Supelec, etc...) le candidat devra justifier de connaissances et d'expériences pratiques de la mécanique, de l'électromécanique et de l'électronique.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Adresser C.V., photo et salaire actuel, sous réf. 34.10/CS/350 à ADEQUATION, 62/64 av. Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

SOCIETE MULTINATIONALE
(C.A. 1.2 Milliard)
Leader de sa profession, recherche pour son siège à PARIS

1 ingénieur marketing confirmé

(HEC, ESSEC, SUP de CO)

Il aura la charge d'effectuer des études de marché sur des produits industriels et sur leur clientèle potentielle.
3 ou 4 années d'expérience dans une activité similaire sont exigées.
Evolution possible dans filière commerciale ou autres branches d'activité.
Stage d'intégration + formation continue.
Anglais souhaité.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV et une photo sous la référence LM. 353 à SODERHU Département Recrutement
12, rue La Boétie - 75008 PARIS
Discrétion absolue et réponse assurées.



BANQUE FRANÇAISE
Filiale d'un groupe international
recherche pour son siège social à Paris

JURISTE

- Maîtrise de droit.
- Parfaitement bilingue anglais.
- Expérience 2 à 4 ans.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à OCBP, 66, rue de la Chaussée-d'Antin
75009 PARIS s/réf. 8300 M.

SCOR
1ère Société Française de Réassurance
Paris 9ème

recherche pour son département Informatique équipé d'un IBM 43/41 bases de données télétraitement

analystes-programmeurs confirmés

pour développement télétraitement et maintenance chaines existantes.

DUT ou MIAGE ou équivalent.

COBOL ANS - CICS / DL 1.

Formation complémentaire prévue.

Horaire 38h 45 en 5 jours - 13ème mois - Prime de vacances - Restaurant d'entreprise.

Réponse à toute lettre manuscrite, CV, photo et salaire adressée sous référence 256 à M. ROY
SCOR, 37, rue de la Victoire 75009 PARIS

GROUPE BANCAIRE
PARIS 8e
recherche pour ses
AGENCES PARISIENNES

ATTACHES COMMERCIAUX

DUT techniques de commercialisation ou équivalent (lic. Sc. Eco.).

Chargés d'un secteur dans lequel ils auront la responsabilité du développement des activités du Groupe.

Poste autonome demandant initiatives, responsabilité et disponibilité.

Adresser C.V. + photo (indispensable) s/réf. 2538 à P. LICHAU SA, BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE CHIMIQUE
Région Parisienne
recherche

INGENIEUR
ENSIAA ou équivalent

Poste : Adjoint au Chef de la division alimentation et comestiques.

Ce candidat sera chargé, au sein d'une équipe commerciale de promouvoir la vente des additifs chimiques dans les domaines alimentaires et comestiques.

Expérience de la vente dans ce genre d'industrie exigée.

Anglais souhaité.

Quelques déplacements en France et à l'Etranger.

Adresser C.V., photo et prétentions sous no 84714 à CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales, gestion des comptes courants de Société, recherche

JEUNES CADRES CONTROLEURS

chargés de la surveillance des contrats en cours.
Formation comptable niveau D.E.C.S.
Expérience Cabinet Comptable appréciée.
L'évolution du poste conduit vers des responsabilités d'adjoint de gestion, d'études de financement de crédit aux entreprises.
●Salaire annuel : 75/85 000 F+
●Nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo sous référence 2078/JR à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS (qui transmettra)

La filiale française d'un groupe international à dominante Pharmaceutique recherche pour sa DIVISION FINANCIÈRE, en région parisienne

business analysts

De formation HEC, ESSEC, ESCP, IEP.. éventuellement complétée par un MBA, les candidats retenus auront déjà acquis 1 ou 2 années d'expérience dans une fonction orientée de préférence vers le Contrôle de Gestion ou la réalisation d'études financières.

Une réelle aptitude à la communication, impliquant un rôle dynamique d'assistance conseil auprès des différents services constitue un critère déterminant de réussite dans ces postes.

Une connaissance pratique des techniques modernes de traitement de l'information est nécessaire.
La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Les perspectives d'évolution de carrière et de mobilité au sein du groupe sont très ouvertes.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. 50.121 M. à Havas Contact, 156, bd Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE
Produits de grande consommation
recherche

chef de produit confirmé

- 30 ans minimum. Formation supérieure commerciale ou marketing (HEC, ESSEC ou similaire). Expérience d'au moins 5 ans à des postes opérationnels. Connaissance des biens de grande consommation, de préférence, alimentaires.
- dépendant du Directeur Marketing, son rôle sera de prendre en charge une gamme de produits, d'en assurer la gestion classique, mais dans un esprit permanent de développement.
- il gérera un budget propre publi-promotionnel, travaillera en relation étroite avec la force de vente, les clientèles et les usines, ainsi qu'avec ses interlocuteurs périphériques.
- on attend de lui un travail suivi, constructif, rapide, créatif et concret.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous réf. 868-M à GUILLON Sélection (Réponse et discrétion assurées).

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

---

ingénieur en chef banque

PARIS

La mise en place de systèmes informatiques bancaires de haut niveau est une des activités où la prééminence du groupe SOPRA est reconnue.
Notre département BANQUE est en expansion constante et présente aujourd'hui de solides références dans les domaines où il agit : audit, conseil, études d'opportunité, conception et réalisation de systèmes.
Il s'appuie sur un savoir faire technique de haut niveau.
Nous recherchons un ingénieur en chef qui assurera depuis Paris, tant en France qu'à l'étranger, la responsabilité de contrats importants.
Nous souhaitons recevoir un ingénieur grande école (X, Mines, HEC, ESSEC...).
qui aura eu des responsabilités,
- soit comme organisateur et informaticien dans une ou plusieurs banques,
- soit comme responsable informatique d'une banque.
Dans les deux cas, il connaît parfaitement la gestion bancaire. 10 ans d'expérience dans ce secteur sont nécessaires.

Ecrire en joignant CV, photo et prétentions sous réf. 119 M à SOPRA Recrutement, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

média-system

Une importante banque privée du 2ème arrdt.
recherche un

Cadre Confirmé

de formation
HEC, Sciences Po, Droit...

âgé de 30 ans minimum, pour participer à la réalisation et au développement de diverses opérations financières (montage d'emprunts obligataires notamment).

Quelques années d'expérience dans une activité similaire sont vivement souhaitées.

La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. A un élément de valeur, la banque offrira d'importantes possibilités d'évolution.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 511 à
MEDIA PA.
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

---

jeune audit HF

Nous sommes un important groupe français de distribution alimentaire, 28 filiales et 28 établissements secondaires.

Notre politique de filialisation nous amène à renforcer notre service d'Audit interne. Nous recherchons un jeune diplômé d'enseignement supérieur type ESCAE, Sciences Po ayant une formation comptable confirmée, débutant ou ayant 2 ans d'expérience.

Devant exercer son activité sur toute la France, une grande disponibilité est nécessaire pour réussir à ce poste. Il faut de plus résider à moins de 100 km de Paris où est situé notre Siège.
Des possibilités de carrière existent dans notre Groupe.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 3140-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Important Groupe Industriel matériels électromécaniques
recherche
pour l'un de ses établissements dont les produits intéressent l'industrie
AERONAUTIQUE

INGENIEUR METHODES

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, à dominante électromécanique, il secondera le chef de service, participera à l'élaboration du dossier industriel, animera l'analyse de la valeur et contribuera à la mise en application des nouveaux modes d'organisation.

Ce poste basé en proche banlieue Nord, intéresse un ingénieur de haut niveau ayant au minimum 2 années d'expérience dans l'industrie.

Fonction évolutive et perspective d'avenir assurées.

Adresser CV détaillé et prétentions sous No 84.371 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

---

banque

Banque Privée Paris recherche

exploitant

pour gérer et développer une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales de taille moyenne.

Profil souhaité : • 27 ans minimum, • formation supérieure, • expérience bancaire de 2 ans minimum, • esprit d'initiative, sens du travail en équipe, sens du risque. (Réf. 134-M)

rédacteur de crédit

pour mener à bien les études de risques portant sur une clientèle d'entreprises de taille importante ou moyenne.

Profil souhaité : • débutant, diplômé d'une grande école de Commerce ou d'Ingénieur, avec option finance, • rigueur intellectuelle, curiosité, facilité de rédaction. (Réf. 135-M)

Envoyer C.V. et prétentions sous référence choisie à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

HEWLETT-PACKARD FRANCE
recherche
pour son département Informatique Interne situé à Orsay un

analyste-programmeur

Connaissances nécessaires :
- Cobol, programmation structurée, temps réel et bases de données.
- Anglais lu et compris.
- Equipements utilisés : HP 1000, HP 3000.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à la Direction des Ressources Humaines de la Société Hewlett-Packard France 91947 LES ULIS Cédex.



média-system

Cii Honeywell Bull
Pour répondre au développement de ses activités nouvelles,
recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL CAO

dans les domaines de la mécanique et du schéma.
Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 300 M (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull - PC 1F103H - 61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

Important Constructeur Machines-Outils
EST PARIS, recherche

RESPONSABLE
SERVICE ENTRETIEN

pour parc 350 machines dont 50 automatiques ou C.N.
Connaissances et expérience en mécanique, hydraulique, électrique, automatisme indispensables.

CADRE RESPONSABLE
SERVICE METHODES

Connaissances théorique et pratique en usinage, montage mécanique et électrique.
Expérience du commandement, anglais apprécié.

Ecrire C.V. à N. 713 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

KODAK-PATHE

Recrutement pour le lancement des **COPIEURS - DUPLICATEURS EKTAPRINT** en France

Chefs de Région Vente Paris

30 ans minimum, diplômé enseignement supérieur pour encadrer une équipe de représentants et délégués Service client.

Une expérience de 3 années d'encadrement dans un poste similaire est nécessaire. Anglais indispensable. Poste évolutif pour élément de valeur. (Réf.HB-81-41).

Chef de Région Après-Vente Paris

30 ans minimum, possédant une expérience de 3 ans d'encadrement des hommes, il sera chargé d'encadrer une équipe de techniciens et de contrôler la qualité du Service après-vente offert à notre clientèle. Anglais souhaité. (Réf.HB-81-42).

Envoyez C.V. + photo et salaire actuel sous référence concernée à

CABINET H-A-BOTH S-C-P-
Département Sélection Recrutement
3bis, rue des Ecoles 78400 CHATOU.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

ANSWARE

THOMSON-CSF INFORMATIQUE
recherche
pour ses départements
mini et micro-informatique

informaticiens

Grandes Ecoles d'Ingénieur, Formation Universitaire. Ils participeront à des projets de pointe sur des applications industrielles et scientifiques.
Matériel utilisé : MITRA, SOLAR, DEC, H.P. et INTEL, MOTOROLA.

Rémunération motivante, technique de pointe, réelles possibilités d'évolution.

Adresser votre candidature à Françoise TISON sous réf. DCA/103S
ANSWARE 135 rue de la Pompe, 75116 Paris. Tél. (1) 502.10.00.

Importante société secteur tertiaire La Défense recherche un

chef de projet informatique

chargé de la mise en place d'un important projet temps réel en cours de développement.
Le candidat sélectionné aura :
- un niveau d'études supérieures (ingénieur, MIAGE ...),
- de solides connaissances techniques,
- une expérience confirmée de l'encadrement.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. 12325, à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média system

Peut-on recruter des informaticiens par annonces?

Sur le marché de l'emploi de l'informatique, les difficultés s'annoncent durables.

Un an après l'étude sur les «Tensions sur le marché des informaticiens», Havas Contact fait le point. Qui sont les «oiseaux rares» de 1980, où en sont les salaires ?

Pour mieux communiquer avec des cibles fort sollicitées, nous avons réalisé une étude basée sur des techniques de groupe.

Des informaticiens se sont exprimés sur leur métier, leur avenir et leur environnement. Comment se perçoivent-ils, comment se sentent-ils perçus par les autres ? Comment expliquer leur faible mobilité ? Comment jugent-ils les offres d'emploi ?

Un outil de plus qu'Havas Contact met exclusivement à la disposition des professionnels du recrutement qui voudront en faire la demande à :

HAVAS CONTACT
Service Développement
156, bd Haussmann,
75008 Paris
Tél. 562.30.00.
poste 207.



Le Groupement des autorités responsables de transports, association d'élus de villes ou établissements publics compétents en matière de transports urbains, recrute :

UN CHARGÉ DE MISSION

- Formation juridique, économique ou sciences politiques ;
- Bonne connaissance des problèmes des collectivités locales, particulièrement en matière de transports collectifs urbains ;
- Résidence région parisienne ;
- Libre rapidement.

La rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 100.000 F et dépendra de l'expérience du candidat.

Adresser les lettres de candidature avant le 9 février à :
Monsieur le président du G.A.R.T.
(chargé de mission), Association des maires de France, 89, avenue Niel, 75017 Paris.

ÉRIN

recherche

- **DES INGÉNIEURS** (option : électronique/automatique/informatique) débutants, à 3 ans d'expérience.
- **DES ANALYSTES PROGRAMMEURS** minimum D.U.T. pour développer logiciel de base, contrôle de processus industriels.

Formation complémentaire assurée.

Ecrire avec C.V., sous référ. 6.539 à Axel Publicité, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Service Energie et Batiment recherche

INGÉNIEUR ou ING. ARCHITECTE

spécialiste de THERMIQUE et de SOLAIRE.

Envoyer C.V. au Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie CH-I à l'attention de Mme SENE H. 29, 2, avenue du Parc-de-Passy, 75016 PARIS.

Cabinet ingénieurs-conseils propriété industrielle

recherche

pour service marques de fabrique

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

Bonnes connaissances anglais lu et écrit exigées et ayant déjà expérience, si possible en propriété industrielle.

Env. C.V. à nº 10016M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

Dans le cadre de son expansion à l'exportation GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (2.500 personnes) recherche :

CADRE TECHNICO-CIAL

Bilingue allemand-français

Expériences matières plastiques ou métaux en feuille souhaitée mais non indispensable. Basé région Ouest Paris. Déplacements fréquents RFA. Voiture fournie.

Ecr. avec C.V. dét. et photo STE LE PROFIL Direction du personnel 105, rue Jean-Jaurès 78130 LES MUREAUX

BUREAU VERITAS recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

formation ENSM, A&M ou similaire pour contrôle de plans et études dans domaines mécaniques et appareils sous pression équipant navires spéciaux et plates-formes marines. Lieu de travail : PARIS. Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Env. C.V. et prétent. s/réf. nº 3 BUREAU VERITAS Direction du personnel, 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

SFIM
SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
(91) MASSY
recherche pour son service informatique de gestion

Analyste-Programmeur

DEST informatique ou équivalent.

Expérience des problèmes de gestion. Connaissances COBOL - VSAM - T.P.

Ecrire avec C.V. et prétentions, Service du Personnel (sous réf. 24.32) - B. P. 74 91301 MASSY

QUARTZ ELECTRONIQUE
recherche

CHEF DES SERVICES CONTROLES ET ASSURANCE DE LA QUALITE

Ingénieur électronicien âgé de plus de 35 ans, au moins 5 ans d'expérience dans un domaine similaire.
Le poste comporte l'encadrement de 20 personnes dont 3 ingénieurs.
Lieu : ASNIERES

Adresser C.V. et prétentions à QUARTZ ELECTRONIQUE, 1, rue d'Anjou, B.P. 215 - 92602 ASNIERES CEDEX

Pour produit leader sur le marché, recherchons vendeur confirmé pour visiter pharmacie banlieue parisienne.
Ecrire sous nº 1.936 à HAVAS, 03201 VICHY CEDEX.

Agence de relations publiques recherche

CHARGÉ DE DOSSIER

ayant expérience agence, bonne connaissance média et presse économique, bilingue anglais. Adresser C.V. complet à Michèle MORIN 33, avenue Mac-Mahon 75017, PARIS.

VOLKSWAGEN FRANCE recherche pour sa division FINANCE

2 CHARGÉS D'ÉTUDES COMPTABLES SEMI-ITINÉRANTS

Ils devront :
- Analyser à partir de documents comptables la situation financière de nos clients (réseau de concessionnaires) ;
- Rédiger des rapports critiques sur chacune de ces situations ;
- Ils seront également amenés à contrôler les stocks (inventaire) mis à la disposition des clients.

Les postes conviennent à de jeunes candidats ayant un niveau D.E.C.S. avec une première expérience dans un service financier (analyse de bilan, prévisions de trésorerie).

Le poste est situé à VILLERS-COTTERETS, mais il faut prévoir des déplacements sur l'ensemble de la France.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions au Département du Personnel, B.P. 62, 02600 VILLERS-COTTERETS, sous réf. CEC 241.

SOCIÉTÉS D'ACTIVITÉS AÉRONAUTIQUES
Banlieue ouest (RER)
recherche
pour installations et assistance technique à l'étranger

UN ANALYSTE

5 à 10 ans d'expérience. Matériel burroughs I.B.M. langage cobol. Anglais courant exigé. Libre rapidement. Avantages sociaux.

Envoyer C.V., photo et prét. Nº 9169 M. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Société de Services recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL

- environ 30 ans,
- excellente connaissance du secteur imprimerie exigée,
- anglais indispensable,
- véhicule personnel demandé.

Envoyer C.V. et prétent., ss réf. Nº T024.844M à : Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BRITAX GECO recherche

AGENT TECHNIQUE

B.U.T. ou B.T.S. électromécanique. Expér. plus. années, mise au point petit électromécanisme, prototypes pour grande série automobile, programme d'essai, compte rendu répondant au cahier des charges. Ecrire BRITAX GECO, 3, route d'Héricy, 77870 VULAINES-SUR-SEINE.

Société filiale d'un groupe important spécialisé dans l'extrusion des profilés en caoutchouc et en plastique

recherche

AGENT TECHN.-COMMERCIAL

Statut V.R.P. exclusif (fixe + commissions)

- Secteur PARIS + 13 départements pour visiter clientèle existante et développer fort potentiel du secteur dans toutes industries.
- Le candidat devra avoir une bonne formation technique (Bac, B.T.S., D.U.T. mécanique par exemple) et bien connaître le milieu industriel et B.E.
- Préférence donnée à candidat expérimenté dans la branche.

C.V. et photo exigés à adresser à nº 84.484, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

MAIRIE DES MUREAUX - 78130 recrute

1 DIRECTEUR

de la Maison des Jeunes
Formation, expérience souhait., salaire indice brut 319.
Envoyer curriculum vitae à M. le Maire, Service Socio-Culturel, Mairie des Mureaux (78130).

ORGANISMES DE LANGUES recherche

ATTACHÉ CCIAL

pr promotion nouveaux produits

Envoyer C.V. + photo à C.E.C.L. 20, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRE ORSAY demande pour service électricité

ELECTROMECANICIEN

Horaire décalé 3 × 8 + week-end pour exploitation et entretien d'un ensemble 2.000 KVA comportant de nombreux asservissements M.T. - B.T. B.T.S. demandé. Ecrire avec curriculum vitae. Service du Personnel Accélérateur Linéaire Bâtiment 200 - 91405 ORSAY.

S.S.C.I. SANTE recherche

ATTACHÉ TECHNICO-COMMERCIAL D.U.T.

informatique ou équivalent. Expérience mini-informatique et contacts clients exigés. Evolution possible. Se présenter à partir de 8 h. 30, le vendredi 16-01-81 à P.S.I., 77, avenue des Champs-Elysées. Téléphone : 227-66-46.

CLINIQUE LA ROSERAIE
Mº 4 Chemins-Aubervilliers
recherche

INFIRMIERES (IERS)

nuit ou jour

PANSEURS D.E.

Téléphone : 834-93-93.

Organisme public de premier plan recherche pr son siège, rég. parisienne.

CONSEILLER EN FORMATION

formation supérieure, 5 ans expér. en entreprise (fonction commerciale ou personnel de préf.) ou en cabinet cons. Pratique formation adultes souhaitée.

Sera responsable, au sein d'une équipe, de :
- la conception, l'élaboration et la réalisation d'actions de formation ;
- la formation du personnel du siège (600 pers.).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., prétentions à ANPE, DGPF, 53, rue du Gal-Leclerc, 92136 Issy-les-Moulineaux Cedex.

E.T.T. recherche pour déplacements longue durée BAGNEUX

TRADUCTEUR

ANGLAIS TECHNIQUE (composition de listings) A MI-TEMPS
Notions de dactylo.
Tél. pour R.V. : 735-96-50.

Cabinet EXPERT-COMPTABLE quartier ETOILE recherche

ASSISTANT

(B.T.S. - D.E.C.S.)

- Expér. Cabinet indispensable.
- Libre de suite.

Téléphone : 764-01-80.

LABORATOIRE de RECHERCHE demande

TECHNICIEN supérieur

en électronique, pour conception et réalisation, instrumentation. Expér. souhaitée en électronique rapide, logique, optoélectronique.

M. PRADERE - Laborat. optique quantique, 91120 PALAISEAU. Tél. 941-82-00, poste 21-75.

Pour faire face au développement de ses activités, une société d'études et recherches en acoustique, bruit et vibrations recherche

1 INGÉNIEUR OU CHERCHEUR qq. ann. exp. en acoustique.

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT formation approfondie en acoustique ou vibrations.

Ces postes feront largement appel à l'esprit d'initiative, au sens des responsabilités. Connaissance de l'anglais ou d'autres langues étrangères souhaitée.

Envoyer curriculum vitae à :
commins-bbm
bureau d'études et de conseils en acoustique et vibrations
51, route de chartres
91440 bures-sur-yvette

BANQUE COMMERCIALE PRIVÉE
Filiale grande banque d'affaires
recherche

ADJOINT CHEF SERVICE OPÉRATIONS

30 ans environ.
B.P. banque niveau I.T.B.
Expérience Service Etranger.
Bonne connaissance réglementation des changes, caisse, portefeuille, liaisons avec l'informatique.

EXPLOITANT

prospection de clientèle moyenne entreprise, suivi et exploitation des comptes.
35 ans environ.
Expérience obligatoire de la clientèle d'entreprises.
Dynamique, esprit d'équipe.

Postes à pourvoir rapidement à Paris.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions sous Nº 7721, « LE MONDE » Pub. 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

programmeurs analystes-programmeurs ingénieurs informaticiens

ayant une première expérience professionnelle ou titulaires du MIAGE ou diplôme d'ingénieur.

Venez renforcer nos équipes



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recrute dans le cadre d'une expansion constante

Adresser à Yolande VILLARS sous réf. DCA/102 G votre C.V. détaillé
ANSWARE 135 rue de la Pompe 75116 Paris.

D.D.E. 92 recherche

AGENT CONTRACTUEL

licencié en droit. Expérience souhaitée : problèmes fonciers. Ecrire D.D.E 92 Centre administratif départemental de NANTERRE. Service du personnel B.P. 102 - 92013 NANTERRE Cedex - Tél. 725-85-00 poste 57-32.

Association nationale, rech.

ADJOINT DE DIRECTION

qualités requises : bon gestionnaire, connais. en informatique, gestion du personnel. Bonne connaissance du milieu associatif. Adresser C.V. avec prétentions, U.F.J.T., 46, rue Decamps, Paris (16e).

STE D'EXPERTISE COMPTABLE Paris-VIe recherche

JEUNES EXPERTS COMPTABLES STAG.

(expér. 2 ans audit appréciée)

Adr. C.V. et prétent. à FIDINTER, 128, bd St-Germain, 75006 Paris

---

ECA AUTOMATION

Société de services et conseil en informatique en forte expansion (450 personnes) recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Formation SUP AÉRO ou équivalent
- de 0 à 2 ans d'expérience,
- pour renforcer les équipes Grands Systèmes - Temps Réel (Avioniques, systèmes embarqués...),
- la préférence sera donnée aux candidats libres rapidement.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétent. à ECA AUTOMATION Service du personnel, 315, bureaux de la colline, 92213 Saint-Cloud Cedex.

JEUNE AGENCE DE R.P. recherche une

VRAIE TECHNICIENNE DES R.P.

ayant une très bonne connaissance des relations Presse et si possible une expérience de budgets industriels, acquise de préférence en Agence, 4 ans minimum. Disponibilité rapide souhaitée. Ecrire av. C.V., photo et prétent. sous référence D 203 À TELEX P.A., 34, bd Haussman, 75009 PARIS.

MUTUELLES UNIES

recrutent
ATTACHES CCIAUX 25 a. mini, mariés de préférence,
Situation stable après stage rémunéré. Salaire motivant. Fixe + commiss. Ecrire avec C.V. à M. DUCREUX, 153, rue de Rome, 75017 PARIS. Tél. : 764-88-66 - 227-83-79.

Secrétaire Général
Formation Juridique - Paris

Société industrielle française (500 personnes) rattachée au secteur de l'Audio-visuel crée le poste de **SECRETAIRE GENERAL.**

Il assistera la Direction Générale pour toutes les questions juridiques, administratives et contentieuses.

Il deviendra progressivement le véritable adjoint de la Direction pour tout ce qui concerne la vie et le développement de la société.

Il doit posséder une formation juridique de base, qu'il aura mise en pratique au cours d'une expérience d'au moins cinq années. Une large ouverture d'esprit, une adaptation rapide lui permettront de s'intéresser à la grande diversité des problèmes à résoudre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la référence 516 à

MEDIA P.A.
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

---

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 h. à 12 h. 30, de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Multinationale

pour sa filiale française
dans les composants
et l'engineering
génie chimique, région parisienne
recherche

TECHNICIEN

Supérieur génie chimique
ou chimie

- ayant expérience dans unité sulfurique et nitrique pour réalisation projet pilote et industriel ;
- connaissance langue anglaise ou espagnole souhaitée.

Ecr. s/n° 024.837 M, R.-Presse, 85 bis r. Réaumur, 75002 Paris.

CENTRE CHIRURGICAL
MARIE LANNELONGUE
133, av. de la Résistance
92350 Le Plessis Robinson
recherche
LIBRE RAPIDEMENT

UNE SURVEILLANTE
CHEF DE NUIT

pour remplacement 1 an environ. Ce poste est ouvert aux infirmières D.E. ayant 8 ans d'ancienneté, durée réduite à 5 ans en cas de possession du CAFIS. Tél. pour rendez-vous à Mlle l'infirmière générale.
Téléphone : 630-21-33.

secrétaires secrétaires

Syndicat national des policiers en tenue recherche secrétaire sténo-dactylographe expérimentée. Prendre rendez-vous par téléphone n° 526-46-92.

RANDSTAD

TRAVAIL TEMPORAIRE
recherche

DACTYLO PRESSE

Horaires irréguliers.
Se présenter avec références 69, boul. Haussmann, Paris-8°.

représentation offres

ENGLISH SPEAKING

Young representatives required for France, car and phone needed, 2.000 F et + per week.
KATIA DAGET. Tél. : 742-81-12.

cours et leçons

J.H. anglais 2 ans enseignement en France donne cours d'anglais 259-67-37 de 18 h à 20 h

---

SECRETAIRE TRILINGUE CONFIRMEE
Allemand – Anglais

Notre Société en plein développement distribue sur le marché européen des produits industriels pour la sidérurgie, l'industrie automobile et leurs fournisseurs.
Nous recherchons une collaboratrice de langue allemande (de préférence) ou française capable d'assumer de façon autonome le secrétariat de notre équipe de Direction.
En dehors de la prise du courrier en sténo et de la dactylographie, elle sera amenée à faire quelques traductions, et à assurer les liaisons telex et téléphone avec notre clientèle européenne.
Age indifférent. Avantages sociaux.
Lieu de travail : à proximité du métro Saint-Denis - Porte de Paris.
Merci d'adresser C.V., photo, rémunération actuelle sous la référence 747 M à :

HORACE conseil
97, rue de Richelieu 75002 PARIS
CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

DEMANDES D'EMPLOIS

SECRÉTAIRE ÉDITION

- Maîtrise sciences ;
- Expérience industrie et enseignement ;
- Spécialiste questions énergies ;
- Ayant idées créations ;

cherche

POSTE RESPONSABILITÉS
MAISON ÉDITION, REVUE TECHNIQUE, etc.

Ecrire sous n° T 024.829 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

JURISTE

J.F. 33 ans, D.E.S. droit public, 10 ans d'expérience :
- Administration (santé, prestations sociales, logement)
- Entreprise (établissement financier, promotion immobilière)

recherche poste dans service du personnel, juridique, administratif ou secrétariat général.

Ecrire s/réf. n° T 024869 M. à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BANQUE, P.M.E., ASSURANCE, Et. FINANCIER

ARRACHEUR d'affaires et gestionnaire polyvalent

(exploitant banque, commerce ext., directeur multinationale U.S. aux activités très diversifiées, animateur réseau SICAV, directeur établissem. financier, + 50 % en 1980)
De préférence Languedoc-Roussillon ou Paris ou Barcelone
De passage à Paris semaine 19 tél. (3) 950-26-57 ou écrire à ARNAU, 6, av. Mistral, 34000 Montpellier, qui transm.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

longue expérience batch
matériels IBM PL1, COBOL, ANS, IMS-DL1 anal. progr. structurées, cherche situation.
Ecrire s/n° 3.063 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TRADUCTRICE diplômée ESIT allemand, anglais, italien, recherche emploi à Paris.
Écrire s/n° 3.064 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE 32 ans cherche direct. service admin., ventes + gestion trafic internat. Paris, R.P. ouest. Écr. s/n° 7.728 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Traducteur interprète technique indép., franç., allem., origine all., expér., référ., bonne connaiss. anglais, recherche poste stable dans société export de R. Paris. Écr. s/n° 3.069 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

A la recherche
de personnel bilingue ?
G.R. Intérim, 225-59-25.

Ex bateau ivre, trentaine, niveau études supérieures, apte à beaucoup de défis, étudierait toutes propositions d'emplois, accepterait recyclage motivé en informatique.
Tél. : 271-66-08.

B.T.S. de traductrice français-allemand + connaissances anglais, italien, expérience professionnelle 15 ans rech. poste stable de traduction secrétariat à temps partiel, 9-17 heures.
Tél. : 672-07-12.

J.F. titulaire B.T.S. secrétariat trilingue anglais-espagnol recherche poste stable région parisienne ou Paris disponible rapidement. Tél. : 774-07-59.

GARDE DU CORPS
29 ANS
CHAUFFEUR DE DIRECTION

tous pays, sérieuses références
cherche MAITRE
Tél. : 16 (89) 59-13-02

Homme 29 ans, Directeur de Publicité, supports, D.U.T. technique de commercialisation, expér. 7 ans, étudie toutes proposit. Ecr. s/n° T024828M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., doctorat 3e cycle, traduit le russe, l'anglais ou le grec moderne en français.
Ecr. s/n° T024849M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ESC + DECS

Anglais courant étudierait toutes prop. PARIS, PROVINCE.

Ecr. s/n° 024784M. R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 27 ans, maîtrise Sc. Eco, anglais, espagnol, 3 ans exp. profess. technico-commercial + formation à la vente dans multinat. de 1er plan en informat., étudie ttes prop. en région parisienne. Ecr. s/n° 024859M, à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

EXCELLENT VENDEUR, directeur commercial, régies et agences de publicité, parlant ANGLAIS et RUSSE, habitué marketing, direction équipe de vente, gestion cherche poste stable tt secteur. Ecr. s/n° 024.850 M R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 30 ans, études supér., expér. milieu jurid. et entreprise, cherche poste assistante collabor. région centre. Tape machine. Écr. ss n° T 024.845 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, ATTACHEE DE DIRECTION, cadre bilingue anglais, expér. commerc. et administr., cherche poste fixe, 6.000 × 13. Tél. 250-08-75 ap. 14 h. Mme LAURENT, 12-14, rue de Dantzig, 75015 Paris.

F. 45 ans, chef service administr. et financ., 15 ans exp. comptab. générale analytique anglo-saxonne, rech. situat. stable dans équipe dynamique. Écr. sous n° 024.857 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SECRETAIRE DE DIRECTION, B.T.S., secrét. tril., esp., angl., expér. Amérique latine, rech. emploi Paris. T. (99) 36-38-90.

ASSISTANTE DE DIRECTION, 31 ans, excell. présent., BAC, B.T.S., trilingue espagnol, anglais courants, 10 ans expér. France étrang., libre voyager, recherche poste simil. dynam. A. Rastoin, 85, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly, tél. 722-87-27.

J.H. 28 ans, maîtrise sciences économiques, DESS gestion, DEA économie du développement Paris-II, anglais courant, arabe lu et écrit (2 ans études) coopérant 2 ans Egypte, étudierait toutes propos. préfér. tourisme, banque, commerce internat., France ou étranger. Tél. le mat. 208-07-28.

J.F., angl. cour. cherche poste intéressant. J. YAMANAKA, 31, r. d'Hautpoul, Paris (19e).

ANIMATRICE DE FRANÇAIS (formation adulte) cherche à animer des stages, cours ou séminaire, express. écrite et orale, fonction de secrétaire, correspondance commerciale, expression professionnelle, documents personnels, publications.
IMBERT-NISHIMATA,
2, rue Robineau, 75020 PARIS.
Tél. : 636-35-21 ou 807-47-20.

J.F., 30 ans, trilingue allemand, anglais, 6 ans expérience cciale haut niveau, rech. dans le cadre d'une formation intensive à l'export, entreprise dynamique pour lui confier mission d'études à l'étranger non rémunérée.
Tél. : 343-03-54.

CONCEPTEUR GRAPHISTE 25 a., dipl. nation. Sup. d'expression plastique en communication visuelle et audio-visuelle, 1 an de stage pratique effectué en grande sté, ch. emploi correspondant dans agence de publicité ou sté privée. Disponible immédiatement. Tél. : 973-45-74.

H. 40 a. dipl. ARTS DECORATIFS bilingue anglais, grande expér. vente et direct galeries. Respons. galerie décoration objets et mobilier cherche poste responsabil. J.-P. Chevalier, 38, r. Guynemer, 75006 Paris. Tél. : 222-53-86.

Chef comptable, 43 ans, confirmé depuis 15 ans, formation cab. compt., B.P. 1re-2e, prél., expertises, finance, animat., contrôle, législation, fiscal, informat., budget, méthode, trad. anglo-saxonne.
Cherche poste directeur financier, Paris, banl. sud.
Ecrire s/n° 6.080 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Démissionnaire poste semi-administratif sans avenir, formation niv. B.T.S. O.A., langue anglais, lieu et rémunération à débattre (3.000 F s'abstenir), étudierait toutes propositions. Jacques BLOT, 76, rue des Bains, 14360 Trouville. 31-88-12-81. Cherche place de représentant (technico-commercial).

CHEFS D'ENTREPRISE

vous recherchez
débutants ou confirmés

HEC - ESCP

IEP, SC. ÉCO., IAE, DECS
Écoles d'ingénieurs

AFIPEC : 281-13-44.

H.E.C., 43 ANS
parlant anglais, allemand, exp. approfondie en contrôle de gestion, comptabilité, audit., financement et trésorerie, ayant participé activement au développement international d'un important groupe français.
Recherche poste de

DIRECTEUR FINANCIER

branche agro-alimentaire.
Ecrire s/n° 3.054 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE
RECHERCHE + SELECTION
RIGOUREUSE DE VOS
CADRES
PAR SPECIALISTES
GARANTIE 1 AN
SOFFOP 376-07-73.

J.F., 34 ans, D.E.C.S., expérience cadre compt. dans PME, rech. poste ASSIST. DE GESTION. Ecrire s/n° 64.979 Havas Contact, 156, bd Haussmann, PARIS-8e.

CADRE 33 ans, directeur école secondaire, dipl. études sup., droit, sc. pol., exp. format. continue, gest., rel. humaines. Tél. 854-98-30.

J.F., 30 ans, parfaitement biling. ang., fran., 6 ans exp., secrét. dir., cherche situation simil., mi-temps, Paris.
Ecrire s/n° 3.005 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ARCHIT. U.S.A. homme, 40 ans, rech. poste chez arch. ou autre, Paris. T. 805-72-42 ap.-midi.

Couple 25 ans, avec référ., ch. ménages matin ou soir. Hme connaissant électricité, peintre, menuiserie. Libre tous les lundis. Tél. 285-85-07.

DIRECT. ADMINISTRATIF ET FINANCIER

51 ans, énergique, organisateur gestion et stratégie financière, trésorerie et relations banc., audit. et contrôle de gestion, reporting, bilans, déclarations, analyse coût et prix de revient. Utilisation informatique comme outil de gestion et production. Etablissement méthodes et procédures administratives, gestion approv./production et stocks. Parlant anglais.
Ecrire s/n° 3.058 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Femme docteur ès lettres, connaissances information communication, anglais, espagnol, ch. poste temps complet ou mi-temps (matin) dans édition. Ecr. s/n° 84.516 Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

CADRE TOURISME

J.H., 29 ans, B.T.S. et D.E.S. tourisme, chef service publicité, éditions, relations publiques, exp. 6 ans tourisme et loisirs des jeunes (voyages, transports, hébergement). Cherche responsabilités similaires organisme tourisme/loisirs.
Ecrire s/n° 3.042 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Recherche Direction ou poste à responsabilités dans petit magasin prêt-à-porter. Appeler au 969-18-29 Mme Gougassian tous les lundis.

J.H., 28 ans, maîtrise de gestion D.E.C.S. économ. et comptable, 2 ans et demi exp. prof. compt., ch. stage, expertise comptable. M. HAIDRI, 48, av. des Gobelins, 75013 Paris. Tél. 336-05-72.

Secrét. direction, bil. anglais, 43, expérience non sténo (magnéto) cherche poste st. préfér. privé. Ecr. s/n° 3.067 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens 75009 Paris.

F. 35 ans, médecin-psychiatre, 6e année clinicat, maîtrise neuro-endocr. cherche offre emploi labo société ou autres. Paris. Ecrire Havas 98178 MARSEILLE.

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

Particulier vend CADILLAC SEVILLE SEDAN couleur platinum type 6 S 69 B. Première mise en circulation 4/1/79 12.336 km parfait état. Tél. hres bureau - 604-81-10 poste 489.

divers

PEUGEOT
NEUBAUER
TALBOT

EXCEPTIONNEL !

En janvier, cédez votre PEUGEOT ou votre TALBOT 81 au tarif de juillet 80
M.GERARD. 821-60-21.

propositions diverses

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amériques, Asie) demandez la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon 75429 Paris-cedex 09.

Vds 1 CONCASSEUR giratoire GRAVICONE A. 750.
un TRANSFORMATEUR de cabine 400 K.W.A.
Téléphone : (87) 70-60-79.

C.V. ?

LE GUIDE
DU CURRICULUM VITAE
320 pages : 73 de modèles

En LIBRAIRIE ou 75 F à A. BADEN. 91830 Le Coudray.

capitaux propositions commerciales

FOURNISS. AUX RESTAURANTS Nous cherchons contact avec un fournisseur de restaurant et de cafétérias pour le lancement en France d'une commodité journalière qui a connu déjà un succès exceptionnel dans les pays scandinaves, en Allemagne et en Belgique. Il est indispensable que notre partenaire en France ait accès aupr. des restaurants et possède une connaissance suffisante du marché. Prière de s'adresser en français à FRILETTE EUROPA A.P.S., B. Bangs Allé 23, DK-2000 Copenhague, Danemark.

Nous sommes des professionnels de la forêt et pouvons vous conseiller efficacement dans vos investissements avec rentabilité assurée.
Cabinet GRUAT,
30, rue Beaurepaire, 49400 SAUMUR. Tél. (41) 51-04-65.

Devenez concessionnaire exclus. Cie américaine de structures de jeux en bois pour collect. publiques. Capital nécessaire. Ecr. B.T.F., 7, r. Neuve, 69001 Lyon.

IMPLANTATION AU BRÉSIL Cadre supérieur, passant 50 % de son temps au Brésil, accepterait tous mandats d'études, d'intermédiaire ou de représentation - (6) 907-45-00 - (6) 907-40-32.

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages).
Extraits du sommaire :
3 types de curriculum vitae : rédact., exemples, erreurs à évit.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussite entretiens, interv.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovy, 78 Le Chesnay

travail à domicile

Demandes

Comptable, bilan, déclaration, dactylo, recherche tous travaux à domicile. Tél. : 663-41-77.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION confirmée frappe tous textes et manuscr. sur I.B.M. 051-44-49.

Je frappe sur I.B.M. THESES manuscrits, travail rapide et soigné. Tél. : 535-28-85.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PALAIS-ROYAL

Restauration petit immeuble asc., appartements 2, 3, 4 p. DUPLEX aménagés, charme – 261-27-46

2e arrdt

OPÉRA MONSIGNY

Studios 2 et 3 pièces aménagés dans bel immeuble restauré, calme, soleil, ascenseur.
Tél. : 261-27-46.

R. Beauregard direct. pr.plact ou pied-à-terre. Studio tt cft, poutres appar. 555-92-72.

4e arrdt

PL. VOSGES TRES BEL

APPARTEM. STAND. 220 m² PARF. ETAT. Tél. 278-07-04.

MARAIS 280 m² en duplex + jardin privé à aménager, gros travaux. Prix élevé justifié. Tél. : 272-40-19.

NOTRE-DAME Ravissant 4-5 P., gd cft, soleil, calme, 320-73-37.

MARAIS 33 m². TT CFT. Superbe studio de caractère. Impeccable 2e étage. Vue sur jardin, Prix : 295.000. Tél. : 278-29-20.

5e arrdt

MOTTE-PIQUET – SUFFREN
5 PIÈCES ét. élevé, soleil, 135 m². Bon plan.
Tél. : 633-29-17 – 577-38-38.

6e arrdt

Prox. Bon Marché, 354-42-70. Duplex, séj., 2 chbres, 2 bns, asc.

TERRASSE - SOLEIL.

CHERCHE-MIDI
ELEGANT 3 P., 95 m². Bel immeuble directoire. 354-29-83.

BEAUX ARTS

Très beaux appts restaurés 2/3 P. Calme, soleil, vue sur jard.
Téléphone : 261-27-46.

7e arrdt

CHAMP-DE-MARS
EMPLACTS EXCEPTIONNELS
LUXUEUX APPARTEMENTS
100 à 135 m² - 705-61-91

38, RUE VANEAU

Pied-à-terre, 2 pièces, 38 m².

IMM. DIRECTOIRE

Stand. S/pl. 11-19 h ts les jours.
NEVEU 550-48-83 743-96-96.

INVALIDES

RUE SAINT-DOMINIQUE
Studio, bains, kichnette, 30 m². Michel & Reyl S.A. 265-90-05.

METRO BAC. Living + 2 chambres, 104 m², 2 bains + GDE TERRASSE. 575-00-43.

8e arrdt

MONCEAU 150 m², balcon parking, service à saisir cause succession. Tél. 563-30-40 ou mardi, 14 à 18 h., 97, bd Malesherbes.

RUE DE LISBONNE

Gd 6 p., bains, 165 m², 2e étage, tout confort.
Michel & Reyl S.A. 265-90-05.

9e arrdt

DOUAI, imm. bourgeois p. de taille, living + 2 chbres renové très gd cft (en cours) aménag. à la carte, matériaux de 1re qualité. EUROVIM propriét. 555-92-72.

11e arrdt

« PANAME »
bel appartement récent
3 P. 74 m² 3e étage
SERMA. Téléphone : 562-35-05.

12e arrdt

Mo BERAULT et R.E.R. limite Vincennes/Montreuil de très belle rénov. direct. Studios et 2 p. reconstruits neufs grd cft. plact et rentab. exceptionnels. Gestion et location assurées. Net d'impôt 5 ans. 555-92-72.

13e arrdt

ANTOINE ET CLEOPATRE

(pl. d'Italie) gd stand., piscine vue panoramique
6 P. 171 m², 26e ét. 7.350 F/m².
SEFIMA. 562-35-05.

15e arrdt

PORTE VERSAILLES

4-5 p., cft, 2e ét., balc., calme, soleil, 695.000 F. 577-96-85.

Mo Vaugirard, imm. Pierre de T. et briques, véritable 4 P., double-exposition, cave. Très tranquille Prix 720.000 F – 322-31-75.

ÉMILE ZOLA

Imm. Pierre de taille 1973 105 m² séj. + 2 ch. entrée, cuis., s. bains, s. d'eau, w.-c., penderie, balcon, parkings. Jean FEUILLADE – 566-00-75.

16e arrdt

LA MUETTE vends directement beau living + 1 chambre totalement restauré dans charmant hôtel particulier. Px 715.000 F
PROMOTIC – 553-14-14
ou le soir 727-21-06

FOCH MALAKOFF Pierre de taille luxueux 230 m², étage élevé GEFIC - CTI. 720-50-80 Postes 116-117.

RUE PETRARQUE
BEAU 80 m². Vue dégagée. STE AUBRY - 501-88-89.

à 300 mètres **ÉTOILE** près av. V.-HUGO sur de calmes jardins intérieurs, restauration luxueuse de 16 appts du studio au 5 pièces DUPLEX et TRIPLEX
Téléphone : 261-27-46.

AUTEUIL bel immeuble gd **6 P.** + serv. park., tt cft
Prix 1.800.000 F – 327-55-04.

17e arrdt

PR. ÉTOILE 2 p., 60 m², vis. s/place mardi, mercredi 15 h. à 18 h., 8, rue des Colonels-Renard ou sur rendez-vous. 277-62-23.

RUE LANTIEZ imm. récent STUDIO 42 m², rez-de-jard. 275.000 F. ARDOUIN - 229-44-61

18e arrdt

VILLA P. GINIER

dans voie privée, appartement exceptionnel 7 P., 200 m² 2 bains + chambre service. Prix 1.470.000 F - 229-44-61.

PRÈS MAIRIE 18e

dans résidence 1970
beau 3 pièces, tout confort, cuis. équipée, loggia, terrasse 40 m².
Prix 700.000 F.
Visite sur place les 19, 20 et 21 de 14 heures à 18 heures.
57, rue du Poteau.

19e arrdt

Face Mo direct. pour placement Studios tt cft très bonne rent. Prix intéressant. 555.92-72.

BUTTES-CHAUMONT. Coquet studio kitch. équipée, s. de bains, w.-c refait neuf. Prix 140.000 F. Plac. conseillé - 322-70-12.

20e arrdt

Mo JOURDAN 72 m² à aménager en duplex. Px intéress. 272-40-19.

Chambre, 25.000 F, 1 p., cuis., 45.000 F, 2 p., cuis., bs, w.-c., 90.000 F. Pptaire 260-29-61.

91 – Essonne

BRUNOY

Vend appt r.-de-ch. de 68 m² Comprenant : cuis. aménagée séj., 2 chbres, w.-c., s. de bains loggia, paking, cave
278.000 F + 24.000 C.F.
Tél. dom. 046-44-71 après 19 h bureau 296-12-12 poste 5421

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY Porte Maillot dans bel immeuble Pierre de T. en rénovation totale, Pptaire vd appts 4 P., entrée, cuis., S. de bains, w.-c., chf cent., asc., 100 m² et 119 m², exceptionnels. Tél. : 757-84-50.

NEUILLY-SABLONS
Moderne séjour, 3 ch., 2 bains, 2e étage 115 m², impeccable. Michel & Reyl S.A. 265-90-05.

NEUILLY Près bois récent vast. séj., 3 chbres 2 BAINS, PARKING, SERVICE. S.A LE CLAIR - 359-89-36.

94 Val-de-Marne

RARE

face au CHATEAU-VINCENNES à vendre libre local commercial comprenant : sous-sol 25 m², rez-de-chaussée 140 m², 1er étage 380 m², 2e étage 335 m², pouvant être converti en logt calme, soleil, chauffage gaz sophistiqué, charges très faibles. Prix 2 millions. Ecrire à N° 728 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire (11e).

appartements achats

URGENT, paie cpt chez notaire, 2 à 4 p. Paris, avec ou ss trav. Mme LEULIER, Tél. 261-68-81 ou le soir, tél. 900-84-55

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e. 566-00-75 recherche Paris-15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeub. Paiement comptant.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, Paris-8e
rech. Paris pour diplomates et clientèle étrangère
APPTS et HOTELS PART.
Achat ou location **562-78-99**

RECHERCHE appts 1 à 3 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans travx. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE Tél. 873-23-56 même le soir

---

URGENT RECHERCHE
5-7 Pièces, tout confort, 8e, 16e, 17e, rive gauche, Neuilly. MICHEL & REYL, 265-90-05.

locations non meublées demandes

Paris

Cherche surface habitable avec reprise, même sans confort. Loyer modéré ou studio à louer dans 17e. Tél. 263-36-53.

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers services gratuits. 272-02-62

Région parisienne

Pour stés européennes, cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. T. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 p. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 6 p. pour banques et ambassades. Tél. 705-54-78.

locations non meublées offres

Paris

Location directe studio 1.230 F, 4 p. 6.316 F, 6 p. duplex avec tél. 11.560 F net. 38, bd Flandrin, Paris-16e.
Sur place ou 622-58-47.

Location directe studio 2.440 F et 5 pièces 9.130 F net, 11, avenue de Breteuil, Paris-7e.
Sur place ou 622-58-47.

AVENUE FOCH

Plein sud. De particulier à particulier. Immeuble neuf à louer avec pas de porte. 8e étage. Très grand standing entièrement décoré. Grand luxe avec ou sans meubles. Double living. Salon musique 2 chambres, cuisine équipée.
Tél. 500-95-02

Rue de Berri. Luxueux studio neuf s/jard., cuis. équip., bains, terr., park., ss-sol, 3.000 + ch. S.A. LE CLAIR - 359-89-36.

DÉFENSE, vue Paris impeccable gd living + ch., cuisine équipée. Prix 2.300 F TTC - 229-52-98.

CITÉ FLORALE
Maison particulière refaite à neuf. Superbe aménagement contemporain. 150 m². Prix 6.000 F. Mensuel - 278-20-20.

Région parisienne

Location directe 3 pièces 3.102 F, charges comp., 3, rue A.-Coypel, VERSAILLES.
Sur place ou 622-58-47.

VILLENEUVE-LA-GARENNE

SANS COMMISSION
4 PIÈCES Confort. Loyer
1.170 F, charges 519 F.
Tél. pour R.V. 794-60-49, de 13 h 30 à 17 h 30.

COLOMBES. Près gare. Villa récente. Refait neuf. 5 pièces + grenier aménageable. Garage jardin - 4.500 F - 380-13-83.

bureaux

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS — télex-secrétariat tous services
ASPAC PARIS 8e 293.88.58+
votre SIÈGE SOCIAL — délais rapides - prix compétitifs

NOUS CONNAISSONS BIEN LE MARCHÉ DES BUREAUX...

NOUS EN AVONS CONSTRUITS, LOUES OU VENDUS PLUS DE 200.000 m²

AVEZ-VOUS UN PROBLÈME DE VENTE, ACHAT OU LOCATION ?

APPELEZ-NOUS...

U.F.I. - S.A.F.

622-10-10

Mme MERLHES

Location directe bureaux, 42 m² environ.
Loyer principal 2.310 F, 3, rue A.-Coypel, VERSAILLES.
Sur place ou 622-58-47.

Votre SIÈGE SOCIAL

av. secrét., tél., télex.
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
ACTE S.A., tél. : 281-80-88.

VOTRE SIÈGE A PARIS

de 80 à 250 F par mois.
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
G.E.I.C.A., tél. : 296-41-12 + 56 bis, r. du Louvre, Paris (2e).

VOTRE SIÈGE SOCIÉTÉ

Domiciliation et secrétariat.
Constitution de Sociétés.
Tél. : 226-42-40.

CONSTITUTION DE S.A.R.L.
TELEX Secrétariat téléphonique
Domiciliations artisanales et commerciales. Tous services. **355-17-50**

8e, PROPRIETAIRE
loue 1 ou plusieurs bureaux dans imm. bon standing. 563-17-27.

locaux commerciaux

Local commercial 1600 m² env. 24, avenue de Wagram Paris-8e. Location directe, loyer principal mensuel 125.000 F
Téléphone 622-58-47

VIe Saint-Sulpice toute ppté **130 m²** belle cave pour réceptions, etc. 820.000 F Libre suite pptaire - 766-48-94.

usines

A VENDRE EN BELGIQUE fabrique de meubles avec bureaux, ateliers, parking. Terrain 8 ha, dont 5 ha construits à RUMENAM, « Mourop ». Rens., notaire Delvaux, Louisastraat 35, 2800 MECHELEN
Téléphone 015/41.21.16

fonds de commerce

A VENDRE

PAS-DE-PORTE

à 77400 LAGNY
(MARNE-LA-VALLÉE),
très bien placée,
centre ville,
1 boutique 40 m², 2 grandes vitrines + 1 appartement au 1er étage, 3 pièces, cave, grenier, water-closet.

TÉL. : 430-19-00.

Bail nf, Loyer min. 1.000 F/mois.

boutiques

R. DE LILLE (7e)

LIBRES, MURS DE BOUT. Grand sous-sol, appt 750.000 F. JEAN FEUILLADE, 566-00-75.

GARENNE COLOMBES Belle BOUTIQUE LIBRE - 653-30-42.

immeubles

Recherche immeubles ou groupe d'immeubles de rapport Paris ou banl. immédiate. Paiement cpt. Interm. rétribués. Discrétion garant. CLARIDE (M. MORELLO ou M. KREMPFF) 11, rue Amiral-d'Estaing. 16e - 720-16-61.

maisons individuelles

LANGUEDOC-ROUSSILLON arrière-pays bord de mer, CANET, St-CYPRIEN, ARGELÈS. Maisons 2, 3, 4, 5 pièces sur terrain au choix pour vos prochaines vacances, retraite...
Apport minimum 40.000 F
Maisons COSMOS
45, av. Marcellin-Albert
66000 PERPIGNAN
Tél. (68) 55-33-34

pavillons

1 km BELLEGARDE Loiret

Particulier vd pavillon 1970 + garage et remise. Comprenant 1 salle de séjour, salon, 2 chbres, cuis., s. d'eau, cellier, tt cft, isolation thermique, téléphone, chauffage air pulsé mazout. Terrain agrément et potager. Surface habitable 63 m².
Px 380.000 F
Ecrire s/n° 6.062 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

villas

2 km St-Nom-la-Bretèche
CHAVENAY Villa neuve réc. 50 m², avec cheminée, 4 chambres, 3 bains, 140 m², sous-sol, cuis. équipée. Très bon état sud, 750 m² terrain clos. Prix 1.380.000 F + 2 % frais notaire. Bur. 955-00-60 ou après 20 h : 056-38-90.

Vds en Corse St-Cyprien, Porto-Vecchio, villa F3, habitable, travaux à finir à 100 m de plage. 450.000 F. Prix à débattre. T. 16 (85) 44-84-76 vers 19 h.

propriétés

TOURAINE

PARTICULIER vend propriété nord TOURS, ent. rénovée, 16 p., 3 ha, bois, pelouses, verger, potager, grand garage, dépend. logement gardien.
Prix : 1.400.000 F. Crédit poss. Tél 16 (47) 05-49-06 h. de bur.

Si vous aimez le cheval et le golf, *à 200 km de Paris dans la vallée* de l'Oise, PROPRIÉTÉ bourgeoise sur 30 a. Très beau jardin agrément avec « green », écuries, intérieur grand confort, 12 pièces. Libre à la vente.
Facilités de paiement.
Nationale Foch Immobilier.
Tél. : (20) 98-23-00.

POUR COLLECTIVITÉS

Vallée de Seine, 90 km Paris Ouest, ensemble immobilier de 48 chambres, sanitaires, grande salle, logement de gardiens de 4 pièces principales sur terrain de 3.100 m². Parfait état, libre immédiatement. Prix 800.000 F.
Me LUCAS-LECLIN, notaire,
27700 LES ANDELYS.
Tél. : 16 (32) 54-22-47.

châteaux

PETIT CHATEAU 14e

Bourbonnais, + plus parc 5 ha. 900.000 F. Poss. acq. 25 ou 135 ha sup. env. dossiers phot. sur demande. Cabinet PEZET 03500 SAULCET
Tél. 16 (70) 45-35-70

chalets

A 10 km de
MORZINE-AVORIAZ.
A VENDRE
CHALET NEUF
EN MADRIER
Tt confort - constructeur BALSAT 3 ch. à coucher, living 30 m², salle de bains, w.-c.
Cuisine entièrement équipée.
Sous-sol complètement aménagé, douche, w.-c., chauffage central.
TERRAIN 1.500 m².
ACCÈS TOUTE L'ANNÉE.
PRIX à discuter 650.000 F.
Tél. : (16 - 50) 71-15-75, Thonon-les-Bains.

terrains

Terr. à bâtir Epinay-sur-Seine. 736 m² à 12' Gare du Nord. 400.000 F. Renseig. 952-37-49 et 030-49-00 de 19 h à 20 h 30.

---

2 mn gare et lycée SAINT-CLOUD 614 m² + 70 m² voie privée donnant 275 m² constructibles, calme, vue sur Paris. Ecr. ss réf. D. 193 à TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

forêts

NIEVRE (Puisaye) — BOIS 43 ha. Seul tenant, à plat, bordé par rte. T.S.F, 2100 m3 de chênes Sté ERMENOU-MARCHAL 16, r. Carnot 89200 AVALLON Tél. 16 (86) 34-03-71

viagers

ÉTUDE LODEL - 35, bd Voltaire Paris-11e. Téléphone 355-61-58 Spécialiste viager expérience, discrétion et conseils

---

Société spécialiste viagers
F. CRUZ 8, rue La Boétie, 266-19-00
Prix indexation et garantie.
Etude gratuite discrète.

domaines

LOIRET

135 km de Paris,
bon territoire de chasse
de 61 hectares de plaine et de bois, possibilité étang.
S.B.S. VILLEMURLIN
45600 SULLY-SUR-LOIRE.

SOLOGNE GIENNOISE

joli territoire de chasse
de 97 hectares de bois
et de terres,
dont un étang de 5 hectares, bâtiments de ferme à restaurer.
S.B.S. VILLEMURLIN
45600 SULLY-SUR-LOIRE.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Le médiateur, 25 ans après

« J'ai l'impression qu'on fait traîner l'affaire en attendant le décès de ma mère, qui est âgée de soixante-quatorze ans ! » Cette réflexion désabusée, c'est le fils de Mme B... qui la tient. L'« affaire », dont il est question, dure depuis 1955. Elle paraît simple et pourtant...

A la suite du décès de son mari en 1954, Mme B..., en 1955, demande à bénéficier d'une pension de reversion. On la lui refuse, les conditions de délai de mariage n'étant pas remplies. En 1958, elle réclame une pension d'invalidité. Sans succès. Elle renouvelle sa démarche en 1975 et obtient satisfaction. Mais, comme aucune administration ne retrouve la trace de ses précédents courriers, on lui accorde une rétroactivité de deux ans et rien de plus. Va alors commencer une partie de « ping-pong administratif » entre le ministère de la défense et le ministère des finances.

En 1976, Mme B... fait appel au tribunal administratif pour régler ce désaccord. On la dirige sur Poitiers. Las, c'était Montpellier qu'elle aurait dû solliciter. Entre-temps, trois années se sont écoulées. Seule indication précise : une lettre du ministre de la défense disant que la demande de pension d'invalidité présentée en 1958 *« est demeurée sans suite pour une raison inconnue »* et que *« le département des finances a rejeté la proposition de pension qui lui avait été soumise avec effet au mois d'août 1954, estimant que Mme B... ne s'était pas préoccupée de son dossier depuis cette date ».*

Voilà une affaire en or pour le nouveau médiateur, M. Robert Fabre, qui a succédé, en septembre dernier, à M. Aimé Paquet en fonction depuis six ans (*le Monde* du 2 janvier).

Mme B... a donc confié au médiateur le soin d'en terminer avec ses difficultés en utilisant la procédure obligatoire, c'est-à-dire en faisant présenter l'affaire par l'intermédiaire d'un parlementaire, député ou sénateur, sans qu'il soit obligatoirement un élu de la circonscription électorale du demandeur. Cette action est, bien évidemment, gratuite. Mais Mme B... va devoir attendre au moins un an pour être fixée sur son sort.

En 1979, environ quatre mille trois cents dossiers nouveaux sont arrivés sur le bureau du médiateur. Dans ce qu'on pourrait appeler un « tiercé des iniquités », le secteur social avec les ministères de la santé et celui du travail tient la première place avec 25 % des affaires. En seconde position viennent les finances distançant quelque peu les conflits concernant l'équipement, le logement.

Et dans ces 25 %, les personnes âgées et leurs démêlés tournant autour des retraites et des pensions représentent à nouveau le quart des litiges.

Pour l'ensemble des dossiers, le médiateur a obtenu gain de cause dans environ 40 % des cas. Pour les intéressés, la meilleure réponse est évidemment la résolution favorable de leur situation personnelle. Comme ce contribuable à qui l'administration avait retourné ses acomptes provisionnels pour, ensuite, les lui réclamer en bloc en appliquant l'amende de 10 %. Mais, parfois, tous ces conflits ne sont que l'illustration d'un vide juridique ou d'une injustice. Le médiateur propose alors une réforme de la loi. Sur environ cent soixante propositions émises, une centaine devraient être satisfaites. Par exemple, lors de la prochaine session parlementaire, de nouvelles dispositions devraient être prises en matière de pensions dans les régimes spéciaux, visant à supprimer les délais de forclusion pour la validation des droits dans le régime général.

L'affaire de Mme B. n'a pas cette dimension collective, mais elle participe, certainement, de cette recherche et de la mise en œuvre, selon M. Paquet, du *« principe de l'égalité des droits et obligations respectifs de l'administration et des administrés, directement opposé au principe inégalitaire sur lequel repose notre droit public ».*

CHRISTIANE GROSLIER.

L'EXONÉRATION DE LA REDEVANCE DE TÉLÉVISION

A partir du 1er janvier 1981, le montant de la redevance de télévision passe à 238 francs (contre 221 francs) pour le noir et blanc et à 358 francs (contre 310 francs) pour la couleur.

La règle veut que l'on ne paie qu'une seule redevance par résidence, quel que soit le nombre de postes. Par contre, un deuxième poste dans une résidence secondaire donnera lieu au paiement d'une autre redevance, à moins qu'il ne soit établi qu'il s'agit d'un « portable » ne restant pas à demeure.

Certaines personnes âgées d'au moins soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'inaptitude peuvent être exonérées de cette redevance. Ce sont les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ou les titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, de l'allocation de veuf ou de veuve, l'allocation aux mères de famille, l'allocation spéciale, le secours viager ou la rente majorée. Le bénéfice de l'exonération est également ouvert aux pensionnés de la sécurité sociale dont les ressources ne dépassent pas 17 900 francs pour une personne, 34 000 francs pour un couple et 30 235,60 francs pour les veuves de guerre.

Les ressources sont évaluées pour le trimestre précédant l'échéance et sont multipliées par quatre pour obtenir les revenus de l'année. Ces revenus sont ensuite comparés aux plafonds en vigueur au moment de l'échéance.

La demande d'exonération doit être présentée au centre régional de la redevance dont l'adresse figure sur l'avis de paiement ou au service de la redevance radio et télévision, 46, rue d'Amsterdam, 75009 Paris, tél. 285-26-96.

Lorsque la demande d'exonération est effectuée dans une période très proche de la date limite de paiement, il est conseillé de régler la redevance pour éviter l'application de la majoration pour retard au cas où la demande serait rejetée. En cas d'accord, le centre rembourse la somme perçue.

RENCONTRES A GRENOBLE. — Le Centre pluridisciplinaire de gérontologie propose trois séries de rencontres à Grenoble : « Alcoolisme et vieillissement », du 3 au 5 février 1981 ; « Les vieux et le pouvoir », du 3 au 5 mars 1981 ; et « Le lit et le fauteuil », du 31 mars au 2 avril 1981.

★ C.P.D.G., 5, rue de la Liberté, 38000 Grenoble. Tél. : (76) 54-67-23.

VIEILLIR A L'HOSPICE

Vieux, pauvre et malade : trois raisons pour terminer sa vie en hospice. Dans ces « mouroirs » qui reçoivent les plus démunis des vieillards — environ cent cinquante mille — la vie quotidienne rappelle aux auteurs de *Vieillesse des pauvres* l'univers pénitentiaire. Dépersonnalisé, normalisé dans la « similitude et la monotonie », assujetti : tel est le portrait du pensionnaire « idéal ». Si la description de la vie en hospice n'est guère souriante, le pronostic pour l'avenir n'est pas plus optimiste. Guetté par l'inflation médicale, qui a déjà fait sentir ses effets pour les enfants, *« le marché de la souffrance des vieux vaut maintenant la peine d'être investi »* argumentent les auteurs qui craignent qu'un *« corps de spécialistes - prothèses »* n'en fasse le *« théâtre d'une concurrence interprofessionnelle ».*

★ « Vieillesse des pauvres - les chemins de l'hospice », par Nicole Benoit - Lapierre, Rithée Cevasco, Markos Zafiropoulos. Editions Economie et Humanisme, les Editions ouvrières, 1980, 172 pages. Prix 46 F environ.

LES PUBLICATIONS DU CENTRE DE GÉRONTOLOGIE. — Le Centre international de gérontologie social annonce la parution de trois nouveaux ouvrages : « Prévention et vieillissement », compte rendu de la journée d'étude du 29 mars 1980, 212 pages, prix : 50 F ; « les Stress dans le processus du vieillissement », avec le concours de l'Ecole d'anthropologie de Paris, 132 pages, 40 F ; « le Soutien à domicile - Avantages et limites », à la suite du colloque du 18 mai 1979, 115 pages, 40 F.

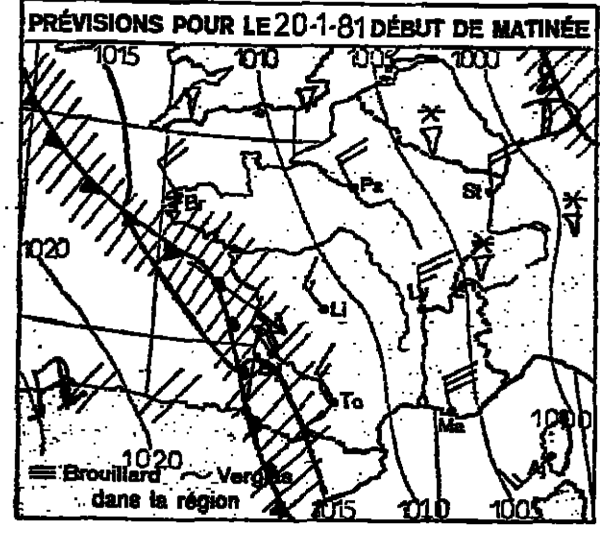
★ C.I.G.S., 91, rue Jouffroy, 75017 Paris. Tél. : 766-52-34.

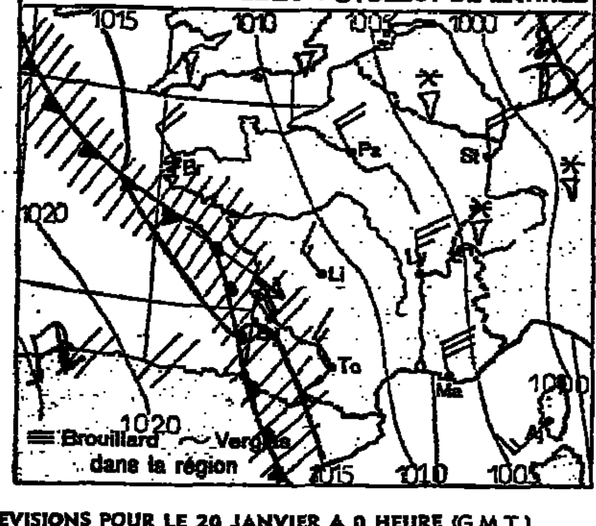
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19-01-81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 20-1-81 DÉBUT DE MATINÉE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 19 janvier à 0 heure et le mardi 20 janvier à 24 heures :

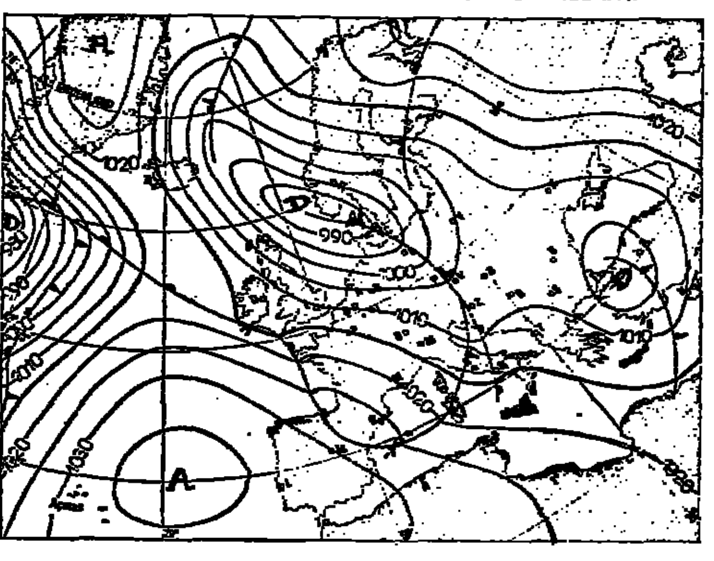
La perturbation pluvio-neigeuse qui achevait de traverser la France lundi matin sera suivie par des masses d'air plus frais et instable. Toutefois, nos régions occidentales seront temporairement affectées par une ondulation du courant perturbé qui circulera en bordure de cet air frais, du golfe de Gascogne aux Baléares.

Mardi matin, de la Bretagne à l'ouest du bassin Aquitain, le temps sera relativement doux, mais très nuageux avec quelques pluies. Ce type de temps s'éloignera ensuite vers le sud et il affectera encore le soir les Pyrénées occidentales et centrales. Sur le reste de la France, le temps sera ou deviendra frais et instable. Les averses ou giboulées de neige, qui seront surtout localisées le matin des Ardennes et des Vosges au nord des Alpes, se produiront aussi l'après-midi sur le reste du pays. Les éclaircies seront plus durables près du golfe du Lion, où le mistral et la tramontane souffleront avec des rafales assez fortes. Des gelées blanches sont probables au lever du jour dans les régions de l'intérieur bénéficiant d'éclaircies.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 19 janvier 1981, à 7 heures, de 1 013,4 millibars, soit 760,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 janvier; le second le minimum de la nuit du 18 au 19) : Ajaccio, 13 et 1 degrés ; Biarritz, 11 et 9 ; Bordeaux, 10 et 8; Bourges, 8 et 4 ; Brest, 10 et 8 ; Caen, 7 et 7 ; Cherbourg, 8 et 7 ;

PREVISIONS POUR LE 20 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Clermont-Ferrand, 6 et 2 ; Dijon, 5 et 1 ; Grenoble, 3 et —1 ; Lille, 3 et 3 ; Lyon, 5 et 1 ; Marseille, 11 et 2 ; Nancy, 4 et 1 ; Nantes, 9 et 6 ; Nice, 15 et 5 ; Paris-Le Bourget, 7 et 5 ; Pau, 9 et 7 ; Perpignan, 12 et 9 ; Rennes, 9 et 7 ; Strasbourg, 5 et 2 ; Tours, 9 et 7 ; Toulouse, 10 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 25 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 4 ; Amsterdam, 4 et 0 ; Athènes, 13 et 10 ; Berlin, 0 et —3 ; Bonn, 2 et 0 ; Bruxelles, 3 et 2 ; Le Caire, 17 et 7 ; Iles Canaries, 18 et 15 ; Copenhague, —3 et —5 ; Genève, 5 et 1 ; Lisbonne 16 et 8 ; Londres, 5 et 5 ; Madrid, 12 et —5 ; Moscou, —3 et —8 ; Nairobi, 27 et 11 ; New-York, 0 et —4 ; Palma-de-Majorque, 14 et 9 ; Rome, 9 et 0 ; Stockholm, —3 et —11.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

STAGES

ÉCOLOGIE ET HISTOIRE DE L'HOMME. — L'Association pour l'essor du Périgord-Noir organise, pendant le premier semestre 1981, des stages sur l'initiation à l'environnement à travers l'écologie, la préhistoire, l'ornithologie et l'habitat du Périgord.

★ ESPER - C.P.I.E., mairie de Sireuil, 24620 Les Eyzies. Tél. (53) 29-68-28.

PARIS EN VISITES

MARDI 20 JANVIER

« L'Opéra », 13 h. 15, marches, Mme Hulot.

« Le musée des Invalides », 14 h. 30, cour d'honneur, Mme Allaz.

« L'image sacrée en Thaïlande », 15 heures, Petit Palais, Mme Bachelier.

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Bouquet des Chaux.

« La Sorbonne », 15 heures, rue des Ecoles, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Trésors de la Thaïlande », 15 heures, Petit Palais (Approche de l'Art).

« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

13 h. : salle du musée de l'hôpital Saint-Louis, M. J. Dausset : « Définition biologique de la différence ».

15 h. : 62, rue Madame : « L'architecture funéraire royale de l'Egypte pharaonique » (Arcus).

14 h. 45 : 27, rue Maurice Arnoux, à Montrouge, M. J.-P. Richardot : « La place du protestantisme dans la société ».

15 h. : 46, rue Barrault, M. A. Méglin : « Chacun de nous a un rôle » (Université populaire de Paris).

20 h. 30 : 36, rue Bergère, M. M. Langinieux : « Le fou du Rien » (L'Homme et la Connaissance).

20 h. 30 : 21, rue Notre-Dame des Victoires, Mme C. Thibaut : « Grandes heures de la civilisation anglaise: Elisabeth 1re ».

20 h. : 5, rue Largillière, M. J. Chevalier : « En Amérique précolombienne » (Nouvelle Acropole).

21 h. : 38, rue Jacob, Mme D. Koechlin de Bizmont : « A quoi sert l'astrologie ? Peut-elle aider à prévoir ? (La Tisanière, A. Gautier).

CIRCULATION

LE FRÉJUS VINGT-QUATRE HEURES SUR VINGT-QUATRE. — Six mois après son ouverture, le tunnel routier du Fréjus va enfin pouvoir fonctionner normalement. La direction des douanes italiennes vient, en effet, d'accepter d'affecter un nombre suffisant de fonctionnaires — vingt-quatre douaniers — pour contrôler le trafic des camions. Le président de la Société française du tunnel du Fréjus estime que désormais tous les obstacles administratifs sont levés pour une bonne exploitation du « tube » franco-italien, qui sera ouvert la nuit et fermé seulement du samedi 22 heures au dimanche 24 heures. — (Corresp.)



Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	613 F	390 F
II. — SUISSE - TUNISIE	324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 18 janvier 1981 :

DES DECRETS

● Portant application de l'article 40 de la loi du 7 juin 1977 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et de l'article L 420-6 du code des assurances (accidents de la circulation et dommages corporels) ;

● Portant attribution de commandements dans la marine ;

● Portant nominations, promotions, titularisations et affectations dans les services extérieurs du Trésor.

DES ARRETES

● Modifiant un précédent arrêté relatif aux conditions d'application aux femmes étrangères des dispositions relatives à l'interruption volontaire de la grossesse ;

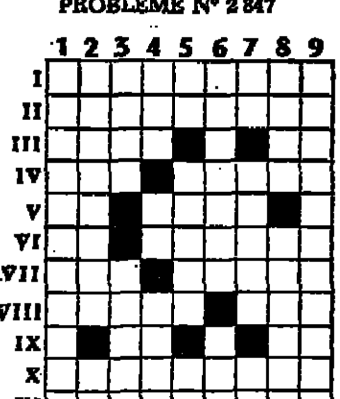
● Fixant le montant de la taxe parafiscale sur le lait de vache au profit du Fonds national de développement agricole pour la campagne 1980-1981.

● Fixant les dates des épreuves écrites du concours d'admission à l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique en 1981.



MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 847



HORIZONTALEMENT

I. Côtoient le jardin dans lequel parfois on cultive le navet. — II. C'est souvent le seul à ne pas être complètement nu sous la douche. — III. Bénéficiaire, dans le Croissant, d'une part de gâteau ; Représentation écourtée d'une grande bornée. — IV. Aisselle d'un porteur de selle ; Illustre baigneur qui fut emporté par une lame. — V. Personnel ; Avocat présentant une homophonie avec son illustre client dont il ne put sauver la tête. — VI. Consommé chaud ou froid ; Ceux qui s'y adonnent ont une démarche zigzagante et parfois trébuchante. — VII. Trop vert pour des amateurs de contes bleus ; Edifie. — VIII. Rongeuse d'origine orientale ; Bourguignon ayant traîné ses basques chez les Russes. — IX. Fleuve ; Mots sans queue ni tête. — X. Vedette de la grande bouffe. — XI. Pour le dégager, il ne faut pas s'attarder aux détails.

VERTICALEMENT

1. Se fait sur un billard ou peut vous y conduire. — 2. Telle une acquisition de belle facture ; Un cœur souvent difficile à prendre — 3. Qui ont fait, peut-être, leur première communion ; Très répandus. — 4. Passés en revue par un examinateur d'écrit ; Abréviation ; Avec elle, plus d'un mordu est devenu piqué. — 5. Personnel ; Générale dans une bataille sans stratégie ; Renaît pendant la morte saison. — 6. Huile de qualité au pays du porto ; Instrument pour nihiliste. — 7. La clé des songes ; Rassemble des impressions ; Premiers dans l'ordre du tiercé. — 8. Ainsi fit Caïn devenu fratricide ; Lit auprès duquel sommeillaient les patients du docteur Schweitzer. — 9. Inapte à devenir contractuel ou percepteur.

Solution du problème n° 2 846

Horizontalement

I. Fonctionnaire. — II. Asile ; Tueur ; Roc. — III. Ustensile ; Rance. — IV. Sarto ; Stèle. — V. Rien ; Age ; Il. — VI. Auge ; Tsar ; Uvule. — VII. Lune ; Nullité. — VIII. Rey ; Va ; Ain ; Si. — IX. Escorte ; Océan. — X. Peseurs ; Ergot. — XI. Percepteur ; Evoé. — XII. Aria ; Il ; Tee ; Ils. XIII. Genre ; Goï ; Reçus. — XIV. Duelliste. — XV. Sasser ; Térée ; Us.

Verticalement

1. Faussaire ; Pages. — 2. Ossa ; Espère. — 3. Nitroglycérines. — 4. Clet ; Eu ; Oscar. — 5. Ténor ; Nérée ; Ede. — 6. Ite ; Tupi ; Ur. — 7. Otites ; Vertige. — 8. Nul ; Nana ; Se ; Oït. — 9. Nées ; Ru ; Utile. — 10. Au ; Ta ; Lacère ; Ir. — 11. Irrégulier ; Erse. — 12. Alevinage ; Eté. — 13. Erne ; Ut ; Novice. — 14. Oc ; Iles ; Tolu. — 15. Icelles ; If ; Esses.

GUY BROUTY.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris. Jugement du 26 mars 1979, 1re chambre, 4e section.

Affaire : vicomte François de Saulieu contre Société du Champagne L. Kruger. Le tribunal fait interdiction à la S.A.R.L. Champagne Kruger & Cie d'utiliser la marque DE SAULIEU, qu'elle a déposé à l'Institut national de la propriété industrielle. Enjoint à la Société Kruger de procéder au retrait et à la destruction des étiquettes portant la marque DE SAULIEU.

Condamne la société déferendesse à payer à M. François de Saulieu la somme de 1 franc à titre de dommages et intérêts.

Autorise la publication du présent jugement dans un ou plusieurs journaux au choix de M. François de Saulieu aux frais de la défenderesse. Condamne la S.A.R.L. Champagne Kruger & Cie aux dépens.

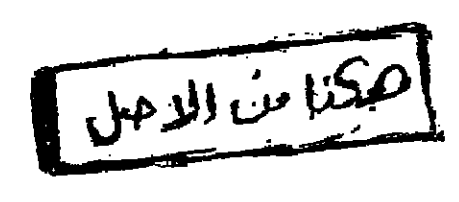
Fait et jugé à Paris le 26 mars 1979. Pour copie conforme, Jean-Jacques Munier, avocat au Barreau de Paris.

TALBOT C'EST ICI

Garage Concordia
17, rue du Cdt-Mouchotte
94160 Saint-Mandé
Tél. : 374.97.95

Concessionnaire Talbot devient également concessionnaire Peugeot





économie

CONJONCTURE

Un rapport du Conseil économique souligne l'importance de la pénétration étrangère en France

Le Conseil économique et social a adopté le rapport sur « les investissements français à l'étranger et les investissements étrangers en France » présenté par M. Jacques Ehrsam (1). Ce rapport démontre que l'économie française est davantage sous la coupe des entreprises étrangères que ses voisines allemande et britannique. Le taux de pénétration (c'est-à-dire le pourcentage du chiffre d'affaires des entreprises « contrôlées » par l'étranger par rapport au chiffre d'affaires global) se situe à 23,6 % en France contre 19,7 % en Grande-Bretagne et 18 % en Allemagne fédérale.

Selon l'étude, qui déplore les grandes insuffisances statistiques dans ce domaine — à la différence notamment de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Japon, la France ne tient pas de statistiques de stocks — les investissements étrangers « nets » (déduction faite des liquidations et des remboursements de prêts) ont, en 1979, atteint 10,3 milliards de francs (15,5 milliards en chiffres bruts). Les investissements immobiliers — soit 3,4 milliards — représentaient à eux seuls un tiers de ce total. De 1971 à 1979 le montant annuel des investissements étrangers en France a globalement plus que triplé (plus que doublé, compte non tenu de l'immobilier). Cependant les investissements — non compris le secteur immobilier — ont, durant cette période, représenté de façon quasi stable environ 0,3 % du produit intérieur brut, ayant donc *« accompagné de façon très régulière la croissance de l'économie française »*.

Les investissements en provenance de la C.E.E. ont représenté en moyenne, durant les neuf années 1971-1979, la moitié des flux bruts. En revanche, la part des Etats-Unis a diminué, revenant de 26 % à 18 %, mais les investissements des filiales d'entreprises américaines établies dans la C.E.E. sont compris dans les statistiques communautaires. La part des autres pays de l'O.C.D.E., jusqu'alors assez stable (27 % environ), a baissé en 1978 et 1979 (21 %) ; celle du reste du monde est passée de 5 % à 9 %.

Les investissements bruts dans l'industrie représentaient 35,4 % du total en 1978 (40 % en moyenne pour 1971-1978). Venaient ensuite l'immobilier (27 %) — la France faisant preuve dans ce domaine d'un « très grand libéralisme », — le secteur du commerce (16,5 %) — ce qui peut constituer un certain « danger économique », — celui des services (15 %), l'énergie (4,5 %), les transports (0,8 %) et l'agriculture (0,5 %) — soit 3 500 hectares ou 1 % du total des surfaces cultivées, mais la concentration des acquisitions peut poser certains problèmes.

Faute que soit connu le volume des stocks, la pénétration étrangère est mesurée à partir de l'importance économique des entreprises « contrôlées », c'est-à-dire celles dont pour 20 % au moins le capital est détenu par l'extérieur. Selon cette définition, les entreprises sous contrôle étranger en 1978 représentaient 23,6 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur industriel (19,4 %, exclusion faite de l'industrie pétrolière). Dans d'autres secteurs, la pénétration est nettement inférieure (6,5 % de l'ensemble des crédits bancaires et 6,6 % du chiffre d'affaires des sociétés d'assurance).

En regard, la présence économique française à l'étranger apparaît « faible », nulle part dans le monde le montant cumulé des investissements français à l'étranger n'étant *« suffisant pour revêtir une importance significative au niveau des économies nationales »*, indique l'étude de M. Ehrsam. Ces investissements nets ont en 1979 représenté 7,3 milliards de francs (11,3 milliards en données brutes), ayant été multipliés par 2,5 depuis 1971 et représentant de façon quasi constante 0,. % du PIB (1,5 % en Grande-Bretagne, 0,7 % aux Etats-Unis, 0,5 % en R.F.A. ; 0,4 % au Japon ; 0,2 % en Italie). Toutefois, une forte remontée *« absolument nécessaire »* semble avoir été enregistrée en 1980.

D'après des statistiques du F.M.I. portant sur la période 1974-1977, la place de la France dans le monde économique au sein des principaux pays industriels apparaît « modeste » et à l'exception de la Belgique, de l'Espagne et de la Grèce, elle *« ne peut prétendre jouer un rôle économique appréciable »* dans la plupart des pays d'accueil des investissements. L'impact économique français à l'étranger est d'autant plus faible qu'il est pour près de 40 % consacré au domaine énergétique qui, de 1968 à 1979, a représenté 38,5 % du total des investissements extérieurs. Toutefois, la part de l'énergie est, au cours de ces dix ans, revenue de 52,9 % à 27,2 %, alors que celle de l'industrie passait de 21,1 % à 40,2 %, la part des services représentant en moyenne 26,5 %.

Sur le plan géographique la place des *« pays d'outre-mer »* a fortement décliné, revenant de 14 % en 1973 à 5 % en 1978. De façon générale, il y a *« dissémination »* des investissements avec toutefois une large prééminence de la C.E.E. (33 %), les Etats-Unis représentant 14 % et l'OPEP 11 %.

La pénétration étrangère en France apparaît ainsi globalement plus forte que la pénétration française à l'étranger, compte tenu de l'immobilier. Sinon les investissements français à l'étranger, cumulés sur les neuf années 1971-1979, dépassent d'environ 20 % les investissements étrangers en France (48,8 milliards de francs contre 39,2 milliards). Toutefois, pour les quatre années 1975-1978, les premiers ont pratiquement représenté le double des seconds en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Faiblesse aussi de la France dans le domaine des grands groupes internationaux. Dans le classement des « propriétaires » des trois cents plus grandes entreprises industrielles mondiales, les Etats-Unis arrivent en tête, en 1979, avec 48 % du chiffre d'affaires et 42 % du nombre total, suivi par le Japon (11 % et 15 %), la Grande-Bretagne (11 % et 10 %) et l'Allemagne fédérale (9 % et 7 %). La France vient en cinquième position, avec moins de 6 % pour le chiffre d'affaires et 4,5 % pour le nombre d'entreprises.

La France, conclut le rapport, devra parcourir *« un long chemin, qui demandera beaucoup d'efforts, avant de disposer dans le monde, d'une structure industrielle à la hauteur de sa position dans le domaine des échanges internationaux »*. Il faudrait notamment doubler le montant des investissements français à l'étranger, qui représentent à peine plus de 4 % de la masse générale des investissements.

(1) Président-directeur général de Singer S.A., vice-président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

L'ACTIVITÉ CONTINUE DE SE DÉGRADER LENTEMENT

L'activité économique continue de se ralentir en France. La production industrielle a baissé de 2,3 % en novembre par rapport à octobre, l'indice mensuel calculé par l'INSEE revenant de 131 à 128 sur la base 100 en 1970 et après correction des variations saisonnières. En un an (novembre 1980 comparé à novembre 1979) la production industrielle a baissé de 4,5 %.

Même si la dégradation de la situation est moins forte que prévu elle entraîne toute une série de conséquences : détérioration des résultats financiers des entreprises, projets d'investissements en baisse. La baisse de la consommation des ménages qui s'est confirmée en décembre (— 0,3 % par rapport à novembre, après — 3,2 % en novembre par rapport à octobre) risque si elle se poursuivait d'accentuer cette tendance.

Dans son enquête mensuelle de conjoncture effectuée début janvier, la Banque de France note que le ralentissement de la production observé en fin d'année *« résulte surtout de phénomènes saisonniers ou d'arrêts provisoires et volontaires en fin d'année plus qu'il ne témoigne d'une nouvelle dégradation de la conjoncture »*. Après avoir souligné que *« le tassement de l'activité a été dans l'ensemble moins prononcé que prévu »*, la Banque de France écrit : *« Dans ces conditions, les chefs d'entreprise estiment qu'un léger regain d'activité, de caractère technique essentiellement, devrait avoir lieu en janvier. Bien que jugeant toujours sombres les perspectives générales, ils ne paraissent pas, pour la plupart, redouter par la suite une détérioration significative de la situation de leurs propres affaires.*

» Les difficultés qui pèsent sur l'évolution de l'économie incitent les industriels à poursuivre leurs efforts en vue de renforcer ou de développer leurs positions dans la compétition internationale. Mais jusqu'à présent leurs investissements sont restés limités à des équipements de productivité et il ne semble pas qu'en dépit des incitations actuelles ils doivent modifier dans l'immédiat leur comportement. Aucune amélioration de la situation de l'emploi n'est attendue pour les prochains mois. »

Dans son enquête de décembre, l'INSEE après sondage auprès de trois mille chefs d'entreprises avait estimé qu'en 1981 les dépenses d'investissement ne croîtraient que de 6 % en valeur par rapport à 1980, ce qui, compte tenu de la hausse des prix prévisible, correspond à un recul de 4 à 5 % en volume.

Les mauvaises perspectives apparaissent d'autant plus vraisemblables que dans l'industrie *« les résultats d'exploitation se sont fortement dégradés au second semestre 1980 »*. Cette évolution, souligne l'INSEE, concerne les secteurs des biens de consommation et des biens intermédiaires, tandis que les résultats des industries de biens d'équipement se maintiennent à un niveau moyen. L'INSEE indique que les résultats d'exploitation se sont surtout dégradés dans l'automobile, le textile et l'habillement, la production et la transformation des métaux, la chimie.

« Pour le premier semestre 1981, les industriels de biens d'équipement attendent un maintien de leurs résultats tandis que ceux de biens de consommation et de biens intermédiaires anticipent une poursuite de la dégradation mais à un rythme ralenti. »

« Si le mouvement de dégradation de la trésorerie est continu depuis un an », poursuit l'INSEE, les raisons en ont changé : ce ne sont plus le développement de l'activité et l'engagement de nouvelles dépenses d'investissement qui pèsent prioritairement sur la trésorerie, mais les effets défavorables de l'allongement des délais de paiement entre fournisseurs et clients et ceux d'une rigidité accrue des prix de vente (sans doute du fait d'une concurrence accentuée), ceux enfin du ralentissement de la demande et de l'alourdissement des stocks.

« Pour améliorer une situation de trésorerie, dont ils pensent qu'elle ne devrait désormais plus se détériorer, les industriels auront plus nettement tendance au cours des prochains mois à ralentir leur activité et leurs commandes d'investissement. Cet effet défavorable reste cependant beaucoup moins marqué qu'en 1974-1975 et il concerne davantage l'activité que l'investissement. »

En Grande-Bretagne

Le chômage ne cesse de croître

De notre correspondant

Londres. — Avec une hausse des prix de détail de 0,5 % en décembre pour la septième fois consécutive, le taux d'inflation a baissé le mois dernier en Grande-Bretagne, passant de 15,3 % en novembre à 15,1 %. Cette nouvelle baisse entretient les espoirs des milieux officiels prévoyant une chute encore plus nette pour janvier 1981 et anticipant que le taux d'inflation à la fin de l'année sera inférieur à 10 %. Dans l'immédiat, calculé sur une base annuelle, le taux d'inflation pour les six derniers mois s'établit à 7,6 %. La diminution du rythme de l'inflation est expliquée par la fermeté de la livre sur les marchés des changes, réduisant ainsi le prix d'achat des matières premières pour l'industrie.

D'autre part, pour l'ensemble de l'année 1980, la balance des paiements accuse un excédent de 2,28 milliards, en 1979, elle était en déficit de 1,67 milliard.

Néanmoins, l'excédent de décembre de 346 millions de livres est inférieur d'environ 200 millions de livres à ceux enregistrés au cours des trois derniers mois. Cette indication confirme que les exportations, notamment de produits manufacturés, commencent à décliner du fait de la récession mondiale et de la perte de compétitivité des produits britanniques. Le volume des exportations de produits manufacturés est tombé de 3 % entre septembre et octobre par comparaison avec le trimestre précédent. Mais les importations de produits manufacturés calculées sur cette base ont baissé de 5,5 % au cours du quatrième trimestre de 1980. En novembre et en décembre cependant, le volume des importations a augmenté par comparaison avec les deux mois précédents. Ce mouvement est dû à la réduction des achats de produits alimentaires, de fuel et de matières premières. D'autre part, il reflète l'amélioration de 1,1 milliard des revenus des pétroles de la mer du Nord.

Ces relatives bonnes nouvelles ont été atténuées par la déclaration de M. Prior, ministre de l'emploi, qui a préparé l'opinion à une augmentation du chômage de 200 000 personnes. Le nombre de sans-emploi atteindra, sinon même dépassera, 2 500 000. Entre novembre et décembre, la production industrielle a encore baissé de 0,5 %, soit une chute de 15 % par rapport à novembre 1979. Néanmoins, le gouvernement tire de bonnes raisons de satisfaction du vote des travailleurs de la British Steel Corporation, qui ont approuvé, dans la proportion de trois contre un, le programme de sauvetage de l'entreprise sidérurgique nationalisée proposé par son P.-D. G., M. McGregor.

Ce programme prévoit la perte de 22 000 emplois, s'ajoutant aux 50 000 licenciements déjà effectués, la fermeture de plusieurs usines, une réduction de la capacité de production, et le blocage pour six mois de l'augmentation des salaires à 7 %. M. McGregor espère maintenant obtenir du gouvernement les 750 millions de livres supplémentaires nécessaires à l'application de son programme. Il avait indiqué aux syndicats que faute d'approuver ce plan, British Steel Corporation, dont les pertes quotidiennes atteignent maintenant 2 millions de livres, devrait entrer en liquidation. M. Sirs, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de l'acier, a dénoncé la *« tactique de frayeur »* employée par la direction, et il a souligné que le vote le plus important était celui que le syndicat organisait parmi ses soixante-dix mille membres. Mais M. McGregor a fait savoir qu'il appliquerait son programme, même si le vote du syndicat était négatif.

HENRI PIERRE.

berdy
le prêt-à-porter des grands
(1 m 85 à 2 m 15)
... et des costauds
SOLDES ANNUELS
Chemises, jeans, pantalons, costumes, chaussures, etc...
A PARIS :
86 av. Ledru-Rollin - 12e - Tél. : 628.18.24
Métro : Ledru-Rollin / Gare de Lyon
79 av. des Ternes - 17e - Tél. : 574.35.13
Métro : Ternes / Etoile
Nouveau magasin Berdy :
26 cours Gambetta, LYON 7e - 861.13.83



IMPORTATEURS, AGENTS COMMERCIAUX INTERNATIONAUX
visitez
LA 10e EXPOSITION INTERNATIONALE
pour l'échantillonnage de biens d'équipements et de consommation
A L'HOTEL HILTON AEROPORT ORLY
les jeudi 22, vendredi 23 et samedi 24 janvier 1981, de 10 heures à 20 heures.
Hôtesse Interprète à titre gracieux pour visiter le Salon
A cette occasion, possibilité de contrat de collaboration
Entrée gratuite - Parking assuré.

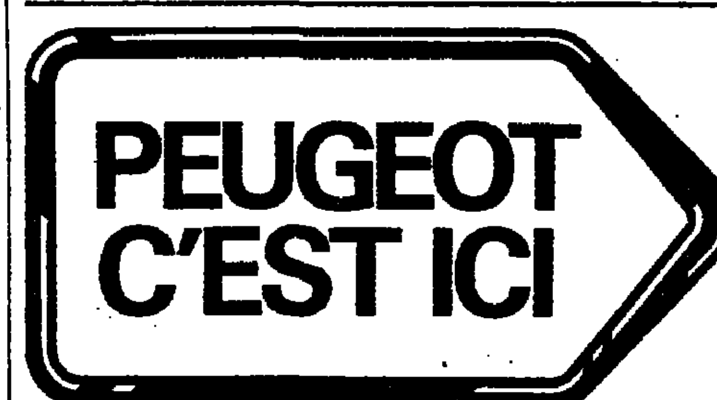


Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.



S.A. Société
Denes Rueil Auto Service
16, av. du 18-Juin-1940
92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 732.30.30
Concessionnaire Peugeot devient également concessionnaire Talbot.



CONJONCTURE

EN 1980

Le déficit commercial de la France a dépassé 60 milliards de francs

Lourd bilan que celui de 1980 pour les échanges extérieurs de la France : la balance commerciale a été déficitaire de 60,4 milliards de francs (en chiffres bruts). Ce solde négatif est environ quatre fois et demie plus élevé que celui qui avait été enregistré en 1979 (13,6 milliards de francs). L'an dernier, les exportations ont atteint 490,55 milliards de francs, en progression de 14,5 % par rapport à 1979 ; mais les importations se sont élevées à 550,97 milliards de francs en augmentation de près de 26 %. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est établi à 89 % contre 97 % il y a deux ans.

Pour le seul mois de décembre, le déficit a représenté — en données brutes — 3 573 millions de francs. Les exportations ont atteint 46 426 millions de francs, en progression de 15,9 % par rapport à novembre et de 17,3 % par rapport à décembre 1979. Les importations se sont élevées à 49 999 millions de francs, en augmentation de 8,3 % en un mois et de 26,2 % en un an. Le taux de couverture a été de 92,9 % contre, respectivement, 87,2 % et 101,5 %.

Après correction des variations saisonnières, le déficit a représenté 4 190 millions de francs. Les exportations ont atteint 43 247 millions, en progression de 2,5 % par rapport à novembre et de 10,9 % par rapport à décembre 1979. Les importations se sont élevées à 47 437 millions, en baisse de 0,1 % en un mois, mais en hausse de 18,8 % en un an. Le taux de couverture a été de 91,2 % contre, respectivement, 88,8 % et 97,7 %.

Selon le ministère du commerce extérieur, la balance commerciale a enregistré, en décembre, un fort déficit énergétique (12,2 milliards de francs) qui a été plus que compensé par un accroissement des exportations, ayant surtout porté sur les biens d'équipement professionnel. Ce résultat provient de l'exécution des grands contrats conclus en 1979 (56,7 milliards de francs contre 40,6 milliards en 1978). Ces contrats devaient représenter 70 à 71 milliards en 1980.

Toutefois le commerce extérieur français a — en données corrigées (ce qui élimine les facteurs saisonniers) — constamment été déficitaire depuis le mois de mai 1979. Pour l'année 1980 ce solde négatif a, sauf en avril, dépassé les 4 milliards pour atteindre en moyenne 5 milliards de francs. La forte aggravation du déséquilibre traduit certes les conséquences du deuxième choc pétrolier ; mais il est lié aussi aux faiblesses structurelles de l'économie française, comme le traduit l'accroissement sensible des déficits observé à l'égard des Etats-Unis, du Japon, de l'Allemagne fédérale et globalement des pays industrialisés.

AFFAIRES

CONDAMNÉE POUR PRATIQUE ANTICONCURRENTIELLE

La Compagnie Générale des Eaux affirme avoir répondu aux souhaits des pouvoirs publics et des collectivités locales

La Compagnie générale des eaux, condamnée à une sanction de 1 million de francs pour pratique anticoncurrentielle, estime qu'elle a « *fait acte de concurrence avec détermination pour faire disparaître les situations de monopole local* », et que « *la réglementation en vigueur a été respectée* ». Une autre société de distribution d'eau, la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage, a également été condamnée à la même sanction pour la même raison (*le Monde* du 18 janvier).

La « *conjonction de nos efforts avec ceux d'autres sociétés de distribution n'a finalement été décidée que pour répondre aux souhaits des communes et des pouvoirs publics et dans un souci d'efficacité* », ajoute la Compagnie générale des eaux. Les collectivités concernées ont, précise-t-elle, signé les contrats « *en toute connaissance de cause, après de longues discussions menées par les élus responsables, et les contrats ont été régulièrement approuvés par les autorités administratives compétentes* ». Enfin, la défense des consommateurs « *a été recherchée en offrant la meilleure qualité au moindre coût* ».

Cependant, l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) « *se félicite* » de la condamnation des deux firmes, mais estime « *insuffisant le montant de l'amende au regard des bénéfices anormaux réalisés par des sociétés privées sur un service public* ». Des augmentations « *illicites et abusives* » avaient été dénoncées par l'U.F.C. en 1978 et en octobre 1980 dans ce secteur, qui résultent « *directement de la situation de non-concurrence qui vient d'être condamnée* ». A ces « *anomalies*, souligne l'Union, *s'en ajoutent bien d'autres telles que le racket sur la location des compteurs ou les écarts de tarifs qui vont de 0,40 F le mètre cube à 6,02 F selon les communes* ».

L'U.F.C. a adressé aux sociétés une demande de remboursement sur les sommes « *indûment prélevées aux consommateurs* », et a déposé plainte contre ces compagnies, le 30 décembre 1980, devant les tribunaux, « *car l'amende prononcé par M. Monory ne rembourse pas les consommateurs injustement lésés* ».

Un accord de principe aurait été obtenu sur le plan de sauvetage de Massey-Ferguson

La direction de Massy-Ferguson et les réprésentants de deux cents banques ont trouvé un accord de principe vendredi 16 janvier au soir à Londres, sur le plan de « *refinancement* » du géant canadien de l'équipement agricole.

Selon l'A.F.P., cet accord intervient quelques jours seulement avant que Massey-Ferguson ne soit en cessation de paiements. Le plan de financement serait le suivant : abandon d'intérêts par les banques et les compagnies d'assurances, étalé sur deux ans : 280 millions de dollars canadiens; apport de la Canadian Imperial Bank of Commerce : 150 millions ; garantie apportée par le gouvernement britannique pour les crédits à l'exportation : 90 millions ; garantie apporté epar les gouvernements du Canada et de la province d'Ontario : 200 millions. Toutefois, ce dernier point n'est pas, semble-t-il, encore acquis et conditionne l'accord général.

D'autre part, Massey-Ferguson aurait accepté de donner à sa filiale Moteurs Perkins une autonomie juridique et financière qui faciliterait l'entrée dans cette entreprise d'un investisseur extérieur. Des discussions ont été menées à cet effet en Grande-Bretagne avec le National Enterprise Board, indique le *Financial Times*.

Enfin, M. Victor Rice, président du groupe Massey-Ferguson, prévoit une importante reprise du marché de la machine agricole, pour la fin 1981 et le début de 1982.

L'enveloppe des prêts bonifiés du Crédit agricole augmentera de 12,7 % en 1981

L'enveloppe globale des prêts bonifiés qui seront distribués par le Crédit agricole en 1981 s'élève à 17,69 milliards de francs, soit une augmentation de 12,7 % par rapport à 1980, communique la Caisse natoinale du Crédit agricole.

Les prêts superbonifiés, qui représentent une somme de 10,1 milliards, sont en augmentation de 12,5 % et les prêts bonifiés ordinaires de 13,4 % avec 7,6 milliards de francs.

Par secteurs de financement, les accroissements les plus sensibles concernent les prêts aux équipements publics ruraux (+ 25 %) l'ensemble des prêts spéciaux de modernisation et d'installation pour les jeunes agriculteurs (+ 19,5 %) et les prêts aux artisans (+ 16,6 %).

Par contre, les prêts fonciers et les dotations aux SAFER sont inchangés et les prêts spéciaux élevage sont même en régression. Les taux d'intérêt ne devraient pas connaître de changements.

Par secteurs, les enveloppes sont les suivantes (avec, entre parenthèses, le chiffre correspondant à 1980). Prêts superbonifiés : jeunes agriculteurs et prêts de modernisation, 4,780 milliards (4); prêts spéciaux élevage, 1 milliard (1,05) ; fonciers, 1,9 milliard (1,9) ; SAFER, 425 millions (425) ; équipements publics ruraux, 2 milliards (1,6).

Prêts bonifiés ordinaires : équipements publics, 1,1 milliard (1,1); artisans, 2,1 milliards (1,8); investissements agricoles, 3,750 milliards (3,185) ; logements des agriculteurs, 440 millions (440) ; DOM-TOM, 200 millions (200).

● *Le léger recul de la production de ciment en 1980*, qui atteint 30,6 millions de tonnes contre 31,17 millions de tonnes en 1979 (— 1,8 %), recouvre une progression de 1,5 % des livraisons intérieures et un recul de 27 % des exportations (2,57 millions de tonnes contre 3,54 millions en 1979).

SOCIAL

La réhabilitation du travail manuel est un « tournant historique »

déclare M. Giscard d'Estaing

Quarante minutes : la « cérémonie solennelle », présidée par le chef de l'Etat, a été promptement expédiée, dimanche après-midi 18 janvier, au Théâtre Marigny, à Paris. Il s'agissait d'« inaugurer » la cinquième édition de la Semaine du travail manuel, qui dure en fait dix jours, du 15 au 25 janvier, et est placée, cette année, sous le signe des régions.

M. Giscard d'Estaing a serré la main des vingt-deux lauréats présentés par M. Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du travail et de la participation, puis il a prononcé, « à la demande des organisateurs, quelques mots très brefs », en soulignant que l'action de réhabilitation du travail manuel était un « tournant historique ». Toute la « cérémonie » était télévisée par FR 3.

« *Quand vous regardez un de vos enfants*, a tout d'abord dit le président, *vous vous apercevez qu'il a grandi. Or, vous ne l'avez pas vu grandir. C'est la même chose pour l'action qui est entreprise pour le travail manuel et qui a été accueillie, je m'en souviens, avec scepticisme il y a cinq ans. Aujourd'hui, avec le recul, les transformations apparaissent dans toute leur ampleur.* »

« *Deux résultats essentiels ont été obtnus*, a-t-il ajouté, *d'abord, les jeunes Français et Françaises ont retrouvé le goût du travail manuel : deux cent vingt mille apprentis en 1980-1981 contre cent cinquante mille, il y a quelques années. Et ce résultat doit encore augmenter. Ensuite, les salaires des ouvriers et travailleurs manuels ont doublé et leur pouvoir d'achat a été augmenté de dix points en six ans. Le plus juste salaire doit permettre d'attirer des jeunes de haut niveau.* »

Souhaitant que les jeunes Français occupent de plus en plus des emplois détenus « *par des étrangers* » et vantant les mérites de « *la politique contractuelle* » entre patronat et syndicats, M. Giscard d'Estaing a insisté sur « *le symbole de la considération dans le travail et pour le travail* ». Il y a un an, a-t-il rappelé, des écrivains et des prix Nobel remettaient à la Sorbonne des distinctions aux meilleurs ouvriers de France « *d'égal à égal* ».

« *Les Français*, a-t-il dit, *retrouvent la considération envers ceux qui ont, jadis, bâti le pays* », retrouvent « *la dignité du travail à la main* ». Il a conclu: « *Cette action est lancée, nul ne l'arrêtera plus. C'est une action juste, au service d'une nation moderne. C'est un des tournants historiques d'une nation industrielle.* »

M. Giscard d'Estaing avait auparavant assisté, en compagnie de deux ministres (MM. Beullac et Mattéoli) et de trois secrétaires d'Etat (Mme Pasquier et MM. Legendre et Stoléru) à la projection d'un film intitulé *l'Avenir au bout des doigts*, réalisé et retransmis — toujours en direct dimanche après-midi — par FR 3. Vingt minutes de projection, soit la moitié de la durée de la « *séance solennelle* ».

Renseignement pris auprès des services de M. Stoléru, la troisième chaîne de télévision a eu « *toute latitude* » pour réaliser ce film sans intervention du pouvoir. Ce court métrage a essentiellement décrit le travail de l'élite ouvrière : artisans hautement qualifiés œuvrant sur les monuments historiques, travailleurs manuels « *bien dans leur peau* », compagnons de France décorés et travailleuses, paraissant sortir en gros plan d'un institut de beauté. Cela existe, c'est certain.

Pendant vingt minutes, on a entendu des phrases de ce genre : « *Je préfère travailler à la chaîne. Je suis bien ici. Je n'ai pas de soucis, pas de problème.* » « *Monter au grade, cela ne dépend que de nous.* » Dans le même temps, une voix *off* assurait : « *Pour sortir de cette routine, la volonté et l'ambition personnelles sont indispensables.* » Un directeur d'usine lyonnais assurait : « *Mais bien sûr, avec un peu d'entraînement, je pourrais reprendre un travail posté.* »

En vingt minutes de projection, pas une fois le mot « syndicat » n'a été prononcé. La salle, emplie de personnalités mais pas tout à fait complice, a applaudi du bout des doigts... — M. C.

TERRAINS VIABILISÉS CÔTE D'AZUR

10 minutes de Fréjus/St-Raphaël
terrains de 684 à 4751 m²
de 150958 F à 299119 F (TTC) crédit 80% possible
dans domaine boisé de 450 hectares
au pied de l'Estérel.

Bureau d'accueil sur place

DOMAINE DE LA BOUVERIE

Roquebrune-s/Argens

Sortie Autoroute Puget-s/Argens direction Muy N. 7

FIRM INTERNATIONAL
1, Promenade des Anglais 06000 Nice
Tél. (93) 82.28.46/47

SYNECOM

COMMERCE

Le débat sur le prix du pain

Le premier fabricant français de fours se plaint d'être boycotté par la Fédération de la boulangerie

A la suite d'un article paru dans une revue professionnelle de la boulangerie, selon lequel la société Bongard aurait cautionné l'achat d'un four par M. Rodriguez, le boulanger de La Ciotat, qui déclencha la « guerre de la baguette », les dirigeants de cette société se plaignent d'être boycottés par les boulangers de la région parisienne.

Installée à Holtzheim, dans le Bas-Rhin, la société Bongard, qui est le premier fabricant français de fours, emploie trois cent soixante personnes. Selon M. Saas, son directeur général, si des crédits ont été accordés à M. Rodriguez pour l'achat d'un four qui ne coûtait que 267 000 F, il s'agit là d'une pratique commune. Les représentants de la société ayant rapporté qu'on les boycottait dans la région parisienne, M. Bongard, le P.-D.G. de la firme, a annoncé qu'il rencontrerait mercredi 21 janvier M. Francis Combes, président de la Fédération nationale de la boulangerie. Si cette entrevue échouait, M. Bongard saisirait alors, semble-t-il, les tribunaux. Les établissements Bongard n'ont pas reçu une seule commande des boulangers de la région parisienne depuis le début de l'année, période où, selon ses dirigeants, les ventes battent généralement leur plein. Le syndicat Force ouvrière des établissements Bongard s'est aussi saisi de l'affaire et dénonce « *les attaques malveillantes qui risquent de mettre en danger deux professions et dont les salariés sont les innocentes victimes* ».

SELON UN SONDAGE DE LA SOFRES

Les Français sont en majorité hostiles au renvoi des travailleurs étrangers et favorables à un arrêt de l'immigration

Un sondage de la Sofres publié par « le Journal du dimanche » du 18 janvier montre que 71 % des personnes interrogées se sont déclarées hostiles au renvoi des travailleurs étrangers dans leur pays, tout en acceptant l'idée qu'il faut « refuser l'entrée de nouveaux travailleurs immigrés en France ».

Lors de ce sondage — réalisé du 9 au 15 janvier auprès d'un échantillon national de mille personnes « *représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus* ». — il était demandé de choisir entre « *trois opinions* » : « *Il faut renvoyer les travailleurs immigrés dans leur pays.* » (Se déclarent d'accord : 17 %) ; « *Il ne faut pas renvoyer les travailleurs immigrés dans leur pays, mais il faut refuser l'entrée de nouveaux travailleurs immigrés en France* » (Réponse : 71 %) ; « *Il ne faut pas renvoyer les travailleurs immigrés dans leur pays, et il n'est pas nécessaire d'interdire l'entrée de nouveaux travailleurs immigrés en France* » (Réponse : 8 %). Seules 4 % des personnes interrogées se déclarent sans opinion sur ce sujet.

D'autre part, 48 % des personnes interrogées pensent que les Français seraient prêts à remplacer les immigrés dans les emplois qu'ils occupent actuellement (contre 27 % en 1974 selon une même enquête de la Sofres). En revanche, 42 % s'y refusent (contre 66 % en 1974), et 10 % sont sans opinion. Le même clivage est observé à propos du logement des immigrés : 48 % estiment qu'il est préférable que les travailleurs étrangers habitent des logements où vivent également des familles françaises contre 42 % favorables à des logements où ces immigrés « *peuvent vivre entre eux* » et 10 % sans opinion.

Enfin, une forte majorité (plus de 60 %) des personnes interrogées continuent à se déclarer hostiles à une participation des immigrés aux élections municipales, législatives ou présidentielle. Mais si 67 % considèrent que les immigrés sont « *ni plus ni moins travailleurs que les Français* » et 7 % « *plutôt moins travailleurs* », 19 % les estiment « *plutôt plus travailleurs* », tandis que 7 % se déclarent sans opinion.

Cependant, les polémiques se poursuivent à propos de l'implantation des travailleurs immigrés dans les localités ouvrières. Dans une lettre adressée à Mme Jacqueline Chonavel, député communiste, maire de Bagnolet (Seine-Saint-Denis), le maire socialiste de Villemomble, M. Jean-Paul Mattrias, affirme qu'il n'y a « *pas de différence fondamentale entre l'affaire Saint-Maur-Vitry et l'affaire Villemomble-Bagnolet* », après que Mme Chonavel eut proposé aux immigrés des foyers-taudis de sa ville de les reloger dans un foyer Sonacotra de Villemomble. M. Mattrias reproche notamment à Mme Chonavel de ne pas l'avoir consulté sur ce point.

D'autre part, après la mise en cause de la mairie de Nanterre dans l'affaire du logement des travailleurs originaires des DOM-TOM (*le Monde* du 17 janvier), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples a publié samedi un communiqué qui prend position sur l'ensemble de la question : « *Dès lors que le problème se trouve posé en termes d'oppositions entre les victimes selon leur lieu de naissance*, déclare le MRAP, *le risque apparaît de généralisations inacceptables et d'inquiétantes discriminations portant atteinte aux droits et à la dignité des personnes et des communautés en cause...* » On ne pouvait mieux désavouer les méthodes utilisées par certaines municipalités communistes...

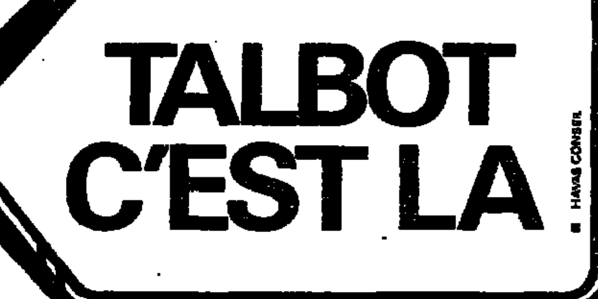
Enfin, une dizaine de personnes se réclamant d'un « groupe Casher », créé au lendemain de l'attentat de la rue Copernic, ont manifesté le samedi 17 janvier à Vitry (Val-de-Marne) contre « *les réactions ambiguës et violentes de rejet qui portent atteinte à la dignité humaine* ».

● *La direction des Tissages roannais*, employant cinq cent cinquante salariés dans ses trois usines de Roanne, Pouilly-sous-Charlieu (Loire) et Amplepuis (Rhône), vient d'annoncer au comité central d'entreprise que, par suite de difficultés économiques dues à la concurrence et à l'importation, elle avait décidé d'établir un plan de restructuration prévoyant cent onze licenciements. — *(Corresp.)*

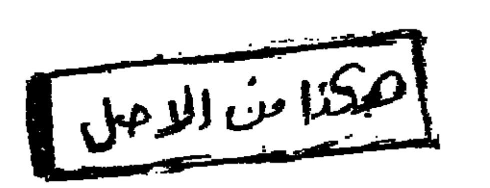
● *Grève à Alitalia.* — En raison de la grève des pilotes d'Alitalia, prévue du 18 au 25 janvier, la quasi-totalité des vols internationaux assurés par cette compagnie seront annulés pendant cette période. L'association des pilotes de ligne italiens ANAC réclame des augmentations de salaires.

PEUGEOT C'EST ICI









ÉNERGIE

Le programme énergétique du P.S.

• Pas de nouvelles centrales nucléaires
• Relance du charbon
• Développement du solaire et de la bio-masse

M. Paul Quilès, secrétaire national du parti socialiste, a présenté, le 19 janvier, la politique énergétique de son parti. Alors que tant l'allocution de vœux de M. Giscard d'Estaing que les nombreuses déclarations de MM. Barre et Giraud tendent à prouver que la majorité veut faire de ses succès dans le domaine du nucléaire un thème électoral, il était temps que le P.S. lève les ambiguïtés de ses choix.

Il le tente dans un livre — « Energie : l'autre politique » — qui présente un programme qui veut « satisfaire les besoins du pays pour sortir du capitalisme en crise et favoriser une croissance sociale, et (...) rechercher l'indépendance de la France par la mise en œuvre d'une politique d'économie d'énergie et la recherche de la diversification la plus large possible de nos sources d'approvisionnements ».

Les choix énergétiques — et ceux du parti socialiste ne manquent pas à la règle — sont en fait au service d'une politique économique. Or le P.S. estime que *« les dix prochaines années doivent être marquées à la fois par un renforcement et une modification de la croissance »* et ajoute que sa *« politique de l'énergie reposera sur le choix systématique des procédés et des comportements les plus économes en énergie »*. Pour rompre avec les tendances actuelles, la politique économique du parti socialiste dans la décennie 80 vise donc un objectif de croissance de l'ordre de 5 % par an en moyenne. On doit avoir ce chiffre en tête lorsqu'on examine les prévisions de consommation d'énergie et les ressources afférentes dans le programme du P.S.

● LE NUCLEAIRE. — Hostile à l'accroissement accéléré de la pénétration du chauffage électrique dans les logements et les bureaux, et jugeant possible une forte réduction de la consommation des appareils électro-ménagers, le P.S. table sur une progression de la consommation *d'électricité de 100 terawatts-heures* d'ici 1990 (contre 200 dans le programme gouvernemental). Conséquence : *« Dès notre arrivée au pouvoir*, écrit le P.S., *nous proposerons au pays un vaste débat sur l'avenir énergétique de la France, et, en particulier, sur le recours au nucléaire. En attendant que ce débat soit tranché, les centrales en chantier seront terminées, mais il n'y aura pas d'ouverture de nouveaux sites nucléaires. (...) Nous ne proposons pas de développement industriel des surgénérateurs. »*

L'hydraulique et le charbon, à un degré bien moindre le pétrole et le gaz, contribuent à la production d'électricité.

● LE PETROLE. — Il ne représente plus que 71 millions de tonnes — contre 100 en 1980. Le P.S. prévoit une prise de participation majoritaire dans la C.F.P. (actuellement, l'Etat détient 33 % du capital). Il préconise une large diversification, au moyen notamment de plans de codéveloppement avec certains pays producteurs, une intensification de la recherche et de l'exploration en métropole.

● LE CHARBON. — Il doit répondre à une consommation de 65 millions de tonnes (43 millions *de tonnes d'équivalent pétrole en* 1990). *« Notre objectif*, affirme le P.S., *si la politique catastrophique menée actuellement peut être arrêtée à temps, est de retrouver en 1990 le niveau de production de 1973, soit 30 millions de tonnes. »* Le parti socialiste préconise un nouveau calcul des réserves exploitables et une revalorisation du statut de mineur

● LE GAZ. — Il représenterait 37 millions de tonnes d'équivalent pétrole en 1990 et pénétrerait dans le secteur du chauffage — en substitution du fuel et dans le secteur industriel.

● LES ENERGIES RENOUVELABLES. — Elles sont appelées à devenir les *« énergies du futur »* et doivent donc bénéficier dès aujourd'hui d'une priorité financière. L'énergie solaire représente *« un potentiel considérable en chaleur à basse température »*. Le P.S. se fixe donc pour objectif une production d'énergies renouvelables de 18 millions de TEP en 1990 essentiellement grâce au développement du chauffage en zone rurale, à l'utilisation de réseaux de chaleur et au méthanol.

● LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME. — La politique énergétique que proposent les socialistes se traduira par un fort recul des investissements nucléaires à partir de 1982, une augmentation notable des crédits consacrés à la recherche et au développement pour les énergies nouvelles (65 milliards) par le développement « rapide » des investissements des ménages pour économiser l'énergie.

Les socialistes prévoient donc la création d'une caisse nationale des économies d'énergie *chargée d'émettre des obligations qui* serviront à financer les prêts consentis aux ménages et aux entreprises, l'augmentation des aides de l'Etat aux énergies nouvelles et un prélèvement sur les compagnies pétrolières.

Une autre voie ?

Pour être le plus cohérent des programmes présentés jusqu'à présent par le parti socialiste, « *Energie : l'autre politique* » ne laisse pas moins subsister quelques questions, voire quelques doutes.

La première, c'est la possibilité de concilier, à court terme, une croissance plus forte avec une moindre consommation d'énergie. Le taux d' « élasticité » — rapport entre croissance économique et demande énergétique, — qui résulterait de l'application de ce programme, est de 0,42. « Historiquement », le rapport était supérieur à 1. Il est tombé à 0,8, et les pays industrialisés se sont donné l'objectif ambitieux de parvenir à 0,7. On peut donc s'interroger sur le réalisme du P.S., du moins sur une aussi courte période. (Neuf ans quand la plupart des investissements ont plein effet en quelque huit ans.)

D'autant que ce programme entraînera dans un premier temps une nette relance de la consommation d'énergie pour soutenir une croissance forte, alors que les investissements d'économies d'énergie commenceront à peine. Sur cette période intermédiaire, le P.S. est muet.

Seconde inquiétude : les socialistes prévoient une politique d'énergie chère. *Le prix de la source au meilleur marché ne doit pas constituer la « référence ».* Ainsi, « *le prix relatif de l'électricité ne sera pas réduit* ». De plus, « *une véritable péréquation nationale des tarifs doit être étendue à l'ensemble des usagers domestiques et à la quasi-totalité des consommateurs industriels* ». Le P.S. semble ainsi vouloir abandonner la tarification « au coût marginal » qui est appliquée désormais dans de nombreux pays — y compris à l'Est — comme le plus sûr moyen de promouvoir la meilleure utilisation de chaque source d'énergie. Cette énergie chère entamera la compétitivité des industries fortes consommatrices dans une économie inévitablement ouverte.

On peut s'inquiéter enfin du degré de contraintes qui sera nécessaire pour imposer les économies d'énergie et certaines énergies nouvelles là où l'investissement n'est amorti qu'en sept à douze ans. Les prêts bonifiés prévus ne suffiront pas. De même, les socialistes prétendent-ils justement relancer les transports en commun au détriment de l'automobile individuelle. Mais le changement d'habitudes ne se fera pas sans incitation ou réglementation. Et quels en seront les effets sur l'industrie automobile ?

Ces quelques remarques ne doivent pas faire oublier que le P.S. présente une véritable alternative à long terme au nucléaire prépondérant. Une *plus grande démocratie, une plus* réelle décentralisation, des investissements massifs dans les économies d'énergie, le solaire, la biomasse, la relance du charbon, représentent bien une autre voie. — B. D.

BILAN NATIONAL

Production	1979		1990 : objectifs du P.S. (1)		1990 : objectifs du gouvernement (2) — Hypothèse A		1990 : objectifs du gouvernement (2) — Hypothèse B (3)	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	%
Charbon	34,5	18	43	18,5	33	14	28	11,5
Pétrole	108,5	56	71	31	68	28	80	33
Gaz	23	12	39	17	42	17	37	15,5
Energies nouvelles	3	1,5	13	5,5	12	5	10	4
Hydraulique	16	8,5	16	7	14	6	14	6
Nucléaire	8,5	4	48	21	73	30	73	30
Total	193,5	100	230	100	242	100	242	100

(1) Taux de croissance économique : 5 %.
(2) Taux de croissance économique : 3,5 %.
(3) Les hypothèses A et B varient selon les possibilités de remplacer le pétrole par d'autres énergies (principalement le charbon et le gaz). Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de réduire de plus de moitié en quinze ans la part du brut dans le bilan énergétique.

L'ARABIE SAOUDITE CONTINUERA DE SUPPLÉER L'IRAK POUR CERTAINES LIVRAISONS

L'Arabie Saoudite continuera, au cours du premier trimestre de 1981, d'assurer l'approvisionnement *pétrolier des pays importateurs* affectés par le conflit irako-iranien, affirme la revue *Middle East Economic Survey* (MEES).

Selon la MEES, les livraisons supplémentaires continueront de bénéficier à la France (120 000 barils par jour), à l'Italie, au Brésil, à la Grèce, à l'Espagne, à la Turquie, à la Yougoslavie, à l'Inde, au Pakistan, au Maroc et à la Somalie. Le Japon a en revanche vu les livraisons suspendues en raison de « commissions » qui renchérissaient trop fortement, aux yeux des Saoudiens, le pétrole exporté par Ryad.

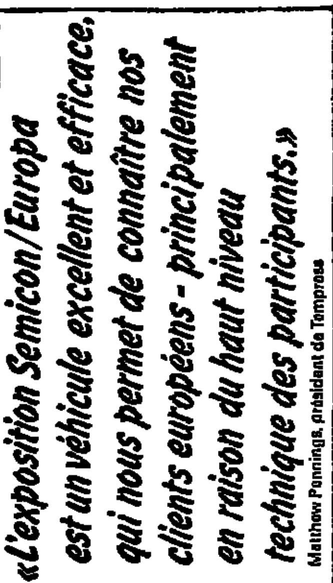
Le trimestre dernier, l'Arabie Saoudite avait vendu ces quantités supplémentaires au prix irakien. Le « *kirkouk* » étant proposé 36,18 dollars — alors que le brut saoudien est vendu 32 dollars, — les pays bénéficiaires de cet approvisionnement s'interrogent sur le prix que va leur proposer Ryad.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « Trop d'électricité nucléaire en 1990 ? » (*le Monde* du 17 janvier), une coquille a déformé un chiffre. La puissance nucléaire installée par E.D.F. pour répondre aux besoins de 1990 est de 66 gigawatts — et non de 36 — (contre 32 pour le VIIe Plan et 30 pour un scénario de croissance sobre en énergie). D'autre part, la durée moyenne de fonctionnement des centrales *dans les prévisions E.D.F.* est de quatre mille cinq cents heures par an en l'an 2000 (et non de quatre mille heures).

● *La Libye suspend ses livraisons de gaz à l'Italie.* — La Libye et son client italien n'ayant pu se mettre d'accord sur le prix du gaz, Tripoli a décidé de suspendre ses livraisons, a indiqué un dirigeant de l'ENI italienne. L'Italie achète 2,5 milliards de mètres cubes à la Libye. Après l'Algérie, la Libye est le second pays producteur en moins d'un an à arrêter ses livraisons du fait d'un désaccord sur les prix.

MONNAIES

● *Contrairement aux pronostics que l'on pouvait effectuer à la* veille du week-end, les cours du dollar se sont légèrement repliés sur les marchés des changes lundi 19 janvier. La monnaie américaine valait, en fin de matinée, un peu moins de 4,63 F à Paris, contre 4,65 F et même 4,67 F vendredi 16 janvier, et à Francfort elle revenait à 2 DM contre 2,01 DM précédemment.





ÉTRANGER

La situation de Michelin aux États-Unis

Une lettre de « Business Week »

La querelle sur la marche des affaires du groupe Michelin aux Etats-Unis rebondit. Dans son édition du 1er décembre, l'hebdomadaire américain *Business Week* affirmait que la situation de la firme de Clermont-Ferrand outre-Atlantique était mauvaise (*le Monde* du 29 novembre). Il fondait son analyse sur une étude réalisée par la firme de courtage new-yorkaise Merril Lynch. Celle-ci répliquait, quelque temps après, en nous demandant de publier une mise au point dans laquelle on lisait notamment : *« Les opinions de l'article en question sont strictement celles de* Business Week *et vont à l'encontre de nos propres conclusions. Le seul bénéficiaire de la crise que traverse actuellement l'industrie pneumatique américaine est Michelin. La firme française est seule à accroître sa capacité. »*

Business Week, à son tour, nous prie, par son intermédiaire en France, *MacGraw Hill World News*, de publier la lettre de M. Lewis H. Young, directeur de sa rédaction et vice-président.

« J'ai entre les mains la copie d'un article publié dans votre numéro du vendredi 12 décembre dans lequel Merrill Lynch essayait de donner des précisions sur l'article que nous avons publié sur Michelin dans notre numéro du 1er décembre dernier

» Il semblerait que Merrill Lynch ait manqué de clarté. Ils vous ont fait savoir que Business Week *a utilisé un extrait d'une ancienne analyse de Merrill Lynch sur Michelin dépassée du fait des fluctuations monétaires.*

» Or il est important que vous sachiez que les chiffres que nous avons utilisés dans notre article nous ont été fournis par un analyste financier de Merrill Lynch. Et nous les avons reconfirmés auprès de lui le jour même de notre mise sous presse. Si ces données ne sont plus d'actualité, ce sont malheureusement les seules fournies par Merrill Lynch. »

[D'après nos informations en provenance des Etats-Unis, il apparaîtrait que les affaires de Michelin de l'autre côté de l'Atlantique ne sont effectivement pas brillantes. Même son de cloche chez les analystes français spécialisés. Le seul point de désaccord concerne l'ampleur du déficit de Michelin aux Etats-Unis pour 1980. Estimées à 140 millions de dollars (620 millions de francs environ) par « Business Week », les pertes du groupe sont évaluées à Paris entre 30 et 50 millions de dollars (132-220 millions de francs). Quant au bénéfice par action Michelin, que Merrill Lynch fixe à 225 F, il se situerait, indique-t-on de source parisienne, entre 65 F et 80 F. — A.D.]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou Dép. −		DEUX MOIS Rep. + ou Dép. −		SIX MOIS Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	4,6275	4,6325	− 390	− 360	− 840	− 600	− 1 130	− 1 000
$ can.	3,8865	3,8930	− 280	− 240	− 445	− 400	− 700	− 570
Yen (100)	2,2890	2,2950	+ 60	+ 100	+ 115	+ 160	+ 400	+ 500
DM	2,3125	2,3165	+ 25	+ 50	+ 65	+ 90	+ 330	+ 420
Florin	2,1200	2,1240	+ 20	+ 40	+ 50	+ 75	+ 240	+ 315
F.B. (100)	14,3355	14,3600	− 90	+ 60	− 50	+ 120	− 10	+ 550
F.S.	2,5445	2,5490	+ 115	+ 145	+ 240	+ 280	+ 810	+ 915
L. (1 000)	4,8470	4,8550	− 235	− 150	− 480	− 390	− 1 300	− 1 080
£	11,1315	11,1490	− 400	− 300	− 605	− 500	− 800	− 490

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 5/8	8 7/8	9	9 1/4	9	9 1/4	9	9 1/4
$ E.-U.	20	20 1/4	19 3/4	20	19	19 1/4	17 1/4	17 1/2
Florin	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 1/2	9 3/4
F.B. (100)	10	11	11 7/8	12 1/2	12 1/8	12 3/8	12 1/2	12 3/4
F.S.	8 1/4	8 1/2	5 1/8	5 5/8	5 1/4	5 1/2	5 5/8	6
L. (1 000)	14	15	15 3/4	16 3/4	16 1/2	17 1/2	18	19
£	13 3/4	14 1/4	14 1/4	14 1/2	14 1/4	14 1/2	13 3/4	14
Fr. franç.	10 1/2	10 7/8	10 1/2	10 3/4	10 7/8	11 1/8	12 1/8	12 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Financière de la Méditerranée, s.a.

Banque d'affaires inscrite sur la liste des banques françaises

La raison sociale de la Banque d'Affaires Franco-Arabe S.A. devient, à partir du 1er janvier 1981, Compagnie Financière de la Méditerranée S.A. Cette décision de l'assemblée générale des actionnaires de la banque, approuvée par le Conseil national du crédit, vise à uniformiser l'emploi de la dénomination « Méditerranée » dans les différentes sociétés financières ou bancaires du groupe.

Dans le même temps, la raison sociale de Arab Investors Group S.A., société holding luxembourgeoise au capital de 75 millions de dollars U.S. entièrement versé et qui détient la totalité du capital de la nouvelle Compagnie Financière de la Méditerranée S.A., devient, à partir de la même date, Méditerranée Investors Group S.A.

Bien entendu, ce changement de raison sociale ne modifie en rien le statut de banque d'affaires, la nature ou le type des activités de la Compagnie Financière de la Méditerranée S.A.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX

Le conseil d'administration de la Compagnie financière Delmas Vieljeux, dans sa séance du 19 décembre 1980, a décidé de faire bénéficier l'ensemble des salariés du groupe Delmas Vieljeux des dispositions prévues par la loi du 24 octobre 1980, créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales.

De ce fait, le conseil d'administration proposera à l'approbation d'une prochaine assemblée générale extraordinaire d'augmenter le capital dans la proportion de 3 % du capital actuel. Les nouvelles actions seront réparties entre l'ensemble des salariés de la Compagnie financière Delmas Vieljeux et de ses filiales à plus de 50 %, présents dans l'entreprise à la date dudit conseil et satisfaisant aux critères prévus par la loi.

ENERGIA SICAV

Au 31 décembre 1980, l'actif net de la société s'élevait à 210 084 066,22 F contre 104 043 217,40 F au 28 décembre 1979.

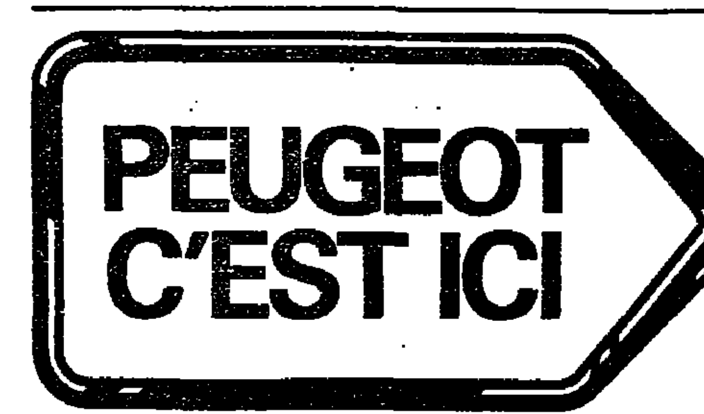
Entre le début et la fin de l'exercice, le nombre d'actions en circulation est passé de 698 028 à 976 054, et la valeur liquidative de 149,05 F à 215,24 F.

En tenant compte du coupon net de 5,18 F, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,43 F mis en paiement le 19 mars dernier, la progression de la valeur liquidative par action ressort à 47,9 %.

Le portefeuille d'Energia est orienté de façon préférentielle vers les valeurs représentatives de l'énergie, de l'or et des ressources naturelles. Au 31 décembre 1980, l'actif net, dont 44,35 % étaient constitués de valeurs rattachées au secteur de l'énergie et 45,11 % de valeurs rattachées à l'or, se répartissait ainsi :
— Obligations françaises : 44,80 % ;
— Actions françaises : 2,89 % ;
— Actions étrangères : 44,93 % ;
— Autres éléments d'actif : 7,38 %.

Les dix lignes les plus importantes du portefeuille (en valeur boursière) étaient à cette date les suivantes :
— Emprunt d'Etat 4 1/2 % 1973 ;
— Emprunt d'Etat 7 % 1973 ;
— Caisse nationale de l'énergie 3 % ;
— Atlantic Richfields ;
— Standard Oil of Ohio ;
— Union Pacific ;
— Amgold ;
— Baker International ;
— West Driefonteyn ;
— Hugues Tool.

Les actions Energia peuvent être souscrites auprès des établissements suivants :
— Banque pour l'industrie française, 26, rue Laffitte, 75009 Paris, tél. 247-53-34 ;
— Banque de la Mutuelle industrielle, 55, rue La Boétie, téléphone 563-11-78 ;
— Société générale, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, téléphone 266-54-00 ;
— Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris, téléphone 260-35-20.







LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 JANVIER

Léger progrès

A quelques jours de la liquidation de janvier, le marché est resté indécis. L'indicateur de tendance a réduit son avance au cours de la séance de lundi et terminé en très légère hausse (+ 0,05 % environ).

Les éléments positifs n'ont pas manqué (victoire du candidat de la majorité à l'élection partielle de l'Eure, accord pour la libération des otages américains en Iran) et pourtant les investisseurs sont restés très prudents. La publication du très lourd déficit de la balance commerciale de la France pour l'année 1980 est là pour le rappeler.

Au total sur le marché à terme, les hausses (90) ont été néanmoins plus nombreuses que les baisses.

Au chapitre des hausses, on note Maritime des Chargeurs (+ 9,9 %), Mumm (+ 6,4 %), Kléber-Colombes (+ 5,3 %), Presses de la Cité (+ 3,9 %), au plus haut de l'année, SIAS (+ 3,9 %), Bic (+ 3 %), P.M. Labinal (+ 2,8 %), Signaux (+ 2,8 %), S.C.O.A. (+ 2,8 %), A.L.S.P.I. (+ 2,75 %).

Les plus importants écarts à la baisse sont enregistrés sur CEM (− 6,6 %), Saulnes et Gorcy (− 4,6 %), Vallourec (− 2,9 %), B.S.N. (− 2,9 %), B.C.T. (− 2,6 %), Crouzet (− 2,6 %), Lab. Roger Bellon (− 2,4 %), Papeteries de Gascogne (− 2 %), Jacques Borel (− 2 %), Radiotechnique (− 2 %). Hachette se replie enfin (− 4,8 %). Les valeurs pétrolières, qui avaient connu une reprise la semaine dernière, rechutent : Elf perd 0,6 %, C.F.P. 0,8 %.

Aux étrangères, les mines d'or baissent : Anglo-American (− 3 %), Western Holding (− 2,7 %), Harmony (− 2,7 %). Elles suivent en cela les cours du métal jaune à Londres (558,75 dollars contre 560,75 dollars). A Paris, en revanche, le lingot gagne 425 F à 90 995 F et le napoléon 3 F à 930 F. L'emprunt 7 % 1973 gagne 15 F à 9 220 F.

VIE DES SOCIÉTÉS

IBM enregistre pour l'exercice 1980 un bénéfice net de 3,56 milliards de dollars, en hausse de 18 %. Cette amélioration des résultats marque un renversement de tendance par rapport à 1979, année où ils avaient subi une baisse de 3,2 %.

Pour l'exercice qui vient de s'achever, le chiffre d'affaires se monte à 26,2 milliards de dollars, en progrès de 15 %.

HITACHI. Le premier semestre de l'exercice 1980-1981 se solde par un bénéfice net de 60,2 milliards de yens (soit 22,84 yens par action). Ce résultat est en très légère hausse sur celui de 1979-1980 (+ 9 %). Le chiffre d'affaires quant à lui progresse de 15 %. Cette évolution divergente du bénéfice et du chiffre d'affaires s'explique notamment par la forte baisse des ventes de produits de consommation, par la fluctuation des changes et par l'accroissement des frais financiers.

FNAC. — Pour le premier trimestre de l'exercice 1980-1981, le chiffre d'affaires de la société progresse de 21 %. L'activité la plus soutenue a été celle du département « son ».

EUROBAIL enregistre pour l'année 1980 un résultat de 16,25 millions de francs, en progression de 11 %. Le dividende devrait pouvoir être augmenté de 10 %.

CAMPENON BERNARD vient de racheter à ESSO la participation que cette société possédait dans le capital de Via-France, entreprise de travaux publics qui a réalisé en 1980 un chiffre d'affaires de 800 millions de francs.

GÉNÉRALE OCCIDENTALE. — Pour le premier semestre de l'exercice 1980-1981, le bénéfice net consolidé après éléments exceptionnels et intérêts minoritaires se monte à 87,2 millions de francs (contre 75,99 millions de francs).

CIBA-GEIGY. — Le deuxième groupe industriel helvétique enregistre pour l'exercice 1980 un chiffre d'affaires de 11,91 milliards de francs suisses, soit une hausse de 15 % à périmètre de consolidation comparable. L'activité la plus soutenue a été celle de la division « produits pour l'agriculture » (+ 20 %).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	15 janv.	16 janv.
Valeurs françaises	96,3	96,6
Valeurs étrangères	100,1	101,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	106,2	106,9

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	9 janv.	16 janv.
Indice général	128,3	128,3
Assurances	230,6	225,1
Banques et soc. fin.	93,4	93,8
Sociétés foncières	147,8	147,8
Soc. investissem. portef.	125,8	126,0
Agriculture	153,8	150,5
Alimentat., brasser., distill.	146	149,9
Automob., cycles et leurs équipem.	49	48
Bâtim., mat. constr., trav. publics	168	172
Caoutchouc (industr. et comm.)	48,6	48,5
Carrièr. salin. charb.	128,4	124,6
Construct. mécan. et naval.	128,5	130,8
Hôtels, casinos, thermal.	155,2	161
Imprimeries, papiers, cartons	121,1	132,6
Magasins, comptoirs d'exportation	98,5	100,2
Matériel électrique	130,6	133,9
Métallurgie com. des prod. métal.	34,8	34,7
Mines métalliques	119,7	116,5
Pétroles et carburants	157,5	164,4
Produits chim. et électro-métall.	142,4	144,0
Services publics et transp.	109,8	110,5
Textiles	85,1	86,3
Divers	149,1	150,2
Valeurs étrangères	173,4	175,3
Valeurs à revenu fixe ou ind.	204,5	200,8
Rentes perpétuelles	34,2	36,7
Rentes amortis., fonds garantis	542,2	520,6
Secteur industr. publ. à rev. fixe	89,1	89,2
Secteur industr. publ. à rev. ind.	344,5	358,5
Secteur libre	96,5	96,3
INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949		
Valeurs à revenu fixe ou ind.	358,3	351,8
Valeurs franç. à revenu variable	875,3	889,1
Valeurs étrangères	1281,6	1295,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	104,6	106,9
Produits de base	91,8	95
Construction	162,5	165,7
Biens d'équipement	106,2	109,8
Biens de consomm. durables	63,2	62,1
Biens de consomm. non durables	80,2	81,9
Biens de consomm. alimentaires	114,7	116,8
Services	168,6	172,6
Sociétés financières	111,8	112,5
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	208,5	210,7
Valeurs industrielles	93,9	96,4
BOURSES RÉGIONALES Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	133,4	134,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 19 janv. .... 10,5 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	17/1	19/1
1 dollar (en yens)	203,80	203

BOURSE DE PARIS - 19 JANVIER - COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

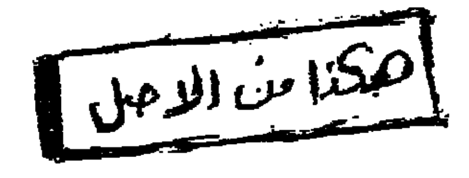
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 19/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 682	4 633	4 550	4 770
Allemagne (100 DM)	231 170	231 400	225	237
Belgique (100 F)	14 378	14 387	13 950	14 650
Pays-Bas (100 fl.)	212 700	212 690	206	217
Danemark (100 krd)	75 190	75 260	72 500	77 500
Norvège (100 k)	89 030	88 710	86	91
Grande-Bretagne (£ 1)	11 190	11 190	10 850	11 400
Grèce (100 drachmes)	9 835	9 810	....	....
Italie (1 000 lires)	4 868	4 873	4 500	4 900
Suisse (100 fr.)	255 360	254 100	248	261
Suède (100 krs)	104 470	104 250	101 500	107
Autriche (100 sch)	32 650	32 700	32 900	33 600
Espagne (100 pes.)	5 762	5 748	5 500	5 900
Portugal (100 esc.)	8 675	8 645	7 600	8 500
Canada ($ can 1)	3 914	3 896	3 840	4 030
Japon (100 yens)	2 304	2 298	2 180	2 300

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19/1
Or fin (kilo en barre)	90450	90450
Or fin (en lingot)	90500	90995
Pièce française (20 fr)	927	930
Pièce française (10 fr)	497	507
Pièce suisse (20 fr)	652	653
Pièce latine (20 fr)	634 90	645
Souverain	800 10	807
Pièce de 20 dollars	3376	3400
Pièce de 10 dollars	1696 20	1700
Pièce de 5 dollars	902 50	.....
Pièce de 50 pesos	3710	3730
Pièce de 10 florins	640	640 10



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *M. Raymond Barre, a remis le 16 janvier à Lyon les « prix pour l'énergie » de la Société générale* à une équipe de onze personnes de la firme Novelerg (filiale de la C.G.E.) et à trois ingénieurs de la SNIAS responsables de la conception de l'Airbus. Après avoir insisté sur l'importance de la politique d'économie d'énergie le premier ministre a ajouté : « *On n'a jamais vu dans notre histoire de politique vigoureuse et continue au service de la France qui n'ait pas eu le soutien des Français.* »

CRÉATEURS D'ENTREPRISE

Votre siège à Paris

de 80 à 250 F par mois

Constitution de Sociétés

G.E.I.C.A. 56 bis, rue du Louvre, 75002 PARIS

Tél. : 296-41-12 +

M. Robert Lion, délégué général des H.L.M. sera remplacé à la fin de l'année par M. Bernard Brunhes

Au cours d'une conférence de presse sur le « conventionnement » à la réhabilitation des logements du parc H.L.M. ancien, qui s'est tenue à Paris le 19 janvier, M. Robert Lion, délégué général de l'Union des H.L.M., a annoncé qu'il quitterait ses fonctions à la fin de 1981 pour se consacrer à des actions en faveur du tiers-monde.

Son remplacement à l'Union nationale des H.L.M. sera assuré par M. Bernard Brunhes qui, en tant que chef du service des affaires sociales, a assumé la responsabilité du secteur social dans la préparation du VIIIe Plan.

Le comité directeur de l'Union des H.L.M. vient de se pencher attentivement sur les problèmes que pose le « conventionnement » à la réhabilitation des immeubles du parc H.L.M. Rappelons que le conventionnement, qui ouvre aux organismes la possibilité de financements *intéressants*, suppose également un accord avec les pouvoirs publics : hausse des loyers, ouverture du bénéfice de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) aux locataires sous condition d'un plafond de revenus, versement d'une contribution au Fonds national de l'habitat (F.N.A.).

Sur les 2 700 000 logements du parc H.L.M. ancien, plus de la moitié nécessitent des travaux sérieux d'amélioration, et les trois quarts un effort pour réaliser des économies d'énergie.

En juillet 1980, 38 000 logements avaient été conventionnés, 23 760 *étant en cours de conventionnement*. 58 % de ces opérations ont été entreprises dans cinq départements (Nord, Rhône, Bas-Rhin, Isère et Pas-de-Calais). Aucune n'a été effectuée dans quarante-neuf départements.

L'existence en 1979 et 1980 d'importants crédits budgétaires inutilisés illustre bien les difficultés que rencontre ce système, dit-on aux H.L.M. Alors qu'initialement le ministre de l'environnement et du cadre de vie prévoyait un conventionnement généralisé du parc H.L.M. à l'horizon 1985, l'ambition est aujourd'hui d'atteindre le quart de cet objectif. En fait, seuls les organismes à forte occupation sociale peuvent assurer le conventionnement de leur parc sans trop de soucis, car une forte majorité de leurs locataires bénéficient de l'A.P.L. Dans le cas contraire, une hausse de 25 % des loyers est mal ressentie par les locataires qui sont tentés de quitter leur logement H.L.M., ce qui, à terme, est créateur de nouveaux ghettos de l'habitat. Enfin, les organismes manifestent des craintes sur la pérennité de l'A.P.L.

[*M. Robert Lion*, inspecteur des finances, né à Paris, en 1934, est délégué général de l'Union nationale des H.L.M. depuis 1974.

Après avoir été conseiller technique aux cabinets de MM. Sudreau, Maziol et Pisani, ministres de l'équipement, en 1966 et 1967, puis auprès du préfet de la région parisienne, M. Delouvrier, il fut, de 1969 à 1974, directeur de la construction au ministère de l'équipement et du logement.

Conseiller économique et social, depuis septembre 1974 (et auteur d'un rapport sur la « *Qualité de l'habitat* »), président de la section de l'habitat du Conseil supérieur de l'hygiène publique (1976), il est, également, depuis 1978, président de la société nationale pour l'application de la géothermie. M. Robert Lion fut rapporteur du texte « *Vieillir demain* », réalisé pour le groupe prospective du Commissariat général du Plan.

[M. Bernard Brunhes, polytechnicien, âgé de quarante ans, est administrateur de l'INSEE et a été directeur de cabinet de M. Jean Ripert, alors directeur de l'INSEE, jusqu'en 1973. Après un séjour d'un an aux Nations unies, à New-York, il est redevenu directeur du cabinet de M. Ripert, lui-même devenu commissaire général au Plan. C'est fin 1976 qu'il prit au Plan la responsabilité du secteur social de cet organisme. Il a publié chez Dunod un ouvrage intitulé *Présentation de la comptabilité nationale française*. M. Brunhes est également membre du conseil de l'université de Paris-I et du haut comité de la population.]

La grève à la S.N.C.F.

UN TRAIN SUR DEUX CIRCULE SUR LES GRANDES LIGNES

Le trafic ferroviaire, perturbé par la grève déclenchée par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.G.A.A.C. (*autonomes*), était, selon la direction de la S.N.C.F., assuré, ce lundi 19 janvier, de la façon suivante :

● GRANDES LIGNES : un train sur deux sur l'ensemble du réseau, sauf à Paris-Saint-Lazare, où le trafic était normal en direction du Havre et de Cherbourg, et à Paris-Montparnasse, où le service était totalement assuré en direction de Rennes et presque entièrement en direction de Nantes.

● BANLIEUE : un train sur deux à *Paris-Est* ; un train sur trois à *Paris-Nord, Paris-Austerlitz et Paris-Lyon* ; deux trains sur trois à *Paris-Montparnasse* et trois trains sur quatre à *Paris-Saint-Lazare*.

Cette grève a été lancée pour appuyer les revendications portant sur les effectifs, les conditions de travail et le déroulement des carrières. La C.G.T. a appelé à reprendre le travail le mardi 20 janvier à 6 heures, la F.G.A.A.C., le mercredi 21 janvier à 6 heures, et la C.F.D.T., le 25 janvier à minuit.

DEUX PROJETS DE RADIO PRIVÉE EN ITALIE

M. Lecat : le gouvernement ne tolérera pas l'anarchie venue de l'extérieur

Après avoir évoqué les trois expériences de radios décentralisées lancées par Radio-France dans la région lilloise, la Mayenne et à Melun, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, s'en est pris vivement, au cours d'un déjeuner de travail du Syndicat *national de la presse hebdomadaire* régionale d'information, aux deux radios qui doivent émettre prochainement depuis le territoire italien, Radio-Mont-Blanc et Radio-K : « *Pas plus que l'anarchie intérieure, le gouvernement ne tolérera l'anarchie venue de l'extérieure* », a déclaré le ministre.

« *Ces initiatives ont soi-disant pour objet de développer une radio plus proche des auditeurs et d'enrichir la communication*, a expliqué M. Jean-Philippe Lecat. *Il s'agit en fait d'enrichir quelques aventuriers qui rêvent de faire main basse sur toute une partie du marché publicitaire. Certains annonceurs ont pu être abusés, car les instigateurs de ces projets affirment s'abriter derrière une prétendue consultation d'avocats qui conclurait à la validité juridique de leur entreprise. Il n'en est rien. De telles radios sont doublement illégales :*

» *Sur le plan interne : non seulement en vertu de lois anciennes, mais d'une loi récente votée en 1978 ; d'une loi qui a été adoptée d'une manière extrêmement large dans les deux Assemblées, et sans qu'à la tribune les représentants d'aucun groupe parlementaire n'aient défendu l'abandon du monopole et l'anarchie sur les ondes.*

» *Sur le plan international : le gouvernement français entend que soient respectées les conventions auxquelles la France est partie comme ses voisins. Le droit d'utilisation de fréquences radio ne peut être accord par un Etat à une personne privée que dans les conditions fixées par les instances internationales de l'Union internationale des télécommunications. Ainsi dans le cas où l'utilisation d'une fréquence provoque des « débordements » sur tout ou partie du territoire d'un Etat voisin, ce dernier doit être consulté par le gouvernement qui envisage de délivrer une autorisation. C'est ce que la France attend des pays qui lui sont limitrophes.*

» *Je vous le dit de la manière la plus nette, le gouvernement français fera appliquer la loi de 1978, et il fera appliquer les accords internationaux en matière d'utilisation des fréquences : déjà des démarches très pressantes sont en cours auprès des autorités étrangères concernées.*

» *Il ne faut, en aucun cas, qu'un prétendu besoin d'innovation exploité par certains conduise à un partage nouveau de la publicité entre l'audiovisuel et l'écrit qui aboutirait à une situation anarchique, véritablement dramatique pour la liberté et le pluralisme de l'information dans notre pays.* »

Interrogé sur les déclarations du ministre, M. Gérard Stuffel, directeur de Radio-Mont-Blanc, nous a fait part de sa surprise. Prenant ses distances par rapport au *projet de Radio-K*, celui-ci rappelle que Radio-Mont-Blanc existe depuis cinq ans déjà dans le Val-d'Aoste, région autonome d'Italie, avec l'assentiment du gouvernement régional, et qu'elle y défend la langue française, une des deux langues — avec l'italien — parlée par la population. Quatre émetteurs de puissances très variables y existent déjà pour assurer une diffusion aussi complète que possible dans cette région au relief tourmenté. Un cinquième mis en chantier sur l'aiguille de Trê-la-Tête, d'une puissance d'environ 25 watts (les travaux ont été arrêtés pour la durée de l'hiver), devrait normalement desservir le haut de la vallée d'Aoste et ne devrait, toujours selon le directeur de Radio-Mont-Blanc, que peu déborder sur la France.

Radio-K, qui devrait démarrer courant février, a déjà ses studios à San-Remo et un émetteur de 27 kW installé sur le Monte-Bignone. Cette radio « indépendante », périphérique et commerciale, mais beaucoup plus modeste financièrement, devrait couvrir en gros les Alpes-Maritimes, le Var et les Bouches-du-Rhône.

Selon Pierre Crisol, un des trois fondateurs de Radio-K, l'expression « aventuriers » employée à leur encontre est « diffamatoire », et leurs avocats « *étudient les suites à donner à la déclaration du ministre* ». *En ce qui concerne les propos du ministre*, a-t-il ajouté, *nous considérons qu'il s'agit d'une attaque électoralo-commerciale. Le ministre de la communication a voulu faire peur à la presse quotidienne régionale ; celle-ci en effet ne manifeste aucune hostilité à notre égard. Dans la lutte contre la monopolisation de la communication en France nous sommes objectivement alliés.* »

» *Publicitairement, nous sommes peu gourmands. Qui gênons-nous avec nos quelques minutes de publicité à côté des heures quotidiennes de Radio-Monte-Carlo ? Radio-K est une radio de journalistes et de professionnels, une radio qui mise sur la qualité. Ceux qui menacent véritablement la liberté et le pluralisme de l'information dans notre pays, chacun les connaît aujourd'hui : les Lagardère et autres Sofirad.* »

Christian Poitevin qui dirige la société Régie-Ondes, société de régie créée pour la publicité de Radio-K, répond en forme de boutade qu'il n'existe qu' « *une seule communication, l'aventure, et une seule aventure, la communication* ».

A Paris

INCENDIE CRIMINEL DANS UN FOYER DE PERSONNES AGÉES

Un incendie d'origine criminelle a causé d'importants dégâts, le lundi 19 janvier très tôt dans la matinée, dans le foyer pour personnes âgées dit Résidence les Princes, situé 109, rue de l'Université, à Paris (7e). Cet établissement — l'un des soixante-quinze que gère le bureau d'aide sociale de la Ville de Paris — compte cinquante-sept lits.

Le feu s'est déclaré aux alentours de 2 heures, dans la salle-à-manger, qui a été totalement détruite. Arrivés rapidement sur les lieux, les pompiers ont maîtrisé le sinistre avec difficulté, mais l'évacuation des pensionnaires n'a pas été opérée, tout danger ayant été rapidement écarté. Les pompiers ayant décelé deux foyers distants d'une dizaine de mètres l'un de l'autre, l'hypothèse d'un acte de malveillance a été avancée. Elle est confirmée par la découverte, sur les lieux d'une bougie, d'allumettes et de deux briquets.

Le numéro du « Monde » daté 18-19 janvier 1981 a été tiré à 536 187 exemplaires.

Les quatre mille musulmans de Mantes-la-Jolie auront leur mosquée

Après plus d'une année de tension, de contestation et de polémique, Mantes-la-Jolie (Yvelines) va enfin avoir sa mosquée. La pose de la première pierre aura lieu dans les derniers jours de janvier à deux pas des premiers immeubles de l'immense cité du Val-Fourré, qui compte plus de vingt-cinq mille habitants.

L'opposition des riverains qui redoutaient « *les nuisances apportées par plusieurs centaines de musulmans venant suivre leur culte* » n'y aura donc rien fait. Pas plus que les manifestations de racisme qui ont fleuri ici et là depuis de longs mois sur les murs de la ville. Certains tracts étaient même allés jusqu'à présenter le maire, M. Paul Picard (P.S.), comme un jeune « pied-noir » acharné à défendre le projet, en vendeur de merguez sur un fond de mosquée. « *Tout cela n'est pas essentiel*, dit-il. *J'applique avec énergie la loi protégeant la pratique des cultes. Tant pis si j'y perds quelques voix.* »

Dans cette municipalité d'union de la gauche, le parti communiste avait plutôt emboîté le pas à l'union de défense écologiste, hostile à l'édification de la mosquée.

Parmi la population, ceux qui considéraient hier la construction d'une mosquée comme une provocation contre les habitants de cette cité populaire déjà riche en problèmes mais pauvre en espaces verts adoptent aujourd'hui un langage plus pondéré. « *C'est vrai*, reconnaissent-ils, *les musulmans sont plus de quatre mille dans l'agglomération et méritent un lieu de culte. Mais l'endroit choisi n'est sans doute pas le meilleur.* »

Dans huit mois, l'actuel lieu de culte islamique — un F3 au rez-de-chaussée d'une tour H.L.M. — devrait être remplacé par la mosquée et par son minaret de 16 mètres de haut où, bien sûr, le muezzin ne montera pas pour appeler à la prière.

D. R.

LA FÉDÉRATION D'ILLE-ET-VILAINE DU P.C.F. REVIENT SUR SON OPPOSITION A LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE ISLAMIQUE

De notre correspondant

Rennes. — La fédération d'Ille-et-Vilaine du parti communiste, qui s'opposait à la construction d'un centre culturel islamique à Rennes (*le Monde* daté 11-12 janvier), a changé d'avis. « *Nous sommes favorables à la construction de centres culturels dans les villes* », déclare la fédération dans un communiqué. Elle ajoute : « *La séparation de l'Eglise et de l'Etat est un principe dans la vie de notre pays. Cependant, quand il s'agit de travailleurs immigrés, de leur droit de pratiquer leur religion — alors que n'existent pas pour eux de lieux de culte — et de la possibilité d'accéder à leur culture nationale, nous considérons que des mesures spécifiques doivent être prises.* »

La fédération d'Ille-et-Vilaine du P.C.F. demande pour la construction de ce centre une contribution financière du patronat, qui emploie la main-d'œuvre immigrée, ainsi que la prise en charge d'une partie des dépenses engagées par le Fonds d'action sociale.

Cette volte-face avait été précédée d'une déclaration du groupe communiste du conseil municipal de Rennes, opposé au projet après l'avoir pourtant voté le 28 avril dernier, et qui affirmait sa volonté de solidarité dans la gestion des affaires municipales (*le Monde* du 15 janvier).

La modification de l'attitude du (P.C.F., qui, avec le Parti des forces nouvelles, était la seule organisation politique à s'être prononcée contre la création du centre islamique, semble s'expliquer essentiellement par la vague de contestation soulevée par cette position chez les militants. Plusieurs d'entre eux ont exprimé, dans une pétition, leur désaccord avec les déclarations de leur fédération départementale.

« *Brandir la menace d'un ghetto culturel nous apparaît comme totalement infondé et de nature à entretenir une campagne de racisme larvé* », affirmaient les nombreux signataires de la pétition.

Le revirement de la fédération intervient à la veille de la venue à Rennes de M. Georges Marchais, le mardi 20 janvier. — C. T.

Nouvelles brèves

● *Un pacte pour l'emploi du personnel d'encadrement* sera rédigé pour le 15 février et présenté au conseil des ministres du 20 février, a annoncé le 19 janvier, M. Jean Menu, président de la C.G.C., à l'issue d'un entretien avec le premier ministre, M. Raymond Barre, à Matignon.

● *Manifestation antinucléaire à Audierne.* — Quelques centaines de personnes, hostiles à la centrale nucléaire de Plogoff, ont manifesté, dimanche *18 janvier*, à Audierne. Elles se sont heurtées aux gendarmes qui protégeaient le sous-préfet et M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère, venus assister à une réception offerte de la municipalité. La préfecture du Finistère a dénoncé dans un communiqué « *les agissements inadmissibles* » dont ont été victimes ces deux personnes, qui ont été « *insultées et molestées* ». « *De tels agissements sont à l'évidence inadmissibles, tant il est vrai que les élus et les autorités administratives doivent pouvoir se déplacer librement dans le cap Sizun, sans être soumis à des violences verbales ou physiques.* »

● *Neuf personnes sont mortes* et vingt-sept ont été blessées, dimanche 18 janvier, dans un incendie *qui a éclaté dans* le sud-est de Londres au cours d'une fête organisée par des Jamaïcains. Selon un porte-parole de Scotland Yard, l'incendie a peut-être été provoqué délibérément par une personne rendue furieuse par la musique reggae. — (*Reuter*.)

● *L'augmentation des prix de gros britanniques* a atteint 12,75 % en 1980 contre 15,5 % en 1979, selon le ministère de l'industrie. La hausse n'a été que de 0,25 % en décembre contre 0,4 % en novembre. Pour les six derniers mois de 1980, les prix n'ont augmenté *que* de 2,75 %, ce qui équivaut à un taux annuel de moins de 6 %.

● *En R.F.A., le syndicat I.G. Metall* a demandé une augmentation de 8 % en 1981, après avoir rejeté une offre patronale de 2,5 % fixée par référence aux *gains de productivité escomptés* pour cette année. La métallurgie (3,8 millions de salariés, dont 34,3 % sont syndiqués à l'I.G. Metall) joue un rôle pilote dans les négociations salariales, qui sont annuelles en R.F.A. et dans lesquelles le gouvernement n'intervient pas.

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ELYSEES...

SOLDES D'HIVER

DE VRAIES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES!

TISSUS "COUTURE"

- Lainages pour manteaux et ensembles, tweeds, écossais, rayures, pour robes et jupes, coupons, etc.
- Imprimés d'hiver, étamines, soies, jerseys, lamés, tissus habillés, etc.

TISSUS D'AMEUBLEMENT

- Imprimés "décoration" velours, chintz, doupions, coupons et fins de séries.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

PAROLE PUBLIQUE

COURS D'EXPRESSION ORALE

HUBERT LE FÉAL

documentation sans engagement

387 25 00

30, rue des Dames Paris 17ème

PEUGEOT C'EST ICI







A B C D E F G